

Philippe San Marco

Europe,
mémoires d'avenir

*Un défi français :
se projeter sans s'imposer*



ESSAI

Europe, mémoires d'avenir.

Un défi français : se projeter sans s'imposer.

Introduction

Ce livre vient du besoin de répondre à une question. Celle de savoir pourquoi la chute du mur de Berlin a entraîné avec elle celle de la social-démocratie. C'est-à-dire de cet équilibre politique, si caractéristique de la civilisation européenne contemporaine, qui est au cœur de celle-ci, entre les nécessités de l'économie de marché et leur régulation au profit d'un mode de vie fait de solidarités sociales, générationnelles et territoriales. Un équilibre si profondément installé que le mot lui-même de social-démocratie y a dépassé les limites du concept politique auquel il fait historiquement référence. C'est qu'en Europe il y avait eu jusque-là un consensus entre les principales forces politiques de droite comme de gauche autour de valeurs suffisamment partagées pour que même en cas d'alternance, l'essentiel, la part qui nous est commune, ne soit jamais remise en cause. Seules les extrêmes de droite et de gauche se revendiquaient d'autres choix. Or la chute du mur de Berlin, loin d'entraîner la victoire et l'extension de la social-démocratie, semble avoir été suivie partout de la remise en cause de celle-ci, de manière permanente, et sans qu'on voit la fin de ce délabrement systémique. Au point que l'existence même de forces politiques représentant une gauche héritière d'un siècle et demi de luttes politiques et sociales n'est plus assurée dans ses bastions traditionnels comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne malgré les apparences, et même dans les pays du nord de l'Europe où elle ne survit parfois qu'au prix d'alliances hétérogènes, voir grâce à l'abstention parlementaire de l'extrême droite, ce qui n'est jamais gratuit.

Avec le recul du temps on peut même élargir cette question initiale à une autre interrogation encore plus grave, celle d'un lien éventuel entre la chute du mur de Berlin et la remise en cause existentielle de la construction européenne. Le paradoxe est déroutant mais la réalité est là qui s'impose à nous et exige qu'on y réfléchisse, sauf à accumuler les surprises devant des obstacles inédits que rien ne nous a préparé à affronter. L'effondrement du bloc communiste aurait dû signifier la victoire, non seulement de la social-démocratie mais aussi celle de la construction européenne entamée au lendemain et sur les ruines de la seconde guerre mondiale. Or c'est l'inverse qui se déroule depuis 1990. Comme si l'on avait jeté le bébé avec l'eau du bain. Ou peut-être comme si une économie solidaire de plein emploi et une union des pays européens échappant à la dictature communiste n'avaient été que des armes conjoncturelles que nous avons dû déployer face à la menace soviétique. Et comme si la fin de celle-ci, justement symbolisée par la chute du mur de Berlin, avait rendu ces armes désormais inutiles, obsolètes, en tout cas inadaptées au monde nouveau dont cette chute allait paradoxalement permettre l'émergence.

Personne n'avait anticipé cela. Dans un premier temps c'est même l'euphorie qui a gagné les responsables européens. Nous étions décidément les meilleurs et ce que nous avions fait devait aussitôt et naturellement s'étendre à l'ensemble du continent européen, rassemblé enfin dans une maison commune. L'élargissement sans limite de la construction européenne relevait ainsi d'une évidence, au point qu'il devenait normal de se préparer à y inclure la

Turquie dont la dimension européenne ne tient qu'à un petit lambeau de terre rescapé postcolonial de l'effondrement de l'empire ottoman en Europe et dont la civilisation n'avait rien à voir avec celle de l'Europe, si ce n'est justement un affrontement civilisationnel séculaire. Mais qu'importe. Peace and love. La géopolitique ancienne était l'apanage des grincheux. Le marché unique et les normes communes de production s'imposaient comme seul horizon politique. La « fin de l'histoire », que certains théorisaient justement à ce moment-là.

Le réveil ne pouvait être que brutal et douloureux. Nous y sommes. C'est pour cela que les deux questions à l'origine de ce livre se posent sans plus d'échappatoire possible. Et aussi parce qu'existe un lien entre elles. Comme si la remise en cause de la social-démocratie et celle de la construction européenne étaient les deux faces d'une même crise. Celle provoquée par un monde en pleine mutation due à la disparition de l'Union soviétique suivie de la volonté des responsables la Chine communiste d'insérer désormais leur pays dans l'économie mondiale. Ce dégel post-guerre froide a eu un effet semblable à celui d'une formidable tectonique des plaques. Une nouvelle mondialisation s'est peu à peu mise en place, a redistribué toutes les cartes et ce faisant est venue bousculer des équilibres qu'on avait cru inébranlables. En Europe, une fois la phase d'euphorie soldée par une réalité faite de délocalisations, d'effondrement industriel, de chômage massif entraînant la mise en cause des systèmes de solidarité, l'idée s'est insinuée que cela ne pouvait plus durer. Cela n'était pas faux. Mais aussi que ce qui avait fait notre bonheur et notre honneur, cette idée de solidarité entre nous et au sein d'une Europe institutionnelle en construction, était en train de nous affaiblir, de se retourner contre nous, nous exposant sans protection à un monde redevenu dangereux.

Un fossé a donc commencé à séparer les gens au pouvoir, dans chaque pays d'Europe et au sein des instances européennes, de la masse d'une population qui n'avait pas besoin d'avoir fait de grandes études pour comprendre que les élites n'embrayaient plus sur la réalité. Qu'elles semblaient se contenter de subir. Que chaque nouveauté n'était que l'habillage d'un recul. Il n'est donc pas étonnant que les partis qui portaient cette part de rêve de lendemains meilleurs s'en trouvent décrédibilisés. Et que l'espérance européenne se soit pour certains défigurée en cauchemar. Si rien ne se passe, nous assisterions ainsi sous des formes inédites à la dislocation du fruit des efforts de trois générations. Certains peuvent s'en réjouir. D'abord parmi les adeptes de la « start up nation » et des premiers de cordée, pour lesquels cet équilibre caractéristique de l'Europe entre marché et solidarité était de toute façon trop pesant. Un handicap pour aller plus loin, plus vite, sans entraves, fut-ce au prix de l'explosion d'inégalités qui ne seraient que dans la nature des choses. Mais cette dislocation a aussi ses adeptes parmi ceux, à gauche comme à droite, qui sacralise la nation comme la borne indépassable de toute action publique légitime. Ce qu'elle était en effet devenue depuis la fin du XVIIIe siècle et surtout à partir du XIXème siècle. Soit que la nation soit pour eux l'espace exclusif où la citoyenneté peut s'exercer pleinement soit qu'elle soit plus simplement le seul rempart d'une identité menacée. L'alliance des deux groupes autour du concept de souveraineté pouvant bien sûr se faire le temps de tout casser pour exploser ensuite, trop tard pour revenir en arrière.

La question initiale posée par ce livre prend alors tout son sens. Car y répondre, y trouver une explication mais aussi une solution, une issue, c'est intervenir enfin au cœur de l'engrenage

implacable qui s'est mis en place et qui broït les meilleures volontés. C'est le stopper net, réorienter la course, autrement qu'elle n'était peut-être, sans doute, et aller de l'avant, échapper à la spirale destructrice qui semble tout happer de ce que nous avons mis des décennies à bâtir. Il ne s'agit donc pas ici d'élaborer un programme politique mais bien amont d'essayer, tant qu'il en est encore temps, de comprendre comment chacun de nos pays s'est constitué. De savoir quel est notre imaginaire commun et respectif. Car d'où l'on vient indiquera où l'on va, où l'on peut aller et à quel prix, imposera des corrections qui permettront non de disparaître mais justement de continuer notre course parmi les nations.

Le premier titre sera donc consacré à poser, à déposer, à disséquer les mots auxquels nous faisons tous référence en Europe sans pour autant leur attribuer le même sens. A commencer par celui de Révolution, porteur de tant d'ambiguïtés et générateur de tant d'incompréhensions, surtout de la part des Français qui croient en avoir le monopole de l'usage et du sens. Ce qui est loin d'être le cas. Or il est important, comme un préalable avant de pouvoir aller plus loin, de recontextualiser ce mot afin déjà de mesurer les différences de sens et d'imaginaire qu'il véhicule parmi les peuples d'Europe. Car seule cette compréhension permettra d'envisager un futur commun qui tienne compte de cette diversité. Mais l'exercice permettra aussi de mesurer l'importance de ce qui est commun aux Européens, bien au-delà de ce qui les sépare, des frontières, des gouvernements, des guerres passées. Tout un univers mental. Celui qui constitue **une civilisation distincte des autres**, y compris de celle des Etats Unis d'Amérique, avec ses codes, ses références, qui n'ont même pas besoin d'être l'objet de lois mais au sein desquelles nous baignons naturellement. Qui font qu'en quelque endroit de l'Europe que nous soyons, même avec la barrière de la langue, nous savons que nous sommes un peu chez nous, avec des gens avec lesquels nous partageons les mêmes valeurs. Cet exercice assurera qu'une projection dans l'avenir soit ancrée dans la légitimité de cette diversité. A l'inverse, faute de cette compréhension, l'accumulation des malentendus nous conduirait à l'impasse.

Le second titre aura pour objet de resituer la construction européenne actuelle dans sa dimension historique. Afin de comprendre que celle-ci vient de loin, parfois de très loin, au point que nous en avons perdu la mémoire. Or les précédents sont porteurs de leçons. Comment l'extrême diversité des statuts étatiques avait-elle alors été institutionnellement surmontée ? Une diversité bien plus grande qu'aujourd'hui où, depuis un peu plus d'un siècle à peine, les nations ont fixé le paysage politique. Sous quelles forces les constructions supra-étatiques des siècles passés se sont-elles effondrées ? Comment, de cette construction et surtout des conditions de cette déconstruction, nous avons hérité d'une situation qui est ce qu'elle est et qui aurait pu être autre. Des erreurs stratégiques ont entraîné des guerres terribles dont nous sortons à peine. Au fond dont nous ne sommes sortis vraiment qu'avec justement **la chute du mur de Berlin qui clôt une longue séquence historique de plus d'un siècle**. Ce qui justifie les tâtonnements de la période actuelle qui n'ont rien de ridicules. Une période nouvelle à laquelle nous n'étions pas préparés, qui devrait susciter de la patience et de l'indulgence. Et certainement pas de l'impatience ni de la condamnation hâtive.

Le titre 3 reviendra plus précisément sur les conséquences que l'on doit tirer de cette analyse dans le cas particulier de la France. Car notre pays, plus que les autres, et de manière originale, s'est inscrit dans toute cette histoire d'une façon qui, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, n'est désormais ni durable ni reproductible. La mue naturelle qu'impose aux structures

vivantes l'adaptation au monde qui change est dans notre cas plus difficile, car plus profonde. Alors autant plonger dans ce qui a fait ce que nous sommes collectivement et dont nous sommes tellement imprégnés même inconsciemment. L'exercice n'est pas facile et n'a pas pour objet de se flageller sur l'autel dont ne sait quelle modernité dictée de l'extérieur. Mais **tenter d'aller de l'avant et de donner un sens nouveau à la construction européenne nous impose de regarder l'originalité de notre rapport à la violence**. Quelque chose qui nous est propre et qui continue de caractériser le fonctionnement de nos institutions et les rapports entre nous. Quelque chose qu'il nous appartient de changer.

Enfin avec le titre 4 il s'agira de **rassembler toutes ces mémoires européennes, éparses et meurtries, oubliées bien souvent mais pourtant toujours pesantes**. L'exercice n'a pas pour objet de réveiller les vieilles querelles mais au contraire de permettre à chacun d'entre nous, séparément, mais aussi tous ensemble, de mesurer combien chacun de nous a souffert. Qu'il y a en Europe un stock immense de souffrances qui impose le respect, le calme, la compassion. Un stock de souffrances à l'aune duquel chacun ressent charnellement que c'est aussi et peut être surtout cet héritage qui loin de nous opposer nous unit, un héritage qui fonde une identité commune dont nous pouvons faire le ciment d'une vie commune. Comme si la diversité des mémoires était justement un des éléments structurants de l'identité européenne secouée par une nouvelle mondialisation qui en tout état de cause s'impose à elle avec la force d'un gigantesque tsunami.

Table des matières.

Introduction.

Titre I. La diversité des concepts de Révolution.

(Continuité, relativité et rupture)

- 1. Le précédent de la révolution anglaise.** La légitimité du Parlement.
- 2. la révolution américaine.** Le peuple souverain.
- 3 Un siècle de bascule des mentalités.** De Bossuet à Voltaire.
- 4. La singularité de la révolution française.** Extension au domaine économique et social.
- 5. La lutte contre l'église catholique.** Une culture de l'intolérance.
- 6. L'affirmation de la Nation.** L'idéologie de Valmy.
- 7. La terreur.** Une nouvelle mystification.
- 8. Une onde déstabilisante.** La prétention à l'universel.

Titre II. La structuration de l'Europe continentale.

(Altérité et diversité d'une identité commune)

- 1. L'ordre européen.** Le Saint Empire romain germanique.
- 2. L'équilibre européen.** De la paix d'Augsbourg aux traités de Westphalie. L'édit de Nantes.
- 3. Les victoires françaises en Europe.** L'effondrement d'un monde millénaire.
- 4. Le reflux français.** Le réveil allemand.
- 5. Conséquences à long terme de l'occupation de 1815.** Un engrenage mémoriel.
- 6. Le Congrès de Vienne.** La création de la Confédération Germanique. La Prusse sur le Rhin.
- 7. La Prusse unifie l'Allemagne.** La Confédération de l'Allemagne du Nord et le IIème Reich.
- 8. Trêves comme une métaphore.** L'univers mental de Karl Marx.
- 9. Cent vingt années pour en sortir (1870-1990).** De Sedan à la chute du mur de Berlin.
- 10. Les bases d'un nouveau clivage.** La crise de la social-démocratie.

Titre III. Vers un nouveau contrat social.

(Notre rapport à la violence)

- 1. La première révolution industrielle et la division des progressistes.** Juin 1848.
- 2. Les nouveaux philosophes ou les divers spectres du communisme.** Proudhon et Marx.
- 3. Les fantômes de juin 1848.** Littérature et politique.
- 4. La Révolution.** Histoire ou imaginaire.
- 5. La Commune.** Une schizophrénie mémorielle.
- 6. La fragile reconstruction d'une nation.** L'église catholique et le Haut Etat-Major.
- 7. Faire des citoyens.** L'école. Le suffrage universel.
- 8. Banalité de la violence.** Colonies, conflits sociaux, guerres européennes.
- 9. Changer de méthode.** L'équilibre des pouvoirs. Des processus inclusifs.

Titre IV. Mémoires de l'adversité.

(Fragilités et résiliences européennes)

- 1. Du bon usage de la guerre civile en France.**
- 2. Allemagne, mère blafarde.**
- 3. Italiani, brava gente ?**
- 4. Les guerres civiles européennes.**
- 5. A l'est, la guerre sans fin.**

Conclusion.

Titre I.

La diversité des concepts de Révolution.

(Continuité, relativité et rupture)

- 1. Le précédent de la révolution anglaise.** La légitimité du Parlement.
- 2. la révolution américaine.** Le peuple souverain.
- 3 Un siècle de bascule des mentalités.** De Bossuet à Voltaire.
- 4. La singularité de la révolution française.** Extension au domaine économique et social.
- 5. La lutte contre l'église catholique.** Une culture de l'intolérance.
- 6. L'affirmation de la Nation.** L'idéologie de Valmy.
- 7. La terreur.** Une nouvelle mystification.
- 8. Une onde déstabilisante.** La prétention à l'universel.

Avec les évènements de l'été 1789 la France entrait de plain-pied dans les temps modernes : ce qui avait commencé en Europe avec la découverte de l'Amérique, s'était poursuivi avec la Renaissance, la Réforme, et avait culminé avec les Lumières. Ce bouillonnement des idées qui ne s'accommodait d'aucune limite aboutissait en cette fin du XVIIIème siècle dans l'explosion du fondement même de l'ordre politique et social.

La révolution française n'était pourtant pas la première révolution réalisée au sein d'une société occidentale. Ce premier titre sera donc consacré à analyser les mots auxquels nous faisons tous référence en Europe sans pour autant leur attribuer le même sens. A commencer par celui de Révolution, porteur de tant d'ambiguïtés et générateur de tant d'incompréhensions, surtout de la part des Français qui croient en avoir le monopole de l'usage et du sens. Ce qui est loin d'être le cas. Or il est important de recontextualiser ce mot afin de mesurer les différences de sens et d'imaginaire qu'il véhicule parmi les peuples d'Europe. Car seule cette compréhension permettra d'envisager un futur commun qui tienne compte de cette diversité. A l'inverse, faute de cette compréhension, l'accumulation des malentendus nous conduirait à l'impasse.

1. Le précédent de la révolution anglaise.

La légitimité du Parlement.

Dès l'adoption de la "Grande Charte" en 1215 les Anglais avaient réussi à borner le pouvoir du souverain par celui d'un Parlement rassemblant les corps intermédiaires de l'époque, c'est-à-dire la noblesse ainsi que les représentants des Comtés et ceux des bourgeois des villes. Ceux-là même que les rois de France à partir de Louis XIV n'auront de cesse de laminer chez eux. C'est pourquoi il suffira en Grande Bretagne de laisser avec le temps lentement infuser le recrutement des membres de leur Parlement dans le grand bain de l'esprit démocratique pour que le contenu des institutions changeât sans que rien ne change dans leur forme. Alors qu'en France la faiblesse des corps intermédiaires concentrera sur la personne du roi une légitimité exclusive. Nos "parlements" n'avaient d'ailleurs jamais été que des cours de justice qui s'illustrèrent dans leur permanente résistance aux volontés réformatrices du roi et que la Révolution s'empressa de supprimer.

Ainsi, un siècle avant la France, les Anglais avaient réalisé ce qu'ils continuent de nos jours d'appeler leur "**Glorieuse Révolution**". En **1688** le roi Jacques II Stuart avait été chassé et le Parlement de Londres avait installé à la tête du royaume Guillaume III d'Orange, jusque-là Stathouder de la République des Provinces Unies. Résumée en cette courte phrase, la chose peut paraître banale aux Français. Un simple changement de dynastie, sans effusion de sang. Et l'usage en ce cas du mot de "révolution" nous paraît bien étranger au contenu que nous donnons à celui-ci, plein de fracas et de drames plus ou moins sublimes. Or il n'en est rien. Car c'était là l'épilogue d'une longue bataille, qui prit parfois la forme terrible d'une implacable guerre civile, qui avait opposé depuis le début du XVIIème siècle les tenants d'une autorité royale exclusive, "à la française" pourrait-on dire, aux partisans d'un équilibre des pouvoirs fidèle aux traditions insulaires. Car c'est bien le refus de l'absolutisme qui allait être à l'origine de la révolution anglaise.

Les choses avaient pourtant bien commencé. En 1603, le roi d'Ecosse **Jacques Stuart** avait pacifiquement hérité des couronnes anglaise et irlandaise, celles d'Elisabeth, la dernière des Tudors. Les trois royaumes avaient désormais le même souverain. Mais cela ne signifiait en aucun cas leur fusion. L'exécution de sa mère, Marie Stuart, avait en outre rendu Jacques Ier méfiant et prudent. Pour éviter dans ses royaumes les effets de la terrible **Guerre de Trente ans** qui allait dévaster le Saint Empire Romain Germanique de 1618 à 1648, Jacques, lui-même disciple de Calvin, tenta l'unification religieuse de ses trois royaumes, de leur théologie et même de leur liturgie. C'est alors que les résistances s'organisèrent. Ce furent les Catholiques irlandais qui réagirent les premiers d'autant plus qu'ils étaient directement victimes de la politique de colonisation de leur île au profit de Protestants anglais et écossais. Puis, parmi les Protestants, les Presbytériens écossais se liguèrent contre les Anglicans anglais. Le tout dans un climat général violemment anti-« papiste ». L'opinion publique, on dirait aujourd'hui les réseaux sociaux, voyait d'ailleurs dans les Catholiques de dangereux terroristes. L'un d'entre eux avait tenté de faire sauter le Parlement anglais en 1605, tandis qu'un autre avait assassiné le Français Henri IV en 1610. Bref, le climat était tendu et les esprits prêts à s'affronter. Comme toujours, comme chez nous aujourd'hui, la guerre civile avait commencé dans les esprits avant de se traduire dans les faits. Jacques avait pourtant réussi à naviguer entre tous ces écueils.

Mieux, en 1625 il avait en un geste d'apaisement marié son fils Charles, l'héritier du trône, à une fille d'Henri IV, elle-même pieuse catholique.

En février 1626, lors de l'intronisation du roi **Charles 1^{er}**, l'archevêque de Canterbury lui avait posé publiquement la question: "Sire, vous engagez-vous à observer les lois et coutumes que les rois d'Angleterre avant vous ont accordé à leur peuple, conformément aux lois, aux coutumes et aux privilèges accordés au clergé par le glorieux saint Edouard, votre royal prédécesseur, selon les lois de Dieu et du saint Evangile, et en accord avec la prérogative des rois et les anciennes coutumes du royaume". Charles avait promis. Un nouveau Parlement avait été élu, sans l'accord duquel il ne saurait donc y avoir d'impôts. Mais au-delà des impôts c'était de la politique même du roi que les parlementaires voulaient désormais débattre, préalablement à leur accord éventuel sur l'impôt. Charles considéra que c'était là aller trop loin dans l'empiètement de son pouvoir "divin". Sa réaction autoritaire fut interprétée par ses adversaires comme l'expression de ses arrière-pensées supposées de restauration catholique du fait de son mariage avec une fille d'Henri IV. Les incidents allaient se multiplier jusqu'à ce que le roi dissolve le Parlement. **De 1629 à 1640 il allait gouverner seul, sans s'encombrer des Lords et des Communes.**

Au cours de ces onze années de pouvoir personnel, Charles 1^{er} procéda à une profonde réorganisation administrative et financière. Les succès furent tels que certains commençaient à s'interroger sur les mérites de ce mode de gouvernement autoritaire, plus proche des usages continentaux, en particulier du modèle français catholique, celui d'une monarchie absolue. C'en était trop pour les tenants d'une tradition séculaire d'équilibre des pouvoirs entre le Roi et le Parlement, de refus de l'arbitraire dans les internements et de respect des libertés individuelles. Ces derniers furent aidés par la réaction populaire contre la réforme religieuse imposée par le Roi dans le but d'unifier son royaume sous le triptyque classique à l'époque : "un roi, une foi, une loi". Contraint de reculer, Charles convoqua un nouveau Parlement en 1640. Celui-ci voulut revenir sur toutes les décisions prises sans son accord. Le conflit avec le roi devenait inévitable. **En 1642 la guerre civile éclata** entre les "Cavaliers" (royalistes aux cheveux longs et bouclés) et les "Têtes rondes" (puritains au crâne rasé). **André Maurois**, dans son "Histoire de l'Angleterre", fera dire à un Cavalier : « *Dans notre armée, nous commettons les péchés des hommes : nous aimons le vin et les femmes ; dans la vôtre, vous avez les péchés du diable : l'orgueil spirituel et la rébellion* ». **En 1648 Cromwell épura le Parlement de tous ses adversaires** ce qui valut à celui-ci d'entrer dans l'histoire sous le nom de **Parlement "croupion"**. **Ce fut là le seul coup d'Etat militaire de toute l'histoire de la Grande Bretagne.** Mais cette épuration ne lui suffit pas et Cromwell finalement supprima ce Parlement tronqué. **Ce ne fut donc pas le roi que Cromwell dépouilla du pouvoir suprême mais un Parlement républicain.** Le soulèvement contre l'autorité royale n'avait abouti qu'à la dictature brutale de l'épée. **La guerre civile se solda en 1649 par la condamnation et la décapitation du roi Charles 1^{er}.** Le royaume devint un *Commonwealth and Free State*, autrement dit **une république, dirigée par Cromwell** désigné **Lord Protecteur**, c'est-à-dire un dictateur au sens antique du terme.

Avec Cromwell les Britanniques eurent ainsi leur expérience de la république, dans une version militaire, autoritaire, sans respect des libertés et puritaine. On comprendra qu'ils n'en aient pas gardé un bon souvenir. On remarquera d'ailleurs que les deux seules constitutions écrites en Grande Bretagne furent celles de 1653 et celle de 1657 qui correspondaient

justement à une dictature. **C'est aussi à cette époque que s'acheva au son du canon l'unification des trois royaumes.** Ce n'est qu'en 1707 que naquit au forceps un Royaume-Uni d'Angleterre et d'Ecosse et il fallut attendre 1800 pour qu'il devienne Royaume-Uni de d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. Là encore **il est donc prudent de nos jours de ne pas balayer d'un revers de main la persistance des nationalismes écossais et irlandais** qui s'enracinent dans la mémoire longue des peuples concernés. Celle de la **persécution des catholiques irlandais** qui ressentent la division de leur île comme une trace indélébile de colonialisme que **le Brexit** ne pourra que renforcer. **Celle d'un Parlement écossais indépendant de celui de Londres** que le même Brexit ne pouvait que réveiller. C'est enfin au cours de cette période républicaine que l'on vit dans l'armée de Cromwell de nombreux officiers, qui n'étaient avant la guerre que des artisans, refuser de devoir quitter des emplois qui leur donnaient tant d'autorité et de prestige. Et se faire par là même les défenseurs d'un régime qui supprimait les libertés pour lesquelles ils s'étaient soulevés. Pour les Français héritiers de mille ans d'histoire de pouvoir absolu, de laminage des corps intermédiaires, territoriaux ou statutaires, de coups d'Etat multiples et du pouvoir des prétoriens, cette compréhension demande un effort tant tout ceci nous est étranger et même étrange.

Après la **mort de Cromwell en 1658**, Charles II, le fils du roi décapité neuf ans plus tôt, fut remis sur le trône. Mais il tint compte du refus de l'absolutisme qui imprégnait la population. En **1679**, il fit voter l'"**habeas corpus**", dirigée précisément contre l'arbitrage royal. Par cette institution, toute personne arrêtée devait être présentée dans les 24 heures à un juge. Son frère Jacques II lui succéda en 1685. Dans le même esprit que son frère défunt, Jacques II fit publier en **1687** sa "**déclaration pour la liberté de conscience**". Mais ensuite, ne cachant pas son désir d'imposer la religion catholique à l'ensemble de ses sujets, le nouveau monarque se montra attiré par l'exemple de **Louis XIV**, qui pourchassait au même moment en France les Protestants et **venait en 1685 de révoquer l'Édit de Nantes**. C'est alors que les opposants au roi demandèrent au protestant Guillaume d'Orange, stathouder de la République des Provinces Unies, ennemi inconditionnel de la France et de Louis XIV, de s'emparer de la Couronne britannique. Tandis que les armées de Louis XIV saccageaient le **Palatinat allemand**, Guillaume en profitait pour débarquer avec une petite troupe en Angleterre, à Torbay, le 5 novembre 1688. Le 22 décembre 1688, le roi Jacques II Stuart était chassé de Londres et s'enfuyait à la Cour de Louis XIV. **En janvier 1689, le Parlement déclarait le trône vacant et l'offrait à Guillaume et à son épouse Marie Stuart**, à la condition qu'ils jurent de respecter le "**Bill of Rights**", la "**Déclaration des droits**". Il s'agissait d'un texte qui résumait les droits reconnus aux Anglais et selon lequel le souverain ne pouvait établir l'absolutisme. Ainsi, il était interdit au roi de suspendre des lois, d'empêcher leur exécution et d'ériger une juridiction d'exception. Il ne pouvait pas non plus percevoir d'argent ou entretenir une armée sans le consentement du Parlement. Cette révolution sans effusion de sang allait assurer la souveraineté au Parlement et la prospérité en Angleterre. L'institution du régime constitutionnel était une victoire de la démocratie sur l'absolutisme. Cette « *heureuse et glorieuse révolution* », débouchait sur l'instauration en Angleterre d'une monarchie parlementaire, la première de l'Histoire.

La vraie révolution anglaise est donc bien celle de 1688, qualifiée encore de nos jours de "happy and glorious", sans effusion de sang, et au profit des libertés. Par contre la République et la période de guerre civile qui la précéda et l'accompagna est qualifiée de "**Grande Rébellion**". On mesure là l'ampleur du **fossé mémoriel qui sépare nos deux pays**. Les mots

n'y ont pas le même sens. Et ceux qui suscitent l'enthousiasme chez nous sont de l'autre côté de la Manche source de révolutions. De plus l'attachement viscéral aux pouvoirs du Parlement de Londres ne pouvait que se fracasser contre la montée en puissance d'une souveraineté européenne vécue d'autant plus illégitime qu'elle est sans enracinement direct dans le peuple. Au-delà des péripéties conjoncturelles et tactiques qui ont conduit au Brexit, c'est bien vers un retour à des éléments constitutifs et profonds que l'on assiste. Mieux vaudrait s'en accommoder, les comprendre, et rebâtir les choses autrement en en tenant compte.

Le précédent de la Révolution anglaise s'était donc soldé par l'intronisation de Guillaume III d'Orange, chef des armées de la **République des Provinces Unies**. Or il n'y a rien là de hasardeux. Guillaume III était le petit fils du Roi Charles 1^{er}, décapité en 1649, et son épouse était la fille de Jacques II qu'il allait chasser de son trône. C'était un Protestant convaincu. Et c'est lui qui, en 1672, avait brisé l'offensive de Louis XIV contre les Provinces Unies. D'abord débordés, les Hollandais avaient renversé Jean de Witt et avait porté à leur tête le jeune Guillaume III. Peu à peu celui-ci avait transformé la République en une sorte de monarchie qui n'en avait pas le nom. Celui qui avait ainsi dirigé une république aristocratique avait accumulé une expérience originale pour exercer le pouvoir royal au sein d'une monarchie constitutionnelle. De fait il incarnait en sa personne la porosité des deux systèmes, dès lors qu'étaient respectés les principes d'équilibre des pouvoirs et de respect des libertés individuelles. Il aurait mieux valu s'en souvenir alors que le débat constitutionnel sur les mérites respectifs de la monarchie et de la république, particulièrement en France, allait se poursuivre encore deux siècles, suscitant des oppositions voire des déchirures que la réflexion paisible aurait permis de surmonter dès lors qu'on précisait de quoi l'on parlait au-delà des mots.

En outre la référence à la **République des Provinces Unies** nous rappelle que l'on n'avait pas attendu les Français pour que s'affirment des républiques. Celle des Pays Bas rayonnait à son zénith au XVII^{ème} siècle. Principale puissance maritime de l'époque après avoir réussi à se libérer du joug séculaire des Espagnols catholiques après une guerre de 80 ans, de 1568 à 1648, elle incarnait un Protestantisme associant la modernité et l'intelligence. Elle n'était pas seule dans ce cas. En Méditerranée, dans l'espace catholique, **Venise et Gènes** étaient de longue date des républiques puissantes. Gènes avait été pendant des siècles le siège d'une puissance mondiale. Braudel la cite comme à l'origine de la première économie-monde. Venise aussi était restée pendant des siècles une autre puissance mondiale, la tête d'un empire colossal, créateur d'immenses richesses.

D'une certaine manière la Grande Bretagne et les Provinces Unies étaient alors la réplique, l'antithèse de la France de Louis XIV. La révolution anglaise de 1688 et l'accession à la royauté de Guillaume III d'Orange étaient l'inverse de la révocation de l'Edit de Nantes et plus généralement de la conception absolutiste du pouvoir. **Si les mots ont un sens il est donc nécessaire de se rappeler que ceux de "république" et de "révolution" ne sont pas l'apanage de la grammaire française.** Avant la France et plus durablement qu'en France, d'autres pays européens leur avaient donné du sens, bien souvent différent que celui que nous tenons chez nous pour évident. On notera d'ailleurs que les trois grandes républiques de l'époque, celles de Gènes, de Venise et des Pays-Bas seront plus tard détruites par les armées de la révolution française. Il n'est pas donc étonnant que **la mémoire des peuples concernés ne raconte pas les mêmes récits que la nôtre. Dans l'Europe d'aujourd'hui, celle en quête d'une identité**

commune, cela aiderait à avancer que de s'en souvenir au lieu que chacun projette chez autrui ses propres imaginaires.

Les Français qui ignorent totalement l'histoire de la Révolution anglaise ignorent également qu'ils doivent pourtant à celle-ci nombre d'évènements qui jalonnent leur propre Révolution. Ainsi **Robespierre** s'inspirera du précédent de Cromwell en 1648 quand en 1793 il élimina tous les députés "Girondins" de l'Assemblée législative, prélude à la dictature et à la Terreur. Et bien sur **Napoléon Bonaparte** savait l'impasse dans laquelle s'était enfermé Cromwell quand il avait in extremis refusé de se faire couronner. D'ailleurs **Victor Hugo** dans sa pièce de théâtre intitulée précisément "Cromwell" et publiée en 1827 exprimait bien ce lien entre les traditions de ces deux pays, ou plutôt cet écho entre elles. Dans son introduction à l'édition de 1968, Annie Ubersfeld analyse le choix de ce thème fait sous la Restauration, plus de deux siècles après les faits. *"Choisir ce moment pour Hugo, c'est opter contre le roi et contre la royauté, contre le caractère cyclique de l'histoire, contre l'idée même de restauration...La position biographique de Hugo en faisait l'homme privilégié pour traduire la difficulté en 1826 de trouver dans un monde à l'avenir incertain l'option vitale ouvrant sur le futur"*. Annie Ubersfeld va plus loin et ancre cette œuvre d'Hugo dans l'actualité de celui-ci mais aussi dans la nôtre : *"Un tel tableau, s'il correspond dans tous les détails à l'Angleterre au milieu du XVIIe siècle, n'en est pas moins caractéristique de la situation politique des dernières années de la Restauration où tous les partis sont renvoyés dos à dos pour agitation brouillonne et inefficacité bavarde. La peinture d'histoire cesse subitement d'être reconstitution du passé pour devenir méditation sur le présent, éclairant l'impuissance politique et le crépuscule de la monarchie, à la lumière d'une révolution avortée"*. Nous qui savons quel rôle jouera ensuite Victor Hugo dans notre histoire, son exil volontaire durant tout le Second Empire, son immense figure paternelle après la Commune, on mesure l'importance du coup porté alors par ce jeune homme âgé de seulement 25 ans. Dès 1827 Hugo avait condamné la monarchie française en s'appuyant sur le précédent de la Révolution anglaise dont il ne critiquera jamais qu'elle ait exécuté le roi.

Bibliographie.

Bernard Cottret. "La révolution anglaise. 1603-1660". Perrin. 2018.

Bernard Cottret. "La glorieuse Révolution d'Angleterre. 1688". Gallimard. 2013.

François Guizot. "Histoire de la Révolution d'Angleterre, 1625-1660". Robert Laffont. 1997

Christopher Hill. "La Révolution anglaise. 1640". Les Editions de la Passion. 1993.

Victor Hugo. "Cromwell". Flammarion.1968.

2. La révolution américaine.

Le peuple souverain.

Le second précédent majeur à la révolution française est bien sur celui de la révolution américaine. Plus d'**un demi-siècle après la révolution anglaise**, c'est dans les 13 colonies issues précisément de l'Angleterre qu'un autre séisme politique allait déborder l'ordre établi et ouvrir de nouvelles et immenses perspectives au gouvernement des êtres humains.

Dès l'origine, c'est la recherche de la liberté religieuse qui avait été la raison de cette migration, celle de Protestants anglais qui refusaient que l'Etat, fut-il adepte de la Réforme de Luther ou de Calvin, dirige leur culte. Ils n'avaient pas abjuré le catholicisme pour se retrouver soumis à un clergé aussi autoritaire que celui des "papistes", le tout dirigé en plus par le roi en personne. Des dissidents donc, motivés par une foi exigeante et puritaine. Ce sont eux qui s'embarquèrent en **1620 sur le Mayflower** et débarquèrent au Cap Cod actuel. On ne comprendrait rien à toute l'histoire ultérieure des Etats Unis si l'on oubliait ce fondement premier de l'identité nord-américaine, la liberté religieuse. Au même moment la "**Guerre de trente ans**" ravageait l'Europe continentale du fait justement des persécutions et de l'intolérance religieuse. Naturellement ces gens gardaient des contacts avec leurs communautés d'origine, persécutées par Jacques 1^{er}. L'alliance de ces dernières avec Cromwell, lui-même aux prises avec le roi et l'Eglise officielle allait donc être normale. Comme fut logique la reprise de l'émigration de ces dissidents après la chute de Cromwell.

Ces colonies britanniques se développèrent selon les traditions coloniales anglaises, c'est-à-dire avec peu d'administration de la métropole et une forte décentralisation. Ce que les anglo-saxons appellent le "self government". Il y avait certes des gouverneurs représentant le roi dans chaque colonie mais chacune de celles-ci élisait son assemblée pour gérer les affaires courantes. Une vie politique existait donc qui permettait les débats et l'expression des divergences. Un cadre général fixé par Londres encadrait toutefois les initiatives locales. Les colons n'avaient pas le droit de s'étendre sur les territoires de l'Ouest, réservés aux Indiens. Ils n'étaient pas représentés au Parlement alors qu'ils payaient des impôts. Enfin, ils supportaient les lourdes taxes imposées par Londres sur certains produits, ainsi que l'instauration de monopoles, comme celui les obligeant à acheter leur thé à la Compagnie anglaise des Indes. Plus au nord, leurs voisins Québécois, catholiques obéissants, encadrés par un clergé puissant et homogène, administrés par des agents de l'Etat français nombreux et compétents, privés de toute expression commune, se seraient soumis sans problèmes aux exigences du roi d'Angleterre. Mais les descendants des Pèlerins lisaient la Bible dans le texte sans avoir besoin d'une intermédiation cléricale. Il ne fallait donc pas leur en conter en matière d'autorité. Eux qui étaient habitués aux débats d'idées dans leur assemblées respectives, ne pouvaient que réagir et finalement se soulever au nom même des principes sur lesquels s'appuyaient les autorités britanniques. "**No taxation without representation**". On ne paye pas d'impôts au roi si l'on n'est pas représenté au Parlement. C'est donc au nom de la vieille tradition des Parlements de Londres depuis la Grande Charte de 1215, renforcée par le "Bill of Rights" consécutif à la Révolution de 1688, que ces dissidents s'opposèrent à une autorité qualifiée d'abusives au regard de ses propres standards.

Au-delà des péripéties militaires et diplomatiques, ce soulèvement d'êtres humains pétris de civilisation anglaise mais dont l'émigration avait justement signé leur refus de plier l'échine devant le pouvoir politique ou religieux ne pouvait se solder par un simple ajustement ni même une seule séparation d'avec la métropole. De fait **la déclaration d'indépendance de 1776** était bien plus qu'un acte de sécession. C'était bel et bien **l'aboutissement le plus réussi de la philosophie des Lumières**, qui affirmait le principe de la liberté individuelle face à l'arbitraire des pouvoirs publics et religieux : " Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes: tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future." **Tout était dit et proclamé pour l'éternité.** Car les **Insurgés avaient posé là des principes universels et éternels dont leur déclaration d'indépendance ne se voulait que l'application.** En effet c'est ensuite seulement que la Déclaration reconnaissait que "le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui les déterminent à la séparation." Et alors d'énumérer longuement et dans le détail les griefs que les révolutionnaires avaient contre la Grande Bretagne, griefs qui justifiaient leur sécession. **C'est cette revendication préalable de l'universel sur le cas singulier qu'il s'agissait de trancher qui est une rupture avec le Bill of Rights britannique qui définissait le droit des seuls Anglais sans se préoccuper de l'humanité en général.**

Il sera désormais impossible, nulle part ailleurs et dans n'importe quel temps, de revenir sur les principes exposés en 1776 dans la Déclaration d'indépendance des treize colonies anglaises d'Amérique du nord. C'est toute la science politique qui avait basculé d'un coup dans la modernité. C'est en ce sens qu'il est légitime de parler de "révolution" américaine. De par le vaste monde chaque individu pourrait s'emparer de ce texte et le faire sien. Dans les siècles qui suivront et jusqu'à nos jours, aucune narration de portée politique ne le dépassera et toutes s'en inspirèrent. Ou plutôt ceux qui tentèrent d'aller plus loin en cherchant à élargir des textes de ce niveau, constitutionnels ou autres, à des dimensions économiques ou sociales, débouchèrent sur des échecs et parfois des tragédies. La Constitution française de 1793 ou celle des régimes communistes, indépassables dans leurs ambitions démocratiques, et totalitaires dans les faits, en sont des exemples dramatiques. **Pour ce qui est de son domaine limité à la quête de la liberté et à l'organisation des êtres humains entre eux pour la garantir, le texte de la Déclaration d'indépendance de 1776 est indépassable.** C'est que cette déclaration adoptée à l'unanimité par les représentants élus des 13 colonies réunis en Congrès continental à Philadelphie n'était pas le fruit d'un enthousiasme conjoncturel ni de l'échauffement grégaire d'esprits momentanément survoltés. Elle était le **résultat d'un long**

débat qui depuis des années traversait tous les esprits et se traduisait déjà par des proclamations diverses et des votes dans l'une ou l'autre des colonies. Une puissante opinion publique existait qui prenait directement part à ces débats garantissant ainsi que ceux-ci ne soient pas réservés à quelques esprits éclairés. La Déclaration de 1776 n'est en quelque sorte que la reprise et la mise en forme dans un seul texte de tout ce bouillonnement dont les bulles étaient autant de jalons dans l'affirmation finale d'une pensée commune. Ce fut l'œuvre de **Thomas Jefferson** de retenir avec talent tout ce qui pouvait rassembler la diversité des opinions exprimées tout en laissant de côté ce qui n'était pas mûr pour réunir l'accord de tous.

De fait certains sujets n'étaient pas abordés dans la Déclaration de 1776, comme celui de l'esclavage. Chaque colonie devenue indépendante au sein de la nouvelle Confédération garderait le système que son assemblée élue voulait. Abolitionniste au nord et esclavagiste au sud. Bien sûr que cela est choquant à nos yeux. Cela l'était déjà à cette époque pour tous ceux, et ils étaient nombreux, qui voyait l'esclavage comme une abomination. Mais de par le vaste monde l'esclavage restait alors une pratique courante aussi bien dans la Chrétienté que dans le monde Musulman. Aucun Etat ne s'y attaquait alors que nombreux étaient ceux le pratiquaient. La question politique à laquelle il fallait alors répondre concrètement n'était pas d'ordre idéologique ou théorique. Elle était d'ordre pratique et concernait la gouvernance des treize colonies devenues autant d'Etats indépendants tandis que continuait encore et pour des années la guerre avec Londres. Pour avancer, éviter l'enlisement voire la dislocation, des **compromis étaient nécessaires**. Une transition délicate et fragile impliquait de s'appuyer sur l'unanimité des représentants de chaque nouvel Etat. Près de 250 ans plus tard nous qui ne supportons que les raisonnements chimiquement purs, nous qui sommes rapides à donner des leçons, à juger et à condamner, **notre propre bilan de la construction européenne devrait à cette aune nous rendre plus humbles**. Car nous manque justement la compréhension de la nécessité, sauf à vouloir tout casser, de ces impératifs de compromis entre des Etats jaloux de leur souveraineté. Sur des sujets bien moins graves que l'esclavage, nous ne faisons pas mieux. Au demeurant la démocratie grecque excluait aussi les esclaves et les femmes. Nous chérissons pourtant son héritage non pas du fait de cette exclusion bien sûr mais parce que, malgré celle-ci, elle est comme le premier pas fondateur vers ce qui reste toujours un idéal. **En ce sens la révolution américaine aura apporté pour l'éternité à tous les êtres humains des outils de libération et d'émancipation**. Ce qui n'en fait pas un aboutissement. Mais une étape indispensable, faute de laquelle les déviances totalitaires avec leurs cortèges de persécutions viennent ruiner les espoirs initiaux de toute révolution.

Mais la révolution américaine n'allait pas se limiter à la Déclaration d'indépendance de 1776. Car la guerre continuait. La Grande Bretagne ne se résolut à signer la paix à Paris qu'en 1783. Très vite les jeunes Etats réunis dans une simple confédération furent **confrontés au poids de la dette et à la fragilité de la monnaie commune**. Ce précédent nous concerne donc directement. La gouvernance de la confédération tant sur le plan interne que sur la scène internationale allait montrer très vite ses limites. Il fallait donc aller plus loin. Ce fut l'objet d'un long et profond débat sur la nature **d'une nouvelle constitution appelée à permettre un pas en avant vers plus d'intégration tout en respectant les libertés des Etats et celles des citoyens**. Fédéralistes et anti fédéralistes s'opposèrent avec passion et qualité. En particulier l'abandon de la règle de l'unanimité équivalait à une perte de la souveraineté des Etats membres. Bien avant la révolution française les concepts de république, de démocratie et de représentation allaient ainsi opposer les uns aux autres selon le degré d'importance apporté

à chacun de ces termes. Le **Bill of Rights** britannique avait garanti les droits du Parlement de Londres contre les abus de l'exécutif royal. La **Déclaration de 1776** avait garanti les droits inaliénables des citoyens. L'évolution était déjà de taille. Mais puisqu'il fallait aller plus loin et construire un espace politique plus intégré, alors il fallait cette fois garantir les droits de la minorité contre ceux de la majorité et plus encore contre les diverses formes d'exécutifs. Certes la nouvelle **constitution de 1787** commençait par ces mots insensés en forme de coup de tonnerre "**We, the people...**". En 1776, le pouvoir des rois avait déjà été ramené à une construction aléatoire et à une fonction humaine dénuée de tout caractère divin. Mais quelques années après, on ne se sentait même plus l'obligation de s'affirmer encore comme des créatures soumises au Dieu créateur, croyance dont était encore empreinte la Déclaration de 1776. **C'était désormais le peuple seul qui était et resterait l'unique source de toute légitimité.** Là encore la révolution américaine posait les fondements d'une nouvelle conception de la souveraineté. A partir de là, et parce qu'il est impossible de fonder une république sur la seule vertu, l'équilibre des pouvoirs était organisé de manière à ce que l'exercice du pouvoir de chacun soit limité par celui de l'autre. Pour empêcher et prévenir toute forme de déviance autoritaire, fut-elle celle d'un homme providentiel ou celle d'une majorité élue, la délégation de pouvoirs qu'implique nécessairement la représentation des citoyens par des élus ne devait en aucun cas conduire à une rupture entre les uns et les autres. La représentation inévitable ne devait pas être une dépossession des citoyens mais au contraire participait à l'irrigation démocratique de tout l'édifice constitutionnel. La première ligne de démarcation devait donc passer plus entre l'exécutif et le législatif qu'entre parti majoritaire et minoritaire comme ce sera le cas dans les démocraties européennes. Mais cela ne suffisait encore pas. Les fonctions exécutives elles-mêmes étaient divisées entre celle du Président de l'Union, celles des gouverneurs, et au-delà encore entre une multitude de responsables élus directement par les citoyens, juges, policiers, inspecteurs d'académie, trésoriers, etc. De la même manière le pouvoir législatif était divisé non seulement entre deux chambres fédérales et autant d'assemblées législatives que d'Etats membres de l'Union, mais au sein même de ces chambres d'innombrables comités quasiment indépendants seraient en mesure d'y briser tout élan intempestif dans un sens ou dans l'autre. Et pour que cet ensemble, déjà lourd, soit accepté par les anti fédéralistes, en même temps que la nouvelle constitution était adoptée, **10 amendements** venaient aussitôt en préciser le sens. **Ces 10 amendements étaient un nouveau "Bill of Rights"** inspiré certes du précédent anglais de 1689 mais cette fois **élargissant les droits inaliénables des citoyens à ceux des Etats fédérés et à la protection des minorités.**

Au fond les Américains étaient bien décidés à continuer d'être ce qu'avaient voulu les premiers émigrants. Ceux-ci avaient quitté l'Europe engoncée dans ses principes d'autorité verticale, monarchique et religieuse. De cela ils ne voulaient plus. Mais, puisque la vie en société impliquait d'établir des pouvoirs, ceux-ci devaient être le moins nombreux possible et toujours, lorsqu'il fallait s'y résigner, contrebalancés par des contre-pouvoirs, au premier rang desquels le peuple lui-même amené à s'exprimer le plus souvent possible. **Enfin la démocratie entendue plus comme l'art du compromis et du respect de la minorité que comme l'affirmation absolue et l'application rigoriste de principes préétablis y a toujours trouvé son compte.**

La France était à la veille de sa révolution quand les Etats-Unis terminaient la leur.

Bibliographie.

"Nous Le Peuple". Gallmeister. 2018.

Bernard Cottret. "La Révolution américaine". Perrin. 2004.

François Guizot. "Washington". LCG. 1844. Réédité par Perrin. 2017.

André Maurois. "Histoire des Etats-Unis". Editions de la Maison Française. NY. 1943.

Philippe San Marco. « The Rules Committee of the House of Representatives ». Mémoire de DESS. La Sorbonne. 1970.

3. La bascule des mentalités.

De Bossuet à Voltaire.

Les révolutions anglaise et américaine bornent un siècle d'histoire occidentale, **de la moitié du XVII^e à la moitié du XVIII^e siècle**, au cours duquel, bien au-delà des péripéties factuelles que la mémoire sollicite péniblement dans un grand fatras de noms d'hommes illustres et de dates héroïques, **ce sont les mentalités qui ont profondément changé**. Les représentations que les humains se font d'eux-mêmes et des dieux. Du monde qu'ils habitent et des rapports entre eux. On peut même dire que les événements politiques, les guerres, les bouleversements considérables qui marquent cette période, ne sont que les conséquences d'un mouvement de fond de la société européenne toute entière, dans ses profondeurs invisibles. Comme lors d'un dégel des glaces. Quand tout se libère dans des craquements sourds. En un siècle, pour résumer le tout en un raccourci saisissant, nous sommes passés de la condamnation de **Galilée en 1633** pour avoir tenté de démontrer la doctrine de **Copernic** soutenant que la Terre tournait autour du Soleil à la révolution française, au rejet des dogmes et à l'explosion du monde ancien. **Paul Hazard**, dans son livre "La crise de la conscience européenne" publié en 1935 allait même jusqu'à réduire cette période charnière de bascule des mentalités aux **quelques années qui vont de 1680 à 1715**. *"La majorité des Français pensaient comme **Bossuet**; tout d'un coup ils pensent comme **Voltaire** : c'est une révolution."* Paul Hazard insistait : *"En apparence le grand siècle (sous-entendu celui de Louis XIV) se prolongeait dans sa majesté souveraine mais partout se livrait un débat dont l'objet était de savoir si on croirait ou pas, si on obéirait à la tradition ou si on se révolterait contre elle, si l'humanité continuerait sa route en se fiant aux mêmes guides ou si des chefs nouveaux lui feraient faire volte-face pour la conduire vers d'autres terres promises. Les "rationaux" et les "religioneux" comme dit **Pierre Bayle**, se disputaient les âmes, et s'affrontaient dans un combat qui avait pour témoin toute l'Europe pensante".*

Il n'y a donc rien de fortuit dans le déroulé de l'histoire. Bien au contraire tout cela a un sens. Et la révolution française n'éclatera pas dans un ciel sans nuages. C'est ce qu'il faut faire apparaître avant d'analyser ce qui viendra après elle et qu'elle ouvrira. Car **nous avons tendance à commencer notre histoire avec elle**. Et donc à tout résumer à celle-ci, entraînant et exagérant par la même la lecture franco-française des événements et nous rendant de ce fait plus difficile **l'intelligibilité de la diversité mais aussi de l'unité de l'ensemble européen qui est aujourd'hui devant nous, porteur d'une histoire qu'on ne saurait réduire à la nôtre, et sans laquelle la nôtre n'a pas de sens**. Parce que nous continuons bien souvent ces grandes querelles inapaisées, voire remises à l'ordre du jour par des personnes héritières d'autres systèmes de valeurs et porteuses d'autres histoires, nous avons besoin de nous y ressourcer. Ainsi le concept de **laïcité** qui viendra plus tard ne saurait se limiter à la lecture juridique d'un texte voté en France en 1905 mais n'a de sens que dans la continuité de ce qu'il exprime par rapport à ce bouillonnement d'idées qui secouait toute l'Europe en cette fin du XVII^e et du début du XVIII^e siècle. Car cet autrefois ne cesse pas d'agir dans notre façon de poser les problèmes religieux, philosophiques, politiques et sociaux. C'est d'ailleurs le propre de l'Europe de ne jamais se contenter, de recommencer toujours dans la recherche qui est sa singularité, celle de la vérité et du bonheur. Or à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, le fameux "Sciences Po", on n'enseigne rien de ce qu'il y a avant 1789. Et l'on peut sans exagérer dire que parmi nos "élites", disons les gens diplômés, cette période appartenant à l'"Ancien

régime" est discréditée et passée aux oubliettes. Il est donc capital pour **nous qui avons à trouver les supports de l'écriture d'une histoire à venir, de relier celle-ci à ses origines plus lointaines parce qu'elles sont constitutives de l'identité européenne.**

Les quinzième et seizième siècles avaient déjà été ceux de l'amorce de changements anthropologiques considérables. La découverte de l'Amérique, la Réforme protestante et leurs immenses conséquences avaient considérablement bousculé les certitudes. Avec la **Renaissance**, l'Europe, s'appuyant sur une réhabilitation de l'Antiquité grecque et romaine, avait alors commencé un long chemin qui ne finirait jamais vers toujours et sans cesse plus d'interrogations et de remises en cause des vérités révélées, qu'elles soient religieuses, philosophiques, politiques ou scientifiques. La découverte de la terre et des mers, celle des peuples qui habitaient notre planète, conduisait naturellement à une plus grande relativité des opinions les mieux établies. Le "bon sauvage", mais aussi l'Egyptien ancien, l'"Arabe Mahométan", le "Siamois" qu'on avait invité à Versailles, sans oublier le Persan et encore moins le Chinois, témoignaient tous qu'on pouvait être vertueux et sage sans être chrétien. Des civilisations admirables pouvaient donc exister même en étant païennes. Comment s'expliquer pour commencer qu'elles aient pu tout simplement échapper au Déluge ? Pendant un temps on essaya de faire rentrer ces nouveautés dans les cadres anciens. Mais très vite cela fut impossible et il fallut se résoudre à accepter qu'on ne pouvait réduire l'inconnu au connu et qu'un être irréductible existait dont on ne pouvait nier l'étrangeté ni la grandeur. C'étaient les colonnes mêmes du temple de l'ordre établi qui étaient bousculées. D'autant plus qu'avec la **Réforme protestante**, certains avaient voulu lire eux-mêmes la Bible dans le texte. Ce qu'ils y découvrirent ébranlait les consciences les plus dociles. La simple invraisemblance de la chronologie révélait un bricolage et une composition bien humaine, en tout cas beaucoup plus tardive qu'on le prétendait. Moïse par exemple qui avait tant emprunté aux Egyptiens montrait que d'autres avaient pu aussi s'inspirer de qu'ils avaient trouvé avant eux. **Spinoza** s'était livré à une lecture historique et critique de la Bible et en avait conclu que la Thora (le Pentateuque) n'avait pas été écrite par Moïse mais par un auteur tardif du Vème siècle de notre ère. Pourtant encore aujourd'hui les Juifs orthodoxes et les Chrétiens intégristes continuent d'affirmer qu'elle a été écrite mot pour mot par Moïse et date du XIIème siècle avant notre ère. De nos jours c'est **Jean Soler** qui dans ses livres "Aux origines du Dieu unique", et avec un savoir immense, décortique le mieux ce que les savants du XVIIème siècle commençaient à subodorer et déconstruit pierre par pierre les évidences les plus éculées. **Paul Hazard** quant à lui dans "La crise de la conscience européenne" résumait ainsi la période par une question multiple : "*Que devenaient les certitudes de jadis ? Les vues simples et grandioses ? Les affirmations paisibles ? La croyance aux dates inébranlables ? Comment reconnaître les volontés de la Providence dans ce qui n'apparaissait plus que chaotique ? Comment accepter la valeur du fait en matière de connaissance quand les faits semblaient se dérober aux prises ?*" Il se bornait à constater laconiquement qu'en ce début du XVIIème siècle "*les nouveaux venus infirmaient à la fois l'histoire, la Providence, l'autorité*".

Telle une réaction atomique les remises en cause ne cessaient de revenir sur les édifices intellectuels à peine reconstruits après que les anciens aient été détruits. Jusqu'à nos jours personne n'arriverait plus à siffler en Europe la fin de la récréation. Les Protestants eux-mêmes qui avaient défié l'église catholique se virent bientôt divisés entre de multiples tendances féroceement hostiles les unes aux autres au point de devenir aussi et parfois plus intolérantes que ne l'avait été la vieille papauté qui en avait vu d'autres. Et cela d'autant plus

que parmi les tenants du pouvoir politique certains avaient vite compris l'intérêt qu'il y avait pour eux à s'engager dans la nouvelle religion réformée qui leur permettait surtout de contester l'autorité dont ils dépendaient, celle du Pape, celles des rois et celle de l'empereur du Saint Empire romain germanique. Or tout ceci avait abouti à l'abominable "**Guerre de Trente ans**" qui avait déchiré l'Europe continentale de 1618 à 1648 et s'était soldée par cinq millions de morts civils. Les responsables religieux et politiques des deux camps qui avaient été incapables d'arrêter cette guerre civile européenne étaient discrédités et avec eux le respect dû à leur fonction. Ça ne serait bientôt plus choisir entre Catholiques et Protestants qu'auraient à se consacrer les lettrés européens en cette fin du XVIIe du début du XVIIIe siècle. C'était désormais un rejet du monothéisme qui grondait devant tant de malheurs commis au nom du même Dieu.

A partir de ce constat l'alliance séculaire de la religion, quelle qu'elle soit, et du pouvoir, quel qu'il fût, ne pouvait pas résister à une telle **vague de fond de désenchantement des religions révélées et des pouvoirs de droit divin**. Au-delà de péripéties triviales, et devant tant de catastrophes, l'esprit du temps conduisait à retenir que ce qui permettrait l'émancipation des humains c'était **le libre arbitre**. Car seul il autorisait à remettre en cause toute idée de dogme, à rechercher la vérité, à se fonder sur la science et sur la raison. Contre les tenants de la nécessité de reconnaître une autorité verticale, spirituelle ou politique, surplombant le commun des mortels et relevant du divin, s'affirmait ainsi le droit de penser sans contrainte, le droit d'examiner sans restriction, le droit de faire prévaloir les décisions d'une conscience individuelle sur le consentement général. L'engrenage était infernal et ne se satisferait d'aucun compromis.

Partout en Europe comme dans les 13 colonies d'Amérique, les plus grands penseurs anticipèrent les événements à venir, les expliquèrent, les justifièrent et les accompagnèrent. C'est **Pierre Bayle**, Protestant français exilé aux Pays Bas, qui affirmait l'indépendance de la morale et de la religion. Ses ""Nouvelles de la République des lettres" publiées à partir de 1684, son "Dictionnaire historique et critique", publié en 1687, sa "Réponse aux questions d'un provincial" en 1706, sont autant d'armes de destruction massive contre l'obscurantisme le dogmatisme, l'orthodoxie. C'est **Leibniz**, un Luthérien, qui tentait de dépasser les querelles entre Catholiques et Protestants mais que son exigence du droit au libre examen et au refus de subir une autorité dogmatique ferait renoncer à toute conciliation et qui grossirait ainsi les rangs de ceux qui s'apprêtaient à tout jeter par-dessus bord. C'est **John Locke**, lui aussi réfugié aux Pays Bas, qui revint en Angleterre sur le bateau même de Guillaume d'Orange et qui publia en 1690 et 1690 ses "Lettres sur la tolérance" et "Deux traités du gouvernement civil" dans lesquels il proclamait un idéal de tolérance et posait le consentement du peuple comme seul fondement de la légalité. C'est **Montesquieu** qui en 1721 dans les "Lettres persanes" publiées anonymement aux Pays Bas dénonçait les travers de la société française et qui en 1748 théorisait dans "L'esprit des lois" la séparation et l'équilibre des pouvoirs, ouvrage que le pape fit mettre à l'index dès sa publication. C'est l'Écossais **Adam Smith** qui publiait en 1776 "Richesse des nations", dans lequel pour la première fois apparaissaient les bases de l'économie contemporaine. C'est l'Anglo-Américain **Thomas Paine** qui en 1776 publiait "Sens commun" qui serait en quelques mois vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, dans lequel il révélait aux Insurgés eux-mêmes le sens de leur soulèvement, antimonarchique et républicain. Tous étaient de grands connaisseurs de l'œuvre révolutionnaire de **Spinoza**, lui aussi réfugié aux Pays Bas, décidément le havre des Lumières et où s'était déjà réfugié

Descartes, mort en en exil 1650, lui aussi persécuté par les mêmes tenants de l'obscurantisme, et dont les écrits imprégneraient toute la génération qui venait après lui. **Spinoza** qui serait le premier théoricien de la séparation des pouvoirs politique et religieux et le premier penseur moderne de nos démocraties libérales. Son livre "l'Ethique" publié en 1677 année de sa mort plaçait la raison au-dessus de tout, démasquait les ressorts profonds de la "pseudo-religion" fondée sur la superstition et mettait au jour selon son expression "les vestiges d'un asservissement antique de l'esprit". **Spinoza** qui accusait : "seule une ambition criminelle a pu faire que la religion s'employât à répandre parmi les hommes, non pas l'amour mais la lutte et la haine la plus cruelle sous un déguisement de zèle divin et de ferveur ardente" et qui qualifiait "la volonté de Dieu, cet asile de l'ignorance".

C'est dans ce bocal intellectuel bouillonnant que purent éclore au gré des circonstances les manifestations politiques qui n'étaient que les traductions aléatoires et circonstancielles des idées nouvelles. Et qui allaient être autant de jalons des temps nouveaux. Toujours en fonction des données territoriales spécifiques et du hasard des contingences humaines mais à chaque fois en allant plus avant que la précédente. Comme si une immense houle qui venait depuis la fin du Moyen-Age, celle qui avait permis la Renaissance, porté les Lumières, débouchait sur la réhabilitation et l'affirmation de l'être humain, sujet libre et unique, libéré de la gangue des pouvoirs spirituels et temporels hérités d'un autre temps. C'est pourquoi nous partageons pleinement l'opinion de **Paul Hazard** selon laquelle **ce sont les forces intellectuelles et morales, non les forces matérielles, qui dirigent et qui commandent la vie. C'est l'héritage que nous livre cette Europe dont les mentalités basculèrent entre le milieu du XVIIe et le milieu du XVIIIe siècle et qui préparent les temps modernes, les nôtres.**

Bibliographie.

Olivier Abel. "Pierre Bayle. Les paradoxes politiques". Michalon. 2017.

Paul Hazard. "La crise de la conscience européenne. 1680-1715". LGF. 1935

Frédéric Lenoir. "Le miracle Spinoza". Fayard. 2017.

Friedrich Schiller. "Histoire de la guerre de Trente Ans". 1803. Réédité FB Editions. 2015.

Jean Soler. "Aux origines du dieu unique". Editions de Fallois. 2002.

Irvin Yalom. "Le problème Spinoza". Galaade Editions. 2012.

4. La singularité de la révolution française.

Extension au domaine économique et social.

La singularité de la révolution française était que d'emblée le torrent qui la soulevait allait **déborder des limites de l'ordre politique pour entamer l'ordre économique et social.**

Déjà la "**nuit du 4 aout**" proclamait la fin des privilèges féodaux. C'est que partout en France les paysans avaient compris l'opportunité historique qui s'offrait à eux et avaient commencé, au besoin en brûlant les châteaux, à détruire les terriers, ces documents qui prouvaient les droits immémoriaux de leur seigneur sur leur terre, sur ceux qui y travaillaient et sur les produits de leur ouvrage. Il était urgent d'éteindre l'incendie. Noblesse et clergé renonçaient donc à ce qui était constitutif de leur état et proclamaient l'égalité de tous devant l'impôt, la suppression des pensions sans titre, celle des juridictions seigneuriales, du droit de chasse, des privilèges ecclésiastiques, l'égalité des peines, l'égalité admissibilité dans tous les emplois ecclésiastiques, civils et militaires, la suppression des privilèges des corporations, des villes et des provinces, etc.

C'est à partir de là qu'on pourrait parler de "l'Ancien Régime" puisque c'étaient les fondements mêmes de l'ordre avaient été mis à bas. Cela, qui ne s'était vu nulle part ailleurs, était l'expression de la grande passion française, celle qui n'allait plus cesser depuis lors et jusqu'à nos jours, qui est celle de **l'égalité**, bien plus que celles de la liberté et de la fraternité.

C'est cette grande aspiration à l'égalité qui allait conduire les révolutionnaires à mettre fin dès 1791 au statut particulier des **Juifs** et leur donner la qualité de citoyen. Le comte de Clermont Tonnerre résumait ainsi le but recherché : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus. Il faut qu'ils ne fassent dans l'État ni un corps politique ni un ordre. Il faut qu'ils soient individuellement citoyens. » Cette **vision assimilationniste** qui ne reconnaît aucune "communauté" allait perdurer en France jusqu'à nos jours. On peut bien sur la critiquer mais il est ridicule de l'assimiler à l'expression de la "fachosphère", aux "heures les plus sombres de notre histoire" et à leur "odeur nauséabonde" selon le vocabulaire des gens bien-pensants et hors sol qui aujourd'hui par leur mépris ne font qu'accroître la colère populaire.

De la même manière en 1792 la création d'un **état civil** qui serait désormais tenu par les maires et plus par les curés retirait à l'église catholique la fonction essentielle d'enregistrer les naissances ainsi que les nom et prénom des enfants. D'un seul coup disparaissaient les tensions avec les Protestants et les Juifs, qui avaient jusque-là le plus grand mal à voir reconnaître ce droit pour leurs enfants. Pour les Musulmans le problème ne s'était jamais posé car il n'y en avait pas.

Le **Code Civil** que promulguera Bonaparte en 1804 sera ainsi la quintessence de mouvement **d'uniformisation et d'unification du droit sur tout le territoire français.**

Ce faisant et malgré les apparences, la Révolution accomplissait ce que même Louis XIV n'avait pu réaliser. Peu de temps encore avant la Révolution, **Montesquieu** dans sa recherche de la

séparation des pouvoirs, avait souligné l'importance des corps intermédiaires. Or dans "L'esprit des lois" publié en 1748 le grand philosophe développait pour cette raison son hostilité à une uniformisation du droit. De fait l'égalité ainsi proclamée par la Révolution ne se limiterait pas au statut des personnes, désormais égales devant la loi. Elle allait exiger la **disparition de toute singularité, de tout ce qui distinguait depuis des siècles les territoires et les corps de métiers**. D'ailleurs en septembre 1790 les Parlements, qui étaient des cours de justice, avaient été supprimés. Car trop souvent ils avaient, au nom du respect des droits locaux et des coutumes, paralysé la politique des rois, et en particulier avaient bloqué toutes les réformes salutaires entreprises par Turgot et Necker, ministres de Louis XVI.

Dès janvier 1790 la création ex nihilo des **départements** faisait disparaître toutes les anciennes institutions de l'Ancien Régime dont la diversité exprimait chaque fois une histoire spécifique, avec ses traditions, ses usages et ses règles, jamais identiques. La fête de la **Fédération organisée au Champ de Mars le 14 Juillet 1790** symbolisait cette nouvelle union, volontaire, de toutes les parties du Royaume, désormais uniformisées et dont l'adhésion à une même nation était revendiquée. Un siècle plus tard quand le choix du 14 juillet se fera comme celui de la fête nationale, c'est aussi et surtout à ce 14 juillet 1790 qu'on fera référence.

De la même manière les corporations qui structuraient le monde du travail étaient abolies par **la loi Le Chapelier** de juin 1791, ce qui sera à l'origine du retard considérable de la France à reconnaître les syndicats. Il faudra attendre 1884 et son abrogation par la jeune Troisième République pour que les syndicats puissent avoir enfin une existence légale. Au fond on assistait donc à une sorte d'arasement de tous les corps intermédiaires, ceux-là même qui avaient donné tant de soucis aux différents monarques français. Pour les corps de métiers, essentiellement les artisans et ce qui constituait les prémices d'une industrie naissante, la rupture opérée par la Révolution consacrait en fait un libéralisme désormais sans entrave.

La **centralisation administrative**, commencée lentement et patiemment par les rois de France fut ainsi brutalement amplifiée par la Révolution. La faiblesse actuelle de tous les corps intermédiaires, celle entre autres des diverses collectivités locales, en est le résultat systémique. La décision prise en 2017 de supprimer la taxe d'habitation, quelles qu'en soient les (bonnes) raisons, va justement priver les collectivités locales de la seule ressource fiscale qu'elles maîtrisaient. Ainsi va le pays.

Quant à la **centralisation politique** c'est peu de dire qu'elle est dans nos gènes. Aujourd'hui encore le culte du chef, celui du recours, reste le principal ressort national, surtout quand la situation paraît difficile voire incertaine. "La France, elle est pognarde" s'amusait à répéter Charles Maurras. C'est que le mythe de la traversée du Pont d'Arcole, par le chef en tête et en force, est une constante de l'imaginaire national. La France sait toujours y recourir en cas de besoin. Du futur Henri IV déclarant en 1590 "ralliez-vous à mon panache blanc : vous le trouverez sur le chemin de la gloire et de l'honneur" à la "grandeur" de de Gaulle, la liste est longue des **hommes providentiels auxquels nous remettons régulièrement notre sort en échange de l'affaiblissement et parfois même de l'abandon des corps intermédiaires, de la commune à l'Assemblée Nationale, des syndicats aux partis politiques**. Emmanuel Macron en est la dernière incarnation en date. Difficile avec cet héritage de s'écouter les uns les autres. Impossible au vainqueur de n'importe quelle élection de renoncer à s'imposer purement et simplement, eut-il gagné son élection avec 0,1% des suffrages de plus que son concurrent. Le

travail patient de recherche de compromis est chez nous considéré au mieux comme du temps perdu, au pire comme une lâcheté et une compromission. A peine les résultats d'une élection connus, un gouvernement est formé en quelques jours, voire en quelques heures. Nos voisins Allemands se donnent pour la même tâche plusieurs mois car ensuite il faudra s'en tenir strictement aux engagements pris quand en France ceux-ci n'ont aucune importance. De la grande messe nationale à l'issue de laquelle fut décidée unanimement l'installation de portiques chargés de récolter l'écotaxe aux multiples consultations publiques relatives à la construction de l'aéroport de ND des Landes, le sens du compromis nous est étranger. Une décision n'engage jamais personne. Seul le rapport de force compte, violent si besoin est. "On lâche rien". Douce France...

Dans le domaine économique un **gigantesque transfert de la propriété foncière** s'était opéré dès l'automne 1789 par la nationalisation de tous les biens de l'église catholique. C'était là encore une grande première. Puis les biens des nobles émigrés furent également saisis et revendus.

Ce n'était pas une réforme agraire au profit des paysans mais la mise sur le marché, au plus offrant, de biens dont les anciens propriétaires avaient été expropriés sans indemnisation. Rien d'une réforme agraire et encore moins d'un partage des terres entre ceux qui la travaillaient. La bourgeoisie en était donc la bénéficiaire naturelle, ce qui allait assurer le soutien de celle-ci à la Révolution puis à l'Empire qui ne revinrent jamais sur cette spoliation constitutive d'une rupture radicale avec l'Ancien Régime.

Une nouvelle classe de propriétaires s'était ainsi constituée agrégeant ceux qui étaient suffisamment fortunés pour participer à la grande braderie et s'accaparer les biens expropriés de la noblesse et de l'église. Des gens également suffisamment ambitieux pour oser profiter des circonstances pour s'établir au détriment des anciens propriétaires dont le retour restait menaçant. Qu'elles seraient les prétentions des émigrés si le roi revenait ? Les biens confisqués ne devraient-ils pas être restitués à ceux qui avaient souffert et combattu pour lui ? Si tous les paysans craignaient le rétablissement de la dîme et des droits féodaux, les trois ou quatre millions de possesseurs de biens nationaux pensaient à pire. Ils n'avaient pas tort. Les prédicateurs condamnaient en masse, avec les régicides, tous les citoyens qui depuis 1789 avaient pris part à la Révolution. Et ils n'oubliaient pas dans leurs anathèmes les acquéreurs des biens d'église. Mais lorsqu'avec la Restauration les anciens propriétaires voulurent revenir sur cet état de fait, ils n'obtinrent que la reconnaissance de leur préjudice financier leur ouvrant droit à une indemnisation partielle. Jamais les nouveaux propriétaires ne furent inquiétés. C'est cette classe, qui restera dominante tout au long du XIXe siècle, qui sera le fondement de l'ordre politique tant que celui-ci ne remettra pas en cause ses acquis.

Bibliographie.

Edmund Burk. "Réflexions sur la Révolution en France". 1790. Réédité par Les Belles Lettres. 2016.

Thomas Carlyle. "Histoire de la Révolution française". 1865. Kindle.

François Furet. "Penser la Révolution française". Gallimard. 1978.

François Furet et Mona Ozouf. "Dictionnaire critique de la Révolution française". Flammarion. 1992.

Albert Soboul. "La Révolution française". PUF. 1965.

5. La lutte contre l'église catholique.

Une culture de l'intolérance.

Les choses n'en restaient d'ailleurs pas là et allaient déborder des domaines politiques et sociaux pour prendre une dimension plus idéologique. Dès juillet 1790 était promulguée la **constitution civile du clergé** qui visait à réorganiser l'église de France en la dépossédant de l'essentiel de ses biens, puis en posant le principe de l'élection des évêques et des curés par les citoyens, le tout afin de dissoudre l'autorité du Pape sur l'église de France. Pour compléter ce dispositif inédit un serment allait être exigé de tous les membres du clergé qui leur faisait dire : « Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse (ou du diocèse) qui m'est confiée, d'être fidèle à la Nation, à la Loi, au Roi et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi ». Cette fois ce n'était plus seulement l'ordre politique et social qui était remis en cause. **Les révolutionnaires français s'en prenaient non pas à une religion proprement dite, mais à la domination que tout culte dominant, ici l'église catholique, exerçait sur les consciences.** Il ne s'agissait pas d'affirmer la prédominance des Catholiques sur les Protestants, ou l'inverse, comme c'était l'enjeu des conflits partout ailleurs en Europe. Il s'agissait maintenant de faire reculer le poids de la religion, quelle qu'elle fut, sur la société. Cela, que personne n'avait fait avant eux, allait aboutir un siècle plus tard à la **séparation de l'église et de l'Etat** et à la **laïcité**, l'autre grande passion française avec l'égalité, la laïcité qu'il ne faut donc pas réduire à une loi de 1905, qui vient de loin et qui est constitutive de l'identité française.

Pour comprendre cette vigueur dans la lutte contre l'église il faut se rappeler que la condamnation à mort en 1766 du **chevalier de la Barre** avait suscité la révolte de l'opinion éduquée. Le jeune homme âgé de 20 ans avait refusé de se découvrir devant une procession du Saint sacrement. Le "dictionnaire philosophique de Voltaire" trouvé chez lui avait été cloué sur son torse préalablement à sa décapitation. Une telle abomination, qui aurait encore pu être tolérée un siècle plus tôt, était désormais totalement inacceptable. Le régime qui la permettait se condamnait lui-même. Il faut dire que les autorités françaises s'acharnaient durablement dans le refus des idées nouvelles. La **révocation de l'Edit de Nantes en 1685** avait relancé les persécutions et l'intolérance religieuse dont on avait vu pourtant où elles avaient conduit l'Europe qui sortait à peine de **la Guerre de Trente Ans par les traités de Westphalie en 1648**. Plus près encore de la Révolution, en 1752, le conseil du roi avait adopté un arrêté interdisant les deux premiers volumes de "**L'Encyclopédie**" car ils contenaient "plusieurs maximes tendant à établir l'esprit d'indépendance et de révolte". La monarchie française faisait ainsi mine d'ignorer que partout dans le monde occidental s'affirmaient les idées de liberté et de démocratie. Le peuple français savait pourtant qu'à Londres un Parlement élu s'était imposé face au monarque et qu'en Amérique une puissante révolution avait débouché sur une république démocratique. C'est dire si l'affrontement était inévitable et que sa violence serait à la mesure du retard pris du fait de la persistance de cette pensée rétrograde.

C'est que cette aversion contre les religions venait de loin, en fait depuis le bilan catastrophique des **huit guerres de religions** qui avaient ravagé la France au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, **de 1559 à l'Edit de Nantes en 1598**. Alors que les Protestants étaient en France, à la différence du reste de l'Europe centrale et septentrionale, largement

minoritaires, les conflits religieux avaient libéré chez nous une violence inouïe qui avait stupéfié tous les contemporains. Ces premières violences de masse amenèrent d'ailleurs à l'utilisation nouvelle du mot "massacre", jusque-là réservé aux tableaux de chasse, pour décrire ce qui se passait. Car des êtres humains étaient traités comme des animaux, et cela heurtait la conscience populaire. Que cela se fasse au nom d'une religion les disqualifiait toutes. D'autant que ces abominations n'étaient pas commises par des foules incontrôlées mais par des milices organisées et des troupes armées. La grande majorité des Français n'y avaient pas participé et avaient au contraire été horrifiés de ce dont ils avaient été les témoins.

C'est aussi en ce temps des guerres de religions qu'avait également pris racine en France **l'idée que l'Etat se devait d'être au-dessus des querelles religieuses**, au nom même de la sécurité publique. La monarchie française, contrairement au roi d'Espagne, aux princes allemands et à la reine d'Angleterre, avait choisi alors de ne pas choisir son camp religieux. L'accord sur une position dogmatique moyenne, tant recherché par Catherine de Médicis, se révélant impossible, il fallait donc pour sauver la royauté dissocier la sphère civile de la sphère religieuse. **Montaigne** témoigne bien de cette évolution de la pensée. Tout cela n'avait aucun précédent en Europe où les sujets étaient tous censés suivre la religion de leur prince ou de leur roi. Or en France la grande noblesse joua un rôle majeur dans ces troubles. Les Protestants se placèrent sous le commandement de princes de la famille royale, tandis que les Catholiques s'organisèrent en une Ligue dirigée par les plus grands noms du royaume. C'est donc contre ce qui apparaissait être des factions prêtes à s'emparer du trône que la monarchie française pour survivre dû se tenir à égale distance des deux camps.

C'est pourquoi **la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV en 1685**, si elle s'inscrivait pourtant bien dans l'air du temps qui considérait partout ailleurs en Europe que tous les sujets d'un roi avaient la religion de celui-ci, allait être en France une profonde rupture avec toute l'œuvre de ses prédécesseurs. D'autant que, si pouvait se comprendre au nom de l'unité du royaume la fin des places de sûreté accordées aux Protestants, l'exigence de conversion paraissait déjà à l'époque intolérable. On retirait même à certains le droit de s'exiler.

Notre attention est souvent et à juste titre focalisée sur **la révocation de l'édit de Nantes. Mais celle-ci n'était qu'une des manifestations d'un mal plus vaste et spécifiquement français**, que Louis XIV a porté à son paroxysme, celui de la **centralisation, de la personnalisation du pouvoir entre les mains du monarque, de l'affaiblissement des corps intermédiaires et de la mise au pas des consciences, cette dernière aboutissant aux persécutions religieuses**. Alors que ses prédécesseurs avaient à de multiples reprises invité les Etats Généraux pour rassembler et apaiser, la réunion de ces derniers cessa. C'est Louis XIII qui convoqua les derniers en 1613. De même l'installation à Versailles fut révélatrice de la mise en place d'un système absolutiste, aujourd'hui on dirait totalitaire, volontairement coupé des forces vives de la capitale, bourgeoises et populaires, et retenant prisonnière autour du roi la noblesse coupée de ses bases et réduite à merci. A l'extérieur, **les ravages du Palatinat** par les troupes de Turenne en 1674 puis de Louvois en 1689 soulevèrent l'indignation générale en Europe devant tant d'atrocités délibérées et inutiles commises sur des civils. Cet épisode marquera à tout jamais les peuples de langue allemande qui sortaient à peine de la Guerre de Trente Ans. **C'est à partir de là que la haine de la France, sentiment jusque-là totalement inexistant, a pris racine chez nos voisins qui se vengèrent deux siècles plus tard.**

Le parallèle est donc frappant entre l'évolution de la Grande Bretagne et celle de la France en cette fin du XVIIe siècle : à la révocation de l'édit de Nantes en 1685 correspond outre-Manche l'Habeas Corpus en 1679, la Déclaration pour la liberté de conscience en 1687, la Déclaration des Droits en 1689 et enfin en 1690 l'Acte de Tolérance de Guillaume III d'Orange, jusque-là Stathouder de la République des Provinces Unies.

C'est pourquoi celui que nous vénérons comme le "Roi Soleil" fut en son temps vu en France comme en Europe comme un tyran, le pire de tous les temps. L'installation de la monarchie absolue, seul exemple en Europe, allait durablement modeler les consciences et les institutions françaises. Faiblesse des corps intermédiaires, culte du chef, parlementarisme croupion, mépris du dialogue et de la concertation, horreur des compromis, Césarisme, coups d'Etat répétés, et jusqu'à la récente évocation de Jupiter, **nous baignons dans un univers bien peu démocratique.**

Avec la Révolution, l'église catholique paiera durablement et au prix fort d'avoir depuis un siècle profité de la mise au pas des consciences que symbolisait la révocation de l'édit de Nantes.

Bibliographie.

Edmund Burk. "Réflexions sur la Révolution en France". 1790. Réédité par Les Belles Lettres. 2016.

François Furet. "Penser la Révolution française". Gallimard. 1978.

François Furet et Mona Ozouf. "Dictionnaire critique de la Révolution française". Flammarion. 1992.

Philippe Joutard. "La révocation de l'édit de Nantes". Gallimard. 2018.

Jean Picq. "Politique et religion. Relire l'histoire, éclairer le présent". Sciences Po. 2016.

Nicolas Le Roux. "Les guerres de religion". PUF. 2016.

Albert Soboul. "La Révolution française". PUF. 1965.

6. L'affirmation de la Nation.

L'idéologie de Valmy.

Une dernière spécificité de la révolution française allait être la propagation de ses valeurs dans toute l'Europe. Et d'abord **l'affirmation du concept de nation** autour duquel allait se jouer tout le XIXe siècle européen. "La Nation, la Loi, le Roi", ainsi étaient posés et dans cet ordre les fondements du nouveau régime. Cela aurait pu rester une affaire intérieure française. Mais **le 20 Septembre 1792, à Valmy**, contre les troupes coalisées de la Prusse, de l'Autriche, et du Landgraviat de Hesse-Cassel (un Etat du Saint Empire romain germanique), auxquelles s'étaient joints 20.000 émigrés français, c'est au cri inédit de "Vive la Nation", jamais entendu sur un champ de bataille, que les armées françaises l'emportaient. C'en était d'un seul coup fini des armées de mercenaires souvent propriétés privées de grands aristocrates qui économisaient leurs hommes et leur matériel. Devant la nation en armes, dont les citoyens étaient mobilisés par conviction politique et idéologique, la "guerre en dentelles" paraissait d'un coup dérisoire. Les règles du jeu avaient changé et c'est surtout devant cette mutation, plus que devant la domination militaire, que les armées étrangères reculèrent à Valmy, stupéfaites de ces débordements insensés, de cette folie nouvelle de ces gens prêts à mourir pour une idée. « D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde » aurait alors déclaré **Goethe**, présent sur le champ de bataille. Le lendemain de Valmy, la République était proclamée en France. Michelet dans son « Histoire de la Révolution française » résumera ainsi ce qui s'était passé à Valmy : « Sur toute cette jeune armée planait quelque chose, comme une lueur héroïque. Cette lueur était la Foi. Et cette joyeuse armée, c'était l'armée de la République. Fondée le 20 septembre, à Valmy, par la victoire, elle fut le 21, décrétée à Paris, au sein de la Convention". A partir de là et jusqu'à nos jours **les concepts de nation et de république resteront indissociables en France.**

Ce couple nation-république, qui nous est si familier et léger comme l'air que nous respirons, est pourtant exceptionnel dans le monde et même en Europe. **Ailleurs c'est le peuple qui est la référence**, associé le cas échéant au nom du pays. "We the people of America"... Cela est plus concret. Là encore on voit que nous aimons les abstractions et que souvent nous les préférons même aux réalités. La nation, c'est plus et autre chose que le peuple. C'est une volonté construite, ce sur quoi **Renan** reviendra un siècle plus tard. Au moment de la Révolution française les Allemands qualifiaient déjà la France de "**Grande Nation**". Grande par la démographie d'abord puisque la France de l'époque comptait autant d'habitants que tout le reste de l'Europe sans la Russie, donnée qu'il ne faut jamais oublier si l'on veut comprendre l'incroyable déferlement français qui allait suivre dans toute l'Europe continentale. Et aussi si l'on veut aujourd'hui apprécier de manière lucide les actuels rapports de force qui ne s'appuient pas sur les mêmes données. Alors que dans les têtes il **arrive souvent de nos jours que l'on pense les rapports européens comme on pouvait le faire à la fin du XVIIIe siècle**, légèrement en surplomb et avec un sentiment latent de supériorité, ce qui est source d'inévitables malentendus avec nos voisins. "Grande nation" aussi parce que sur le théâtre européen la France était la seule qui avait atteint, de gré et de force, cette taille alors qu'en Europe centrale et en Italie continuaient de coexister une multitude d'Etats plus ou moins indépendants. Enfin "grande nation" car tous les peuples européens à l'exception notable et non sans conséquence de la Grande Bretagne, tous les peuples européens allaient être

submergés par les armées françaises sûres de leur bon droit puisqu'il s'agissait de "libérer tous les peuples nos frères" alors que personne ne nous avait rien demandé. **Partout en Europe l'admiration l'égard de la France allait d'emblée le disputer à la peur.** Aujourd'hui ces sentiments sont toujours présents dans l'inconscient collectif de ces peuples et la France ferait bien de s'en souvenir lorsqu'elle s'adresse à ses partenaires de l'Union Européenne.

C'est aussi cette conception singulière de la nation qui allait **surdéterminer chez nous tout ce qui rassemble et transcende au détriment des identités secondaires considérées comme autant d'assignations dont fallait se libérer.** Là encore la référence centrale est la nation, pas le peuple, et encore moins les communautés linguistiques, religieuses ou seulement géographiques au sein de celui-ci. De là une **conception de la citoyenneté ouverte** à tous ceux qui veulent partager ce destin commun, ce qu'a traduit très tôt le droit du sol en matière de nationalité. Ainsi **l'assimilation a d'emblée été au cœur du processus de constitution de l'identité française.** Ces déterminants pèseront lourd dans les deux siècles qui suivront car on ne se débarrasse pas facilement ce qui est constitutif de sa culture. C'est vrai pour tout le monde. Aujourd'hui il est de bon ton de ringardiser les Français qui réagissent négativement à toute demande d'acceptation des autres cultures. Pourtant cette réaction n'est ni superficielle ni illégitime. Au contraire c'est la nier, la culpabiliser, qui va encourager sa résistance.

Alèssi Dell'Umbria nous aide à comprendre ce qui s'est joué alors. Dans son « Histoire universelle de Marseille » il écrit ainsi que « On ne peut comprendre l'esprit de la Révolution française si l'on se refuse à admettre cette évidence : **la nation est un concept politique d'essence religieuse.** Les bourgeois de 1789 voulaient bâtir une communauté qui transcende les oppositions sociales, les différences culturelles et croyances particulières ; et dans laquelle se réaliserait la vieille espérance messianique : « Liberté, égalité, fraternité ». Avec la liberté de culte proclamée par l'Assemblée constituante, corollaire à son refus de reconnaître la catholicisme comme religion officielle, les religions se trouvaient reléguées au rang de croyances particulières, qui ne pouvaient plus s'exprimer que dans des pratiques privée ». Nous y sommes toujours et quiconque tenterait d'y revenir déclencherait de grands malheurs.

Bibliographie.

Edmund Burk. "Réflexions sur la Révolution en France". 1790. Réédité par Les Belles Lettres. 2016.

Alèssi Dell'Umbria. « Histoire universelle de Marseille ». Agone. 2006.

François Furet. "Penser la Révolution française". Gallimard. 1978.

François Furet et Mona Ozouf. "Dictionnaire critique de la Révolution française". Flammarion. 1992.

Albert Soboul. "La Révolution française". PUF. 1965.

7. La terreur.

Une nouvelle mystification.

Même à grands traits, on ne saurait rassembler et mettre en perspective les éléments constitutifs de l'originalité de la Révolution française sans mentionner *last but not least* son rapide recours à la terreur, aux persécutions individuelles, aux crimes de masse et à la négation de ses principes fondateurs.

Deux siècles plus tard cette dimension schizophrénique obsède toujours celles et ceux qui cherchent les voies et moyens de tracer les chemins d'un avenir meilleur. C'est que bien avant le Manifeste du parti communiste de 1848, bien avant la Commune de Paris de 1871, bien avant la Révolution d'Octobre 1917 et la légitimation communiste de la nécessité de l'Etat totalitaire pour accomplir la plénitude révolutionnaire, c'est bien dans la France de la fin du XVIIIe siècle, singulièrement en 1793 et 1794, que s'est **noué le dilemme que la gauche européenne a eu du mal à trancher. Surtout en France parce que justement les Français y trouvent leurs propres racines historiques.** C'est ce qui explique qu'aujourd'hui encore au sein de la gauche continuent de cohabiter deux tendances contradictoires et antagonistes.

Certains, pour préserver l'héritage enthousiaste et généreux de 1789, et d'autres pour diminuer leur propre responsabilité dans les crimes commis, ont très vite et durablement développé **la thèse des circonstances qui auraient imposé ce recours à la terreur.** Ce n'est pas faux. **Jules Michelet**, le grand historien, avait ainsi expliqué cette caractéristique de la révolution française dans cette courte analyse : *"Ah ! Pauvre Révolution, si confiante à ton premier jour, tu avais convié le monde à l'amour et à la paix. [...] Mais ils ne l'ont pas voulu. Et lors même qu'ils sont venus pour la frapper par surprise, l'épée que la France a tirée, ce fut l'épée de la paix. C'est pour délivrer les peuples, pour leur donner la vraie paix, la Liberté, qu'elle frappa les tyrans. [...] Les efforts violents, terribles, qu'elle fut obligée de faire, pour ne pas périr, contre le monde conjuré, une génération oublieuse les a pris pour la Révolution elle-même. Et de cette confusion il est résulté un mal grave, profond, très difficile à guérir chez ce peuple : l'adoration de la force."* Le diagnostic est terrible et reste pertinent.

D'autant que **l'excuse des circonstances est pauvre.** Les gouvernants de 1793 et 1794 ne sont pas les seuls dans l'histoire de France ni en Europe qui aient dû affronter la guerre civile et la guerre étrangère. Le 2 juin 1793, lorsque Robespierre élimina de la Convention les Girondins qui s'opposaient à la dérive totalitaire des Jacobins, il ne faisait que consciemment et délibérément répéter l'exemple de Cromwell qui en 1648 avait éliminé du Parlement républicain de Londres ceux qui refusaient son pouvoir absolu. Il réduisait ainsi ce Parlement élu à n'être désormais qu'un « croupion », selon le nom avec lequel celui-ci est entré dans l'histoire. La vulgarité volontaire du mot témoigne que les Britanniques ne s'y trompent pas : ils ont toujours considéré cette amputation de la représentation nationale comme un coup d'Etat, et ne la range certainement pas parmi les heures glorieuses d'une révolution qui, de ce fait même, s'était dévoyée. Les violences sont donc banales dans l'histoire mais les révolutionnaires français sont les seuls qui aient théorisé, légalisé et comme sacralisé l'instauration de la terreur. Jusqu'à nos jours ils ne cesseront de faire des émules, tant il est plus glorieux de justifier ses crimes par le précédent de la Révolution française que par son incapacité personnelle, la folie collective ou la simple nécessité. Les "circonstances" évoquées

alors, et hélas ensuite, comme autant de décharges étaient d'ailleurs bien souvent les conséquences des décisions prises par ceux-là mêmes qui s'estimaient ensuite victimes des réactions qu'ils avaient suscitées. Et qui s'en servaient pour justifier leurs agissements. Il est donc prudent de ne pas s'abriter derrière elles pour exonérer la révolution française de sa dimension tragique. Car il ne s'agissait ni d'un accident regrettable ni de simples excès mais de **l'élément constitutif d'une pensée à laquelle certains continuent de se réclamer de nos jours.**

C'est ainsi que la référence quasi religieuse à la volonté du peuple, source de toute souveraineté et accessoirement de toute légitimité, allait très vite servir à **l'édification d'une nouvelle mystification, celle d'un peuple irréel et idéalisé**, dont l'énergie et les débordements ne sauraient être canalisés par des lois et des procédures. Dans cet esprit, si la pesanteur des choses humaines fait que l'on doit bien se résoudre à accepter la charpente d'un régime démocratique avec ses assemblées, son gouvernement et ses agents, c'est aussitôt pour les mettre sous la surveillance du "peuple", concept abstrait incarné par de multiples sociétés, clubs, mouvements dont la fonction est la surveillance et le moyen la terreur. Le gouvernement révolutionnaire est ainsi le gouvernement direct du peuple par le peuple, assemblé en permanence dans ses sociétés populaires autoproclamées. Il est le seul légitime et n'a donc pas à se soumettre aux règles de la démocratie qualifiée de "formelle" pour la disqualifier.

C'est **Edgar Quinet** qui un siècle plus tard, quand il sera temps de faire un bilan, évoquera la **révocation de l'édit de Nantes** comme la **source des violences révolutionnaires**. Comme si la longueur de la persécution religieuse avait engendré une **culture de l'intolérance**. Plus près de nous c'est **Philippe Joutard** qui en conclut que "La Révocation a compromis le bon déroulement de la Révolution. En affaiblissant durablement le protestantisme français, elle n'a pas permis à celui-ci de donner à la France une religion du libre examen adaptée à l'émergence de l'esprit démocratique. **Les révolutionnaires sont restés prisonniers d'un absolutisme d'origine catholique, engendrant la persistance de l'absolutisme politique**".

L'acceptation et la prise en compte d'un continuum historique englobant ainsi le recours à la violence est la seule manière de ne sombrer ni dans l'angélisme ni dans la caricature, mais au contraire de se préparer à une meilleure **compréhension des tensions qui allaient marquer les deux siècles qui suivraient et dont nous ressentons encore de nos jours les répliques**. Par exemple, l'appel incantatoire à l'élection d'une assemblée "constituante" supposée purifier l'air vicié par essence de nos assemblées parlementaires, et surtout l'exigence érigée au rang de marqueur de la "vraie gauche" de la révocabilité de tout mandat, électif ou non, sont directement issues de cette matrice qui en 1793 et 1794 a enfanté la Terreur et qui n'a rien d'anecdotique ou de circonstanciel. C'est même ce que l'on n'a cessé d'entendre lors du happening typiquement français que fut "Nuit Debout" au printemps 2016 et ce sont ces thèmes qui seront amplement repris l'année suivante par JL Mélenchon et la "France insoumise" et plus tard encore par les « gilets jaunes ». C'est d'ailleurs pourquoi, en attendant le grand soir et pour prouver sa pureté révolutionnaire et sa seule allégeance à des structures autres que celles issues du suffrage universel, les tenues négligées à l'Assemblée Nationale s'imposent comme un ersatz de jacobinisme version montagnarde. Car il n'y a dans ce détail vestimentaire rien de générationnel ou de décontracté. Mais il y a tout de la revendication d'une filiation à cette période de notre histoire. Nous n'en avons donc pas fini avec elle.

Et comme ce qui s'est fait au pays de la "Grande révolution", celle de 1789, a toujours irrigué certains imaginaires partout dans le monde, on retrouvera ces travers jusqu'à aujourd'hui au Venezuela dont le gouvernement a fait élire une assemblée constituante dans l'unique but de contourner l'assemblée nationale qui lui était hostile. Au firmament de l'histoire des révolutions scintillent toujours les précédents de l'URSS et de la Chine où tout un peuple fut martyrisé par ceux-là même qui prétendaient parler en son nom. C'est que **les discours tenus en France en 1793 et 1794 allaient servir ensuite de caution à tous les totalitarismes**, du Cambodge livré de 1975 à 1979 à l'abomination des Khmers rouges au Portugal qui après la Révolution des œillets de 1974 échappa de peu à la volonté de dictature de ses récents libérateurs accrochés au pouvoir au nom d'un peuple qui n'était pas celui qui s'exprimait dans les urnes. A chaque fois ils furent nombreux les "intellectuels" français à leur apporter leur soutien et à théoriser leur filiation lumineuse avec Robespierre. La boucle est ainsi bouclée.

C'est à l'aune de ces spécificités de la Révolution française que l'on appréciera l'impact de celle-ci dans le reste de l'Europe.

Bibliographie.

Edmund Burk. "Réflexions sur la Révolution en France". 1790. Réédité par Les Belles Lettres. 2016.

P. Chaunu, J. Tulard, E. Leroy-Ladurie, J. Sévillia, etc. sous la direction de R. Escande. « Le livre noir de la Révolution française ». Cerf. 2008.

François Furet. "Penser la Révolution française". Gallimard. 1978.

François Furet et Mona Ozouf. "Dictionnaire critique de la Révolution française". Flammarion. 1992.

Marcel Gauchet. "Robespierre. L'homme qui nous divise le plus". Gallimard. 2018.

Philippe Joutard. "La révocation de l'édit de Nantes". Gallimard. 2018.

Edgar Quinet. "La Révolution". 1865. Réédité par Belin en 1987.

Albert Soboul. "La Révolution française". PUF. 1965.

8. Une onde déstabilisante.

La prétention à l'universel.

L'exemple français ne pouvait laisser sans réaction les puissances européennes qui y voyaient légitimement une menace idéologique frontale, partout incompatible avec leurs intérêts et la poursuite de l'ordre ancien. Les paroles de "Chant du départ", écrites par Chénier, étaient d'ailleurs sans ambiguïté :

Tremblez ennemis de la France
Rois ivres de sang et d'orgueil.
Le Peuple souverain s'avance,
Tyrans descendez au cercueil.

Sur le fer devant Dieu, nous jurons à nos pères,
À nos épouses, à nos sœurs,
À nos représentants, à nos fils, à nos mères,
D'anéantir les oppresseurs :
En tous lieux, dans la nuit profonde,
Plongeant l'infâme royauté,
Les Français donneront au monde
Et la paix et la liberté.

A la différence des révolutions anglaise et nord-américaine, **la révolution française affirmait donc d'emblée sa vocation universelle, et revendiquait de menacer partout l'ordre établi.**

C'est **Alexis de Tocqueville** dans son ouvrage "L'Ancien régime et la Révolution" qui explique le mieux cette singularité, caractéristique de la Révolution française : "*Comme elle avait l'air de tendre à la régénération du genre humain plus encore qu'à la réforme de la France, elle avait allumé une passion que, jusque-là, les révolutions politiques les plus violentes n'avaient jamais plus produire. Elle a inspiré le prosélytisme et fait naître la propagande. Par-là, enfin elle a pu prendre cet **air de révolution religieuse** qui a tant épouvanté les contemporains; ou plutôt elle est devenue elle-même une sorte de religion nouvelle, religion imparfaite, il est vrai, sans Dieu, sans culte et sans autre vie, mais qui néanmoins, **comme l'islamisme**, a inondé la terre de ses soldats, de ses apôtres et de ses martyrs.*"

C'est justement **son côté abstrait qui lui donnera cette capacité à être exportée**, cette possibilité à être reprise à leur compte par tous les peuples de la terre. **Tocqueville** encore explique ce phénomène : "*Notre révolution a été menée dans un esprit qui a fait écrire tant de livres abstraits sur le gouvernement. Même attrait pour les théories générales, les systèmes complets de législation et l'exacte symétrie dans les lois; même mépris des faits existants; même confiance dans la théorie; même goût de l'original, de l'ingénieur et du nouveau dans les institutions; même envie de refaire à la fois la constitution tout entière suivant les règles de la logique et d'après un plan unique, au lieu de chercher à l'amender dans ses parties.*" C'était là une originalité absolue par rapport aux révolutions qui l'avaient précédée.

Ce sera désormais une **constante de l'histoire des Français que de toujours se considérer comme porteurs d'un message universel**. Cela participera d'ailleurs du rayonnement exceptionnel de notre pays dans le monde entier. Un détail qui ne trompe pas : notre hymne national, la bien nommée "Marseillaise", peut être marmonnée sinon chantée dans de très nombreux pays par des gens qui ne parlent pas notre langue mais dont l'éducation, l'ouverture sur le monde, sont bien souvent passées par une sensibilisation au message de notre Révolution de 1789. Un détail récent en donne une illustration : lors du sommet du G7 de l'été 2017, Emmanuel Macron récemment élu président de la République française s'est vu accueilli par ses pairs qui fredonnaient la Marseillaise en son honneur. Bien sûr c'était bon-enfant et ne tirait pas à conséquences. C'était un petit geste amical à l'égard du nouveau venu. Mais cela aurait-il pu arriver à n'importe quel autre chef d'Etat ou de gouvernement ?

C'est ainsi que pour le meilleur et pour le pire **nous sommes inconsciemment imprégnés de la conviction selon laquelle, même quand on ne nous demande rien, "Les Français donneront au monde et la paix et la liberté"**. Car pour les responsables, de droite comme de gauche, dès lors qu'ils briguent ou exercent une fonction nationale, c'est depuis 1789 et jusqu'à nos jours une obligation incontournable que celle d'afficher la dimension mondiale de leur politique. C'est ainsi que la **"grandeur"**, concept bien français, ne s'applique jamais aux résultats du commerce extérieur, dimension mercantile et donc secondaire sinon vulgaire que l'on abandonne volontiers avec mépris aux marchands britanniques et aux industriels allemands. Dans l'esprit des Français la grandeur de la France ne se conçoit pas sans un engagement permanent de nos troupes à l'étranger. Nous en avons encore fait une belle démonstration en Libye que nous avons ensuite abandonnée au chaos. Et même le gentil François Hollande allait benoîtement reconnaître que son accueil à Bamako, après que les armées françaises aient stoppé l'avancée des djihadistes au Mali, était "le plus beau jour de sa vie". Emphase dont il aurait pu se passer au profit d'une expression plus sobre, mais emphase révélatrice d'un état d'esprit. On comprendra ainsi mieux pourquoi **la courte aventure coloniale de la fin du XIXe siècle** ne pouvait pas se contenter d'être ce qu'elle était, une banale entreprise de domination comme il en existe tant dans l'histoire des humains. **Il lui fallait ce supplément d'âme sans laquelle le peuple français n'apporte pas son soutien**. La croyance parfois sincère en sa "vocation civilisatrice" rejoignait ainsi dans l'imaginaire collectif l'appel au soulèvement général contre les tyrans dans l'Europe de l'Ancien Régime.

Or avec les victoires des armées de la République puis de celles de Bonaparte contre les troupes de l'Europe coalisée, c'est dans l'immense empire ainsi constitué que le droit français issu de la révolution de 1789 allait s'appliquer, et d'abord le code civil, révolutionnant partout où il s'appliquait l'ancien ordre des choses, supprimant les droits féodaux, la justice seigneuriale, les douanes intérieures et l'Inquisition, fermant une majorité de couvents et reconnaissant l'égalité des droits aux Juifs. **C'est tout l'ordre européen qui était ainsi bouleversé.**

Bibliographie.

"Alexis de Tocqueville. "L'Ancien régime et la Révolution ". 1856. Gallimard. 1952.

Titre II.

La structuration de l'Europe continentale.

(Altérité et diversité d'une identité commune)

- 1. L'ordre européen.** Le Saint Empire romain germanique.
- 2. L'équilibre européen.** De la paix d'Augsbourg aux traités de Westphalie. L'édit de Nantes.
- 3. Les victoires françaises en Europe.** L'effondrement d'un monde millénaire.
- 4. Le reflux français.** Le réveil allemand.
- 5. Conséquences à long terme de l'occupation de 1815.** Un engrenage mémoriel.
- 6. Le Congrès de Vienne.** La création de la Confédération Germanique. La Prusse sur le Rhin.
- 7. La Prusse unifie l'Allemagne.** La Confédération de l'Allemagne du Nord et le IIème Reich.
- 8. Trèves comme une métaphore.** L'univers mental de Karl Marx.
- 9. Cent vingt années pour en sortir (1870-1990).** De Sedan à la chute du mur de Berlin.
- 10. Les bases d'un nouveau clivage.** La crise de la social-démocratie.

Ce second titre a pour objet de resituer la construction européenne actuelle dans sa dimension historique. Afin de comprendre que celle-ci vient de loin, parfois de très loin, au point que nous en avons perdu la mémoire. Or les précédents sont porteurs de leçons. Comment l'extrême diversité des statuts étatiques avait-elle alors été institutionnellement surmontée ? Une diversité bien plus grande qu'aujourd'hui où, depuis un peu plus d'un siècle à peine, les nations ont fixé le paysage politique. Sous quelles forces les constructions supra-étatiques des siècles passés se sont-elles effondrées ? Comment, de cette construction et surtout des conditions de cette déconstruction, nous avons hérité d'une situation qui est ce qu'elle est et qui aurait pu être autre. Des erreurs stratégiques ont entraîné des guerres terribles dont nous sortons à peine. Au fond dont nous ne sommes sortis vraiment qu'avec justement **la chute du mur de Berlin qui clôt une longue séquence historique de plus d'un siècle.** Ce qui justifie les tâtonnements de la période actuelle qui n'ont rien de ridicules. Une période nouvelle à laquelle nous n'étions pas préparés, qui devrait susciter de la patience et de l'indulgence. Et certainement pas de l'impatience ni de la condamnation hâtive.

1. L'ordre européen.

Le Saint Empire romain germanique.

Pour bien comprendre la suite des événements déclenchés par la révolution française, il faut **rappeler quel était cet ordre européen** qui reste si difficile à appréhender pour nous. On situait bien déjà la France, l'Espagne, l'Angleterre et la Russie. Au milieu de l'Italie, les Etats du Pape, et plus au sud, le Royaume de Naples et celui de Sicile. Le nord de l'Italie était partagé entre diverses entités plus ou moins indépendantes. Le royaume du Piémont, les républiques de Venise, de Lucques et celle de Gènes, les duchés de Modène, de Parme, de Milan (appartenant aux Habsbourg d'Autriche) et celui de Toscane.

Pour le reste, l'essentiel de l'Europe formait depuis plusieurs siècles le **Saint Empire romain germanique** dont l'empereur était élu par ses pairs, princes, évêques, Etats ou villes libres. La puissance dominante y était l'Autriche. Seule la Prusse était un royaume n'appartenant pas en tant que tel au Saint Empire mais son roi, de la famille des Hohenzollern, ayant aussi le titre d'électeur du Brandebourg dont la capitale était Berlin, participait à l'élection de l'empereur. De la même manière le roi d'Angleterre était électeur du Hanovre. Les habitants du Saint Empire n'étaient pas sujets de l'empereur mais relevaient chacun de leur seigneur, prince, duc, évêque, ou encore de leur maire dans le cas des villes libres.

Ce regroupement de la nation allemande en une institution politique unique était très ancien. En fait cet Etat allemand fut le premier à renaître des ruines de l'empire de Charlemagne. Officiellement c'est en 887 que le royaume de Germanie avait été fondé par Arnulf. Il rassemblait les Francs, les Saxons, les Thuringiens, les Bavarois et les Souabes. Et c'est en 962 qu'Othon avait relevé à son profit le titre devenu vacant d'empereur d'Occident. Mais l'émergence si ancienne et si rapide de cet empereur d'Occident n'avait pu se faire qu'au prix de l'acceptation par ce dernier d'un très faible pouvoir sur ses pairs, les Electeurs dont dépendait son titre. Alors que les rois de France allaient avoir encore besoin de plusieurs siècles, de mille combats et d'infinies roueries, pour consolider peu à peu, patiemment, leur pouvoir sur leurs rivaux vassalisés et clairement soumis à leur autorité. Mieux, les Electeurs au XIIIe siècle confièrent le trône de Germanie au comte de **Habsbourg**, à l'époque sans danger pour leur autonomie et qui en outre installa sa capitale à Vienne, c'est à dire dans une ville bien trop excentrée pour ne pouvoir jamais devenir capitale de l'ensemble du saint empire romain germanique.

De fait la maison d'Autriche n'accroitra ensuite sa puissance que grâce aux territoires conquis à l'est et au sud, telles la Hongrie, la Slovaquie, ou le nord de l'Italie, et jamais à l'ouest et au nord où les Princes, villes libres et Evêques maintiendront jalousement leur autorité. Finalement **le Rhin et le Danube** allaient être le support de cultures et d'économies différentes, de fait rivales, malgré leur appartenance officielle à une entité commune. Les unes et les autres seront englouties par **la Prusse des Hohenzollern**, qui en était bien marginale, et n'en partageait que la langue mais certainement pas les valeurs.

Il s'agissait donc d'un ensemble non académique selon nos standards actuels, ne formant ni un Etat comme avaient réussi à se constituer la France, l'Espagne ou encore l'Angleterre, mais pas non plus une fédération, ni même une confédération. Grande mosaïque de principautés

semées d'enclaves ecclésiastiques et de villes libres, cet agglomérat politique singulier comptait quelques Etats de bonne taille, la Bavière, la Saxe, la Prusse et l'Autriche, lesquels côtoyaient un enchevêtrement de territoires minuscules. C'était un composé d'un grand nombre d'Etats souverains et libres, quoiqu'ayant un chef commun. Cette Allemagne des princes n'avait pas de capitale impériale : les empereurs étaient élus à Francfort, couronnés à Aix la Chapelle et régnaient ailleurs.

Avec le recul, **n'étions-nous pas là devant une entité finalement proche de l'Union européenne actuelle ?** Il ne sera pas inutile de garder cette hypothèse en tête quand on appréciera les conséquences de l'éventuelle dislocation de celle-ci, ce que proposent certains sous le titre fallacieux de « plan B ». Car ce kaléidoscope, cet enchevêtrement de structures diverses aux légitimités multiples, impliquait pour fonctionner un équilibre délicat, fruit d'un compromis permanent et indispensable. Aujourd'hui la puissante décentralisation de l'Allemagne fédérale est l'héritage de ce temps. On comprendra que les Allemands y soient d'autant plus attachés que c'est justement quand la centralisation arriva à s'imposer sur les terres allemandes que les plus grands malheurs s'abattirent d'abord sur les populations concernées et ensuite sur leurs voisines.

Cette vision explique aussi pourquoi les Allemands restent sceptiques et réticents envers toute perspective de gouvernement européen à laquelle les Français, héritiers d'une toute autre tradition, sont toujours favorables. Inutile donc d'incriminer les uns ou les autres, la volonté supposée d'hégémonie de certains ou l'égoïsme des autres. Nous sommes face à un problème sérieux qu'il est de l'intérêt de tous de surmonter. Si nous n'y arrivons pas, l'Union Européenne se disloquera.

Bibliographie.

Henry Bodgan. "Les Hohenzollern". Perrin. 2010.

Henry Bodgan. "Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours". Perrin. 1999.

Francis Rapp. "Le saint Empire Romain Germanique. D'Othon le Grand à Charles Quint".
Taillandier. 2000.

2. L'équilibre européen.

La paix d'Augsbourg. Les traités de Westphalie. L'édit de Nantes.

Depuis des siècles un des enjeux majeurs de l'équilibre européen était de savoir qui allait contrôler le Saint Empire. L'élection de l'empereur avait donc vu s'opposer les principaux acteurs, directement ou par clients interposés. L'Espagne, la France, la Papauté, l'Autriche menaient ce que l'on appellerait aujourd'hui de véritables campagnes électorales et, pour rassembler le maximum de partisans, les logiques d'influence s'exerçaient partout en Europe.

C'est l'Espagne de **Charles Quint** qui l'avait largement emportée au 16^e siècle. Sa victoire sur **François 1^{er}**, roi de France, lors de **l'élection impériale de 1519**, allait déterminer les principales lignes de fond de la géopolitique européenne pour les 3 siècles suivants. La défaite de Pavie en 1525, à l'issue de laquelle le roi français fut fait prisonnier et transféré dans une geôle de Madrid, avait porté la rivalité entre les deux hommes à son sommet. Sa conséquence immédiate et la plus spectaculaire en avait été le soutien apporté par François 1^{er} aux Ottomans qui menaçaient directement le Saint Empire sur ses frontières orientales. C'est ainsi que lors de **la bataille de Lépante**, celle qui mettra en **1571** un terme à l'expansion ottomane en Europe occidentale, la France ne participait pas à la Sainte Ligue constituée à l'initiative du pape et commandée par don Juan d'Autriche, un fils de Charles Quint.

Mais c'est aussi la rivalité entre ce dernier et François 1^{er} qui allait être à l'origine du **soutien dont bénéficia Luther auprès des princes allemands**. On se rappelle qu'après la publication en 1517 de ses 95 thèses, Luther dut faire face à une réaction violente de la papauté qui exigea une intervention contre lui de l'empereur très catholique Charles Quint. Or ce qui sauva Luther ce fut précisément le caractère extrêmement décentralisé du mode de fonctionnement de l'empire. L'emprise de Rome et la souveraineté de l'empereur n'étaient supportées qu'à condition de rester légères et lointaines. Luther offrait une occasion historique de s'en affranchir encore plus. En 1529 six princes allemands ainsi que quatorze villes libres de l'empire adressèrent à l'empereur une "protestation" de soutien à Luther, d'où vint le nom de "protestants". C'est qu'avant ce soutien et en échange de celui-ci, Luther avait condamné sans équivoque les paysans qui s'étaient en masse révoltés contre leurs seigneurs dans la foulée de la remise en cause de l'ordre établi que représentait l'église de Rome. Car la révolte contre l'église catholique romaine avait nécessairement abouti à une révolte contre les pouvoirs en place quels qu'ils soient. Or les princes allemands avaient dans cette affaire et depuis 1534 le soutien de François 1^{er} qui n'aurait pas manqué une telle occasion d'affaiblir son rival. Devant cette alliance improbable entre le roi de France catholique, les princes protestants et Luther lui-même, Charles Quint dut s'incliner. C'est ainsi qu'en 1555 lors de **la paix d'Augsbourg** fut reconnu le principe **"tel prince telle religion" (cujus regio, ejus religio)** : chaque pouvoir politique allemand pourrait désormais imposer la religion de son choix à ses sujets. Or à la même époque un autre principe unanimement partagé en Europe selon une tradition remontant à l'Antiquité considérait que seule l'homogénéité de la foi pouvait garantir la cohésion du corps social, préalable indispensable au bon fonctionnement de la monarchie et donc de l'Etat. En acceptant désormais la règle du "tel prince, telle religion" l'exigence d'homogénéité de la foi ne s'appliquerait plus au niveau de l'empire mais à celui de chacune de ses composantes. C'en était ainsi désormais fini de l'unité idéologique de l'empire.

Ce principe était tellement contraire à l'esprit du temps que chaque partie fit tout pour le remettre en cause. Un siècle plus tard, la "**Guerre de Trente Ans**" qui allait ravager l'Europe de 1618 à 1648 en témoignerait. Loin d'être une guerre allemande c'était **une guerre européenne**, d'abord pour trancher le conflit constitutionnel du fonctionnement du Saint Empire. C'était aussi une **guerre de religion** mais sans l'être totalement puisqu'on verrait les catholiques français aux cotés des protestants allemands. C'était donc plutôt une **guerre de légitimité des autorités et d'homogénéité de leurs sujets autour d'une religion**, quelle qu'elle fut. C'était enfin et surtout une **guerre visant à détruire la suprématie des deux branches des Habsbourg**, ceux d'Espagne qui avaient l'argent et les troupes, et ceux de Vienne qui avaient la légitimité de la domination sur les habitants de l'empire. Ce dernier objectif était commun aux protestants allemands de l'intérieur de l'empire, aux protestants extérieurs à l'empire comme les Suédois, les Anglais et autres Réformés des Provinces Unies, mais aussi aux catholiques français qui n'avaient de cesse de desserrer la tenaille dans laquelle la maison des Habsbourg enserrait le royaume de France. Rien d'irrationnel donc ni de méprisable. De la géopolitique classique dont nous ne sommes pas sortis : **les difficultés de Union Européenne à se structurer et à faire émerger un pouvoir reconnu par tous renvoient aux crises qui ébranlèrent l'Europe lors de la Guerre de Trente Ans**. Les territoires de l'Europe centrale allaient donc être livrés aux quatre vents d'armées soit issues du Saint Empire, bavaroises, saxonnes, autrichiennes, tchèques, prussiennes, croates, etc., soit étrangères au Saint Empire, anglaises, espagnoles, françaises, danoises, norvégiennes, suédoises, polonaises, hollandaises, etc. Ce conflit couta la vie à un tiers de la population du Saint Empire romain germanique, ce qui en proportion de la population concernée est beaucoup plus que les plus récentes guerres mondiales. Si en 1618 la population de langue allemande était de seize millions de personnes, en 1648 il n'en restait plus que onze millions. Cinq millions de morts, essentiellement des civils. Dans certaines régions de l'Empire particulièrement fragilisées ce furent les deux-tiers de la population qui avaient été massacrées. La ville de Magdebourg perdit la moitié de sa population lors du sac de 1631 qui tétanisa l'Europe entière.

Il fallut donc, entre des belligérants identiques à ceux qui s'étaient opposés un siècle plus tôt, préciser le compromis de 1555. C'est ce que **Gunther Grass** a rappelé dans son livre si truculent « Une rencontre en Westphalie » dans lequel il imagine un congrès des écrivains allemands qui n'en peuvent plus de ces désolations. Signée en 1648 à **Münster** où tout se faisait par écrit et passait par des médiateurs et, à 45 kilomètres de là, à **Osnabrück** où la négociation était directe et par oral, **la paix de Westphalie** engageait 194 entités politiques. Elle allait fixer l'année de référence en 1624. Désormais était réputée catholique une terre qui l'était en 1624. De même était réputée protestante une terre qui l'était cette année-là. Cette nouvelle définition valait pour toutes les parties signataires, y compris la France. C'est ainsi qu'au nord du Saint Empire les Protestants allaient dominer tandis que le sud de l'empire resterait une terre solidement catholique.

La dislocation future du Saint Empire romain germanique trouverait là ses premiers fondements, au-delà des conjonctures historiques.



LA GUERRE DE TRENTE ANS

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Pays ou zone à majorité protestante Habsbourg de Madrid Habsbourg de Vienne | <ul style="list-style-type: none"> ① 1620-1623 : Défaite des Tchèques et de l'électeur palatin ② 1625-1629 : Intervention et défaite de Christian IV du Danemark ③ 1630-1632 : Intervention de Gustave Adolphe de Suède ④ 1635 : Intervention de la France contre l'Espagne et l'empereur
1642 : Occupation du Roussillon
1643 : Victoire française de Rocroi ⑤ 1645-1648 : Campagne en Allemagne de Turenne et des Suédois |
|--|--|

0 500 km

Dans le même temps c'est exactement pour des raisons identiques que les rois de France bataillèrent sans cesse pour que le principe "tel prince telle religion" s'appliqua chez eux et ne divisa pas leur royaume. Pourtant à la suite de **l'Edit de Nantes, qui avait permis en 1598** de mettre provisoirement fin aux abominables guerres de religion qui avaient terrifié les populations, la France était devenue le seul royaume européen au sein duquel la religion du roi ne s'imposait pas à l'ensemble de ses sujets. Ce qui avait déjà du mal à se concevoir au sein du Saint Empire qui était une confédération d'Etats était impensable au sein d'un royaume homogène comme la France. Dans cet esprit **la révocation de l'Edit de Nantes en 1685** s'inscrivait dans l'esprit du temps comme un jalon logique et nécessaire de la centralisation française tandis que dans les terres allemandes allait s'enraciner une tradition de puissante décentralisation.

Ce **principe du "tel prince telle religion"**, qui paraît ridicule à nos esprits modernes pétris d'individualisme et de désaffection religieuse, devrait pourtant rester dans nos mémoires et nous faire réfléchir sur notre monde. Trois siècles plus tard, dans leur élan colonial, les puissances européennes allaient le remettre au goût du jour car il leur paraissait favoriser

l'ordre social dans leurs conquêtes respectives. La France républicaine et laïque ne trouvera que des bénéfices à l'appliquer à ses lointains sujets au profit de l'église catholique. Tandis que ceux de la Grande Bretagne ou de l'Allemagne allaient pour les mêmes raisons se retrouver convertis au protestantisme. Au même moment pour ses propres citoyens, ce principe étant devenu tellement contraire à l'air du temps, la République française ne s'en affranchira qu'en le dépassant et en inventant justement **la séparation de l'église et de l'Etat qui en est l'exacte négation**. Mais un siècle et demi plus tard, en ce début de 21^e siècle, quand la présence en Europe de millions de personnes issues de pays qui appliquent toujours comme une évidence et sans aucune contestation ce vieux principe du "tel prince telle religion", celui-ci retrouvera chez nous de nouveaux partisans et réveillera de violentes oppositions. **Certaines revendications identitaires communautaires évoquent, pour les satisfaire et sans le savoir, un accommodement du type de l'Edit de Nantes. En réaction c'est un appel à l'adhésion aux valeurs nationales qui y est répondu, ce qui est la version postmoderne et sécularisée du "cujus regio ejus religio", le souverain étant aujourd'hui le peuple dont il faut partager les valeurs.** Dans l'histoire des humains l'amnésie est souvent source de malheurs, en tout cas d'incompréhension. Il y a déjà 2000 ans, Virgile ne faisait-il pas dire à Enée proposant la paix aux Italiens : " je leur donnerai mes rites et mes dieux". C'est que partager les mêmes croyances est un ciment puissant de toute société, peut être le seul. Nous n'en avons donc pas encore fini avec ce principe. La seule question est de savoir si nous saurons mieux le gérer que nos ancêtres. Rien n'est moins sûr.

Mais en attendant, quand la Révolution française allait secouer l'ordre européen, **entre la Prusse protestante et l'Autriche catholique, une myriade de petits Etats allemands indépendants garantissait l'équilibre de l'ensemble. C'est celui-ci que les armées françaises issues de la Révolution allaient détruire.** Ce qui libéra les forces de l'unité allemande qui, sous l'impulsion de la Prusse, se révélèrent ensuite si funestes à la France. C'est aussi à l'aune du temps long que l'on mesure les erreurs des politiques menées.

Bibliographie.

Henry Bogdan. "La guerre de Trente ans". Perrin. 1997.

Jean Giono. "Le désastre de Pavie". Gallimard. 1963.

Günter Grass. "Une rencontre en Westphalie". Le Seuil. 1981.

H.J.C. von Grimmelshausen. « Les aventures de Simplicius Simplissimus ». Publié en 1669. Réédité en 1990. Fayard.

Herfried Münkler. « La guerre de Trente Ans. Catastrophe européenne, traumatisme allemand, 1618-1648 ». Rowohlt. 2017. <https://www.youtube.com/watch?v=E2Ciem6vxzU>

Jean Picq. "Politique et religion. Relire l'histoire, éclairer le présent". Sciences Po. 2016.

Nicolas Le Roux. "Les guerres de religion". PUF. 2016.

Friedrich Schiller. "Histoire de la guerre de Trente Ans". 1803. Réédité FB Editions. 2015.

Eric Vuillard. « La guerre des pauvres ». Actes Sud. 2019.

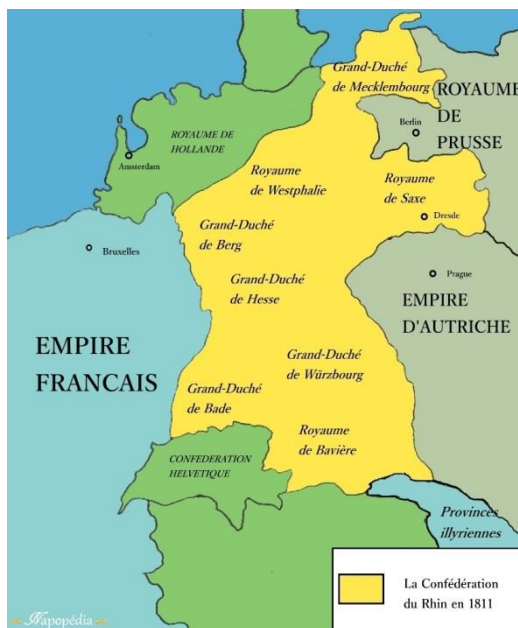
Marguerite Yourcenar. "L'œuvre au noir". Gallimard. 1968.

3. Les victoires françaises en Europe.

L'effondrement d'un monde millénaire.

On a vu qu'à **Valmy en 1792** les armées étrangères qui avaient pénétré le territoire français pour venir au secours du roi de France étaient celles de la Prusse, de l'Autriche et de l'Etat de Hesse. Mais il ne s'agissait là que d'une partie d'une coalition bien plus large qui regroupait aussi les royaumes de Bohême et celui de Hongrie (possessions de l'Autriche), le Hanovre (possession du roi d'Angleterre), la Grande Bretagne, l'Espagne, les royaume de Naples et celui de Sicile, le royaume de Piémont-Sardaigne, les Provinces Unies des Pays Bas, et le Portugal. Autant dire quasiment toute l'Europe sauf la Russie. Les victoires françaises amèneront la Prusse à se retirer de cette coalition en 1795, et finalement en 1797 cette coalition partout défaite se dissoudra au bénéfice de la France. **En 1801 l'Autriche concèdera à la France la rive gauche du Rhin jusqu'à son estuaire, c'est-à-dire le Luxembourg, la Belgique et les Pays Bas.** Une autre coalition se formera sans la Prusse mais cette fois avec la Russie, qui se soldera par la victoire française d'**Austerlitz en 1805.**

En 1806, à la suite de la victoire de Napoléon à Austerlitz sur l'Autriche et la Russie, la **Confédération du Rhin** était créée à Paris qui allait regrouper jusqu'en 1813, l'Électorat de Mayence, la Bavière, le Wurtemberg, l'Électorat de Bade, le landgraviat de Hesse-Darmstadt devenu Grand-duché de Hesse, le duché de Nassau, le duché de Berg et de Clèves, la Saxe, la Westphalie et le Mecklembourg. Tous ces noms nous rappellent des Etats que nous avons complètement oubliés mais qui correspondaient pourtant à une géopolitique séculaire et bien réelle dans l'esprit de tous les peuples de cette époque pas si lointaine. Napoléon était naturellement le protecteur de cette confédération qui faisait sécession du **Saint-Empire romain germanique**, lequel **disparaissait en aout 1806** lorsque l'empereur François II déposait sa couronne pour n'être plus qu'empereur d'Autriche.



La Prusse reprît les armes et s'engagea dans une nouvelle coalition regroupant cette fois la Prusse, la Russie, la Saxe, la Grande Bretagne et la Suède. Elle fut à nouveau défaite à **Iéna en octobre 1806**.

En 1812 l'empire français, presque aussi étendu que celui de Charlemagne 1000 ans plus tôt, **était composé de 134 départements, rassemblant les départements français actuels**, auxquels s'ajoutaient **14 départements italiens** (incluant Gènes et Turin), **2 suisses** (ceux du Léman et du Simplon), **4 catalans** (incluant Barcelone), **9 belges** (correspondant à l'actuelle Belgique dans son entier), **9 hollandais** (correspondants aux Pays Bas actuels), et enfin les **8 départements allemands** (incluant la Sarre, Mayence, Coblenche, Cologne, Aix la Chapelle, Munster, Brème et Hambourg).

Seule la Grande Bretagne avait continué la guerre sans interruption, seule ou au sein de coalitions à géométrie variable, témoignant par là d'une ténacité qui deviendra depuis une caractéristique de son caractère national. Mais en même temps cela traduira chez elle une défiance innée à l'égard de tout ordre européen. Ainsi c'est tardivement qu'elle rejoindra l'Union Européenne au sein de laquelle son action constante visera à la dilution de celle-ci dans un élargissement sans borne associé au refus de toute politique commune, en particulier fiscale et sociale. Le **Brexit**, au-delà d'un concours de circonstances conjoncturel, trouvera là une source d'inspiration toujours vivante.

Mais puisque les soldats français, ceux de la Révolution puis ceux de l'Empire (c'étaient les mêmes) étaient le symbole incarné de la nation, concept jusque-là inconnu en Europe centrale toujours divisée en une multitude d'entités étatiques, les victoires françaises allaient aussi réveiller le vieil espoir des peuples de langue allemande à rechercher dans leur union l'outil qui les préserverait des invasions étrangères. Gunther Grass dans son savoureux "Une rencontre en Westphalie" qui se situe vers la fin de la Guerre de Trente ans, le dit simplement : "Finalement on était qui ? Quand tout gisait en ruine, seuls brillaient les mots. Si tous les princes étaient ravalés, le crédit échéait aux poètes. C'était à eux, non aux puissants, qu'appartenait l'immortalité". C'est que le traumatisme de la guerre de Trente Ans et ses cinq millions de morts était toujours dans leur mémoire, bien après la paix de Westphalie de 1648. C'est donc bien autour de la langue allemande qu'allait s'enclencher un long mouvement d'unité qui s'achèverait 70 ans plus tard, en 1871, dans la galerie des Glaces du château de Versailles. C'est à cela aussi qu'il faut apprécier les succès militaires des armées françaises, lourds de terribles défaites.

Bibliographie.

Catalogue de l'exposition au Musée de l'Armée en 2013. "Napoléon et l'Europe".

Catalogue de l'exposition au Musée de l'Armée en 2017. "Napoléon stratège".

Gunther Grass. "Une rencontre en Westphalie". Le Seuil. 1981.

4. Le reflux français.

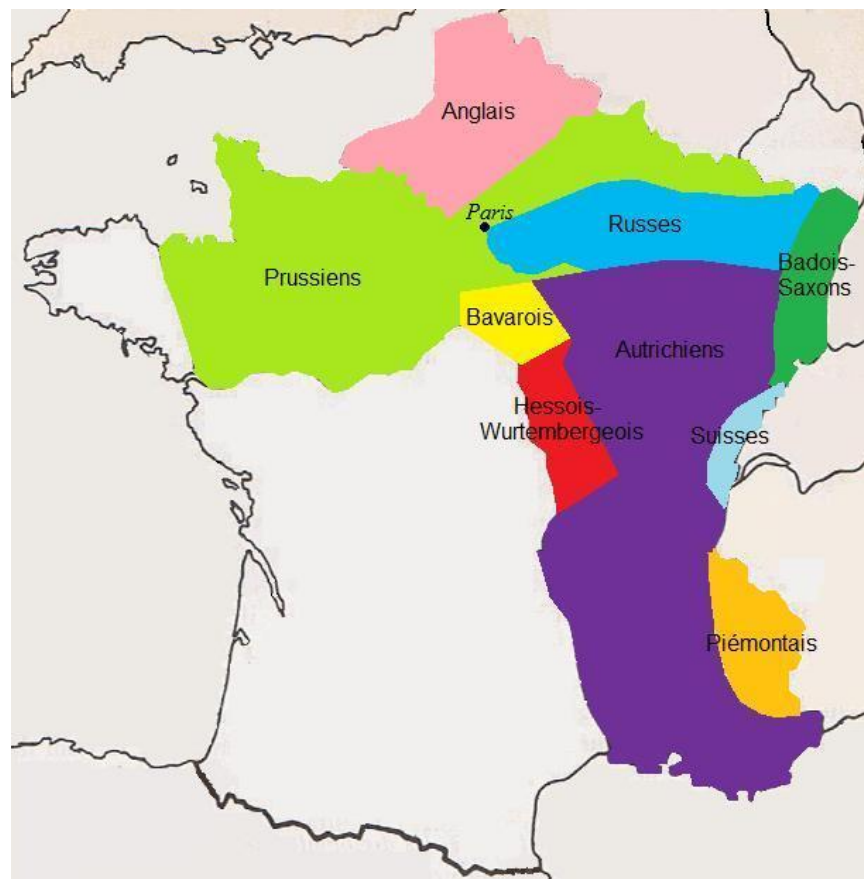
Le réveil allemand.

Après une vingtaine d'années de succès français, le reflux commença. Une première invasion des troupes de la Grande Bretagne, de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche, du Portugal et de la Suède eu lieu en 1814. Des unités constituées de Britanniques, d'Espagnols et de Portugais combattaient déjà dans le Sud-Ouest entre octobre 1813 et avril 1814. En parallèle, à la fin de décembre 1813 les armées des États allemands et des empires d'Autriche et de Russie traversaient le Rhin, tandis que des opérations étaient menées de la Franche-Comté aux Alpes. L'abdication de Napoléon et l'avènement de Louis XVIII avaient eu lieu peu après la chute de Paris le 31 mars 1814. Mais les armées étrangères se retirèrent après la signature du traité de Paris le 30 mai 1814. C'est que **la Russie et la Grande Bretagne ne s'étaient pas mobilisées pour qu'un nouvel équilibre européen consacre désormais une nouvelle entité, en l'occurrence la Prusse, dont elles pourraient craindre la puissance au centre de l'Europe.** C'est pourquoi, deux mois après l'entrée des troupes étrangères dans Paris, le **premier traité de Paris de 1814** allait être si favorable à la France qui retrouvait ses frontières de 1792, incluant donc une partie de la Savoie et du Palatinat, Mulhouse (jusqu'à cité-Etat alliée de la Suisse), Montbéliard, le Comtat Venaissin, les forteresses allemandes de Philippeville, Mariembourg, Sarrelouis et Landau. Dans les départements belges de Jemmapes et de Sambre-et-Meuse, la France conservait de nombreux cantons. C'était aussi le cas dans le département de la Sarre. L'occupation militaire fut de courte durée et la France ne se vit pas réclamer des compensations financières. Mieux encore elle allait être invitée au Congrès convoqué à Vienne pour redessiner avec elle un nouvel ordre européen.

Par le **traité de paix du 30 mai 1814**, la France avait renoncé à ses droits de souveraineté ou de protection sur près de trente-deux millions d'individus. Il restait aux puissances alliées à se partager cette multitude de peuples auxquels on ne demanda pas leur avis. Ce devait être l'œuvre du congrès de Vienne. Mais pour l'armée française Louis XVIII était le roi imposé par la Coalition, le protégé des Anglais et des Prussiens, l'émigré "rentré en croupe derrière un Cosaque". Il rappelait la défaite et personnifiait le démembrement de l'Empire. L'historien Henry Houssaye considérait en 1893 que, "pour réussir, il eût fallu un autre Henri IV, habile, rusé, un peu gascon, indifférent aux principes comme aux préjugés, parlant dans le Conseil avec la fermeté et le prestige d'un capitaine qui s'est taillé son royaume à coups d'épée, actif d'esprit, agile de corps, chaud de cœur, bon enfant et diable-à-quatze." Bref, Louis XVIII, à la différence de de Gaulle qui arrivera lui aussi dans les fourgons des Alliés, n'avait aucune de ces qualités et fut rejeté par les Français.

Le retour de Napoléon de l'île d'Elbe allait réduire à néant la mansuétude avec laquelle les Alliés avaient traité la France. En 1815 à Waterloo la coalition anti-française était cette fois dirigée par les Anglais, et rassemblait outre les troupes britanniques, des Allemands du Hanovre, du Brunswick, et du Nassau, des Néerlandais (unités belges et hollandaises), rejointes par l'armée prussienne commandée par le maréchal Blücher. La défaite française fut suivie d'une **seconde invasion qui allait durer jusqu'en 1819** et d'un **second traité de Paris, beaucoup plus punitif que le précédent.** On revenait cette fois aux frontières de 1790 ce qui signifiait la perte de la Savoie et des dernières possessions belges et allemandes. Par ailleurs **la France allait être durablement occupée, situation que les Français n'avaient pas connue depuis la Guerre de Cent Ans**, plusieurs siècles plus tôt. La carte ci-dessous montre

l'importance des territoires concernés jusqu'en novembre 1815 par cette occupation et la diversité des armées qui y participèrent. Elle ressemble étrangement à la zone occupée à partir de 1940.



La réalité, telle que la décrit Louis Madelin dans son livre " Deux relèvements français", était encore pire. "La France par une **convention du 24 Juillet 1815** était partagée en deux zones fort inégales séparées par le cours de la Loire, celui de l'Allier, celui de l'Ardèche et celui du Rhône. Au sud et à l'ouest de la Loire, à l'ouest de l'Allier de l'Ardèche et du Rhône, la France restait libre : c'était exactement le tiers du territoire national. **Les deux autres tiers étaient occupés par les Alliés, qui élargirent immédiatement leur zone d'occupation aux départements du Gard, de la Lozère, du Cantal**". Les Anglais partageaient leur zone avec les Hollando-Belges. Comme les Alliés de la seconde guerre mondiale l'imposèrent en 1945 à Berlin et à Vienne, **Paris et sa banlieue avaient en 1815 été partagées entre les 4 grandes puissances, anglaise, prussienne, russe et autrichienne** qui entendaient peser sur le gouvernement français. C'est pourquoi Henry Houssaye, dans son livre "1815" a raison de parler de "*la France crucifiée*". En l'espace de trois semaines, 66 départements étaient occupés par une masse de 1 million 226.000 hommes armés alors même que toute l'armée française avait été licenciée et que le pays n'offrait plus aucune résistance. C'est une véritable ruée à laquelle on assistait. Bavarois, Saxons, Badois, Wurtembergeois, Hessois, et vingt autres Etats allemands. Les villes hanséatiques, Hambourg et Lubeck. Des hongrois et des slaves. Les Danois, des Piémontais et d'autres Italiens, et même 25.000 Suisses. Tous n'avaient fait qu'envahir un pays déjà vaincu. Et même l'Espagne qui n'avait même pas été belligérante et qui occupait tout le sud-Ouest, ce qu'a oublié l'auteur de la carte ci-dessus. Bref l'Europe entière prenait sa revanche.

Puis, de Novembre 1815 et jusqu'au printemps 1819, les troupes d'occupation se limitèrent à celles des 4 principaux pays. Les Anglais dans les départements du Nord, les Russes dans les Ardennes, les Autrichiens dans l'Est et les Prussiens en Meuse. C'est que la France s'était vue infligée des indemnités de guerre de 700 millions de francs dont le paiement était garanti par l'occupation militaire, indemnités auxquelles devait s'ajouter le financement des 150.000 hommes des troupes étrangères présentes sur le territoire national.

Bibliographie.

Roger André, "L'Occupation de la France par les Alliés en 1815 (juillet-novembre)". Thèse pour le doctorat (sciences politiques et économiques) de l'Université de Paris. Paris, E. de Boccard, 1924.

Narcisse Blanpain. « Les Alliés en Champagne -1814 ». Vanier. 1869.

Alain Corbin, "Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot". Flammarion.

Emile Erckmann et Alexandre Chatrian. « L'invasion ». 1862.

Henry Houssaye. "1815. La première Restauration et les Cent Jours" (1893). StoriaEbooks. Édition du Kindle.

André Jardin, André-Jean Tudesq, "La France des notables. 1. L'évolution générale 1815-1818", Seuil.

5. Conséquences à long terme de cette seconde occupation de la France.

Un engrenage mémoriel.

Cette seconde occupation fut dramatique. Les témoignages de l'époque rapportent tous que les biens publics étaient saccagés et les particuliers soumis aux exactions les plus diverses : leurs récoltes saisies, leurs femmes ou filles violées, les maisons incendiées. Les fonctionnaires qui tentaient de résister étaient durement sanctionnés : des garnisaires s'installaient chez les préfets. Plusieurs de ces derniers furent déportés en Allemagne, souvent choisis à dessein parmi ceux appartenant à de grandes familles, comme le cousin de Talleyrand ou le frère du ministre de l'Intérieur. Les maires et les percepteurs étaient rossés, pris en **otages** et traités en **prisonniers de guerre**. Chaque commune sur le territoire de laquelle avait été commis un acte de résistance serait responsable du fait et des otages fusillés. L'opinion publique retiendra que les plus supportables furent les Anglais, qui craignaient qu'une occupation trop lourde n'amène les Français à se révolter. Les Russes étaient plutôt disciplinés, à l'exception de certains Cosaques. En revanche, les Autrichiens en profitaient pour faire du commerce. Quant aux Prussiens, ils étaient les plus redoutés, les plus haïs des occupants. Avec eux, les brimades étaient systématiques. Toutes ces troupes étaient à la charge des départements et des communes occupées ce qui donna lieu à la mise en place d'un gigantesque pillage. **Réquisitions** démesurées et sans contrôle, abattage massif des arbres, ravages des champs, rafle des blés moissonnés, vol des chevaux. Il s'agissait d'épuiser le pays. Certains alliés allèrent jusqu'à proclamer que l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté, la Savoie et les départements du nord devaient lui être enlevés. L'heure était à la **curée**.

Auguste Blanqui, qui deviendra un ardent révolutionnaire et un des grands dirigeants de l'extrême gauche française connut lui-même dans son enfance la réalité de l'occupation étrangère. Gustave Geoffroy dans le beau livre qu'il lui a consacré raconte ainsi que « les Blanqui doivent loger, après la seconde entrée des alliés, l'état-major d'un régiment de hussards prussiens, un colonel et sept officiers, qui vivent à discrétion, reçoivent des amis, mangent les volailles, boivent les vins, placent des factionnaires devant les espaliers et les treilles. Il faut faire des coupes de bois, abattre des arbres séculaires, jusqu'au jour où le fils aîné Adolphe, qui s'est lié avec un jeune lieutenant de dix-sept ans, épris comme lui de latin et de grec, parvient à faire savoir au colonel que la maison a été choisie par la méchanceté du maire royaliste et clérical d'Aunay, et qu'il y a là un abus de pouvoir : dès lors, tout change, et c'est le maire qui doit fournir la subsistance aux officiers auxquels Mme Blanqui, courageuse et nette de paroles, tenait tête de son mieux, à la grande admiration de ses fils ».

En outre, contrairement à tous les usages militaires, après que le traité de paix ait été signé des **résistances armées** s'organisèrent ici et là et menèrent des actions auxquelles les troupes d'occupations répliquèrent par des mesures de répression contre les civils. Comme tous les officiers d'armées régulières, ceux occupant alors la France redoutaient que la situation n'y évolue comme en Espagne de 1808 à 1813 où la résistance aux troupes napoléoniennes avait été terrible. C'est d'ailleurs de ce précédent qu'est venu le mot de "**guérilla**" (petite guerre en espagnol), concept de guerre entièrement nouveau mais qui allait s'installer durablement jusqu'à nos jours. De fait dans la France occupée de 1814 et surtout de 1815, des "corps francs" menaient des opérations de guérilla, impliquant la mobilisation volontaire de partisans

et l'organisation de maquis. Toutes choses que nous retrouverons en 1870-1871, en 1914-1918 et bien sûr entre 1940 et 1945.

Aboutissement de vingt années de guerre entre la France et les puissances européennes, les deux occupations du territoire national, celle de 1814 et celle de 1815 à 1819 constituent donc un jalon important pour comprendre et replacer dans leur contexte les grands conflits de l'ère contemporaine en Europe occidentale. Mais ces guerres-là n'ont pas suscité de monuments aux morts, et les traces commémoratives n'existent guère que sur des champs de bataille situés hors de France sauf Valmy. Cette partie de notre histoire a ainsi largement disparu de notre mémoire nationale. Et pourtant elle est essentielle pour comprendre tout ce qui allait se passer dans le siècle qui allait suivre et jusqu'à nos jours. Car ces guerres ont durablement marqué les esprits. Ainsi le souvenir des Cosaques campant sur les Champs Elysées restera un traumatisme sans la compréhension duquel on ne pourra pas comprendre la Commune de Paris. Celle-ci se déclencha en 1871 quand il fut question que les vainqueurs défilent sur la célèbre avenue mise à l'abri des canons de la Garde Nationale qu'il fallait donc au préalable retirer. C'est aussi à partir de l'occupation de 1815 à 1819 que s'installera dans la mémoire nationale l'image du féroce Prussien. C'est enfin pendant cette période de 1815 que l'on vit pour la première fois dans l'histoire de France se constituer des **unités combattantes indépendantes d'une autorité légale défailante**.

Jacques Hantraye nous dit que ces actions de résistance armée liées aux invasions de 1814-1819 sont mal connues en France, car peu documentées. De plus, les hommes qui les ont animées ont souffert rétrospectivement d'un discrédit sous la Restauration. Organisées dans le cadre de la garde nationale ou des corps francs, ou bien spontanées, elles caractérisaient surtout les régions menacées. Très marquées par la personnalité de chefs dotés d'un grand charisme, elles réunissaient au mieux quelques centaines d'hommes. Généralement favorables à l'Empire, les combattants agissaient parfois en opposition à la conscription. On ne peut négliger le fait que le souvenir de ces soulèvements ait influé sur les prises d'armes et les complots militaires intervenus sous la Restauration. La littérature romanesque de la seconde moitié du XIXe siècle allait contribuer à revaloriser ces épisodes militaires oubliés.

Leur mémoire allait faciliter leur renaissance en 1870 et 1871 et bien sûr en 1940. La crainte qu'elles inspiraient allait aussi justifier, de leur point de vue, la férocité des armées prussiennes puis allemandes contre ce qu'elles considéraient comme des hors-la-loi, des bandits. C'est donc **un long engrenage mémoriel** qui était mis en place en 1815 de part et d'autre du Rhin alors que les Français en ont depuis oublié la genèse. Mais il est bien là, chez nos voisins mais n'en doutons pas chez nous aussi, prêt à ressurgir, et l'oublier nous exposerait à de fâcheux rappels à l'ordre.

Bibliographie.

Paul Gaffarel. "Dijon et l'occupation autrichienne en 1814". Imprimerie Darantière. 1893.

Gustave Geoffroy. « Blanqui. L'enfermé ». Fasquelle. 1926.

Jacques Hantraye, « Les cosaques aux Champs-Élysées. L'occupation de la France après la chute de Napoléon ». Belin. 2005.

Jacques Hantraye, « Les prises d'armes de 1814-1815, signe et facteur de la politisation des ruraux », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 118-4. 2011.

Louis Madelin. "Deux relèvements français, 1815-1818, 1871-1878". Flammarion. 1951.

André Merquiol, "Les Occupations étrangères en France au XIXe siècle". Thèse pour le doctorat en droit de l'Université de Aix-Marseille. Nice, Imprimerie de l'Éclaireur de Nice, 1944.

M. de Robville. « La Chasse aux Cosaques ou la Champagne en 1814 ». Lebailly. 1869

Marie-Cécile Thorat. « L'administration locale en temps de crise : le cas de l'Isère en 1814-1815 », *Annales historiques de la Révolution française*, 339 | 2005, 117-135.

On notera que les 350 entités politiques existantes avant 1792 dans le Saint Empire romain germanique avaient été ramenées à 39 dans la nouvelle Confédération germanique. Beaucoup de petits Etats Princiars avaient donc disparu de manière forcée. Mais indépendamment de cette donnée numérique, pour son fonctionnement on en revenait à quelque chose de proche de celui de l'ancien Saint Empire qui avait pourtant montré ses limites. Finalement la nouvelle construction politique, si elle ne répondait pas à l'aspiration de liberté, ne satisfaisait pas non plus à la volonté d'unité, tant le modèle français de l'Etat-nation était désormais dans tous les esprits.

Mais l'héritage français n'était pas partout porteur de la même mémoire. En gros trois tendances coexistaient sans se confondre. **D'un côté, les Prussiens** avaient été traumatisés par leur défaite à Iéna. Ils en garderaient pendant tout le XIX^e siècle une haine mêlée de fascination envers la France. Toute une école de pensée, inspirée par Hegel, allait théoriser l'Etat prussien et son chef comme le rédempteur de la nation nouvelle à construire de manière verticale et autoritaire. **Hegel** lui-même voyant Napoléon passer à cheval près de son université le jour même d'Iéna, écrira avoir vu en lui « *l'âme du monde* ». D'ailleurs en 1871, lors de la proclamation de l'Empire allemand à Versailles, Bismarck dira : « *Sans Iéna, pas de Versailles* ». En attendant, pour nombre de jeunes intellectuels la monarchie prussienne constituait la réalisation idéale de l'Etat tel que l'avait défini Hegel, c'est-à-dire l'incarnation d'un absolu au-dessus des classes. **Les Autrichiens de leur côté** se seraient bien contentés d'un retour à l'ancien temps qui leur garantissait la suprématie dans l'espace allemand. **Enfin parmi les Etats de l'éphémère Confédération du Rhin** créée par Napoléon, nombreux avaient mieux vécu la présence française, et parfois même s'en était réjoui. Certains avaient d'ailleurs été purement et simplement annexés à l'empire français et avaient donc connu entre autres choses l'abolition de la féodalité, l'émancipation des Juifs, l'état civil laïc et le code civil. Dans ces cas il était particulièrement difficile de revenir sur les acquis apportés par la Révolution française.

L'équilibre entre les trois tendances allait être favorisé par le **polycentrisme culturel traditionnel dans l'espace allemand**. Ainsi au seuil du XIX^e siècle, ni Düsseldorf, ni Dresde, Munich ou Leipzig, ni même Berlin ou Vienne ne comptaient parmi les grandes métropoles mondiales. Pékin arrivait en tête avec 1,1 millions d'habitants, suivie de Londres, Canton et Istanbul. Paris arrivait en cinquième position. Avec 547.000 habitants en 1800, Paris était deux fois plus peuplée que Vienne (231.000) et trois fois plus que Berlin (172.000), tandis que Munich atteignait à peine 40.000 habitants soit la moitié moins que Rouen à la même époque. De plus au réseau des capitales politiques (Berlin, Vienne, Munich, ou Dresde), se superposaient des capitales littéraires (Weimar) ou musicales (Salzbourg, Mannheim), financières (Francfort), commerciales (Hambourg), éditoriales (Leipzig), de production d'images (Augsbourg), universitaires (Göttingen, Heidelberg, Iéna), des grandes villes d'art dotées d'académies prestigieuses et de collections publiques de rang mondial. Quiconque rêvait d'unifier les structures politiques de l'espace allemand était donc confronté à la réalité de la diversité et de l'atomisation de l'histoire et de la géographie culturelles des territoires allemands.

En 1815, à l'issue du Congrès de Vienne, une seule décision allait immédiatement être lourde de conséquences : la Prusse se voyait accorder la Rhénanie et la Westphalie, avec Trèves, Bonn, Cologne, Duisburg et Munster, afin disait-on de la protéger d'éventuelles velléités

françaises et sans bien sûr que les populations concernées ne soient consultées. Malgré l'inexistence de continuité territoriale entre la Prusse et ces deux Etats du Rhin, **pour la première fois de l'histoire la Prusse pouvait se déployer directement aux frontières de la France, au nord-ouest de l'Autriche et au sud du Danemark et du Hanovre.** Comme bien souvent dans l'histoire, au détour d'une décision apparemment secondaire dans le grand chambardement en cours à l'époque, un engrenage infernal était amorcé dont les conséquences allaient être terrifiantes.



Bibliographie.

Catalogue de l'exposition organisée au Musée du Louvre au printemps 2013. "De l'Allemagne. 1800-1939. De Friedrich à Beckmann". En particulier le texte de Bénédicte Savoy intitulé "Comme dans un ciel étoilé. Eléments pour une géographie culturelle de l'Allemagne".

7. La Prusse unifie l'Allemagne.

La Confédération de l'Allemagne du Nord et le IIème Reich.

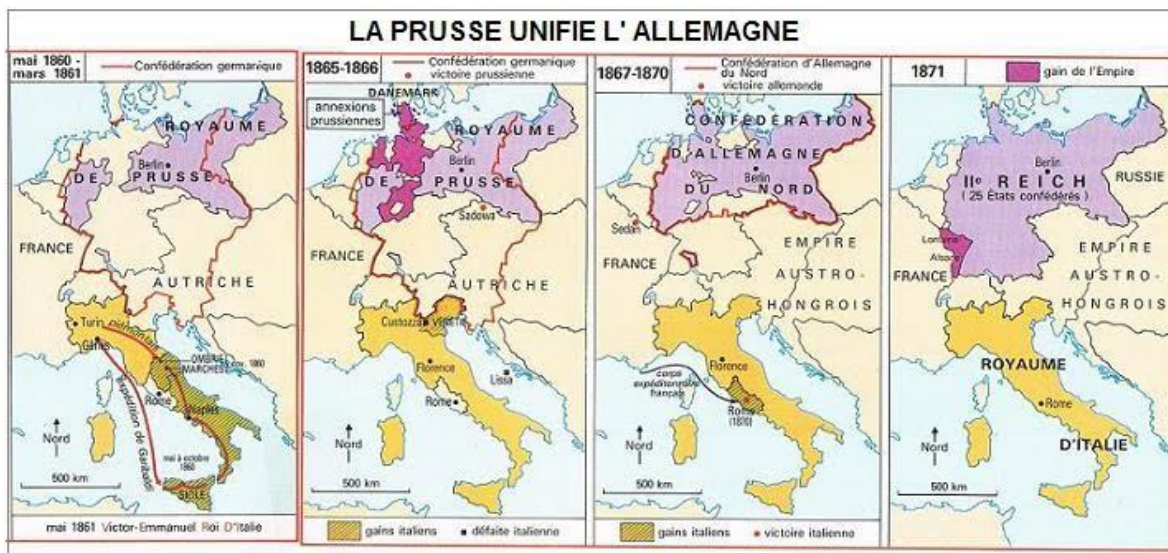
Depuis la fin de Napoléon la France se s'était plus lancée dans de vastes opérations militaires. Aucune initiative sous la Restauration. Le débarquement de Sidi-Féruch en 1830 ne s'était pas pensé comme le début d'une guerre d'annexion. Avec Napoléon III était revenu le désir de gloire militaire. Mais les opérations menées dans l'Italie du Nord contre l'Autriche, celles menées en Crimée contre la Russie et celles menées au Mexique, n'avaient pas impliqué de levée en masse. L'outil militaire était resté dans des limites convenues et les conflits n'avaient pas dégénéré en guerre totale. Et surtout jamais la France elle-même n'avait été menacée. Il s'était agi de conflits à la marge, sinon marginaux. Avec la guerre déclenchée par Napoléon III l'été 1870, il allait en être autrement.

Demander aux Français d'aujourd'hui **quelles étaient les origines du conflit contre la Prusse** c'est s'exposer à une lourde ignorance. Car elles sont en effet difficiles à croire. Un prince Allemand candidat au trône d'Espagne. Le refus de la France. Le retrait de cette candidature, validé par le roi de Prusse. Un entretien de l'ambassadeur de France auprès du roi de Prusse qui clôt l'incident. Mais un communiqué de Bismarck, le Ministre-Président de Prusse, la célèbre "dépêche d'Ems" qui fait croire que cet entretien avait été humiliant pour l'ambassadeur de France. Et Napoléon III, qui aurait pu rappeler son ambassadeur, déclare la guerre. **Voilà l'origine de 3 guerres entre la France et l'Allemagne en moins de 75 ans, dont les deux dernières allaient dégénérer en guerres mondiales.** On a de la peine à imaginer le ridicule, la légèreté à l'origine d'une telle catastrophe dont l'Europe ne s'est jamais remise. Mais n'en est-il pas de même devant les causes de la première guerre mondiale ? Un archiduc d'Autriche, assassiné par un nationaliste Serbe dans une bourgade des Balkans évacuée par les Turcs 36 ans plus tôt au profit de l'Autriche-Hongrie. Au moins en 1940 allait-il en être autrement et les choses être plus claires : l'Allemagne voulait nous faire la guerre, et la France faisait tout pour l'éviter, jusqu'à la provoquer en se déshonorant.

Il nous apparaît donc nécessaire d'essayer de discerner, au-delà des causes immédiates qui peuvent paraître futiles, **l'engrenage des grandes tendances de fond qui travaillent les sociétés jusqu'à les emporter en dehors de toute raison dans le chaos de la guerre.** Ainsi Napoléon III, qui avait tant favorisé le nationalisme italien en guerroyant contre l'Autriche qui occupait le nord de la péninsule italienne, avait de fait favorisé l'émergence concomitante du nationalisme allemand incarné par la Prusse. L'empire multi-ethnique qu'était l'Autriche-Hongrie avait été défait, au sud par les forces françaises à Solferino et Magenta en juin 1859, mais aussi au nord à Sadowa en 1866 par la Prusse. Cet effacement définitif de l'Autriche-Hongrie allait permettre l'éruption sous direction prussienne du nationalisme allemand qui n'attendait qu'un prétexte pour s'affirmer. C'était l'objet de la dépêche d'Ems, Bismarck sachant que l'armée française déconfite dans la lamentable expédition du Mexique n'était pas en état de l'emporter. Napoléon III avait donc commis une erreur stratégique en déstabilisant l'empire d'Autriche-Hongrie et en avait commis une seconde, tactique, en ne voyant pas le piège qui lui était tendu. C'est ainsi que l'engrenage des erreurs est souvent fatal, chaque faute entraînant la suivante par incapacité systémique à simplement regarder la réalité en face, à reconnaître ses erreurs, à corriger l'élan qui nous emporte et que nous ne maîtrisons plus, l'atmosphère saturée d'illusions, ce que les Français aiment tant. La célèbre phrase prononcée

par Paul Reynaud en septembre 1939 "*Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts*", sera ainsi quelques décennies plus tard une simple variante de cet entêtement dans l'aveuglement. En 1850 affirmer avec Napoléon III le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on pouvait le comprendre quand il s'agissait de soi. S'en faire l'instrument pour le compte d'autrui, en l'occurrence le petit royaume sans gloire du Piémont-Sardaigne, permettait certes d'échauffer les esprits romantiques en quête de célébrité, tel Alexandre Dumas s'enthousiasmant pour Garibaldi. Mais c'était nous mettre sur une pente éternelle, celle qui, jusqu'à l'actuel "droit d'ingérence", nous retrouve impliqués dans des conflits qui ne sont pas les nôtres, mais qui le deviennent ainsi, sans que l'on n'ait jamais calculé jusqu'où nous risquions d'être emportés. Or chaque fois nous l'avons payé très cher.

Ainsi en trois temps la Prusse, une fois bien installée dans ses nouvelles frontières de 1815 et après avoir réorganisée son Etat, allait brutalement changer la donne en Europe. Elle allait d'abord **s'attaquer au Danemark** et annexer les duchés du Schleswig et Holstein propriétés du roi Danois (1864). Puis elle **vaincra l'Autriche** à Sadowa (1866) et dans foulée annexera le royaume du Hanovre, propriété séculaire des rois d'Angleterre, mais qui s'était rangé derrière l'Autriche. Elle créa alors en 1867 l'éphémère **Confédération d'Allemagne du Nord** qui s'imposait d'emblée comme la rivale de l'Autriche dans la compétition pour le leadership allemand au sein de la Confédération germanique. Enfin elle profitera de l'ineptie de la politique de Napoléon III, qui lui avait déclaré la guerre, pour **occuper la France** (1870), lui arracher l'Alsace-Lorraine en ayant au passage **créé au Château de Versailles (1871). Une nouvelle Allemagne**, regroupant sous son autorité 25 Etats confédérés et signant la fin du pluralisme institutionnel allemand au profit d'un nouveau Reich. Cette fois, non seulement la Prusse était maîtresse des Etats du Rhin mais elle avait désormais associé à son destin les petits royaumes de l'Allemagne du sud ainsi que le puissant royaume catholique de Bavière.



Avec une incroyable cécité la France avait laissé faire l'accouchement douloureux de l'unité allemande. Mieux ou pire, Napoléon III avait tout fait pour affaiblir l'Autriche en soutenant l'unité italienne qui sans les armées françaises n'aurait jamais vu le jour. Ce faisant, il avait affaibli le seul rival sérieux qui aurait pu contenir la Prusse.

Ce nouvel Etat, l'Allemagne, est devenu pour nous une évidence, mais pour les esprits de ce temps c'était là quelque chose d'inouï et de très peu probable. Un incroyable concours de circonstances avait abouti à la destruction de l'antique conglomerat qu'était le Saint Empire romain germanique au profit d'une de ces parties, la Prusse, la plus marginale, qui ne devait sa suprématie qu'à ses armes. Il allait falloir deux guerres mondiales pour solder ces mauvais comptes.

Le premier couplet de l'hymne national de l'Allemagne « Deutschland, Deutschland über alles » évoque ainsi les frontières de l'ancien Reich :

*L'Allemagne, l'Allemagne par-dessus tout,
 Au-dessus de tout au monde.
 Quand constamment pour sa protection et sa défense,
 Fraternellement elle est unie,
 De la Meuse (Maas) jusqu'au Niémen (Memel)
 De l'Adige (Etsch) jusqu'au Détroit (Belt).
 L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout,
 au-dessus de tout au monde.*



Géographie du 1^{er} couplet, en vert foncé.

Certes ce couplet, comme le second qui évoque « Femmes allemandes, fidélité allemande/Vin allemand et chant allemand » ne sont plus chantés. N'est plus retenu dans les cérémonies officielles que le troisième couplet qui enfin ne pose pas de problème :

*Unité et droit et liberté
pour la patrie allemande.
Cela, recherchons-le
en frères, du cœur et de la main.
Unité et droit et liberté
sont les fondations du bonheur.
Fleuris, dans l'éclat de ce bonheur,
Fleuris, patrie allemande !*

L'Allemagne a ainsi effectué un travail sur son propre hymne, que les autorités appellent désormais Deutschlandlied (Chant d'Allemagne) ou Das Lied der Deutschen (Le Chant des Allemands) alors que la Cour Constitutionnelle a rappelé que le titre officiel restait bien « Deutschland, Deutschland über alles ». Un travail de facade donc mais que la France peut apprécier elle dont la Marseillaise évoque sans complexe : "Qu'un sang impur abreuve nos sillons !". Il est vrai que la Marseillaise parle peu de la France mais plutôt de la patrie et des citoyens, ce qui lui permet de toucher tous les peuples du monde et qui explique qu'elle ait été souvent chanté comme un hymne de libération universel.

Là encore, nous qui savons ce qui allait se passer après, nous pouvons mesurer les **conséquences de la rupture en 1815 d'un équilibre séculaire** associant des Etats divers et variés dont l'identité restait forte. L'avenir de l'Europe, si nous lui en voulons un, doit donc être bâti en renonçant aux homogénéisations forcées et en tenant compte des diversités et de la nécessité d'un équilibre, donc des compromis permanents que cela implique. Ce à quoi l'esprit français est mal préparé.

Bibliographie.

Catalogue de l'exposition au Musée de l'Armée en 2013. "Napoléon et l'Europe".

Catalogue de l'exposition au Musée de l'Armée en 2017. "Napoléon stratège".

8. Trèves comme une métaphore.

L'univers mental de Karl Marx.

La ville de Trèves située sur le cours de la Moselle, proche du Luxembourg, permet d'illustrer la formidable mutation que le continent européen a connue au début du XIXème siècle. Trèves était l'antique siège d'un archidiocèse dont l'archevêque était l'un des princes-électeurs du Saint-Empire romain germanique. Il s'agissait d'un de ces multiples petits Etats indépendants qui avait traversé les siècles et avait développé une forte identité catholique. Mais en 1794 les armées françaises y avaient été accueillies dans l'enthousiasme. Des arbres de la liberté étaient plantés, les notables créaient le Club des Jacobins. De 1797 à 1814, Trèves était purement et simplement intégrée à l'empire français et devenait le chef-lieu du département de la Sarre. Des fonctionnaires français arrivaient de Paris pour l'administrer, le Code Civil était appliqué, les biens de l'Eglise vendus. Les Juifs étaient émancipés, la compétence des tribunaux rabbiniques était restreinte aux questions religieuses, les Juifs devenaient des citoyens comme les autres et pouvaient accéder à toutes les fonctions publiques ou privées. Or c'est là que la famille de Karl Marx était installée et les bouleversements que connut cette ville allaient être fondamentaux dans l'éveil de la pensée du jeune homme qui y naîtra en 1818. Ainsi le père de Karl Marx avait pu grâce à l'annexion de Trèves à la France devenir avocat, profession jusque-là interdite aux Juifs, et était même devenu un spécialiste du Code Napoléon.

En 1815 Trèves était rattachée à la Prusse. La vente des biens nationaux n'était pas remise en cause, le code Napoléon restait en vigueur, les tribunaux conservaient la procédure publique orale. Mais partout la Sainte Alliance invalidait les dispositions relatives à l'émancipation des Juifs (droit de se marier, d'acheter une terre, d'exercer le métier de leur choix, de choisir un lieu de résidence). Tous les Juifs de toutes les provinces allemandes étaient à nouveau exclus des professions libérales et des charges publiques. Beaucoup décidèrent alors de se convertir. Dans un premier temps Marx père s'y refusa et songea à s'exiler en France, mais il n'en eut pas l'autorisation. Il se résigna finalement en 1817 mais n'opta pas pour la religion dominante de la ville, le catholicisme. Plus opportunément il choisit la religion des nouveaux maîtres berlinois, le luthéranisme. Ainsi il pouvait redevenir avocat. En 1833 il allait même devenir bâtonnier du barreau de Trèves. Quelques années plus tard, lorsque le jeune Karl rejoindra les "jeunes hégéliens" en rupture de ban, ce fut justement pour refuser la captation idéologique d'Hegel par le régime prussien. C'est que les hégéliens considéraient l'Histoire comme une sorte de tribunal, couronnant in fine l'acteur qui méritait sa victoire, quelles que soient les crapuleries et les violences employées pour l'obtenir. À leurs yeux, le Mal n'existait pas, ou plutôt il était « nécessaire », puisque l'Histoire était tout entière rationnelle. C'est cette rupture de Karl Marx avec Hegel qui allait lui permettre de s'engager dans une opposition violente à l'ordre prussien. Au passage on notera qu'en Allemagne l'émancipation des Juifs n'aura pas connu la rupture imposée en France par la Révolution. Pendant longtemps, et sauf à se convertir, les Juifs n'y disposeraient toujours pas de la pleine citoyenneté. C'est cet héritage culturel que le nazisme n'aura guère de mal à réactiver.

Karl Marx a donc baigné dans cette atmosphère si particulière des pays rhénans. Or c'est justement contre les conséquences de l'application de l'ordre ancien, symbolisé par le droit

prussien, dans des pays qui annexés à l'empire français s'étaient parfaitement adaptés à ses bienfaits, qu'il commencera son combat politique.

Daniel Bensaïd nous dit que "la société civile rhénane avait hérité de la Révolution et de la présence françaises une réforme juridique centrée sur la libre disposition de la propriété privée et l'égalité abstraite des sujets de droit, en rupture avec les traditions féodales du droit germanique. Une société civile moderne avait ainsi commencé à émerger en conflit avec l'Etat prussien". La bourgeoisie libérale rhénane défendit, en vain, certains acquis de la Révolution dont le maintien des codes juridiques français, la réforme communale, les libertés publiques. Or en 1842 quand Karl Marx devint le rédacteur en chef de la Rheinische Zeitung (la "Gazette Rhénane"), organe de la bourgeoisie libérale la plus avancée, pour la première fois il eut à s'occuper de questions économiques. Ce fut à propos des débats de la Diète rhénane sur le vol de bois. Il s'agissait de sanctionner l'appropriation illégale de bois mort et autres produits forestiers par des paysans paupérisés. Alors qu'il s'agissait d'une coutume ancienne, le droit nouveau prétendait abolir le droit imprescriptible des pauvres au bien commun offert par la nature. Marx s'amusa donc à opposer les droits coutumiers au droit d'appropriation privée alors qu'en fait il commençait à théoriser sur le droit de détresse contre le droit de propriété, et à en tirer des conclusions sur la réalité de l'Etat au service des intérêts particuliers. Ce sera la matrice du manifeste qu'il publiera avec Engels 6 ans plus tard. Entre temps ses articles dans la Rheinische Zeitung lui avaient valu l'exil, à Paris d'abord, puis à Bruxelles et enfin à Londres.

Mais allons plus loin et essayons d'insérer cette réflexion dans un univers mental plus large et plus ancien, celui des idées politiques allemandes, que Karl Marx allait porter à l'incandescence. Le livre de **Nicole Parfait** « Une certaine idée de l'Allemagne - L'identité allemande et ses penseurs de Luther à Heidegger » nous aide à comprendre ce qui sépare déjà l'espace allemand de ce qui se passait aux mêmes moments en Angleterre, aux Pays Bas, aux Etats Unis et en France. En particulier elle insiste sur **le contexte allemand où philosophie et théologie ne s'excluaient pas, et où la protestation patriotique contre la domination napoléonienne favorisait la réaction contre les Lumières françaises**. Nicole Parfait évoque depuis Luther une permanence des notions d'absolu, de pureté originelle, d'élection, de prédestination, d'intériorité, de communauté organique ainsi que de leur déformation au gré de leur utilisateur, qu'il soit croyant ou athée. Louis Arenilla, dans une critique de ce livre parue en 1999 dans un numéro de la revue « Politique Etrangère » parle à ce sujet de « la reconnaissance d'un être collectif (Volkgeist), doté d'une force spontanée de développement conforme à ses aspirations profondes, qui s'épanouit progressivement dans la proclamation de la supériorité des Germains, de leur langue et de leurs qualités, et dans la conviction que le peuple allemand est prédestiné à déployer l'histoire de Absolu identifié à Dieu, à la Providence, à la Transcendance, ou enfin avec Heidegger, à l'Être. Le nazisme instrumentalisera cette pensée nationaliste et messianique à travers les idées de guide, de peuple élu et de mission millénariste ». Arenilla en conclut qu'il s'agit bien d'« une certaine idée de l'Allemagne », idée que certains historiens expliquent par l'hypothèse du **« Sonderweg », la voie allemande**. Le livre de Nicole Parfait nous restitue donc l'histoire d'une aventure intellectuelle, du XVIIIe siècle à Heidegger, celle de l'émancipation de la religion par le protestantisme qui, de Luther à Hegel, a conduit de la foi au savoir, mais aussi celle d'une nation qui, croyant jouir d'un rapport privilégié à la vérité, s'est posée en nouveau peuple élu.

C'est que dans une Allemagne politiquement anéantie depuis la Guerre de Trente Ans au XVII^e siècle et jusqu'à la bataille de Iéna en 1806, des penseurs s'étaient attachés à concevoir une nation allemande parfaite. Cette école de pensée, idéaliste et romantique, se cristallisera dans les **Discours à la nation allemande de Fichte de 1807**. A ce propos Franz Rosenzweig dans son livre « Hegel et l'État » nous dit : « Fichte a mis au cœur de ses *Discours*, dont la visée était de réapprendre à un peuple jeté à terre à croire en son avenir, l'idée selon laquelle l'Europe latine aurait donné au peuple allemand, avec la Renaissance et la Révolution, les grandes impulsions à partir desquelles ce « peuple de l'humanité » aurait ensuite été destiné à constituer, avec la Réforme et l'idéalisme, les expériences proprement dominantes du genre humain ». Ce n'est donc pas un hasard si chemin faisant cette réflexion nous a fait revenir à Hegel dont nous avons dit plus haut le rôle pivot qu'il a eu auprès d'une immense majorité d'intellectuels allemands, fussent-ils en rupture de ban avec les héritiers d'Hegel, comme le sera Karl Marx.

Insistons encore sur cet aspect de l'esprit allemand bien mal connu des Français et intéressons-nous à l'immense poète allemand que fut **Heinrich Heine**, l'auteur du « Livre des chants », qui, persécuté par la censure prussienne, s'exila à Paris de 1831 à sa mort en 1856. Dès 1834, un siècle avant l'installation du nazisme, Heine avait prophétisé dans son livre « De l'Allemagne, Histoire de la religion et de la philosophie en Allemagne » : « Le christianisme a adouci jusqu'à un certain point cette brutale ardeur batailleuse des Germains, mais il n'a pu la détruire, et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattants, l'exaltation frénétique des Berserkers que les poètes du Nord chantent encore aujourd'hui./Alors, et ce jour, hélas, viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire; Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les cathédrales gothiques. [...] Ne riez pas à ces avertissements, quoiqu'ils viennent d'un rêveur qui vous invite à vous défier de kantistes, de fichtéens, de philosophes de la nature; ne riez pas du poète fantasque qui attend dans le monde des faits la même révolution qui s'est opérée dans le domaine de l'esprit. [...] / La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre en Allemagne est bien à la vérité allemand aussi : il n'est pas très leste, et vient en roulant un peu lentement ; mais il viendra, et quand vous entendrez un craquement comme jamais craquement ne s'est fait encore entendre dans l'histoire du monde, sachez que le tonnerre allemand aura enfin touché le but. À ce bruit, les aigles tomberont morts du haut des airs, et les lions, dans les déserts les plus reculés de l'Afrique, baisseront la queue et se glisseront dans leurs antres royaux. **On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la révolution française ne sera qu'une innocente idylle.** » A l'opposé des Lumières et de l'esprit de la Révolution française, Heine dénonçait en Allemagne une haine sous-jacente de tout ce qui était étranger : « Nous autres Allemands, nous nous entendons mieux à la haine./ Elle sourd des profondeurs de l'âme,/la haine allemande ! Et pourtant elle se gonfle, géante,/et peu s'en faut qu'elle ne remplisse de ses poisons/le tonneau de Heidelberg ». A Paris, Heine était un familier de Marx et d'Engels. Déjà en 1844 Marx avait publié son poème « Le chant des tisserands » qui rendait hommage à un soulèvement en Silésie. Heine était sensible à la misère ouvrière et en dénonçait les causes. Mais là encore son analyse semble prophétique : « Cet aveu, que l'avenir appartient aux communistes, je le fis d'un ton d'appréhension et d'angoisse extrêmes, et hélas ! ce n'était nullement un masque ! En effet, ce n'est qu'avec horreur et effroi que je pense à l'époque où ces sombres iconoclastes parviendront à la domination : de leurs mains calleuses ils briseront sans merci toutes les statues de marbre de la beauté, si chères à mon cœur ; ils fracasseront toutes ces babioles et fanfreluches

fantastiques de l'art, qu'aimait tant le poète ; ils détruiront mes bois de lauriers et y planteront des pommes de terre ; [...] et hélas ! mon Livre des Chants servira à l'épicier pour en faire des cornets où il versera du café ou du tabac à priser pour les vieilles femmes de l'avenir. Hélas ! je prévois tout cela, et je suis saisi d'une indicible tristesse en pensant à la ruine dont le prolétariat vainqueur menace mes vers, qui périront avec tout l'ancien monde romantique. Et pourtant, je l'avoue avec franchise, ce même communisme, si hostile à tous mes intérêts et mes penchants, exerce sur mon âme un charme dont je ne puis me défendre ; deux voix s'élèvent en sa faveur dans ma poitrine, deux voix qui ne veulent pas se laisser imposer silence [...]. Car la première de ces voix est celle de la logique. [...] et si je ne puis réfuter cette prémisse : « que les hommes ont tous le droit de manger, » je suis forcé de me soumettre aussi à toutes ses conséquences [...]. La seconde des deux voix impérieuses qui m'ensorcèlent est plus puissante et plus infernale encore que la première, car c'est celle de la haine, de la haine que je voue à un parti dont le communisme est le plus terrible antagoniste, et qui est pour cette raison notre ennemi commun. Je parle du parti des soi-disant représentants de la nationalité en Allemagne, de ces faux patriotes dont l'amour pour la patrie ne consiste qu'en une aversion idiote contre l'étranger et les peuples voisins, et qui déversent chaque jour leur fiel, notamment contre la France.»

Nous qui avons été éduqués dans le culte de l'amitié franco-allemande, nous pouvons nous réjouir de venir après que les prophéties de Heine aient hélas été accomplies. Mais il ne nous est pas interdit de ne pas oublier que c'est encore Heine qui proclamait : « Lorsque le drapeau noir-rouge-or,/Le bric-à-brac de la vieille Allemagne,/Parut à nouveau, alors l'illusion chancela/Ainsi que la féerie suave des contes./Je connaissais les couleurs de cette bannière/Et leur présage:/De la liberté allemande, elles m'apportaient/Les pires nouvelles ».

C'est donc dans ce chaudron qu'évoluera Marx, sur fond d'affaissement politique de l'antique et douce civilisation allemande du Rhin, de l'effondrement de celle, multiculturelle, du Danube et de la Mitteleuropa, le tout sous l'ascension militarisée de la Prusse. A partir de Marx, en exagérant le trait, on pourrait dire que deux branches allaient se distinguer et s'opposer. Celle qui restera en continuité avec cet héritage d'idées politiques et qui débouchera sur le nazisme. Et celle en rupture avec cet héritage qui conduira au communisme. Mais **ces deux branches appartiennent au même arbre**. On voit là que nous sommes loin de l'histoire des idées politiques telle qu'elle se développait ailleurs à l'ouest de l'Europe et en Amérique.

Si le courant de pensée de la tradition allemande parlait directement au peuple allemand, et à lui seul, il n'apportait rien au reste de l'humanité, à la différence des autres grands textes produits en Grande Bretagne, aux Etats Unis en France, et qui allaient enrichir le patrimoine de l'humanité. Certes son rival marxiste allait marquer durablement les peuples du monde entier avec le résultat que l'on sait. Mais jamais en Allemagne où il fit l'objet d'un rejet brutal.

Dans les deux cas, c'est difficile à porter.

Bibliographie.

Daniel Bensaïd. "Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres". PUF. 1984.

Lucien Calvié. « Heine/Marx. Révolution, libéralisme, démocratie et communisme ». Inclinaison. 2013.

Lucien Calvié. « Le renard et les raisins. La Révolution française et les intellectuels allemands, 1789-1845 ». Inclinaison. 1989.

François Fejtö. « Henri Heine ». Editions Maréchal (Liège). 1946.

Heinrich Heine. « De l'Allemagne, Histoire de la religion et de la philosophie en Allemagne ». 1835. Réédité par Gallimard en 1998.

Franz Mehring. "Karl Marx. Histoire de sa vie". 1918. Réédité par Les Editions Sociales en 1983.

Parfait. « Une certaine idée de l'Allemagne. L'identité allemande et ses penseurs de Luther à Heidegger ». Desjonquères. 1999.

Jonathan Sperber. "Karl Marx. Homme du XIXe siècle". Piranha. 2013.

Madame de Staël. « De l'Allemagne ». 1813. Réédité par Garnier Flammarion en 1968.

9. Cent vingt années pour en sortir (1870-1990).

De Sedan à la chute du mur de Berlin.

A la lumière de ce qui précède il apparaît clairement que l'acte final des bouleversements européens de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle avait inéluctablement été la création par la force d'un Etat allemand sous l'égide de la Prusse. C'était là la métamorphose totale, étalée sur quelques siècles, d'un équilibre millénaire. Chaque événement, compréhensible en lui-même, avait eu des conséquences qui en débordaient l'origine, le périmètre, le sens et les raisons. Comme un engrenage infernal, les thèses de **Luther** avaient ébranlé l'unité du Saint empire. Celui-ci était garant d'un complexe équilibre entre toutes ses entités dont l'identité restait forte. Puis, avec **la Révolution française et l'empire**, le déferlement de troupes françaises, avait réveillé les angoisses des peuples de langue allemande qui avaient tant souffert durant la Guerre de Trente Ans que leurs territoires soient livrés aux quatre vents d'armées soit issues du Saint Empire, bavaroises, saxonnes, autrichiennes, tchèques, prussiennes, croates, etc., soit étrangères au Saint Empire, anglaises, espagnoles, françaises, danoises, norvégiennes, suédoises, polonaises, hollandaises, etc. Cinq millions de morts, essentiellement des civils. Face cette fois à l'envahisseur français, l'affaiblissement de la structure centrale de l'empire avait permis à l'une de ses parties, la Prusse, la plus déterminée, la plus militarisée, de s'imposer sur toutes les autres parties du Saint Empire, au mépris des antiques équilibres entre toutes. Malgré tous ses talents, Talleyrand, improbable invité au **Congrès de Vienne**, n'avait pu empêcher que la Prusse si lointaine, aux confins orientaux de l'empire, la plus éloignée de son centre de gravité intellectuel et de son bouillonnement culturel, ne s'attribue, en l'absence de toute continuité territoriale, sans consultation des populations concernées, et comme prix de son engagement contre la France, les territoires du Saint Empire riverains du Rhin, au contact direct de la France.

Résumées à cela on mesure les conséquences désastreuses des politiques menées par la France révolutionnaire puis napoléonienne, quels qu'en soient les motifs, les justifications et les contraintes, les gloires et les ombres. Pire encore, et signe d'une rupture avec une diplomatie française pluriséculaire qui savait l'importance des équilibres à conserver dans notre voisinage, le soutien insensé apporté par **Napoléon III** à l'unité italienne allait être la goutte de trop et l'origine de catastrophes dont nous sortons à peine. Dans le seul but d'affaiblir l'Autriche et loin de s'inquiéter de l'évident affaiblissement en cours de celle-ci face à la Prusse, Napoléon III avait cru intelligent d'en rajouter en négociant en 1866 avec **Bismarck**, en échange de sa neutralité dans un conflit à venir entre la Prusse et l'Autriche, un accord qui prévoyait que l'Italie, devenue alliée de la Prusse, obtiendrait, en cas de victoire sur l'Autriche, la Lombardie-Vénétie toujours sous occupation autrichienne. L'année suivante, à **Sadowa**, l'armée prussienne, certaine ainsi de bénéficier de la neutralité de la France, écrasait celle de l'Autriche. On se rappelle que **le bilan de Napoléon Bonaparte avait permis la présence de la Prusse à nos frontières du Rhin. Celui de Napoléon III avait cette fois permis à la Prusse de s'imposer face à son seul rival au sein du monde allemand.** Non seulement il avait accordé sa neutralité à Bismarck qui se préparait à attaquer l'Autriche, mais après Sadowa il avait encore accepté sans murmurer que la Prusse engloutisse le Hanovre, la Hesse, Nassau, Francfort et le Schleswig. Tous ces Allemands des villes libres qui voyaient dans la victoire prussienne la défaite des libertés séculaires de l'Allemagne. Nous étions désormais seuls face

à la Prusse. Trop tard, Napoléon III comprit son erreur. A contretemps, sans allié et sans raison valable, pour un motif futile qui dressa toutes les chancelleries d'Europe contre la France, c'est lui qui déclencha en 1870 la guerre contre la Prusse et permis à celle-ci, non seulement de nous écraser mais de sceller l'unité du nouveau Reich dans la galerie du palais de Versailles. **Thiers** avait résumé l'affaire dès 1869 en disant au prince Jérôme Napoléon : "*Votre oncle a perdu la France par son génie, votre cousin la perdra par sa médiocrité*". C'est à cette aune que l'on mesure une politique. C'est de cela que nous sommes en train de sortir, sans le comprendre.

Tout cela au profit du petit roi de **Piémont-Sardaigne** qui unifiait l'Italie à son profit, mais sans que les Italiens n'en décident jamais de rien. L'Italie s'était ainsi construite par le haut, loin du peuple qui lui se sentait humilié des marchandages peu glorieux entre chancelleries, et des résultats toujours obtenus grâce à des armées étrangères, en l'occurrence celles de la France qui se paya sur la bête en annexant Nice et la Savoie. Au point que les Italiens finiront par nous en vouloir. C'est que nous étions loin du projet de **Mazzini**, porteur lui de l'unité des Italiens qui finalement ne sera jamais faite. D'ailleurs à Pise en 1872 c'est camouflé sous un nom étranger, celui de l'abolitionniste américain Georges Brown, que Mazzini allait mourir dans une Italie qui n'avait rien à voir avec celle dont il avait rêvé. Pour lui l'Italie s'était enfoncée dans la médiocrité depuis que l'initiative des peuples avait cédé le pas à l'action politico-militaire des Etats, privant ainsi les Italiens d'une unité spirituelle. Luigi Pirandello dans « *I giovani e I vecchi* » résume ce qui venait de se jouer en faisant dire à l'un de ses personnages : "*La fusion n'avait pas réussi par la faute de ceux qui avaient jugé la flamme dangereuse et qui lui avaient préféré la froide lumière de leurs intelligences perspicaces et calculatrices* ». Elena Musiani dans son livre "Faire une nation" explique ainsi que "*le refus d'associer largement le peuple à la lutte unitaire a contraint les têtes politiques du royaume d'Italie à lier l'émancipation du territoire à l'intervention des puissances européennes, la France en particulier, et à compenser les faiblesses d'une armée royale par un jeu diplomatique sans gloire qui blessa souvent le sentiment patriotique naissant du peuple italien*". On touche là à la difficulté que les Italiens semblent parfois éprouver à se définir par rapport à leur propre histoire nationale, et finalement par rapport à leur Etat. La commémoration tout au long de l'année 2011 du cent cinquantième anniversaire de la création de l'Etat italien a ainsi été marquée d'ambiguïté, d'hésitation, de provocations, et plus généralement de désintérêt. L'ensemble de la classe politique a été comme retenue, discrète. Seul le Président de la République Giorgio Napolitano a été exemplaire et crédible. Et seule la grande exposition consacrée à cet évènement, celle de Turin « *Fare gli Italiani* » a abordé ce thème avec délicatesse, intelligence et talent, comme les Italiens savent le faire. Mais sans grand succès en termes de visiteurs. C'est qu'il semble difficile aux Italiens de parler de l'Italie sans susciter immédiatement des polémiques qui divisent. Une mémoire très ancienne mais multiple, et le court recul historique de la construction unitaire n'ont évidemment rien à voir avec la lente décantation que dix siècles de construction autoritaire de l'Etat donnent en héritage aux Français. C'est ce sentiment national exacerbé par l'humiliation qui en Italie permet encore aujourd'hui à Salvini de rassembler facilement autour de lui contre le défi que lui lance Macron. Nous ferions bien de ne pas penser que nous sommes naturellement aimés de l'autre côté des Alpes alors que notre habitude à donner des leçons nous y rend, là comme ailleurs, insupportables.

L'empire austro-hongrois n'avait jusque-là été une menace pour la France. L'histoire aurait donc parfaitement pu s'écrire autrement. Mais il en était désormais ainsi. Une Italie bien artificielle avait été créée au forceps et dans une ambiguïté totale qui dure jusqu'à nos jours. La Prusse avait scellé l'unité des Allemands dans la galerie des Glaces du Palais de Versailles, une unité fondée par la volonté de revanche militaire sur les Français et sanctionnée par le rattachement à ce nouvel empire de l'Alsace et de la Lorraine, sans consultation des populations concernées.

Etaient donc là en place les raisons des drames à venir dont l'aboutissement ne sera que le fruit d'une longue suite de péripéties conjoncturelles mais qui était inéluctable. D'une part l'implacable volonté française, malgré la diversion de la politique coloniale, du retour des provinces arrachées à la mère patrie conduira à la Première Guerre Mondiale. D'autre part la centralisation, si contraire à l'héritage du Saint Empire, conduira à l'émergence d'une Allemagne prussienne militarisée, poussera à la guerre en 1914 et dont le débouché caricatural s'incarnera dans le nazisme. La guerre déclenchée en 1870 par Napoléon III sans raison ponctuelle et surtout à contretemps stratégique allait donc être à l'origine des deux conflits mondiaux, le second se soldant par la division de l'Allemagne et l'occupation d'une grande partie de l'Europe centrale et orientale par les troupes soviétiques. Finalement, la guerre de 1870 ne trouvera son épilogue qu'avec **l'ouverture totalement inattendue du mur de Berlin en 1990**. Cent vingt années pour se sortir de l'engrenage infernal mis en place en 1870 en réaction à l'épopée révolutionnaire et napoléonienne des années 1790 à 1815. **Ce n'est que depuis 1990 et le retrait de l'Armée Rouge de ses conquêtes de 1945 que l'Allemagne, et l'Europe à sa suite, se retrouve donc réellement face à son destin pour la première fois depuis près de deux siècles.**

On comprend qu'il lui faille du temps pour en prendre conscience, tant **c'est une nouveauté à laquelle elle n'était pas préparée**. Bien au contraire au sortir de la seconde guerre mondiale c'est l'occupation soviétique qui en réaction a structuré la reconstruction européenne. On mesure donc la déstabilisation qu'a entraînée la fin de l'Urss et de sa menace qui poussait à s'unir, sous la protection militaire américaine. Au début, comme dans un état de légère ébriété, c'est un sentiment d'euphorie qui s'imposa parmi les élites, au point d'aveugler ceux qui ne demandaient qu'à l'être sur les nouvelles réalités géopolitiques. C'est ainsi que s'imposèrent **l'élargissement sans limite**, la conviction d'être tellement forts qu'il est sans danger **d'organiser au sein de l'UE un dumping social et fiscal** au profit des nouveaux adhérents issus du bloc communiste, les pauvres, eux qui ont besoin qu'on les aide, fut-ce au détriment de notre population à laquelle on se garde bien de demander son avis, **le marché comme seul horizon, la norme comme facteur d'unification**, l'évidence pétrie de condescendance d'être les meilleurs au monde, la paix universelle et garantie à tout jamais, etc. On connaît la suite et le sentiment de "gueule de bois" qui s'est emparé des peuples du continent européen. En fait les objectifs des uns et des autres n'avaient plus rien à voir entre eux.

Le célèbre "couple franco-allemand" était profondément déstabilisé par l'effondrement du Mur de Berlin. C'est que la France aimait tellement l'Allemagne qu'elle s'était bien accommodée qu'il y en ait 4 issues du Troisième Reich : l'Allemagne de l'Ouest, celle de l'Est, Berlin et l'Autriche. La réunification hors de tout contrôle des 3 premières entités avait pétrifié Mitterrand et Mme Thatcher. La seule issue trouvée pour accepter les choses et faire semblant

de les contrôler avait alors été d'insérer encore plus étroitement l'Allemagne dans des institutions européennes désormais plus contraignantes (l'Union Européenne et non plus seulement la communauté économique européenne) et de **lui retirer l'instrument de sa puissance, sa monnaie, au profit de l'euro géré en commun**. Ce que les Allemands, encore groggy de leur improbable réunification et apeurés de redevenir eux-mêmes, avaient accepté sans problème. L'idée n'était pas mauvaise. C'était aller de l'avant, tenter de conjurer ce que l'histoire nous avait appris de ce qu'était une Allemagne unifiée. Mais la réalité était autre. La crainte du passé n'allait plus compter comme avant. L'argument de la paix entre la France et l'Allemagne se révélait inopérant auprès des générations chez lesquelles l'idée d'un conflit entre les deux pays était incongrue. Et la domination économique de l'Allemagne, qu'il serait injuste et illusoire de lui reprocher, ne pouvait qu'avoir des conséquences sur la zone euro dont des membres n'arrivaient pas à se tenir au niveau de l'Allemagne, voire pour certains décrochaient.

De son côté, **la Grande Bretagne**, dont l'histoire a toujours visé à s'opposer à toute structuration de l'Europe continentale n'avait adhéré à l'UE qu'une fois celle-ci lui était apparue comme inéluctable. Elle comptait y poursuivre le même objectif de l'intérieur, ce qui a donné ensuite son hostilité à toute politique commune qui aurait pu permettre l'émergence d'une puissance nouvelle. De là aussi son refus de toute prise de décision à la majorité, son refus de toute harmonisation sociale, fiscale, budgétaire et monétaire.

Pendant ce temps en **Turquie** les opposants à l'héritage kémaliste avaient très habilement fait de la candidature à l'adhésion à l'UE l'instrument de la démolition de l'Etat laïque. Ce n'est qu'une fois arrivés à leur fin grâce à la complicité inconsciente des européens, pétris de bonne foi et surs de leur bonne conscience de gentils, qu'ils ont jeté le masque en nous abandonnant la responsabilité de l'échec d'une candidature d'adhésion à laquelle ils n'avaient en fait jamais aspiré.

Quant aux **Etats de l'Europe centrale et orientale**, à peine libérés du joug soviétique, leur principale aspiration avait été d'adhérer à l'Otan avant que l'ours russe ne se réveille inéluctablement de la torpeur dans lequel l'avait plongé provisoirement la fin de l'Urss. A coup de milliards, largement issus des fonds européens jusque-là consacrés à notre voisinage africain, et certainement désormais mieux utilisés, leur processus d'adhésion à l'UE leur avait permis une spectaculaire transition économique et sociale. Pour autant leur adhésion à l'UE ne signifiait pas de leur part l'acceptation d'une nouvelle tutelle politique, fut-elle cette fois bienveillante. Parce qu'ils avaient vécu, parfois dans l'espace d'une seule vie humaine, l'effondrement des empires, allemand ou austro-hongrois, puis de celui de l'Union Soviétique, ces pays étaient porteurs d'une autre mémoire et savaient que les institutions les plus solides pouvaient s'effondrer brutalement. Et que c'est plutôt de sa propre capacité à survivre que dépendait l'avenir et pas de la confiance dans des traités. **Un profond malentendu s'est donc installé entre eux et les pays fondateurs de l'UE**. C'est Marci Shore, professeure d'histoire à l'université Yale, spécialiste de l'espace post-soviétique européen, qui nous en donne une explication : « Aucune distinction entre démocratie, libéralisme et néolibéralisme économique dans le marché libre n'a été établie par les capitales occidentales, parce que ce trio était considéré comme la panacée face à toute forme d'oppression. Une assomption évidente régnait, selon laquelle toutes les bonnes choses allaient ensemble : les droits fondamentaux, la liberté, la démocratie, la vérité et le marché libre constituaient une sorte de

« package capitaliste utopique ». Les faiblesses du libéralisme avaient pourtant été observées dès le siècle précédent. On a préféré les mettre de côté ».

L'alliance conjoncturelle mais parfaitement compréhensible entre ces nouveaux membres de l'UE issus de la désintégration de l'Urss et la Grande Bretagne ne pouvait que favoriser désormais une harmonisation européenne systématiquement par le bas, à coup d'optimisation fiscale, de délocalisations sauvages et de dumping fiscal et social. Cette évolution ne pouvait que paralyser le traditionnel attelage européen et finalement remettre en cause l'adhésion à l'UE au sein même des peuples des pays fondateurs. Nous y sommes.

Bibliographie.

Lucien Calvié. « La question allemande. Histoire et actualité ». Editions du Cygne. 2016.

Catalogue de l'exposition au Musée de l'Armée en 2017. "France Allemagne(s). 1870-1871. La guerre, la Commune, les mémoires".

Francis Fukuyama. "La fin de l'histoire et le dernier homme". Flammarion. 1992.

Ken Jowitt. "After Leninism : the new World Disorder". University of California. 1992.

Ivan Krastev. "Le destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu". Premier Parallèle. 2017.

Elana Musiani. "Faire une nation. Les Italiens et l'unité". Gallimard.2018.

Mary Elise Sarotte. "The collapse : The Accidental Opening of the Berlin Wall". Basic Book. 2014.

10. Les bases d'un nouveau clivage.

La crise de la social-démocratie.

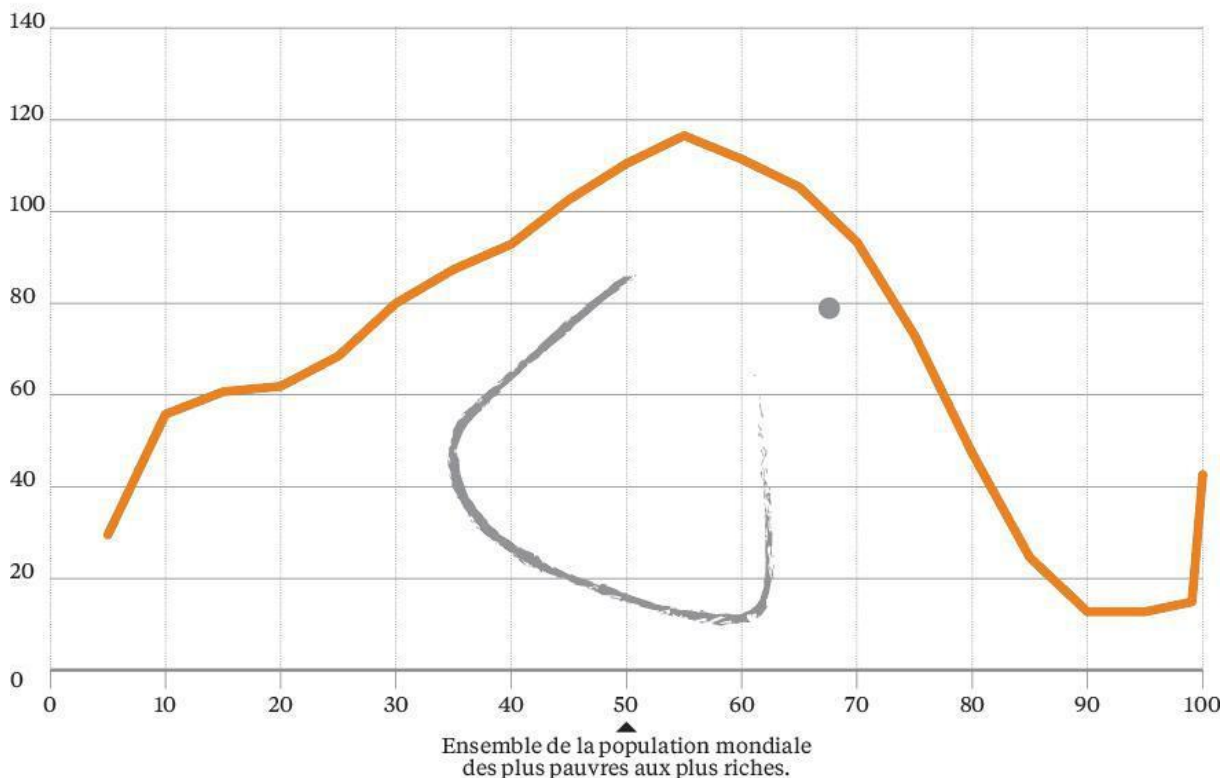
A ces raisons qui se suffiraient à elles-mêmes pour expliquer une crise existentielle, se sont rajoutés le vieillissement de la population et la fin des "trente glorieuses" qui ont **remis en cause l'Etat providence**, jadis au cœur du consensus européen. La construction européenne avait à l'origine été pensée comme un **rempart face aux menaces** internes (la guerre entre la France et l'Allemagne) et externes (l'Urss) de l'après-guerre. Après la chute du mur de Berlin, son élargissement sans fin et sa conversion aux politiques économiques libérales, elle n'est plus apparue comme l'espace de protection face à la nouvelle mondialisation générée par la disparition du bloc communiste, et aux concurrents redoutables que celle-ci faisait apparaître. Au contraire l'Union Européenne devenait pour certains **l'outil même du désarmement de notre modèle** économique et social au profit d'une volonté de libre circulation généralisée des capitaux, des marchandises et des hommes, et particulièrement celle des migrants.

Pour accompagner ce qui devait être une "mondialisation heureuse", la régulation sociale du capitalisme qui avait jusque-là caractérisé la social-démocratie européenne, a donc été mise en échec du fait même de l'affaiblissement des Etats. Comme si l'effondrement du communisme réel avait consacré la victoire idéologique des ultra-libéraux. Ce n'était pas le cas mais l'UE a naïvement adhéré à ce discours et s'est posée en champion de la configuration libérale globale qui semblait s'annoncer. Alors qu'au contraire elle était devenue l'épicentre du nouveau désordre mondial qui allait laminer ses **classes moyennes**, faire exploser les **inégalités** et se généraliser la **précarité**. On retrouve là encore le côté béat de la pensée dominante des élites, sûres d'elles-mêmes, condescendantes, aveugles aux périls, et renvoyant avec mépris toute critique aux poubelles de l'histoire, critique qualifiée de "nauséabonde" et de "populiste". C'est que, comme le dit Ivan Krastev, le projet européen actuel est intellectuellement enraciné dans l'idée de "fin de l'histoire", alors que la fin de la glaciation soviétique a au contraire remis en marche l'histoire, avec ses fractures anciennes et ses ressentiments tenaces.

Les travaux de Branko Milanovic, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, éclairent pourtant d'une manière crue et cruelle les bienfaits (en trente ans 1,5 milliards d'humains sont sortis de la pauvreté, essentiellement en Asie) et les méfaits de la mondialisation en cours. Ce que résume sa « courbe de l'éléphant » qui montre comment a évolué l'enrichissement de tous les habitants de la planète de 1988 à 2011. On voit que les plus misérables (la queue de l'éléphant) sont restés dans une extrême pauvreté mais que les pauvres des pays émergents (dos de l'éléphant) ont davantage profité de la mondialisation que les classes moyennes des pays riches (le creux de la trompe), tandis que les plus riches sont ceux qui ont le plus profité de la période en s'enrichissant dans des proportions considérables. Les classes moyennes des pays développés, celles qui étaient le fondement et l'ossature de la social-démocratie, ont été prises en étau entre les très riches de leur pays et les nouvelles classes moyennes émergentes des pays asiatiques. D'où leur rejet des élites considérées comme responsables de ce qui est vécu comme un abandon, une trahison du pays, de son histoire et de son peuple.

La courbe de l'éléphant

Croissance des revenus en % entre 1988 et 2011



Source: Branko Milanovic

VISACTU pour LA CROIX

Ce point de dégradation étant atteint, et la possibilité de dislocation de l'existant étant réelle, ce "**sentiment de déjà vu**" que connaissent les peuples d'Europe centrale et orientale, nous ne pouvons plus faire l'économie d'une refondation de la construction européenne avec ceux qui la veulent vraiment et assument les conséquences de leurs engagements, tout en restant en bonne entente avec ceux qui n'en veulent plus pour des raisons qui leur appartiennent. En nous souvenant toujours que l'histoire européenne, si l'on veut éviter le retour de la tragédie, nous conduit à la recherche permanente de l'équilibre et du compromis, sans hégémonie, future celle du couple franco-allemand. Et en sachant que, comme la fin du mur de Berlin avait été un événement-surprise spectaculaire, nous allons devoir être réactifs face à un environnement de plus en plus incertain, imprévisible et parfois même incompréhensible.

Or l'**offre politique** reste encore celle de l'ancien monde, celui d'avant la chute du mur de Berlin, et près de 30 ans après elle ne correspond toujours pas aux données actuelles. En ce sens la politique ne peut qu'aggraver une situation déjà compliquée. Ainsi le clivage gauche-droite, qui jouait un rôle de structuration fondamentale pour le modèle européen, a cessé de représenter les nouvelles divisions sociétales. Un nouvel antagonisme oppose désormais les "**gens du n'importe où**" qui dominent nos sociétés, aux "**gens de quelque part**" qui ont compris que l'Etat ne les protégeait plus, voire même les considérait comme des poids que tireraient les "premiers de cordée" auxquels il faudrait désormais tout sacrifier. Ainsi la sociologie classique nous montre clairement des citoyens rattachés à l'économie-monde et le reste du pays qui proteste, avec une offre politique très conservatrice, de l'indignation qu'il

ressent. C'est la cartographie du vote en faveur du Brexit. Krastev affirme au passage que « ces nouvelles lignes de démarcation aident à expliquer **l'échec pathétique des partis sociaux-démocrates traditionnels** à susciter le soutien de l'électorat, alors même que les sentiments anticapitalistes ont grimpé en flèche, tout particulièrement au sein des jeunes générations ». Il en conclut que "la disparition d'une classe ouvrière de sensibilité internationaliste est l'indice d'une reconfiguration majeure de la politique européenne".

C'est donc le moment de vérifier notre accord sur trois principes simples, sans la validation desquels il est illusoire de penser que la construction européenne pourrait échapper à la dislocation pure et simple.

En premier lieu l'introduction d'une **monnaie commune** implique nécessairement une convergence des politiques budgétaires, fiscales, environnementales et sociales. Il ne sert à rien ensuite de tempêter contre "Bruxelles" qui ne fait que veiller à l'application de règles auxquelles on a souscrit volontairement. Ou de dénoncer "les marchés" auxquels on emprunte parce que l'on dépense plus que ce que l'on a et qui ont naturellement besoin de savoir si on les remboursera. Au fond certains semblent avoir oublié les raisons pour lesquelles le choix de la monnaie unique avait été fait: mettre fin aux dévaluations répétées qui amputaient le pouvoir d'achat, déstabilisaient les échanges et s'accompagnaient nécessairement de politiques d'austérité, avoir une monnaie stable qui garde sa valeur dans le temps, éviter les guerres commerciales entre partenaires européens, créer pour nos entreprises un marché unique de taille mondiale, etc. D'autres, souvent les mêmes, donnent l'impression de penser que leurs dettes pourraient être remboursées par leurs voisins, les Allemands bien sûr, et réactivent sans vergogne le vieux slogan des années 1920 et 1930 « L'Allemagne paiera » dont on sait qu'il fut l'une des causes de la seconde guerre mondiale. Or bien évidemment les seules dettes remboursées par tous seront celles décidées par tous. Si l'on n'est pas prêt à assumer ces contraintes basiques d'une monnaie commune, ce qui est parfaitement audible, il vaut mieux en sortir et cesser le mauvais psychodrame auquel on assiste régulièrement qui oppose les démagogues de droite ou de gauche et les commissaires européens réduits au rôle de méchants partisans d'une "rigueur" fantasmée. Mais l'honnêteté exige des partisans de la sortie de la monnaie unique qu'ils annoncent leurs intentions avant d'être au pouvoir. A ce jour, ils s'en gardent bien car aucun des peuples concernés n'en veut.

Ce premier rappel ne concerne bien évidemment que les pays de **la zone euro**. Or c'est bien celle-ci qui est le cœur de la construction européenne. Se retrouver au milieu d'un gué quand l'eau est basse est sans danger. C'est comme cela que la zone euro a fonctionné pendant un moment malgré toutes ses imperfections et ses insuffisances. Mais les orages sont arrivés comme on pouvait le prévoir tant c'est une constante dans l'histoire. L'eau est montée et si l'on ne bouge pas, elle emportera la monnaie commune. On ne peut donc en rester là. Soit on avance, ce qui signifie accepter enfin définitivement les conséquences d'une monnaie commune, en y incluant celles relatives à l'ensemble du système bancaire, soit on fait marche arrière et on sort de la zone euro. Ce serait une catastrophe. La seule question qui resterait serait de savoir si la sortie concernerait un pays ou deux, ce qui serait déjà terrible, ou si c'est l'ensemble qui exploserait. Personne n'a le droit d'affirmer que ce scénario est impossible. Il est devant nous.

Un second rappel de base concerne le sens et la perception de **nos frontières**. La fin du mur de Berlin a fait croire à certains que l'époque des frontières était caduque. Or il n'en est rien. Pour chaque peuple européen, les frontières ont un sens, une légitimité. Elles sont l'expression la plus charnelle du sentiment national, c'est-à-dire de l'espace au sein duquel nous acceptons de nous soumettre à des décisions, dès lors qu'elles sont prises par une majorité d'entre nous et selon des procédures auxquelles nous avons donné notre accord. L'espace dont nous sommes des héritiers et que nous avons envie de continuer à façonner pour que nos enfants y aient un destin commun. L'espace au sein duquel nous ne sommes pas exposés à la lutte de chacun contre tous. C'est donc pure folie que de penser l'attachement aux frontières comme l'expression du "populisme", d'une pensée "rance", qui nous rappellerait "les heures les plus sombres de notre histoire". C'est pourquoi, si elles peuvent être supprimées à l'intérieur de l'espace que l'on bâtit en commun, les nouvelles frontières extérieures doivent être aussi crédibles que les anciennes. En clair : personne n'a le droit de les franchir en dehors de règles fixées par nous. Le faire c'est s'exposer au risque d'être expulsé. Expliquer le contraire est justement à l'origine des peurs qui s'expriment désormais ouvertement et qui sont, de ce fait même, justifiées. A la crise institutionnelle de la construction européenne s'est ainsi rajoutée une crise d'identité qu'il ne faut pas traiter à la légère. Douglas Murray dans son livre « l'étrange suicide de l'Europe » pose la question : faut-il faire de l'Europe le seul endroit au monde qui appartienne à tout le monde ? Est-ce la volonté des peuples et est-ce raisonnable du point de vue du "bien commun" ?

Sans jamais oublier qu'en Europe, le plus important est de faire des compromis et de nouer des alliances. Exercice difficile, surtout pour les Français habitués au passage en force. Au fond c'est donc **la question de la souveraineté** qui nous est à nouveau posée et à laquelle nous devons répondre en termes nouveaux, correspondants non pas aux nécessités du passé mais à celles du présent, celles d'une mondialisation qui rebat brutalement les cartes de la géopolitique établies depuis 5 siècles. Du XVIe au XXe siècle inclus, c'est l'Europe qui a façonné l'histoire du monde. Ce sont les nations européennes qui de gré ou de force ont fondé et imposé les bases de la modernité telle que nous la connaissons. L'ouverture du monde entier aux entrepreneurs européens a donné au capitalisme la dimension dont nous avons héritée. Même l'opposition à celui-ci, résumée dans le marxisme, est elle-même une fille de l'Europe. C'est à la fin de tout cela que nous assistons. Car **la chute du mur de Berlin** ne signait pas seulement la fin du communisme réel comme alternative incarnée au développement capitaliste fut-il régulé par la social-démocratie. La fin de la glaciation soviétique allait aussi signifier **la libération d'une sorte de tectonique des plaques à l'échelle mondiale** qui allait conduire au rééquilibre des grands ensembles civilisationnels que la percée européenne avait depuis des siècles réduit à la marginalité et à la vassalité. Bien sûr c'est la Chine et aussi l'Inde qui symbolisent ce retour à une normalité d'avant les grandes découvertes. Mais c'est aussi l'Afrique dont la démographie en ce XXIe siècle va retrouver la place qu'elle avait il y a 5 siècles en proportion relative de la population mondiale. Autant s'en accommoder : **l'Europe, les nations européennes, ont perdu leur rôle dominant et ne le retrouvera plus**. A l'inverse, leurs fondations, cet équilibre entre capitalisme et régulation sociale-démocrate qui les caractérisent, pourraient ne pas survivre à cette mutation. Le tempo du monde va pour longtemps se décider ailleurs, sinon contre les Européens en tout cas sans eux. Les déclarations de Trump, si ridicules dans leur expression et dans leur gesticulation, sont pourtant la révélation de l'émergence de ce monde nouveau issu des ruines de l'ordre international créé après la Seconde Guerre Mondiale. Les raisons de la construction

européenne qui s'enracinaient dans un autre contexte géopolitique, marqué par la menace soviétique et la nécessité de surmonter le conflit franco-allemand, sont donc à réinventer totalement. C'est là que le concept de souveraineté, commun aux nations européennes, qui est à l'origine de leur constitution, dans lequel s'enracine leur identité et qui légitime leur démocratie, **ce concept de souveraineté doit être reposé, repensé à l'aune des temps nouveaux, faute de quoi menacent l'engloutissement, la disparition, en tout cas la marginalisation et la soumission de l'Europe.**

Sans oublier que la notion de souveraineté ne s'applique plus désormais aux seules relations entre des Etats mais s'élargit aux gigantesques entreprises rassemblées sous l'acronyme réducteur de **GAF**A (Google Apple Facebook Amazon) qui détiennent un pouvoir supérieur à celui de bien des Etats. Déjà la fondation Bill et Melinda Gates qui dispose de moyens financiers supérieurs à ceux de l'Organisation Mondiale de la Santé s'est ainsi imposée comme un acteur majeur des politiques mondiales en matière de santé publique. On évoque maintenant pour une date rapprochée la création d'une monnaie qui viendrait concurrencer celles émises par les banques centrales. Un pays comme le Danemark en a déjà tiré les conséquences en envisageant de désigner officiellement un ambassadeur auprès d'Apple, Netflix et Google expliquant qu'« à l'avenir nos relations bilatérales avec ces entreprises seront aussi importantes que celles que nous avons avec la Grèce ». L'intelligence artificielle, l'apprentissage des machines, les mégadonnées, les objets connectés, les voitures autonomes, la protection des données ou les « fakes news » et les guerres de l'information avec la Russie : ce sont là quelques exemples des enjeux d'un futur déjà bien présent. Or ce sont bien les géants du web qui en ont les clés et pas les Etats, ce qui bouleverse les données traditionnelles des relations internationales. Ainsi l'unilatéralisme des corporations privées de taille mondiale, qui désormais ont parfois autant de pouvoir que les Etats mais aucune de leurs obligations, se superpose à l'effondrement de toutes les régulations multilatérales issues de siècles de diplomatie et en particulier des leçons tirées après la seconde guerre mondiale.

Devant cela comment le repli national serait-il salvateur ? Face à la remise en question de nos positions de force traditionnelles et au tangage que nous impose la mondialisation, avec le mal de mer qui s'empare des Européens peu habitués à être ainsi chahutés par d'autres qu'eux, le risque est grand de s'enfermer derrière ce qui a fait notre force dans le passé, cette souveraineté nationale que n'ont pas su remplacer les institutions européennes. Or dans le monde réel, pas celui du passé, celui de l'avenir et déjà du présent, **il est des souverainetés nationales qui sont les instruments d'une soumission collective.** C'est là tout le danger du vocabulaire « souverainiste ». Oui à la souveraineté, pleine et entière, mais à quelle échelle celle-ci a-t-elle du sens ? Cette question-là doit être tranchée, et le plus vite sera le mieux car déjà l'édifice se désagrège sous nos yeux. Le Brexit en est la première traduction. La monnaie commune pourrait en être la suivante. Mais tant d'autres menaces s'accumulent pour engendrer un gigantesque sauve-qui-peut commercial, fiscal, social et environnemental au sein duquel chacun croit espérer se sauver seul pendant que son voisin coule. C'est bien sur l'intérêt des USA, de la Chine, de la Russie et la Turquie. C'est aussi l'intérêt des GAFA. Alors disons ici les choses crument : la catastrophe serait telle pour les Européens qu'elle impose de constater et de reconnaître que, sur certains points limités et essentiels, **la seule souveraineté qui ait désormais du sens, c'est-à-dire celle qui nous permet de nous projeter dans l'avenir, soit l'européenne. Et pour cela, refonder la social-démocratie à cette échelle.**

Au fond, pour ce qui concerne la France, ne serait-ce pas là la vraie fidélité à notre héritage révolutionnaire ? Car le 14 Juillet que nous célébrons n'est pas tant l'anniversaire de celui de 1789 que de celui de 1790. C'est d'ailleurs ce qu'avaient voulu les Républicains de la Troisième république lors de l'enracinement de celle-ci. Rappeler la gigantesque « fête de la fédération » qui réunît en 1790 au Champ de Mars les représentants de toutes les parties du Royaume jusque-là régies par des lois et des statuts différents les uns des autres. Cette fête dont Marc Bloch dans « L'étrange défaite » nous dit que « ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la fédération ne comprendront jamais l'histoire de France ». La souveraineté nationale, concept alors entièrement nouveau, avait justement pour objectif de nous affirmer parmi les nations et de nous assurer d'y être indépendant, au-delà de nos différences séculaires. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. **Sauver notre identité, notre mode de vie, préserver notre modèle économique et social, y compris dans sa diversité, face aux géants mondiaux étatiques et entrepreneuriaux qui vont tout laminier, sans vergogne et sans états d'âme, impose que des éléments de notre souveraineté soient pensés désormais à l'échelle européenne.** À l'échelle de celles des nations européennes qui ont plus à perdre qu'à gagner à jouer en solitaire dans la mondialisation libérale qui avance. La Grande Bretagne a fait le pari inverse, elle pense s'en sortir mieux en retrouvant tous les attributs de sa souveraineté nationale. C'est possible compte tenu de son histoire et de sa géographie, et souhaitons-lui le meilleur car il s'agit de nos amis et de nos voisins. Mais il est clair qu'elle prend de grands risques et surtout que sa classe moyenne et pauvre sera sacrifiée sur l'autel de cette compétition mondiale féroce et sans entrave.

Au moment où elle doute d'elle-même et où les peuples européens s'interrogent sur son avenir, l'Union Européenne a à les bases du renouveau de son identité et de sa légitimité. Au fond il s'agit seulement de revenir à ses origines, celles de la protection qu'elle apportait à l'époque contre la guerre intérieure et la menace extérieure. **C'est cette notion de protection qu'il faut remettre au cœur du projet européen.** C'est-à-dire faire l'inverse de ce qui a été fait depuis 30 ans durant lesquels l'euphorie créée par **la chute du mur de Berlin** a légitimé la destruction des régulations économiques et sociales qui sont l'originalité de l'Europe. Comme si l'effondrement du communisme signifiait la victoire des économistes libéraux, celle de Milton Friedman et de l'école de Chicago. On a vu alors ces thuriféraires du marché libre dans un monde parfait venir avec gourmandise et suffisance au chevet de la Russie agonisante. Alors que ce dont avait besoin les pays sortis du communisme c'était au contraire et paradoxalement de reconstruire d'abord un Etat de droit jusque-là vampirisé par un parti unique. Ce qu'avaient compris les responsables chinois. Un Etat, c'est-à-dire une stabilité économique, sociale, monétaire et des infrastructures qui fonctionnent. Or c'est l'inverse qui s'est passé et le peu qui tenait encore debout fut alors jeté avec l'eau du bain. Les actifs industriels furent bradés aux ex-cadres communistes reconvertis en businessmen tandis que les fonctions de base, l'éducation, les transports, la santé, étaient abandonnées à qui voulaient bien s'en occuper. Une gigantesque foire, la mise à l'encan d'un pays entier au profit des opportunistes violents et corrompus. On résume ainsi la période Eltsine, le grand ami des Etats Unis. Une honte pour la Russie et pour le peuple russe à laquelle Poutine a mis un terme, ce qui explique son assise dans la population.

Mais au-delà de la Russie, cette mystification néo libérale a réussi à dominer les esprits, à devenir la référence, à la fois objectif et moyen de toute politique. C'est ce à quoi ont succombé les élites européennes, la social-démocratie en tête qui se voyait mal défendre les

notions d'Etat et de service public sur les décombres du communisme qui, bien abusivement, s'en était ad nauseam arrogé l'exclusivité. C'est ainsi que l'Union européenne à partir de **la chute du mur de Berlin** a cessé d'être fondée sur la priorité à apporter à la protection de ses populations mais s'est sentie désormais requise de s'adapter à une nouvelle mondialisation dont elle ne contrôlait plus les règles. En oubliant une idée ancienne selon laquelle une politique d'ouverture internationale doit avoir pour contrepartie des politiques de redistribution. Les pays du tiers monde durent eux aussi se soumettre à l'obligation de la pensée unique relayée par la Banque Mondiale. Il est vrai que dans ces pays-là le bilan tellement négatif des politiques menées jusque-là à base de corruption généralisée et de prédation systématique de toutes les entreprises publiques empêchait d'y défendre le statu quo. Alors qu'en Europe un étonnant mélange de suffisance et de soumission à l'orthodoxie libérale allait conduire d'une part à un **élargissement déraisonnable** parce que fondé sur une concurrence interne déloyale et d'autre part à **l'acceptation d'un commerce mondial dominé désormais par un acteur, la Chine**, qui s'exonère de toutes nos contraintes normatives, sanitaires, environnementales, fiscales, etc., et qui subventionne ses entreprises dans une totale opacité. Là encore leur naïveté, leur suffisance, leur certitude d'être les meilleurs a conduit les Occidentaux à accepter la Chine parmi les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) alors qu'elle en viole toutes les règles. L'OMC ne s'en est d'ailleurs pas remise et se retrouve depuis en état de mort clinique alors que l'on n'a jamais eu autant besoin de régulation commerciale internationale. Trump n'est pas le responsable de cette situation, il ne fait qu'agir sans vergogne dans le champ de ruines dont il a hérité. Est-il dès lors surprenant que les citoyens européens, devant les ravages causés par ces politiques, se sentent trahis par l'Europe et remette en cause celle-ci ? Leur répondre de haut que ces craintes ne font que révéler leur dérive populiste c'est à dire fasciste n'a fait qu'aggraver la situation, surtout quand les mêmes donneurs de leçons sur les vertus de la mondialisation heureuse proclament aussi que les frontières doivent en même temps être ouvertes aux nouvelles migrations qui échappent, elles aussi, à toute régulation. Pour beaucoup se posent alors les questions de savoir à quoi sert l'Union européenne et à quoi sert l'Etat, censés tous les deux être les outils majeurs et uniques de notre protection.

Il n'y aura donc pas d'avenir à la construction européenne et accessoirement encore moins à la sociale démocratie qui en a incarnée les bienfaits si on continue de subir ainsi les conséquences de **l'effondrement du mur de Berlin**. Loin d'un retour en arrière nationaliste qui ne peut que déboucher sur des dangers nouveaux, il faut donc, sauf à se faire engloutir par un tsunami mondial, **proposer aux peuples européens un saut en avant raisonné de leur Union qui redonne les moyens d'une protection adaptée aux temps nouveaux. Là est la vraie souveraineté qu'il nous appartient de construire avant qu'il ne soit trop tard.**

Bibliographie.

Thierry Baudet. "Indispensables frontières". Toucan. 2015.

Suzanne Berger. "Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié". Seuil. 2003.

Laurent Bouvet. "L'insécurité culturelle". Fayard. 2015.

Frédéric Georges-Tudo. "Piketty, au piquet !". Editions du moment. 2015.

Christophe Guilluy. "Fractures françaises". Flammarion. 2013.

Jean-Olivier Hairault. "Ce modèle social que le monde ne nous envie plus". Albin Michel. 2015.

Ivan Krastev. "Le destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu". Premier Parallèle. 2017.

Branco Milanovic. « Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances ». La Découverte. 2019.

Douglas Murray. « L'Étrange Suicide de l'Europe ». L'Artilleur. 2018.

Thomas Piketty. "Le capital au XXIe siècle". Seuil. 2013.

David Spector. "La gauche, la droite et le marché". Odile Jacob. 2017.

Éric Vuillard. « La guerre des pauvres ». Actes Sud. 2019.

Titre III.

Vers un nouveau contrat social.

(Notre rapport à la violence)

1. **La première révolution industrielle et la division des progressistes.** Juin 1848.
2. **Les nouveaux philosophes ou les divers spectres du communisme.** Proudhon et Marx.
3. **Les fantômes de juin 1848.** Littérature et politique.
4. **La Révolution.** Histoire ou imaginaire.
5. **La Commune.** Une schizophrénie mémorielle.
6. **La fragile reconstruction d'une nation.** L'église catholique et le Haut Etat-Major.
7. **Faire des citoyens.** L'école. Le suffrage universel.
8. **Banalité de la violence.** Colonies, conflits sociaux, guerres européennes.
9. **Changer de méthode.** L'équilibre des pouvoirs. Des processus inclusifs.

Dans ce titre 3 nous reviendrons plus précisément sur les conséquences que l'on doit tirer de cette analyse dans le cas particulier de la France. Car notre pays, plus que les autres, et de manière originale, s'est inscrit dans toute cette histoire d'une façon qui, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, n'est désormais ni durable ni reproductible. La mue naturelle qu'impose aux structures vivantes l'adaptation au monde qui change est dans notre cas plus difficile, car plus profonde. Alors autant plonger dans ce qui a fait ce que nous sommes collectivement et dont nous sommes tellement imprégnés même inconsciemment. L'exercice n'est pas facile et n'a pas pour objet de se flageller sur l'autel dont ne sait quelle modernité dictée de l'extérieur. Mais **tenter d'aller de l'avant et de donner un sens nouveau à la construction européenne nous impose de regarder l'originalité de notre rapport à la violence.** Quelque chose qui nous est propre et qui continue de caractériser le fonctionnement de nos institutions et les rapports entre nous. Quelque chose qu'il nous appartient de changer.

1. La première révolution industrielle et la division des progressistes.

Juin 1848.

Le volcan de la Révolution française s'était calmé. Dans toute l'Europe l'heure était à la restauration des antiques principes d'ordre monarchique et surtout autoritaire. Seule la Grande Bretagne resterait attachée au libéralisme politique, ce qui allait en faire un des principaux refuges, sinon le seul, de tous les persécutés. Mais **ce qui allait caractériser le plus cette période ne relèverait pas de l'ordre politique**. C'est l'économie et les conséquences sociales de ce qui allait apparaître comme une **nouvelle sorte de révolution, la première révolution industrielle**, qui allaient désormais bouleverser les sociétés européennes. Il s'agissait d'un processus historique qui allait faire basculer, de manière plus ou moins rapide selon les pays et les régions, une société à dominante agraire et artisanale vers une société commerciale et industrielle. Cette transformation, tirée par le bouleversement des modes de production de l'énergie (la machine à vapeur) et celui des modes de transports (le chemin de fer), l'un et autre à base de charbon, affecterait profondément l'agriculture, l'économie, le droit, la politique, la société et l'environnement. Dans cette affaire les plus avancés étaient les Britanniques et les plus en retard les Russes. La France était bien placée, devant la Confédération germanique et devant l'Italie. Encore que dans ces deux derniers cas, la situation intérieure était très hétérogène. Les pays du Rhin étaient plus développés que les autres terres allemandes. De même la Lombardie et le Piémont l'étaient beaucoup plus que le sud de la péninsule italienne. La Grande Bretagne allait être à la pointe de ce grand mouvement auquel rien ne résisterait. Conséquence du mouvement des "enclosures", cette généralisation de la clôture des champs qui accompagnait le passage d'une forme communautaire à une forme individualiste d'exploitation de la terre, les cultures communales médiévales avec leurs champs ouverts et leurs prés communs furent liquidées. Avec l'appropriation privée des terres communales les grands propriétaires n'avaient cessé d'élargir leurs domaines au détriment des droits ancestraux et collectifs de la paysannerie. Plus grave encore, l'exploitation paysanne de simple subsistance disparut. En une génération des masses de paysans furent exclus du monde agricole désormais aux mains de gens capables d'investir dans les nouveaux modes de production intensive. Si en termes de productivité économique cette transformation fut un énorme succès, en termes de souffrance humaine ce fut une tragédie avec la transformation des pauvres des campagnes en indigents. La concentration de tous ces paysans déracinés dans les villes allait y permettre le développement de l'industrie naissante dans des conditions de production humainement abominables. Loin de la responsabilité individuelle qu'impliquaient les traditionnels métiers de l'artisanat, nous étions là dans la phase primitive du capitalisme industriel marquée par l'exploitation et l'aliénation des travailleurs, hommes, femmes et enfants.

Face à cette révolution d'un genre nouveau, les expressions politiques traditionnelles n'avaient pas disparu. L'aspiration à la liberté et à l'égalité continuait de hanter les esprits. L'héritage de la Révolution française était désormais partagé dans toute l'Europe et le souvenir de l'effroi des princes, monarques et autres prélats devant l'explosion de la souveraineté populaire entretenait partout l'espoir de nouveaux soulèvements. Il ne s'agissait plus là d'une utopie mais bien d'une ambition réaliste puisque la Révolution française l'avait incarnée,

l'avait portée à la pointe de ses épées dans toute l'Europe continentale. Où partout elle avait détruit l'ancien monde féodal, vendu les biens de l'Eglise et imposé un code civil égalitaire. Or la rigidité des régimes politiques conçus en 1815 pour empêcher tout changement, qu'il soit libéral ou national, ne laissait pas d'autre choix que le statu quo ou la révolution. **L'unité s'imposait donc à tous ceux qui voulaient sortir de l'ordre réactionnaire issu du Congrès de Vienne.**

Mais telle une infime bulle d'air dans l'acier le mieux trempé, à mesure du développement de cette nouvelle économie, **l'aspiration au changement ne serait plus homogène et irait jusqu'à la dislocation du camp qui la portait.** C'est cela qui sera le véritable enjeu de la première moitié du XIXe siècle et se dénouera à Paris en juin 1848. Cette année-là, seules la Grande Bretagne et la Russie échappèrent à l'embrasement général. La première parce que le caractère dynamique et inclusif de son libéralisme politique la protégeait d'une contestation radicale. La seconde à l'inverse parce que son retard dans tous les domaines était tel que l'immense majorité y restait entravée dans un obscurantisme séculaire. Mais c'est en France que la fracture des forces qui s'étaient soulevées contre l'ordre ancien prit un caractère radicalement nouveau qui allait définitivement marquer le siècle qui allait suivre et jusqu'à nos jours.

En **Février 1848** la révolution française avait, encore une fois de manière classique, rassemblé le peuple et la bourgeoisie libérale contre les tenants de l'ordre ancien. C'était, adapté à la situation, le vieux schéma de 1789 qui s'était comme naturellement remis en place. Mais très vite le nouveau monde, fruit de la révolution industrielle, allait imposer ses clivages inédits. **Les journées de juin 1848** scellèrent dans le sang la rupture entre les républicains modérés et les partisans de l'expression d'une réalité nouvelle, celle de la lutte des classes et du soulèvement d'un prolétariat en cours de constitution contre l'ordre bourgeois, fut-il républicain. **Marx et Engels** qualifieront les journées de juin de "révolution" dans laquelle ils voyaient "*la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne*" et donc la confirmation de leur théorie de la lutte des classes, théorie qu'ils avaient développée à peine quelques mois plus tôt dans "**Le Manifeste du parti communiste**". En effet, malgré les formidables progrès politiques accomplis par le gouvernement provisoire après février, en particulier le suffrage universel masculin qui fit passer le corps électoral de 240.000 personnes à plus de 9 millions, ainsi que la liberté de la presse et de réunion, c'est la question sociale qui était désormais au premier plan. Le "droit au travail" fut proclamé. Et pour le traduire concrètement furent instaurés les "ateliers nationaux" financés par l'Etat. Très vite 120.000 chômeurs y étaient enregistrés. L'opération trop couteuse et économiquement inutile pris fin le 21 juin. C'est qu'entre temps des élections avaient eu lieu dans tout le pays qui avaient envoyé à l'Assemblée constituante une majorité conservatrice. Le soulèvement eu lieu dès l'annonce de la fin des ateliers nationaux. A partir de là on pourrait dire que **si la fraternité avait été le langage de février 1848, la haine sera celui de juin. Cette dernière ne nous quittera plus.**

Proudhon, élu à l'assemblée constituante, et qui condamna le soulèvement, reprocha au pouvoir d'avoir "*repris la tradition exécrée de Saint-Merri et de la rue Transnonain*", rappelant ainsi les combats sanglants de juin 1832 et d'avril 1834, Bugeaud s'illustrant dans ce dernier cas, quand Thiers était ministre de l'Intérieur. **Engels** qui se piquait de stratégie militaire fit remarquer que pendant les journées de juin il était tombé plus de généraux que dans aucune

des batailles de l'Empire. Il comparait cet épisode à la prise de Saragosse par les troupes de Napoléon en 1809 et même à la bataille des Nations de Leipzig de 1813. **Victor Hugo** avait approuvé la fermeture des ateliers nationaux en expliquant que *"en quatre mois de fainéantise, on a fait d'un brave ouvrier un flâneur hostile auquel la civilisation est suspecte"*. Il avait donc condamné l'insurrection qui en résulta. Pourtant, dans "Les Misérables" il écrira que *"Juin 48 est la plus grande guerre des rues qu'ait vue l'histoire"*. **Erckmann-Chatrion** qualifia la bataille de juin de *"mille fois plus terrible que celle de Waterloo"*. **Jules Michelet** dans son "Journal" note sobrement à la date du 24 juin : "Cruauté de la réaction...une cataracte de sang tombant des fenêtres où les mobiles avaient coupé la tête à tous les gens de la maison".

Alexis de **Tocqueville**, dans "Souvenirs", reconnaissait pour sa part qu'ayant *"toujours cru que le mouvement de la révolution de février 1848 ne serait arrêté que par une grande bataille livrée dans Paris, il était à désirer qu'on saisît la première occasion de la livrer"*. Mais le même évoquera ensuite *"cette insurrection de juin, la plus grande et la plus singulière qui ait eu lieu dans notre histoire et peut être dans aucune autre : la plus grande car pendant quatre jours plus de cent mille hommes y furent engagés et y périt cinq généraux; la plus singulière car **les insurgés y combattirent sans cris de guerre, sans chefs, sans drapeaux et pourtant avec un ensemble merveilleux et une expérience militaire qui étonna les plus vieux officiers"***. On notera ici que ce sont en fait 6 généraux qui furent alors tués ainsi que l'archevêque de Paris, Mgr Affre. Et aussi que Tocqueville, s'il note justement le caractère inouï et sans égal dans notre histoire de cette insurrection, ne peut prévoir sa réplique encore plus terrible, mais de même nature et avec le même résultat, la Commune de 1871. Tocqueville va plus loin et, dans une note annexée à "L'Ancien Régime et la Révolution" il analyse rétroactivement les fondements de la violence de la répression de juin 1848 : *"Toute assemblée obéit à la pensée dans laquelle on l'a créée. La Constituante de 1789 avait été envoyée pour combattre l'aristocratie et le despotisme, elle fut pleine de vigueur contre cela, mais pas contre l'anarchie contre laquelle elle n'était pas préparée à lutter. Tandis que la Constituante de 1848, qui était assurément bien inférieure en toutes choses à sa devancière, ayant été élue bien spécialement pour combattre l'anarchie, s'acquitta bien plus bravement et plus efficacement de cette partie de sa tâche"*.

A Marseille au cimetière Saint Pierre, une stèle honore encore dans l'indifférence générale la mémoire de ceux qui ont combattu contre les insurgés « en défendant l'ordre et les lois ».



La **violence des combats** qui opposa alors pendant 4 jours en plein Paris les forces de l'ordre aux insurgés allait faire si peur aux participants des deux bords, et à tous ceux qui les regardaient s'entretuer, que **notre mémoire collective, comme un tissu vivant, en refoula le souvenir si insupportable**. Dans "Episodes des journées de juin 1848" publié en 1852 **François Pardigon**, qui participa activement au soulèvement, évoquait déjà "*la volonté si tenace manifestée par le pouvoir d'enterrer jusqu'aux traces de la répression*". Pardigon parle ainsi des "oubliettes de juin 48". **Dolf Oehler** affirme de son côté que "*Certains contemporains des journées de juin 1848 ont vu, dans ce premier heurt massif entre la république libérale et le prolétariat insurgé à Paris un génocide social, une tentative sans précédent d'exterminer toute une classe de la société. En raison de sa monstruosité, cet évènement fut rapidement victime d'un refoulement.*" Il considère aussi que "*la répression sanglante de l'été 1848 a influé sur l'évolution de la société française jusque sous la cinquième République non pas en dépit mais à cause de son refoulement*". C'est pourquoi l'importance de ces journées de juin 1848 est encore de nos jours le plus souvent ignorée ou sous-estimée, alors qu'il s'agit d'un moment majeur, à partir duquel rien ne sera jamais plus comme avant. D'une certaine manière **nous ne sommes pas sortis de ce traumatisme fondateur**.

Plusieurs milliers de tués, 11.000 arrestations, 4.000 déportés sans jugement en Algérie. On ne parlera plus ensuite de réforme sociale. Mais la haine s'était désormais installée entre deux camps irréconciliables. Pour la première fois un conflit entre classes issues de la révolution industrielle avait fait irruption dans l'histoire et il avait été réglé dans le sang, au canon en pleine rue si nécessaire, par les chefs de l'armée d'Algérie habitués à la "pacification", Cavaignac, Lamoricière et Changarnier, et au bénéfice des forces conservatrices issues du suffrage universel. Ce cocktail détonant ne pouvait produire un équilibre stable. C'est pourquoi **la principale conséquence des 4 journées de juin 1848 fut le coup d'Etat du 2 décembre 1851** : en conférant au général Cavaignac les pleins pouvoirs pour réprimer l'insurrection, l'Assemblée avait inauguré un pouvoir fort que reprendra et pérennisera Louis Bonaparte. Et elle a selon Pardigon "*enseigné au peuple de Paris à ne voir dans les assemblées que l'arsenal de la contre-révolution au lieu de l'arche révolutionnaire*".

Non seulement cette fracture n'allait plus disparaître mais bien au contraire c'est cette grille de lecture qui permet de trouver le sens de la plupart des soulèvements à venir en Europe, et ailleurs. Aujourd'hui encore en France, du slogan "élections pièges à cons" jusqu'à "nuit debout", le mépris de l'extrême gauche pour les assemblées élues trouve là sa référence et son fondement. Cela explique aussi la pauvreté des débats dans notre pays. La concertation y est vaine. L'invective et le rapport de force, forcément provisoire, y sont la règle. Le fait, souligné par Tocqueville, que les insurgés de juin 1848 "*combattirent sans cris de guerre, sans chefs, sans drapeaux*" résonne d'autant à nos oreilles que nous sommes aujourd'hui confrontés, comme à l'époque à un décalage entre l'offre et la demande des expressions collectives. Les "gilets jaunes" sont ainsi l'expression d'une ubérisation des modes d'action consécutive à l'effondrement des offres politiques et syndicales. Douce France.

Mais c'est encore Pardigon, quand il affirmait que "*les morts de juin 1848 ont rejoint le même caveau que les guillotins de Thermidor*", qui allait faire apparaître une **continuité imprévue entre les morts de juin 1848 et celles de Robespierre et des autres Montagnards** qui avaient instauré la Terreur. Dans sa préface à la réédition du livre de Pardigon, Alix Héricord nous dit ainsi que "*C'est d'une part l'ombre portée du passé sur le présent qui permet d'expliquer la violence avec laquelle furent traités les insurgés de 1848, qui réveillaient la peur des "terroristes" de 1793; c'est d'autre part celle du présent sur le passé puisque l'expérience des violences commises par ces mêmes insurgés permet de comprendre les actions de la vraie Montagne qui "sur la foi de mauvais travaux historiques, nous avaient paru, jusqu'à ce jour, incompréhensibles, repoussant ou condamnables.*" Une sorte de continuité historique était ainsi créée, qui allait justifier dans l'avenir des comportements qui ne seraient, et le revendiqueraient, que la répétition d'un passé héroïsé et glorieux. Ainsi **Blanqui**, lui aussi acteur majeur de la révolution de 1848, se moquait de "*l'idée selon laquelle il serait possible de puiser le courage de la lutte dans la méditation vide de l'avenir*".

Sur ce point, celui d'un rapport au passé comme un éternel retour, il s'opposait à **Karl Marx** qui au même moment écrivait que "*la révolution sociale du XIXe siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir.*" Cette différence d'analyse, loin d'être secondaire, allait être la source **d'une autre rupture, aussi grave, mais cette fois au sein du mouvement socialiste** s'affirmant alors comme la force politique de la classe ouvrière issue de la première révolution industrielle. **Walter Benjamin** rappelle ainsi dans "Sur le concept de l'histoire" que le parti socialiste qui se constituait à ce moment-là refusait explicitement que le prolétariat fut "*la classe vengeresse*" qui, au nom des "*générations vaincues*" libérerait "*les générations du futur*". Bien au contraire il voulait briser l'un des principaux ressorts des luttes en tournant le prolétariat vers le seul futur. Ce clivage, même et surtout s'il est inconscient, est toujours actuel entre ceux qui rejouent les drames du passé pour en détourner l'issue en s'y attribuant les bons rôles, et les autres qui se concentrent sur les données du temps présent. Les passions étant consubstantielles à la nature humaine, les premiers ont souvent plus de succès que les seconds.

Bibliographie.

Walter Benjamin. "Ecrits français. Sur le concept d'histoire". Gallimard. 1985.

Éric Hobsbawm. "L'ère des révolutions". Fayard. 1970.

François Pardigon. "Episodes des journées de juin 1848". La fabrique. 2008.

Alexis de Tocqueville. "Souvenirs". Gallimard. 1964.

Alexis de Tocqueville. "L'Ancien Régime et la Révolution". Gallimard. 1953.

Alexis de Tocqueville. "Contre le droit au travail". Discours du 12 septembre 1848 devant l'Assemblée constituante. Les Belles Lettres. 2015.

2. Les nouveaux philosophes ou les divers spectres du communisme.

Proudhon et Marx.

Les 4 journées insurrectionnelles de Paris en juin 1848 annonçaient avec fracas ce que seraient désormais dans le monde entier l'enjeu et la forme des affrontements structurant les sociétés industrielles. Ce soulèvement avait alors été largement spontané, tous les chefs de la gauche ayant été emprisonnés quelques semaines avant pour un autre motif, et il était principalement dû aux circonstances très conjoncturelles de la fermeture des ateliers nationaux. Mais **les idées qui s'exprimaient encore de manière confuse allaient immédiatement trouver les théoriciens qui transformeraient cette colère en idéologie structurée.**

Au moment même où éclatait la révolution française de février 1848, une petite brochure de 23 pages écrite en allemand, imprimée à Londres à environ 1000 exemplaires sans indication d'auteurs, allait donner une arme majeure à tous les sacrifiés de la première révolution industrielle, au prolétariat qu'elle avait créé et dont elle se nourrissait. **Le manifeste du parti communiste.** Il s'agissait d'une commande de la jeune Ligue des Communistes allemande à deux de ses membres, Karl Marx, réfugié à Bruxelles, et Friedrich Engels, responsable des cercles parisiens de la Ligue.

Le fait qu'il s'agisse d'Allemands n'est pas anecdotique. On se rappelle la situation politique et économique de la Confédération Germanique, issue du Congrès de Vienne en 1815, qui avait pris la place du Saint Empire Romain Germanique disparu sous les assauts de Napoléon Bonaparte. **La restauration de l'ordre ancien** s'y heurtait à des peuples qui retenaient que les troupes françaises avaient apportées avec elles la fin de la féodalité, l'égalité devant les emplois publics, la vente des biens d'église, la liberté économique, etc. **L'aspiration à l'unité** y était bridée par la concurrence entre la Prusse déterminée mais autoritaire et l'Autriche qui cherchait au contraire à maintenir un équilibre séculaire entre tous. Enfin les intellectuels contestataires, persécutés par la police et souvent contraints à l'exil, y étaient imprégnés de la philosophie de **Hegel**, très totalisante, verticale et implacable. Le condensé de ces trois sources de tension allait donner au mouvement de contestation politique et social allemand un aspect à la fois très doctrinaire à forte dimension philosophique, hérité de la tradition hégélienne, et une organisation structurée pour un combat frontal contre les Etats clairement au service de la restauration absolutiste, mais sans s'articuler jamais avec les combats pour l'unité nationale considérés comme "petits bourgeois" et de ce fait méprisés.

En France aussi des intellectuels et des philosophes avaient commencé à analyser les conséquences politiques et sociales de la première révolution industrielle et à traduire en mots la révolte que celle-ci suscitait dans la nouvelle classe ouvrière. Mais d'une manière différente de ce que faisaient les Allemands. Les conditions historiques, politiques et sociales y étaient bien différentes. Les principaux acquis de la Révolution n'y avaient pas été remis en cause. L'unité nationale était un héritage séculaire. Et le rapport à l'Etat y était naturellement différent de ce qu'il était chez nos voisins. Pour faire court, pour personnaliser la différence entre ces deux sources, allemande et française, de la construction d'une nouvelle offre politique destinée à répondre à la nouvelle société capitaliste, on peut la résumer par deux noms, celui de **Karl Marx** d'un côté et celui de son contemporain **Pierre-Joseph Proudhon** de

l'autre. Bien évidemment, ne serait-ce que pour des raisons de langue et d'absence de traduction, c'est le travail de Proudhon qui allait imprégner profondément le socialisme français en construction. Entre les deux courants, allemand et français, le fossé n'allait cesser de se creuser pour se terminer quelques décennies plus tard, en affrontements. C'est que les deux théoriciens étaient à l'opposé l'un de l'autre, et d'abord par leur milieu social et leur formation. Le premier était un bourgeois allemand, universitaire, imprégné de la pensée de Hegel, l'autre était un fils du peuple, autodidacte, qui avait découvert le socialisme quand, au hasard de son métier de typographe-correcteur, il avait été amené à corriger les épreuves du livre de **Charles Fourier**, "Nouveau monde industriel et sociétaire" paru en 1829. Fourier précurseur d'un socialisme coopératif dont la pensée utopique était une critique radicale de la société. Dans le landernau français du socialisme naissant **Pierre Leroux** occupait aussi une place éminente et inspira Proudhon. Or en 1832, Leroux avait écrit dans "La revue encyclopédique" ce texte qui garde une modernité incroyable : "*Autrefois il y avait la noblesse et le clergé. La noblesse avait pour maxime de ne pas s'occuper de lucre et le clergé condamnait l'usure et regardait comme une condition inférieure la condition des marchands. Il existait alors des hommes ne connaissant d'autre morale que leur intérêt égoïste et d'autre raison des choses que les calculs de leur barème. Mais ils ne donnaient pas le ton et ne faisaient pas la loi à la société. Aujourd'hui ces hommes jouent le premier rôle, la société même n'a pas d'autre loi, d'autre principe, d'autre base ni d'autre but que la satisfaction de leur négoce. Le palais de la Bourse a remplacé Notre-Dame et nous ne connaissons d'autre blason que les livres de caisse tenus en partie double*". Il y a dans cette approche une dimension morale à l'ancienne dont s'exonèrera le marxisme. Comme si la réflexion menée en France dans un environnement de culture catholique se différenciait du monde allemand marqué par Luther et sa conception plus rigoureuse, plus exigeante et plus verticale de la foi.

Proudhon et Marx ne cesseront de s'opposer et de polémiquer. Dans "Philosophie de la misère" publié en 1846 Proudhon dénonçait chez Marx ce qu'il présentait être un dogmatisme dangereux pour la liberté. Marx lui répondait aussitôt dans "Misère de la philosophie" avec le mépris mais aussi le sens du jeu de mot et de la formule qui le caractérisaient. Dès son origine le socialisme naissant se divisait donc entre un courant anarchiste, libertaire et un courant communiste, autoritaire. La guerre entre les deux allait être permanente et se conclurait quarante ans plus tard par l'élimination lors de la Commune de Paris en 1871 du courant anarchiste antiautoritaire largement inspiré par les Français.

On notera que dès cette époque les socialistes britanniques s'étaient tenus en dehors de cette polémique. Leur révolution industrielle y était plus avancée et le mouvement "chartiste" qui les représentait était largement installé dans la classe ouvrière. Il bénéficiait en outre de l'inclusion politique générée par l'élargissement constant du droit de vote et des libertés publiques en général, celle d'association en particulier. C'était un contraste saisissant avec l'Europe continentale soumise alors partout au joug des régimes autoritaires.

Dans cette bataille idéologique, c'est l'échec de **la Commune de Paris** qui allait porter un coup fatal au courant français, tout simplement du fait de l'élimination physique de ses membres lors de la terrible répression qui s'en suivit. Le soutien que leur apporta **Karl Marx** est tout empreint de cette ambiguïté qu'il n'arrive pas à camoufler. Dès le mois de mai 1871, sur les cendres encore chaudes des Communards il écrivait que "*Dans toutes les révolutions, à côté de leurs véritables représentants, se produisent des hommes de différentes espèces; les uns*

survivants et zélés des révolutions passées, ne comprenant rien au présent conservent cependant une influence sur le peuple par leur honnêteté reconnue, leur courage ou par la seule force de la tradition; d'autres intrus, purs braillards, à force de rabâcher perpétuellement les mêmes déclarations stéréotypées contre le gouvernement du jour, ont fini par acquérir la réputation de révolutionnaires de la plus belle eau. Après le 18 mars, des hommes de ce genre apparurent et quelques-uns réussirent à occuper des postes très importants. Dans la limite de leur pouvoir ils ont entravé l'action des travailleurs, précisément comme leurs pareils ont arrêté le développement de toutes les révolutions. C'est un malheur inévitable, le temps en fait justice; mais le temps manqua à la Commune". Dans un autre texte diffusé au même moment, **Marx accablait les Communards** pour avoir été *"trop gentils et embarrassés par des scrupules de conscience. On ne voulait pas déclencher la guerre civile comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déclenchée en tentant de désarmer Paris...Deuxième faute : le Comité central de la garde nationale résilia ses pouvoirs trop tôt, pour faire place à la Commune. Encore un souci excessif "d'honnêteté".* On connaît des oraisons funèbres plus élogieuses. Au cas où certains n'auraient pas encore compris, **Engels** en 1891 dans son introduction à la troisième édition allemande de "La guerre civile en France" écrira laconiquement : *" D'une part, la France fit faux bond à Paris, le regardant perdre son sang sous les balles de Mac-Mahon, d'autre part, la Commune se consuma dans la querelle stérile des deux partis qui la divisaient, les blanquistes (majorité) et les proudhoniens (minorité), tous deux ne sachant ce qu'il y avait à faire."* En tous cas il enregistrait que *"la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme"*.

En attendant, la violence des combats qui en une semaine de mai 1871 solda la Commune de Paris fut de même nature mais en pire que les 4 journées de juin 1848. Plus de 20.000 morts au combat ou fusillés sur place, plus de 40.000 prisonniers (4 fois plus qu'en juin 1848) dont les condamnations (à mort, à la déportation en Nouvelle Calédonie, etc.) s'échelonnèrent jusqu'en 1877. Une terrible guerre civile en plein Paris, la répétition à plus grande échelle de ce qui s'était passé en juin 1848, avec l'exécution de nombreux otages, dont à nouveau l'archevêque de Paris. Parmi les otages fusillés on notera le cas du général Clément Thomas, qui avait commandé la Garde Nationale pendant le siège, mais qui surtout s'était déjà fait connaître lors de la répression des journées de Juin 1848. Celle-ci, toute occultée qu'elle ait été, l'avait donc rattrapé, comme un symbole de la mémoire de la première guerre civile entre les classes issues de la révolution industrielle. Cette saignée allait durablement marquer la suite de l'histoire. Politiquement c'est cet écrasement des "rouges" par une armée aux ordres de l'assemblée élue démocratiquement en février 1871 qui allait peu à peu permettre à la République d'apparaître comme un régime acceptable par les modérés. Economiquement, l'élimination physique des cadres du mouvement ouvrier allait priver pour des décennies le mouvement syndical de sa force de structuration. C'est tout le pays qui en accusa un grave retard. Les projets de réformes visant à améliorer le sort des déshérités souffriront longtemps du souvenir des Tuileries incendiées et des otages massacrés. Le Second Empire s'était piqué de s'intéresser aux ouvriers : il faudra des années avant que la Troisième République ne songe à eux. Les monarchies britanniques et allemandes seront moins timorées qu'elle. Les organisations ouvrières y étaient beaucoup plus puissantes, unifiées et représentées au Parlement.

En Grande Bretagne les ouvriers avaient créé leur parti, le Labour qui porte bien son nom, travail, qui petit à petit allait éclipser le vieux et flamboyant parti libéral pour s'affirmer comme

la seule alternative aux conservateurs. C'est toujours le cas aujourd'hui. Il s'agissait alors d'un parti authentiquement ouvrier contrôlé totalement par les syndicats, eux-mêmes regroupés au sein d'une centrale unique, créant ainsi un formidable mouvement politico-syndical apte à peser dans tous les rapports de force. Mais les excès de la Commune avaient suscité tant d'effroi que le mouvement ouvrier britannique se tint désormais à bonne distance de l'Internationale.

En Allemagne, d'une autre manière mais toute aussi spectaculaire le mouvement ouvrier avait réussi à s'imposer sur la scène nationale. C'est **Friedrich Engels** qui nous le décrit le mieux dans sa préface de 1895 au livre de Marx sur "Les luttes des classes en France" publié 44 ans plus tôt : *" Les ouvriers révolutionnaires s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le Manifeste communiste avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent **August Bebel** au premier Reichstag constituant. Et à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de telle sorte qu'ils en ont été récompensés de mille manières et que cela a servi d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les termes du programme marxiste français, de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. Et si le suffrage universel n'avait donné d'autre bénéfice que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître par la montée régulièrement constatée, extrêmement rapide du nombre des voix, la certitude de la victoire chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, et de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande; que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses et de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une folle hardiesse tout aussi déplacée - si c'était le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage. Avec l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour entrer en contact avec les masses populaires là où elles sont encore loin de nous, pour contraindre tous les partis à défendre devant tout le peuple leurs opinions et leurs actions face à nos attaques : et, en outre, il a ouvert à nos représentants au Reichstag une tribune du haut de laquelle ils ont pu parler à leurs adversaires au Parlement ainsi qu'aux masses au dehors, avec une tout autre autorité et une tout autre liberté que dans la presse et dans les réunions. A quoi servait au gouvernement et à la bourgeoisie leur loi contre les socialistes si l'agitation électorale et les discours des socialistes au Reichstag la battaient continuellement en brèche. Mais en utilisant ainsi efficacement le suffrage universel le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle et elle se développa rapidement."* Nos pauvres théoriciens du principe "d'élections pièges à cons" ne peuvent donc pas se réclamer du marxisme dont ils ne véhiculent qu'une version dévoyée.

S'agissant de la France, Engels précisait dans le même texte de 1895 que : *"Depuis longtemps déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais il y était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser"*. Ce qui vient confirmer l'analyse du bilan catastrophique de la Commune faite plus haut. **Une sorte de béance durable s'est ainsi**

installée en France qui ne s'en remet jamais tout à fait et dont continuons à payer le prix. Le culte de la Commune, la célébration des fusillés du cimetière du Père Lachaise hantent jusqu'à nos jours un imaginaire de gauche et handicape un courant réformiste ouvrier qui allait arriver ailleurs à obtenir des améliorations significatives de la condition ouvrière. La sécurité sociale attendra 1945 pour exister en France alors qu'en Allemagne c'est Bismarck qui l'avait instaurée un demi-siècle plus tôt sous la pression des sociaux-démocrates. Une sorte de schizophrénie portait chez nous à chérir le mythe glorieux et tragique plutôt que la lutte patiente débouchant sur des petits pas concrets. Le tout au profit d'une extrême gauche de petits bourgeois intellectuels, au sein de laquelle le marxisme servait d'étalon à la pensée juste et scientifique. Voire juste car scientifique. Par nature hostile à tout compromis, réservant toutes ses forces à la destruction violente du capitalisme et de l'Etat qui n'en serait que le valet. La division politique et syndicale paraît donc chez nous naturelle et les rares moments d'unité des exceptions que chacun regrette ensuite comme un péché auquel on n'aurait pas dû s'abandonner. La certitude d'être plus fort si l'on est unis, la recherche du compromis pour y parvenir, tout cela qui est la loi du genre chez nos voisins est signe chez nous de mollesse voire de lâcheté, pire, de trahison. Là encore aujourd'hui, et pour paraphraser les premiers mots du manifeste communiste de 1848, ce spectre hante la gauche française. De fait après la Commune de Paris, c'est la tendance révolutionnaire marxiste qui allait désormais s'imposer comme seule alternative politique crédible. Autant dire, une impasse.

Alors s'imposa la conception centralisée d'un parti organisé pour le renversement violent de l'Etat, par nature bourgeois, au profit d'un Etat aux mains de l'avant-garde des prolétaires, seul capable de dépasser les antagonismes de classe au point de permettre sa propre disparition. On connaît la suite jusqu'à l'instauration du communisme réel en Urss. La mort de celui-ci, qu'annoncera **l'ouverture du mur de Berlin en 1990**, permit lentement la réhabilitation de l'autre branche du mouvement socialiste, celle issue du courant anarchiste et libertaire, sans doute plus adaptée à un monde désormais marqué par les nouvelles technologies et l'individualisme qu'elles génèrent par nature. Nous y sommes. La perte de contrôle de la sécurité des grandes manifestations ouvrières comme le déclenchement systématique des grandes grèves hors de toute décision syndicale n'en étaient que les premiers signes. L'effondrement des partis socialistes et communistes en est une autre. Là encore l'heure est aux rassemblements sans organisation que permettent les technologies nouvelles et les réseaux sociaux. Adieu camarades, bonjour les gens, avec ou sans gilets jaunes.

Bibliographie.

Jules Andrieu. "Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris". Libertalia. 2016.

Thibault Isabel. Préface de Michel Onfray. "Pierre-Joseph Proudhon. L'anarchie sans le désordre". Autrement. 2017.

Henri Lefebvre. "La proclamation de la Commune. 26 mars 1871". La fabrique. 2018.

Prosper-Olivier Lissagaray. "Histoire de la Commune de 1871". Bruxelles. 1876. Réédité.

Karl Marx. "Les luttes de classes en France". 1850. Multiples rééditions.

Karl Marx. "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte". 1852. Multiples rééditions.

Karl Marx. "La guerre civile en France". 1870. Multiples rééditions.

Franz Mehring. "Karl Marx. Histoire de sa vie". Publié en 1918. Traduit et publié par les Editions sociales en 1983.

Catulle Mendès. "Les 73 journées de la Commune". E. Lachaud. 1871. Réédité par Forgotten Books en 2015.

Vincent Peillon. "Liberté, égalité, fraternité. Sur le républicanisme français". Seuil. 2018.

Eugène Pelletan. "Proudhon et ses œuvres complètes". Essai. 1886. Réédité par Amazon.

Jacques Rougerie. "La Commune et les Communards". Gallimard. 1995.

3. Les fantômes de juin 1848.

Littérature et politique.

Deux fois, à 23 ans d'intervalle, en 1848 et en 1871, **la guerre civile** a été le seul moyen que nous ayons trouvé pour arbitrer nos différents. La fraternité qui fait pourtant partie de notre devise nationale ne semble pas nous protéger de cette extrémité. Il semble là que ce soit une **pathologie** dont nous n'arrivons pas à nous défaire. Les jeunes générations semblent en hériter dans leurs gènes, simplement en naissant dans ce pays, en en respirant l'air ambiant, et même sans l'avoir étudié, en en reproduisant les codes de comportement et de langage. **C'est la répétition de ces excès qui doit nous interroger.** Il ne s'agit pas seulement de vieilles histoires, et encore moins d'accidents. Nous avons vu qu'un lien pouvait être fait entre la terreur de 1793 et la violence de juin 1848 qui peuvent s'expliquer l'un l'autre. **Dès juillet 1848 la Revue des Deux Mondes** écrivait à propos de ce qui venait juste de se passer à Paris : "*Nous sommes tout d'un coup retombés en plein Moyen Age*". C'est qu'en raison de la cruauté inouïe des massacres, juin 48 évoquait les guerres de religion, la Saint Barthélémy, les guerres entre Armagnacs et Bourguignons, les dragonnades, la Jacquerie ou encore la Terreur de la grande Révolution. De même nous devons accepter de **voir dans la Commune une réplique de juin 1848**, amplifiée mais de même nature. Plus tard la **violence coloniale**, bien loin d'être une marginalité exotique, sera également de même nature. Le mal est donc là, toujours présent. La première guerre mondiale en a dévié les symptômes. Certains parlent pourtant à ce propos de "guerre civile européenne". Ils n'ont pas tort. C'est que la maladie dont nous parlons est contagieuse. Elle peut facilement s'installer dans les rapports entre nations aussi bien qu'entre citoyens d'une même nation. Le monde de ce début de XXI^e siècle devrait nous alerter à cet égard. Mais pour ce qui nous concerne, l'atmosphère des années 1930 était à nouveau lourde de l'envie d'en découdre entre nous par la violence. La période 1940-1944 peut être lue aussi comme l'expression d'une féroce guerre civile. Et à la Libération, le nombre des exécutions a été supérieur et de loin à celui de la Terreur de Robespierre. Entre 1958 et 1962 nous avons encore à plusieurs reprises frôlé la guerre civile. Et aujourd'hui celle-ci est à nouveau là dans les esprits. Plus personne n'écoute personne, l'invective tient lieu d'arguments, et la recherche du moindre compromis est discréditée. Le slogan à la mode "**On lâche rien!**" exprime bien l'air du temps alors que le propre même de la vie en société (le fameux "vivre ensemble" célébré par le politiquement correct) devrait nous conduire justement à l'inverse, à la recherche patiente du point d'équilibre entre nous.

Il s'agit donc d'une maladie grave. On notera d'emblée que dans notre souvenir les deux moments paroxystiques que furent juin 1848 et mai 1871 n'ont pas la même place. Juin 48 est oublié. La bibliographie en est pauvre, non en qualité mais en quantité. Alors que la Commune, après une période identique de refoulement, a fait et continue de faire l'objet de multiples publications de par le monde. Au point qu'aujourd'hui le politiquement correct est d'en dire du bien, ce qui aurait beaucoup surpris nos grands-parents. C'est **Dolf Oehler** dans son remarquable "Juin 48. Le spleen contre l'oubli. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen, Marx" qui va nous aider à analyser le contenu de ce refoulé. Déjà le titre du livre campe la réflexion.

Avec Oehler **une relecture de l'œuvre de Flaubert** prend une toute autre dimension. Et l'on peut même affirmer que "L'éducation sentimentale" comme "Bouvard et Pécuchet" ne sont en fait que des prétextes et que le cœur de ces ouvrages est bel et bien l'expression du

souvenir atroce des 4 journées de juin 1848 dont l'auteur restera traumatisé toute sa vie.

Dans sa présentation de "**L'éducation sentimentale**" Stéphanie Dord-Crouslé insiste sur le fait que Flaubert regrettait que ce livre n'ait pas été compris pour ce qu'il se voulait être. Publié en 1869, sa compréhension aurait pu, aurait dû, dira Flaubert en 1874, éviter le désastre de Sedan, les débordements de la Commune et les désordres divers qui s'en suivirent. Stéphanie Dord-Crouslé nous dit que loin d'être hors du temps, ce livre est une réflexion profonde sur la nature humaine, le gouvernement des individus et la conduite des affaires publiques. De fait les pages cruciales, tout le premier chapitre de la troisième partie, concernent les révolutions de 1848. Et si j'ai utilisé en exagérant un peu le terme de "prétexte" pour tout le reste c'est que Flaubert lui-même écrivait dans une lettre de 1868 : "*j'ai bien du mal à emboîter mes personnages dans les évènements politiques de 48 ! J'ai peur que les fonds ne dévorent les premiers plans.*" C'est dans ce livre que Flaubert écrira à propos des journées de juin que "*le fanatisme des intérêts particuliers équilibra les délires du besoin, l'aristocratie eut les fureurs de la crapule, et le bonnet de coton ne se montra pas moins hideux que le bonnet rouge. La raison publique était troublée comme après les grands bouleversements de la nature. Des gens d'esprit en restèrent idiots pour toute leur vie*". Plus loin il fait dire à un de ses personnages qui a participé à la répression : "*Peut-être qu'il aurait dû se mettre de l'autre bord, avec les blouses (les ouvriers) car enfin on leur avait promis un tas de choses qu'on n'avait pas tenues. Leurs vainqueurs détestaient la République; et puis on s'était montré bien dur pour eux ! Ils avaient tort, sans doute, pas tout à fait cependant; et le brave garçon était torturé par cette idée qu'il pouvait avoir combattu la justice*". C'est encore dans "**L'éducation sentimentale**" que Flaubert écrit que "*malgré la législation la plus humaine qui fut jamais, le spectre de 93 reparut... c'était un débordement de peur...*" dénonçant ainsi la peur-panique des conservateurs devant les mesures prises après février qui seule explique l'in vraisemblable répression de juin.

De la même manière dans "**Bouvard et Pécuchet**", publié en 1880, après la mort de Flaubert, apparaît au premier degré la haine de l'auteur pour ce dont il avait été le témoin. Tout le chapitre VI, au cœur du livre, est centré sur 1848. La revendication du droit au travail, le grand postulat socialiste de 1848, est bien au centre des préoccupations : "*Citoyens, dit Gorgu, il nous faut de l'ouvrage !...La charité ? Merci. A bas les aristos. Nous voulons le droit au travail.*" Flaubert lui-même adepte du libéralisme fait dire à un autre : "*Alors le gouvernement sera le maître ?... Non, non, plus de maîtres!*". S'agissant des journées de juin 48, il y développe la bêtise et la férocité des réactionnaires, responsables du bain de sang. "*Les conservateurs parlaient maintenant comme Robespierre...*". Et il laisse apparaître sa révolte devant les excès de la répression, de la furieuse envie de vengeance qui avait eu alors libre cours, jusque dans les campagnes les plus reculées, où rien ne s'était passé. Ainsi le pauvre Gorgu, de retour de Paris, défait, est vite arrêté et sollicite l'aide de Pécuchet qu'il avait protégé quelques mois plus tôt "*Et vous patron, vous ne dites rien ? Pécuchet baissa la tête.*" Mais s'occupant ensuite de lui fournir un certificat de bonne vie et mœurs, Pécuchet plaida pour Gorgu : "*quelle démarcation établir entre les phrases innocentes et les coupables ? Telle chose défendue maintenant sera par la suite applaudie. Et il blâma la manière féroce dont on traitait les insurgés*". Flaubert résume ainsi la situation : "*En haine des idées subversives, l'élite des bourgeois parisiens saccagea deux imprimeries. Le grand parti de l'ordre se formait*". Par une curieuse construction littéraire Flaubert, qui condamnera plus tard pour les mêmes raisons les excès de la répression de la Commune, fera dire en 1880 à Bouvard qu'après 1848, lorsque Louis Bonaparte réalisera un coup d'Etat : "*Il trouvait extrêmement drôle que Thiers fut en prison. Cela vengeait le peuple*". L'évocation joyeuse de l'arrestation de Thiers par Louis

Napoléon plus de vingt ans plus tôt montre sans ambiguïté ce que Flaubert ressentit devant la répression de la Commune ordonnée par le même Thiers. Ce faisant il rejoignait des personnalités aussi différentes que Proudhon, Alexandre Dumas, George Sand ou Victor Hugo qui condamnèrent la répression de 1848 sans soutenir les insurgés. C'est là une posture difficile en France où l'on aime les anathèmes. "Choisis ton camp, camarade". Comme si la vie était binaire.

De la même manière **Dolf Oehler** nous invite à **relire Baudelaire à la lumière du traumatisme des journées de juin 1848**. Dès l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République, Baudelaire écrit ainsi : *"Pâle, malade, malheureuse, éclaboussée du sang de ses enfants, pauvre comme une mendicante, voilà la nation qui fut jadis la plus fière et la plus éclatante et qui de propriété de l'Africain Cavaignac est devenue propriété d'un idiot dont tout le mérite est d'être l'ombre d'un nom"*. Dans l'introduction des "Fleurs du Mal", livre publié en 1857, la bestialisation des journées de juin 1848 évoque les luttes de classes comme la *"ménagerie infâme de nos vices"*. Dans "L'examen de minuit" il parle de *"la bêtise au front de taureau"*, qui lui fera perdre sa foi dans le progrès et l'avenir de l'humanité, tout en demeurant lié aux vaincus de juin 48. Dans le poème "Au lecteur" il fait entendre les thèmes de la campagne hystérique déchainée dans la presse de juin 48 contre le prolétariat insurgé. "La destruction" décrit *"des vêtements souillés, des blessures ouvertes/et l'appareil sanglant de la destruction"*. Oehler considère enfin que Baudelaire résume la morale du refoulement caractéristique de la seconde moitié du XIXe siècle au début des "Fleurs du Mal" : *"Et nous alimentons nos aimables remords/ Comme les mendiants nourrissent leur vermine"*. On ne s'étonnera donc pas que "Les Fleurs du Mal" soient le premier recueil de poèmes depuis la Restauration à passer devant les tribunaux et à être condamné.

Dolf Oehler, encore lui, cherche donc à comprendre l'horreur particulière des journées de juin 1848. Il pense qu'elle tient à la devise **"il faut en finir"**, porteuse d'un fanatisme d'extermination, fruit du sentiment d'une menace radicale venue de l'adversaire politique, ici les représentants de l'autre classe. Mais nous qui nous croyons être en ce début de XXIe siècle à l'abri de toutes ces bêtises, nous qui pensions que la **fin du mur de Berlin** avait signé la fin de cette forme de guerre des classes, ne sommes-nous pas déjà dans nos têtes prêts à nous étripier à nouveau, cette fois pour la question de **notre identité**, entre ceux qui se revendiquent comme les éternelles victimes d'une colonisation désormais intérieure et ceux qui se sentent d'autant plus menacés dans leur art de vivre que la mondialisation dérégulée est venue laminer leurs espoirs de promotion sociale. A ceux qui pensent que tout cela est secondaire et va se régler avec le temps, il est urgent de rappeler, avant qu'il ne soit trop tard, ce que sont les tendances profondes de l'histoire de France, et la constance du recours à la violence.

Bibliographie.

Baudelaire. "Les fleurs du mal". 1857. Nombreuses rééditions.

Flaubert. "L'éducation sentimentale". 1869. Flammarion. 2001.

Flaubert. "Bouvard et Pécuchet". 1880. LGF. 1999.

Dolf Oehler. "Juin 48. Le spleen contre l'oubli. Baudelaire. Flaubert. Heine, Herzen, Marx". La fabrique.2017.

Jean Paul Sartre. "L'idiote de la famille". Gallimard. 1983.

4. La Révolution. Histoire ou imaginaire.

Tocqueville. Michelet. Quinet. Taine. Cochin

Cette pathologie mémorielle, qui rappelle que nous avons régulièrement eut recours à la guerre civile pour régler nos conflits, a fait depuis longtemps l'objet de nombreuses analyses de la part des plus grands penseurs français. Pour la période contemporaine, la mémoire de Juin 1848 ayant été refoulée, ce sont essentiellement les événements de la Révolution française, puis ceux de la Commune de Paris qui ont alimenté une vaste et durable méditation pour essayer de donner du sens au drame et à sa répétition. Or **la manière dont on s'empare du passé donne d'abord une indication de comment on appréhende le présent.** Cela n'est jamais neutre. Car toujours il s'agit d'essayer de bâtir un roman national qui puisse être présenté dans nos écoles sans avoir à (trop) en rougir, voire même en pouvant en tirer (et pourquoi pas ?) une fierté. Il s'agit surtout de créer le sentiment d'appartenir à une communauté nationale, d'être des héritiers de quelque chose et pas seulement des bulles égarées sur une toile en plastique, des êtres sans racines, ou avec des racines uniquement ailleurs. Selon les époques et selon les convictions personnelles des uns et des autres, l'histoire rapportée n'est donc jamais la même.

C'est **Tocqueville** le premier qui allait faire de la Révolution un sujet d'histoire. Dans "L'Ancien Régime et la Révolution" parût en 1856 il décortiquait les raisons de l'effondrement de la monarchie et affirmait la continuité de la Révolution avec l'œuvre de l'Ancien Régime. Ensuite, pour des raisons de santé (il allait mourir en 1859) il ne nous a laissé que des notes qu'il n'aura pas le temps de développer. Mais celles-ci sont intéressantes : *"Impossibilité de la Terreur ailleurs qu'en France...la Terreur née de nos mœurs, de notre caractère, de nos habitudes, de la centralisation...La majorité de la Convention n'était pas plus terroriste que la majorité de la population. Mais ne pouvant ou n'osant plus désapprouver, elle gardait un morne silence...Ce qui est à peindre c'est l'empire appartenant toujours dans les temps de révolution à des minorités; ce mécanisme des révolutions est toujours le même : l'état d'esprit de la majorité qui rend cette tyrannie de la minorité possible."* Cette dernière phrase est à retenir dans notre recherche d'un nouveau contrat social qui nous éviterait ces rechutes régulières dans la guerre civile. "L'empire des minorités", cela ne nous parle-t-il pas de notre quotidien, maintenant que ne s'exprime plus que des minorités sans référence au bien commun ?

Tocqueville était proche des temps épiques de la Révolution. Il était lui-même un aristocrate. Il était aussi un acteur politique de premier plan. Pourtant il arrivera à surmonter ce qui aurait pu faire de lui un penseur partisan pour s'élever, par une sorte de maîtrise personnelle permanente, à une qualité d'analyse qui reste inégalée. Après lui, la subjectivité des auteurs sera plus visible. Comme si, le temps passant, on s'accordait le droit de dire ce que l'on pense personnellement, sans craindre de retomber dans ce que l'on analyse ou dans ce que l'on dénonce.

C'est **Jules Michelet** qui le premier s'est voulu et fait historien de la nation française. La publication de son optimiste "Histoire de la Révolution française" s'échelonna de 1847 à 1853. Il la présente ainsi : *"Toute histoire de la Révolution jusqu'ici était essentiellement monarchique. Celle-ci est la première républicaine, celle qui a brisé les idoles et les dieux. De la première page à la dernière, elle n'a eu qu'un héros : le peuple."* Et de fait il s'agit du grand

récit de référence, historique, épique, lyrique. Mais dans sa préface au "Journal" de Michelet, intitulée "Etonnante modernité de Michelet", Perrine Simon-Nahum nous dit l'importance pour lui des journées de juin 1848, qui mettront un terme à sa confiance dans le peuple et à sa croyance dans un avènement rapide de la démocratie. Ces journées de 48 iront même jusqu'à modifier son récit de la Révolution en cours d'écriture. *"Le prophète de la démocratie assiste en spectateur au délitement de la révolution. Le troisième tome de l'"Histoire de la révolution", ponctué des récits de massacres qui courent la période de juin 1791 à août 1792, renverra en écho à la violence de ces journées...Celles-ci le conduisent à s'interroger sur la justification des massacres commis au nom de l'idéal de liberté et de justice"*. C'est que pour Michelet *"La fraternité ne saurait être radicale"* prenant ainsi ses distances avec Blanqui et Barbès. On notera enfin chez Michelet une dimension qu'il va partager avec tous les autres penseurs, celle d'un anticléricalisme déterminé et d'une hostilité militante à l'égard de tout embrigadement religieux des esprits. C'est là un des rares sujets d'entente entre tous. Il ne faudra pas l'oublier. Et ne pas réduire la **laïcité** à une loi de 1905 dans laquelle ce mot n'apparaît pas. Il s'agit d'un mouvement beaucoup plus ancien qui est devenu constitutif de l'identité française. Essayer d'y revenir, fut-ce à coups d'arrangements plus ou moins (dé)raisonnables, serait à coup sûr un élément de déclenchement d'une nouvelle guerre civile, ici et maintenant. Michelet qui aura à vivre, heureusement de loin et à la toute fin de sa vie, l'épreuve de la guerre de 1870, de la défaite et de l'occupation. Il en tirera en 1871 "La France devant l'Europe" dans lequel il fait le tableau impitoyable du régime impérial. Un bilan de la catastrophe, afin d'en tirer des leçons pour l'avenir, comme le feront plus tard Jean Zay ou Marc Bloch.

Puis c'est **Edgard Quinet** qui reprit ce travail d'analyse de la Révolution publié en 1865 alors que, républicain convaincu, il était en exil. Mais cette fois, et selon ses propres termes, il allait s'agir d'une "critique de la Révolution au nom de la Révolution". Cette première critique de la Révolution par un républicain n'avait donc rien à voir avec celle de Burke ou De Maistre. Aujourd'hui on dirait que c'est une critique de gauche. Tocqueville, trop imprégné de ses origines aristocratiques, et Michelet enfermé dans un romantisme révolutionnaire hérité de son père favorable aux Jacobins, n'avaient pas pu développer cette approche nouvelle. **Guizot** s'y était également attelé mais avec un a priori qui lui interdisait une analyse globale puisqu'il bornait la Révolution aux années 1789-1791. Or c'est justement le tout qui nous intéresse, y compris la Terreur qu'on ne peut isoler de ce qui la précédait et du contexte français hors duquel elle a aujourd'hui peu de sens, et à l'époque aucun. Car séparer la "bonne" révolution (1789-1791) de la "mauvaise" (ce qui vient après), c'est faire l'économie de l'essentiel, de ce rapport à la violence qui semble nous être consubstantiel. **François Furet** dit à ce sujet *"pour que la Révolution annonce et fonde l'avenir, il faut qu'elle soit, comme on disait sous la Troisième République, un bloc"*. Pour Quinet, lui aussi très anticlérical, c'est l'échec du protestantisme en France qui avait handicapé gravement la révolution et finalement l'avait rendu impuissante à elle-même, contrainte qu'elle était d'en revenir à un despotisme et à un fanatisme pire que ceux qu'elle prétendait combattre. Il accusait même les révolutionnaires d'avoir été timides devant l'église catholique en dépit de leur fureur apparente. C'est cette **aspiration lancinante à la servitude volontaire** qu'il allait traquer. *"Tout un peuple s'est écrié, par des millions de voix : être libre ou mourir. Pourquoi des hommes qui ont su admirablement mourir n'ont-ils pu ni su être libres?"*. Il nous éclairait alors sur *"les forces d'inertie qui nourrissent le désir de servitude"*. Il en voulait particulièrement à *"l'idéologie des pseudo-révolutionnaires qui rêvent d'une violence salvatrice et invoquent la cause sacrée du peuple"*

sans inquiéter le pouvoir en place ni se soucier des libertés détruites". L'écho de cette phrase résonne encore dans nos oreilles. Les « actes » des Gilets Jaunes répétés de samedi en samedi au cours de l'automne et de l'hiver 2018-2019 en sont les derniers témoignages en date. C'est pourquoi leur filiation avec l'extrême droite et l'extrême gauche est légitime.

Une étape suivante fut franchie par **Hippolyte Taine**. Avec lui nous avons le premier grand historien français qui, après le traumatisme de l'effondrement de 1870 et de celui de la Commune de Paris de 1871, ressent le besoin de s'interroger sur les causes profondes de ces drames, ce qui l'amène lui aussi, lui encore, à revenir à la Révolution. Taine fait apparaître les causes les plus lointaines mais les plus persistantes de notre affaiblissement de l'époque : la passion des grands principes, inapplicables parce que déconnectés de toute analyse concrète des réalités, la centralisation et sa contrepartie, la faiblesse de la société civile, l'alternance désespérante, dans notre histoire, entre périodes d'anarchie et de retour à des régimes autoritaires. Or malgré sa modernité ce livre, comme celui de Quinet, a disparu de notre mémoire nationale. Pire, alors que celui de Quinet a simplement disparu car il était difficile de critiquer une critique venue de la gauche, on a reproché à Taine d'être de droite afin de rendre son analyse illégitime. Ainsi en allait-il déjà du débat d'idée dans notre pays. Exercice dans lequel excellera Jean-Paul Sartre et tant d'autres avec lui quand "il ne fallait pas désespérer Billancourt" en dénonçant les crimes du communisme réel. Exercice qui continue de nos jours à d'autres propos, l'islamisme par exemple, qu'on ne saurait critiquer sans "faire le jeu de l'extrême droite".

Comme Michelet et Quinet, Taine était violemment anticlérical. Dans son livre il faisait apparaître combien le Concordat de Napoléon avec le Saint Siège s'était retourné contre son auteur et avait transformé l'ancienne église gallicane, dont tant d'entraves limitaient jadis son pouvoir, en église romaine ayant pleine autorité sur les évêques et les prêtres, ce qui n'avait jamais été le cas. Ce faisant l'Etat allait se retrouver avec l'église catholique comme seul réel contrepouvoir. La bataille finale n'allait pas tarder. On notera que **tous ces grands historiens étaient tous anticléricaux et d'ardents patriotes**. C'est là une dimension de l'identité française dont il faudra se rappeler. On voit aussi qu'au fur et à mesure que l'évènement Révolution s'éloigne, la nature même du récit historique change. A partir pourtant de faits rigoureusement identiques. Mais plus c'est loin plus le ressenti personnel du vécu de la révolution personnel ou familial s'éloigne. Et plus il s'éloigne et plus on fait appel aux archives et moins aux grands récits. Or les archives sont redoutables. Sans affect. Une accumulation de faits non discutables. Cette distanciation et ce support scientifique va produire un autre type de narration. Enfin, on l'a vu, chacun écrit en fonction de son présent et celui-ci vient plus ou moins consciemment percuter la narration du récit antérieur. Les journées de juin 1848 et la Commune jettent une lumière rétroactive sur le passé révolutionnaire. Mais pour tous, c'est bien la question de la violence qui troublera le regard porté sur les évènements. Plus tard, après eux, et plus on s'éloignera du temps des évènements eux-mêmes, plus on trouvera des excuses à cette violence.

C'est du côté des historiens marxistes que celle-ci trouvera ses principaux défenseurs. Dans son ouvrage "La Révolution française" publié en 1959, **Albert Mathiez** écrit ainsi laconiquement à propos de la justice révolutionnaire qu'"*Il est presque sans exemple que dans un pays en état de guerre étrangère compliquée de guerre civile les gouvernants n'aient pas recours à une justice sommaire et expéditive pour réprimer les intelligences avec l'ennemi, les*

complots et les révoltes". Il n'a pas tort. Mais écrire cela en pleine guerre d'Algérie ne pouvait que trouver une écoute bienveillante parmi ceux de l'autre bord qui justement s'y exonéraient des règles de droit et des détails de la procédure pénale. Bien sûr cela leur a permis de gagner la guerre. Mais les méthodes employées y ont ruiné toutes perspectives politiques. La violence encore et toujours venait donc interpeller nos consciences. Et une fois encore c'est elle qui s'imposait. Mieux, on pouvait désormais se servir du passé révolutionnaire pour justifier les violences du présent. C'est là une donnée permanente chez certains d'entre nous. Parfois même c'est la violence qui est l'indice qu'on est dans le vrai. "*Quand les brasiers s'allument il faut n'en voir que la lumière*" écrira **José Martí** le grand poète et fondateur du parti révolutionnaire cubain. C'est faire peu de chose de la chair humaine qui sert de matière combustible. Ainsi **Albert Soboul** autre grand et brillant historien communiste, dont la lecture est toujours utile, utilisera la grammaire marxiste pour expliquer la différence entre la révolution bourgeoise, nécessaire, imposée par les règles "scientifiques" de l'histoire mais par nature limitée et la révolution prolétarienne, celle de 1917 qui en serait seule l'accomplissement inéluctable. Ainsi écrit-il que "*par deux fois la révolution tendit à dépasser ses limites bourgeoises : en l'an II, tentative qui malgré l'échec nécessaire conserva longtemps valeur prophétique d'exemple, et lors de la Conspiration pour l'Egalité, épisode qui se situe à l'origine féconde de la pensée et de l'action révolutionnaires contemporaines...Ainsi s'explique le tressaillement qu'a ressenti le monde et le retentissement de la Révolution française dans la conscience des hommes de notre siècle. Ce souvenir à lui seul est révolutionnaire : il nous exalte encore*".

On l'aura compris, à partir d'un certain moment il ne s'agit plus de raconter des faits, mais de trouver dans l'histoire des armes pour les combats du moment. Il s'agit alors d'autre chose, dont il devient quasiment impossible de parler de manière neutre, surtout dans les livres scolaires, alors même que c'est là que se forge une partie de notre identité. C'est aussi pour cela que faute d'être serein dans la transmission du passé on en devient muet sur celui-ci.

Si la recherche de compromis devient la preuve évidente de la trahison, autre caractéristique du mal français, c'est que l'imaginaire de la Révolution française loin de nous apaiser continue de nous parasiter. En 1909 c'est **Augustin Cochin**, illustre historien oublié, lui aussi grand patriote mort au front en 1916, qui avait plaidé pour le rejet de toute histoire psychologique écrite à partir des intentions conscientes des acteurs. Il affirmait dans son livre "La crise de l'histoire révolutionnaire. Taine et Aulard" : "*Verrons-nous la fin de cette crise ? Je le crois, mais à deux conditions : la première est de nous mieux garder du fléau de toute curiosité, l'indignation. L'histoire ordinaire mène à une explication, — l'histoire de la Révolution, neuf fois sur dix, à un verdict. Elle est honnête sans doute, — je ne parle du moins que de celle-là, — mais il n'en est pas de moins curieuse, ni qui s'arrête plus volontiers à l'absurde : ne pas comprendre est encore une façon de condamner. Les actes de la Révolution sont des pierres de scandale que les uns voilent en fils respectueux, que les autres exposent en juges sévères, mais que personne ne songe à examiner en curieux...La seconde condition est que la critique nous débarrasse enfin du fétichisme révolutionnaire, le Peuple. Qu'elle le renvoie à la politique comme la Providence à la théologie et donne à l'histoire de défense, dans le musée des mythes religieux la place dont elle n'aurait pas dû sortir. Si nos historiens ne l'ont pas fait encore, c'est que l'anthropomorphisme du peuple est plus récent, plus spécieux aussi que celui de la Providence*". Car, insiste Cochin, le prix à payer à la fiction de la démocratie pure, l'envers de l'idéologie, c'est la toute-puissance de l'appareil, ce "*cercle intérieur*" de l'organisation qui

préfabrique le consensus et en monopolise d'exploitation. "*Oligarchie, compagnie d'hommes obscurs, médiocres, successifs, interchangeables*". A l'évidence, et malgré le fait que les analyses de Cochin se soient ensuite révélées justes avec le communisme réel, léniniste et staliniste, maoïste et castriste, nous n'avons pas réussi à remplir ces deux conditions préalables à une lecture apaisée de notre histoire. La théâtralisation et l'hystérie continuent donc à prospérer.

De nos jours c'est peut être **François Furet** dans son "Penser la révolution française" qui nous aide le mieux à nous sortir de cet enfermement, de ce piège. Il se moque d'ailleurs de "*la vulgate lénino-populiste qui annexe toute l'historiographie "de gauche" de la Révolution, de Jaurès à Georges Lefebvre. Malheur à qui s'en écarte car du coup il trahit Danton et Jaurès, Robespierre et Mathiez, Jacques Roux et Soboul. Dans cet amalgame extravagant, qui est à peine forcé, on reconnaît l'esprit manichéen, sectaire et conservateur d'une historiographie qui substitue le jugement de valeur au concept, la finalité à la causalité, l'argument d'autorité à la discussion. Les nouveaux Teilhard de Chardin de la révolution jacobine doublement fondatrice retrouvent leur vieille berceuse, le monde imaginaire à deux dimensions où ils sont investis du rôle de défenseurs du peuple*". N'est-ce pas ce qui caractérise notre débat politique quotidien ? "Ma personne est sacrée".

Bibliographie.

Augustin Cochin. "La crise de l'histoire révolutionnaire. Taine et Aulard". Champion. 1909.

François Furet. "Penser la révolution française". Gallimard. 1978.

Edgar Quinet. "La Révolution". 1865. Réédité chez Belin. 1987.

François Léger. "Monsieur Taine". Critéion. 1993.

Albert Mathiez. "La révolution française". Armand Collin. 1959.

Jules Michelet. "Journal". Gallimard. 2017. Réédité par Robert Laffont. 2011.

Jules Michelet. "Histoire de la Révolution française" publié de 1847 à 1853. Folio. 2007.

Albert Soboul. "La révolution française". Puf. 1965.

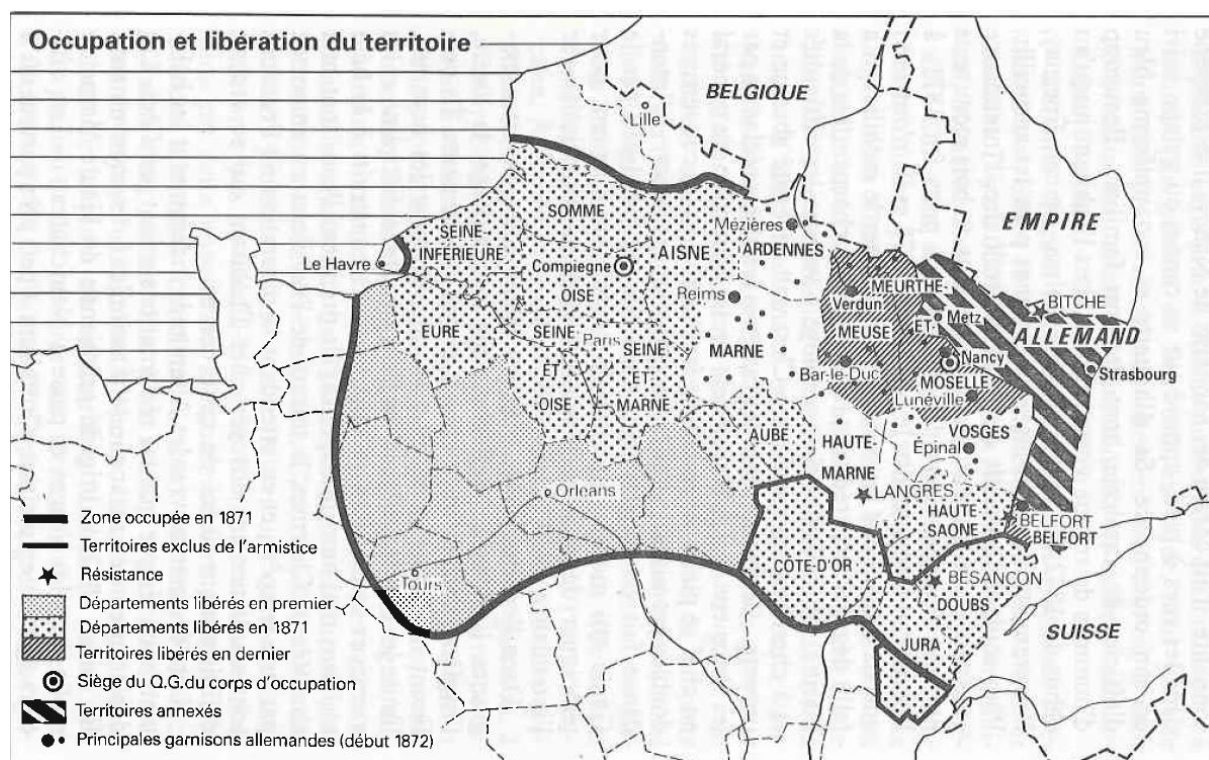
Hippolyte Taine. "Les origines de la France contemporaine". 1875. Réédité par Robert Laffont. 2011.

"Alexis de Tocqueville. "L'Ancien régime et la Révolution ". 1856. Gallimard. 1952.

5. La Commune.

Une schizophrénie mémorielle.

Avec la Commune la schizophrénie mémorielle est encore plus préoccupante. L'évènement, contrairement aux journées de juin 1848, n'a pas été refoulé. Il a été immédiatement commenté, et dans le monde entier. Mais il est intéressant de constater que, encore plus que pour la Révolution, le récit en a été considérablement modifié au fur et à mesure que le temps passait. Pourtant les faits sont assez simples, bien connus et peuvent être résumés, pour reprendre le conseil de Cochin, sans indignation, débarrassé du mythe d'un peuple imaginaire. Comme Taine nous le conseillait, de manière clinique. A cet égard, on ne comprendrait rien à la Commune sans la relier d'abord à l'effondrement de l'empire en 1870 et à l'occupation rapide de la France. Une catastrophe inouïe. Dans l'urgence et parfois la panique, mais toujours dans l'improvisation, il fallait reconstruire des institutions et combattre les ennemis coalisés qui s'enfonçaient inexorablement dans le pays. Nous avons déjà connu cela deux fois, en 1814 et en 1815. Et nous connaissons à nouveau cela en 1914 et en 1940.



Carte extraite du livre de F. Roth "La guerre de 70", page 534

Mais en 1870, grande différence avec 1814 et 1815, essentielle, la capitale, encerclée et assiégée, avait résisté et tenu bon malgré les bombardements aveugles et quotidiens et malgré la famine. Pour autant les officiers qui avaient dirigé le siège, et qui avaient par nature été nommés par Napoléon III, étaient suspectés de tiédeur face à l'ennemi par les Parisiens, tous armés dans un grand élan patriotique. C'est dans ce contexte que l'annonce de l'arrêt des hostilités allait être contestée par ceux des Parisiens qui avaient le sentiment de ne pas s'être

battus jusqu'au bout. Bien évidemment ce n'était pas la perception de ceux qui en dehors de Paris, galvanisés par **Gambetta**, s'étaient battus avec une vaillance exceptionnelle et savait eux qu'il n'y avait plus rien à faire. Gambetta, ce petit-fils d'un immigré Ligure, qui avait soulevé l'enthousiasme patriotique et relancé la défense nationale. Un fossé d'incompréhension se creusait donc aussitôt entre les forces parisiennes et les autres armées françaises, ce qu'il en restait et celles que reconstituait Gambetta. Mais quand en plus, petit détail sans importance militaire mais à haute densité symbolique, les Parisiens apprirent que les armées victorieuses allaient venir défiler sur les Champs Elysées, dans un Paris qui ne s'était jamais rendu, l'exaspération devint hors de contrôle. En exagérant à peine, on pourrait dire que la suite relève d'un engrenage infernal. Le théâtre du drame était posé. Quand il fallut retirer les canons qui, du haut de Montmartre, pourraient menacer le défilé des troupes ennemies, le rideau se leva. Il ne manqua pas d'acteurs pour s'y précipiter et y surjouer un rôle dont ils auraient pu se dispenser. Car, hélas, comme Marx dans « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte » l'avait très bien analysé plus de vingt ans plus tôt: « la tradition de toutes les générations disparues pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants...c'est justement dans de pareilles époques de crise révolutionnaire qu'ils incarnent anxieusement les esprits du passé, les appelant à la rescousse, leur empruntant leurs noms, leur mots d'ordre et leurs costumes, pour jouer sous ce déguisement vénérable et dans cette langue d'emprunt, les nouvelles scènes de l'histoire universelle ».

Des Parisiens refusèrent qu'on leur enlève des canons, fruit de leur souscription, qui pourraient menacer les troupes d'occupation au cours de leur brève et inutile démonstration dans Paris qui avait résisté au siège. On connaît la suite. Les généraux loyalistes pris en otage et fusillés, la crispation du gouvernement provisoire légitimé par une assemblée élue au suffrage universel direct masculin, l'ordre à tous les fonctionnaires de quitter la ville et la préparation de l'affrontement. Le tout sous le regard goguenard de l'occupant. Il est clair que dans cette situation, tout ce que Paris tenait de "modérés " a pris peur, a quitté la ville ou s'est terré. Restaient à l'œuvre l'ultra gauche, largement dominée par les courants proudhonien et blanquiste, libertaires et parfois anarchistes. Dans ce moment de catharsis, le meilleur et le pire jaillirent des extrêmes frustrations accumulées par 6 mois de siège et du sentiment de trahison du gouvernement provisoire. Bien sûr que ce qui en resterait, les mots grandiloquents et les proclamations fumeuses, serait l'expression de cette idéologie. Pour autant cela ne doit pas cacher qu'il s'agissait d'abord et surtout d'un élan patriotique meurtri qui rassemblait un peuple courageux, blessé et désorienté. Mathiez, historien communiste, bien seul sur ce point parmi les siens, qualifiera plus tard la Commune de "*mouvement bourgeois patriotique*". De même pour Bourgin, il ne s'agissait que d'une révolte communale locale due aux privatisations du siège, le tout dans une improvisation totale et sans unité de pensée.

Mais au lieu d'un regard apaisé et compréhensif de la détresse générale du pays, **un grand mythe révolutionnaire allait naître de l'échec de la Commune** et de la terrible répression avec laquelle les autorités légitimes en vinrent à bout. On a vu que **Karl Marx** avait le premier et dans une grande ambiguïté participé à l'érection de la Commune comme "vache sacrée" du mouvement socialiste. Pourtant à l'époque bien rare étaient ceux qui prirent la défense de la Commune. Et surtout pas chez les responsables de la gauche, **Georges Clémenceau** en tête, **Léon Gambetta**, **Jules Favre**, **Jules Ferry**, **Jules Grévy**, **Eugène Pelletan**, **Adolphe Crémieux**, **Etienne Arago**, **Jules Simon**, **Edgar Quinet**, etc. Car enfin et malgré toute la reconstruction

historique qui enrobe de nos jours les Communards d'un voile sacré, leur posture résumait déjà et encore **l'éternel conflit de légitimité que l'on croyait avoir réglé avec l'avènement du suffrage universel**. Ainsi, c'est le Comité Central de la Garde Nationale parisienne qui, avant le déclenchement de l'insurrection mais après les élections législatives qui avaient donné une écrasante victoire à la droite favorable à la paix, c'est ce Comité Central qui déclara sans sourciller : *"La République étant le seul gouvernement de droit et de justice, ne peut être subordonnée au suffrage universel qui est son œuvre"*. On croit rêver ! Ainsi ceux qui s'étaient autoproclamés gardiens de la République s'exonéraient-ils des résultats du suffrage universel. Tout cela qui reste très actuel devrait relativiser la compassion à l'égard des vaincus de l'insurrection. D'ailleurs **Jaurès** lui-même écrira en 1907 à propos de la Commune : « *une révolution sociale, une révolution de propriété ne s'improvise pas par un coup de main sur le pouvoir... Son idéal social était incertain et comme divisé, entre une petite bourgeoisie révolutionnaire, mais individualiste, et un prolétariat dont l'ensemble n'avait point encore une conception nette et dont l'élite se dispersait du proudhonisme au communisme. Ces ferments contrariés n'auraient pas suffi à faire lever la lourde pâte. **Maîtresse de Versailles, la Commune n'aurait pu se maintenir longtemps sans faire appel au suffrage de la France ; et la France aurait répondu par des affirmations conservatrices des paysans, par les déclarations républicaines, mais bourgeoises, des cités moyennes, par des programmes révolutionnaires, mais indécis et impuissants, des grandes cités ouvrières. La victoire de la Commune aurait peut-être avancé de dix ans l'évolution de la IIIe République ; elle n'aurait pas fait surgir du sol le socialisme*** ». Le grand Jaurès lui-même ne cherchait donc pas d'échappatoire au suffrage universel et ne théorisait pas sur la légitimité de ne pas le respecter. C'était, on l'a vu ici page 86, déjà le cas d'**Engels** à propos des progrès des socialistes allemands. Plus généralement **Paul Lidsky** dans "Les écrivains contre la Commune" nous montre la rage avec laquelle Théophile Gautier, Edmond de Goncourt, Alexandre Dumas, Flaubert, Leconte de Lisle, Zola ou George Sand se sont exprimées contre les Communards. Et lorsque **Victor Hugo**, revenu d'un long exil avec une auréole de martyr, plaidera pour la clémence et l'amnistie des condamnés, cela ne valait pas pour lui approbation leurs actes, bien au contraire. Ecoutons sa plainte en alexandrins dans "l'Année terrible" publié en 1872 :

*On comprendra qu'ancien banni, je ne veux pas
Faire en dehors du juste et de l'honnête un pas;
J'ai payé de vingt ans d'exil ce droit austère
D'opposer aux fureurs un refus solitaire
Et de fermer mon âme aux aveugles courroux.
...
Je dis : Faites justice, oui, mais ayez pitié !*

Emile Zola dans "La débâcle" publié en 1894 décrit parfaitement l'engrenage dans lequel se trouvent les uns et les autres : *"Le sombre besoin de destruction montait en lui à mesure que la fin de son rêve approchait"* écrit-il à propos d'un communard. Plus loin il constate : *"L'exécrable haine avait grandi, c'était l'extermination entre ces révoltés mourant pour leur rêve et cette armée toute fumante de passions réactionnaires, exaspérée d'avoir à se battre encore"*.

Avec le temps la réalité devint plus confuse et la Commune pris finalement sa place au grand panthéon de la gauche révolutionnaire. Aujourd'hui les communistes et l'extrême gauche

vénèrent **le souvenir de la Commune de Paris**. Le rendez-vous annuel au cimetière du Père Lachaise, là où furent fusillés les derniers fédérés, est devenu un marqueur de la "vraie" gauche. Les socialistes hostiles aux communistes n'y mettront jamais les pieds jusqu'à ce que Mitterrand, dans sa diabolique stratégie du "baiser qui tue" pour réduire le PC, ne s'y invite. Pourtant ni les uns ni les autres ne sont les héritiers de la Commune. Il ne s'agit là que d'**un hold-up up mémoriel**. Car le rôle des sections de la Première Internationale avait été très faible pendant le siège comme il le restera pendant la guerre civile. Engels écrivit d'ailleurs à ce sujet : "*L'Internationale n'a pas bougé un doigt pour faire la Commune*". Ce n'est que le 31 mai 1871, alors que la bataille venait de se terminer, que pour prendre position devant l'histoire, Marx publiera son "Adresse à la Commune", panégyrique des insurgés, réquisitoire contre les Versaillais, mais surtout construction imaginaire et prétexte à exposer sa théorie, étrangère aux Communards, de la dictature du prolétariat.

Nous avons vu dans le chapitre consacré aux nouveaux philosophes du XIXe siècle et aux divers spectres du communisme combien **l'élimination physique en Mai 1871 des socialistes français, ceux qu'inspiraient Proudhon, Blanqui, Elisée Reclus, et pas Marx, a durablement affaibli le mouvement ouvrier de notre pays** au profit des marxistes alors très peu nombreux et coupés de la société. Blanqui lui-même avait pourtant affirmé en 1879 : « La question sociale ne pourra entrer en discussion sérieuse et en pratique qu'après la solution la plus énergique et la plus irrévocable de la question politique, et par elle. Agir autrement c'est mettre la charrue avant les bœufs. ». Au cas où l'on n'aurait pas compris, Blanqui rappelait le précédent des journées de juin 1848 : « On a essayé une fois déjà, et la question sociale a été anéantie pour vingt ans. Elle était cependant posée sans détours, et avec une grande clarté, dans cinquante programmes au moins, complets et bien détaillés. Tout a disparu dans la tourmente soulevée par le pouvoir exécutif qu'il eut fallu renverser d'abord, afin d'avoir le champ libre. Que cette sanglante leçon du passé nous profite. Ne recommençons pas les mêmes fautes ». Il était donc insensé d'avoir voulu transformer la légitime réaction patriotique d'un Paris ayant subi plusieurs mois de siège en avant garde d'une révolution imaginaire coupée de toute réalité.

Avec la **fin du mur de Berlin**, et la tendance communiste non marxiste ayant repris son rang, **la référence à la Commune, même et surtout quand on n'en connaît rien**, au lieu d'inspirer de "la tristesse et du chagrin" est redevenue la bannière de l'extrême gauche. Nous n'en avons donc pas fini avec la violence.



Marseille. 4 novembre 2018.

Bibliographie.

Jules Andrieu. "Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris ». Libertalia.2016.

Maurice Choury. « Les origines de la Commune-Paris livré ». Editions sociales. 1960.

Didier Daeninckx. « Le banquet des affamés ». Gallimard. 2012.

Adrien Dansette. « Les origines de la Commune de Paris ». Plon. 1944.

Robert Dreyfus. "Monsieur Thiers contre l'empire, la guerre, la Commune. 1869-1871". Grasset. 1928.

Jules Favre. « Gouvernement de la défense nationale ». Plon. 1871.

Gustave Geffroy. « Blanqui. L'enfermé ». Editions Rencontre. 1926.

Victor Hugo. "L'Année terrible". Publié en 1872. Gallimard. 1985.

Henri Lefebvre. "La proclamation de la Commune. 26 mars 1871". La fabrique. 2018.

Prosper-Olivier Lissagaray. "Histoire de la Commune de 1871". Bruxelles. 1876. Réédité.

Paul Lidsky. "Les écrivains contre la Commune". Maspero. 1982.

Dick de Lonlay. "Français et Allemands. Guerre de 1870-1871". Garnier. 1888.

Karl Marx. "La guerre civile en France". 1870. Multiples rééditions.

Catulle Mendès. "Les 73 journées de la Commune". E. Lachaud. 1871. Réédité par Forgotten Books en 2015.

Gabriel Monod. "Renan, Taine, Michelet. Les maîtres de l'histoire". 1894. Réédité par Les maîtres de l'histoire. 2012. Kindle.

Elisée Reclus. « L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique ». Stock. 1897. Réédité en 1979.

F. Roth. "La guerre de 70". Fayard.1990.

Jacques Rougerie. "La Commune et les Communards". Gallimard. 1978.

Lt-Colonel Rousset. "Histoire générale de la guerre franco-allemande". Tallandier. 1910.

Jean-Didier Vincent. "Elisée Reclus, géographe, anarchiste, écologiste". Robert Laffont. 2010.

Emile Zola. "La débâcle". 1892. Gallimard. 1984.

6. La fragile reconstruction d'une nation.

L'église catholique et le Haut Etat-Major.

La **mémoire douloureuse de la guerre de 1870-1871** a fait que celle-ci est quasiment oubliée de nos contemporains. Comme écrasée dans notre souvenir par ce que nous, qui venons après, nous savons : deux guerres mondiales. Les livres la concernant sont rares, et la plupart datent d'avant 1914. Alors que justement **c'est cette guerre qui contient les suivantes**. Une guerre qui nous parle de nous, des Allemands, de notre frivolité et de notre fragilité existentielle à survivre malgré les apparences de la puissance.

Le désastre face aux Prussiens avait été immédiat, dans la consternation générale. Les Français combattaient pourtant avec courage dans d'innombrables batailles. Wissembourg, Forbach, Reichshoffen, Gravelotte, Sedan, Bazeilles, Chalon, Reims. Autant d'étapes du terrible chemin de croix d'un peuple mal engagé, mal commandé et mal équipé. Contraint de faire une guerre dont il n'avait pas envisagé la nature, et dont les formes lui étaient imposées. Bombardements des villes et donc des civils, destructions des églises et des hôpitaux, prises d'otages, massacres et viols en tous genres. 135.000 soldats tués, dont 60% après le 4 septembre et l'effondrement de l'Empire, 400.000 soldats prisonniers en Allemagne, 100.000 internés en Suisse, ceux de la tristement célèbre "armée de Bourbaki". La France restera marquée par la blessure de l'étrange défaite de 1870 et par la perte de l'Alsace et de la Lorraine à laquelle on était contraint d'y "*penser toujours mais (de) n'en parler jamais*". Le député socialiste **Marcel Sembat** écrivait encore en 1913 que "*la défaite de 1870 nous a précipité d'un haut sommet jusqu'au fond d'un trou. Nous dansions sur le haut du toit, tout allumés, fanfaronnant, rieurs, un peu de vertige, peut-être, la tête un peu tournée par l'élévation, grisés d'air et poussant à pleine voix nos cocoricos. Et puis la chute ! Le coup d'assommoir ! Et nous avons eu beau tacher de faire bonne figure en nous relevant ! Nous sommes restés humiliés, honteux au fond de nous-mêmes, avec le remords de nous être bêtement laissés rouler*".

Nous retrouverons ces traits en 1914 et encore plus en 1940. Pourquoi serions-nous aujourd'hui meilleurs que nos parents et grands-parents ? Pourquoi serions-nous protégés du malheur au point de ne même pas pouvoir le concevoir ? **Charles de Gaulle** dans "La France et son armée" écrira plus tard à propos de la guerre de 1870 : "*L'idéologie, l'insouciance portaient leurs fruits amers et sanglants. Grandir sa force à la mesure de ses desseins, ne pas attendre du hasard, ni des formules, ce qu'on néglige de préparer, proportionner l'enjeu et les moyens : l'action des peuples, comme celle des individus, est soumise à ces froides règles. Inexorables, elles ne se laissent fléchir ni par les plus belles causes ni par les principes les plus généreux. Mais pourquoi faut-il qu'on ne les voie bien qu'à travers les larmes des vaincus ?*" Nous ferions aujourd'hui profit de la lecture et de la relecture de cette phrase. En la confrontant au monde qui est le nôtre, pas à celui d'hier.

Enfin cette guerre de 1870 se singularisait par l'effondrement du régime qui l'avait déclarée et son remplacement le 4 septembre 1870 par la République, dans l'improvisation générale, sans consultation populaire, et alors que l'ennemi occupait un quart du territoire national. Le pays en était sorti vaincu, défait, ruiné, dépecé et sidéré de la violence de la guerre civile qui avait mis fin à la Commune. Groggy, sonné. Un désastre qui venait conclure un siècle

d'errements. Car **depuis la Révolution, le bilan n'était pas rassurant. Aucun équilibre n'avait jamais été trouvé.** Cette fois encore la revanche pouvait être décidée par l'Assemblée au sein de laquelle les bonapartistes restaient nombreux et surtout les partisans du retour à la monarchie étaient en état d'imposer leur volonté. Pour une fois, sous l'habile conduite de **Thiers**, c'est la sagesse qui s'imposa peu à peu, presque en catimini. Profitant de la division de leurs adversaires, les Républicains allaient installer la République, sans grande proclamation épique, sans geste héroïque sans lendemain, quasi subrepticement. Or c'est cette république qui a stabilisé le pays, fait adopter toutes les grandes lois relatives aux libertés qui nous gouvernent encore, et surmontera l'épreuve de la première guerre mondiale. "*La République une et indivisible, c'est notre royaume de France*" écrira **Péguy**. Mais la République dont on parle ne s'est alors installée que parce que les "républicains", aujourd'hui on dirait la gauche, s'ils étaient opposés à tout régime autoritaire, aux féodalités et au cléricalisme, n'avaient jamais cautionné la Commune. Ils l'avaient même clairement condamnée, même si ensuite ils s'étaient employés à des degrés divers à faire voter une loi d'amnistie. Sans oublier le cas exemplaire du général Galliffet, héros de Sedan en 1870, « fusilleur de la Commune » en 1871 et ministre de la guerre en 1899 et 1900, qui avait pris parti pour Dreyfus quand Guesde et Jaurès refusaient de s'engager dans ce qu'ils considéraient n'être qu'une histoire entre bourgeois.

Nous n'en avons pour autant pas fini avec la violence. La République naissante allait se consacrer à asseoir sa légitimité, puis à détruire les fondements de ses principaux ennemis intérieurs que constituaient **l'église catholique et le haut état-major militaire**. Car l'Armée aussi représentait la tradition autoritaire, c'est pourquoi **l'affaire Dreyfus** prît alors une dimension si importante, bien au-delà des faits eux-mêmes et bien au-delà des personnes impliquées. Confrontés aujourd'hui à l'irruption parmi nous de l'Islam, nous tâtonnons en reculant dans la recherche d'un nouvel équilibre précaire ne blessant personne. Nous avons donc du mal à imaginer ce qu'a pu être au début de XXe siècle la violence **de l'attaque frontale menée alors contre l'Eglise catholique**. Le livre de Jean Sévillia "Quand les catholiques étaient hors la loi" nous rappelle les faits, loin de la douce légende recomposée de nos jours dans un but partisan ou tout simplement par ignorance. De 1901 à 1904, 30.000 moines ou sœurs furent contraints à l'exil, 14.000 écoles catholiques furent fermées et les officiers pratiquants privés d'avancement. L'interdiction du travail le dimanche fut abrogée pour les raisons d'un combat idéologique qui font paraître bien pâles les arguments mercantiles échangés à ce sujet en 2015. Toute embauche dans la fonction publique était alors, quelle qu'en soit le niveau, soumise à une enquête sur les positions politiques des candidats et celles de leur famille. En étaient exclus d'emblée celles et ceux dont le soutien au nouveau régime en lutte contre l'Eglise et la hiérarchie militaire n'était pas garanti. Bref, l'action publique n'était alors entravée par aucune crainte de "stigmatisation" et de "discrimination". Cette crainte qui interdit aujourd'hui toute opinion tranchée qui serait l'expression d'une conviction. L'exigence actuelle de "respect" par principe de tout ce qui est autre, surtout quand on ne sait pas de quoi il est porteur et qu'on oublie ses propres valeurs, ne fit pas alors dévier le glaive des tenants de la République.

Que cela nous plaise ou pas, c'est cela qui permit d'en finir avec 4 siècles de conflit entre les Lumières et "l'obscurantisme l'infâme". **L'Eglise catholique et le haut état-major militaire devaient bien être, non pas détruits, mais considérablement affaiblis pour que la République s'installât, pas seulement dans les textes mais dans les têtes.** Ainsi le futur

général Largeau, qui allait entre 1900 et 1914 conquérir le Tchad, avait par exemple été sanctionné en 1890 au motif qu'il "*n'avait pas fait porter les armes à sa section qui croisait une manifestation d'un culte*". **La lutte fut violente**. Car il ne serait pas venu à l'esprit de ceux qui se battaient alors pour l'enracinement de la République de veiller à toujours rassembler et à ne jamais diviser. C'est **Gambetta** qui annonça le programme politique des anticléricaux. "Le cléricalisme voilà l'ennemi", formule claire sans rapport avec son miroir déformé "la finance voilà mon ennemi" qui ne fut, plus d'un siècle plus tard, qu'un pauvre propos de tribune sans contenu. Gambetta qui, pour que les choses soient claires, déclarait dès 1872 devant un congrès républicain : « Que voulez-vous faire pour l'enseignement du peuple ? Voulez-vous qu'il soit complet ? Qu'il soit obligatoire ? Qu'il soit gratuit ? Cela ne suffit point. Il faut encore qu'il soit laïque, cet enseignement. N'hésitez pas là-dessus, car **si vous n'êtes pas pour l'enseignement laïque, sortez d'ici, vous n'êtes pas des nôtres !** » C'est **Jules Ferry** qui imposa la séparation de l'Eglise et de l'école, écarta les membres du clergé de toute leur fonction au sein de l'enseignement public, établit l'école primaire obligatoire, laïque et gratuite, imposa le monopole de l'Etat sur la collation des grades, ordonna la dissolution et l'expulsion des Jésuites, supprima les crucifix et toutes images religieuses dans les établissements scolaires publics. La violence des décisions prises par Jules Ferry contre les Congrégations feront dire à celles-ci qu'il avait été plus "persécuteur" que la Commune de Paris ne l'avait été dix ans auparavant puisqu'elle ne les avait pas inquiétées, qu'elle ne les avait pas chassées et qu'elle ne leur avait pas interdit d'enseigner. C'est **Waldeck-Rousseau** qui fit la guerre aux congrégations, envoya l'Armée fracasser à la hache les portes des couvents et des séminaires dont les responsables récalcitrants furent manu militari expulsés hors de France, tout Français qu'ils soient. C'est **Combes** qui érigea l'anticléricalisme en doctrine d'Etat, fit fermer les milliers d'écoles catholiques et mis sous séquestre les biens des congrégations. C'est enfin **Aristide Briand** qui fit triompher **en 1905 la séparation de l'Eglise et de l'Etat**, et qui exigea lors de l'inventaire des biens ecclésiastiques que les agents publics soient "présents à l'ouverture des tabernacles". **La même année la réhabilitation du capitaine Dreyfus** allait couronner tant d'efforts obtenus à la suite de luttes violentes qui avaient amené plusieurs fois le pays au bord de la guerre civile.

Tous seraient aujourd'hui qualifiés d'odieux intolérants. Nous leur devons pourtant tout ce qui nous paraît tellement normal que nous n'envisageons même pas, comme l'air que nous respirons, que ces évidences ne soient pas partagées par tous. En particulier par ceux qui n'ont pas cette mémoire ou qui sont héritiers d'une autre histoire, respectable certes, enfin, peut-être. Car ne faisons pas semblant de tout savoir des autres quand on est si négligent de sa propre culture. Or ces évidences ne sont pas partagées par ceux dont la culture ignore la séparation des religions et de l'Etat et qui trouvent normal la pénalisation du "blasphème". A ceux-là il faudra donc leur expliquer que **c'est de la France dont il s'agit, pas d'une terre anonyme, ni amnésique, et certainement pas sans valeurs**. Un pays artificiel et donc fragile qui, loin d'être celui des "Gaulois", ainsi que le qualifient les ignorants, ne tient justement que par des valeurs autour desquelles il s'est lentement construit et qu'on ne saurait ni accommoder ni remettre en cause sans réactions violentes. Il faut vraiment ignorer toute notre histoire pour ne pas frémir lorsqu'on lit par exemple, à la suite des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, qu'il est extrêmement difficile de fermer les mosquées dans lesquelles prêchent des fanatiques car il faudrait préalablement prouver que tous les membres de l'association culturelle qui la gère sont à l'origine de propos incitant à la haine ou à la violence.

Que les incultes se trompent, c'est normal. Que celles et ceux qui sont éduqués participent à cette imposture, c'est cela qui est grave.

Bibliographie.

Jacques Chastenet. "L'enfance de la Troisième. 1870-1879". Hachette. 1952.

Jacques Chastenet. "La France de Monsieur Fallières. Une époque pathétique". Fayard. 1949.

André Gillois. « Galliffet. « Le fusilleur de la Commune » ». France-Empire. 1985.

Louis Madelin. "Deux relèvements français, 1815-1818, 1871-1878". Flammarion. 1951.

Charles Péguy. "Notre jeunesse". "Les cahiers de la Quinzaine". 1910. Réédité par Gallimard. 1957.

Henri Pena-Ruiz. "Qu'est-ce que la laïcité ? Gallimard. 2003.

Jean Sévillia. "Quand les catholiques étaient hors la loi". Perrin. 2005.

7. Faire des citoyens.

L'école et le suffrage universel.

Si le ciment républicain allait alors prendre et tenir jusqu'à nous c'est que, parallèlement à ces batailles, allait émerger une nouvelle identité, construite, artificielle donc, ne reposant pas sur le sang mais sur des valeurs. C'est en effet dès 1871 avec la publication de "La réforme intellectuelle et morale de la France " jusqu'à son célèbre discours "Qu'est-ce qu'une nation ?" prononcé à la Sorbonne en mars 1882 qu'**Ernest Renan** allait théoriser le redressement national : "***L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours...Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront***". Renan y affirmait également que "*l'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion*" et il concluait par un savoureux "*Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.*" Cela est très actuel. Il faut à cet égard lire ou relire les "lettres aux instituteurs" de Jules Ferry et de Jean Jaurès pour mesurer la puissance de cette volonté de rebâtir une société.

Jules Ferry rappelle par exemple que la loi nouvelle de 1882 met en dehors du programme l'enseignement de tout dogme et qu'elle place au premier rang l'enseignement moral et civique, fondé sur les notions de droits et de devoirs. Il évoque "*cette bonne et antique morale que nous avons reçue de nos pères et mères, et que nous nous honorons tous de suivre dans les relations de la vie, sans nous mettre en peine d'en discuter les bases philosophiques*". Et il conclut par cette phrase qui aujourd'hui ferait scandale : "*Vous leur avez parlé du respect de la loi : si cette leçon ne les empêche pas, au sortir de la classe, de commettre une fraude, un acte, fut-il léger, de contrebande ou de braconnage, vous n'avez rien fait encore...ce n'est pas dans l'école, c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger ce qu'a valu votre enseignement moral et civique*". De la même manière **Jean Jaurès** en 1888 écrit des choses impensables aujourd'hui : "*Vous tenez entre vos mains l'intelligence et l'âme des enfants ; vous êtes responsables de la patrie...Les enfants sont français et ils doivent connaître la France...Ils seront citoyens et ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur confère, quels devoirs leur impose la souveraineté de la nation...*" **On n'image pas ce que cela avait de violent à l'époque. Cette armée de "hussards de la République"** accusés de déchristianiser la France et de préparer le chaos. Les tensions étaient vives.

Mais on voit aussi combien le projet politique associait pleinement la patrie à la république. C'était là le fruit d'une longue histoire et d'un combat acharné contre l'église catholique et contre le parti clérical. **Ce que l'on appelle en France la laïcité, qu'il ne faut jamais ramener pour l'enfermer et la limiter à une loi de 1905 qui n'en sera que l'aboutissement.** Ainsi c'est **Victor Hugo** qui dès 1850 s'opposait à la présence de l'église dans l'enseignement en déclarant : « Vous réclamez la liberté d'enseigner ! La liberté que vous réclamez c'est la liberté de ne pas enseigner. A qui en voulez-vous donc ? Vous en voulez à la raison humaine. Pourquoi ? Parce qu'elle fait le jour. Oui, voulez-vous que je vous dise ce qui vous importune ? C'est cette énorme quantité de lumière libre que la France dégage depuis trois siècles, lumière toute faite de raison, lumière aujourd'hui plus éclatante que jamais, lumière qui fait de la nation française la nation éclairante, de telle sorte qu'on aperçoit la clarté de la France sur la face de tous les peuples de l'univers. Eh bien cette clarté de la France, cette lumière libre,

cette lumière directe, cette lumière qui ne vient pas de Rome, qui vient de Dieu, voilà ce que vous voulez éteindre, voilà ce que nous voulons conserver ! Je repousse votre loi. Je la repousse parce qu'elle confisque l'enseignement primaire, parce qu'elle dégrade l'enseignement secondaire, parce qu'elle abaisse le niveau de la science, parce qu'elle diminue mon pays. »

Il n'est pas donc inutile de rappeler ici d'où l'on vient et ce qui nous a constitué à l'heure où tout notre système d'enseignement s'effondre doucement, où la nation est un concept ringard voire « nauséabond », associé à la « fachosphère » et « aux heures les plus sombres... », où l'important c'est désormais soi-même, gagner de l'argent et ne pas se préoccuper des autres, au nom d'une tolérance de bon aloi, ce "vivre ensemble" qui est un slogan épouvantable. Car il exprime simplement l'idée de « tolérer » l'autre, le "respecter" non pas parce qu'il a fait quelque chose de respectable mais justement parce qu'il est autre et que c'est la différence qui prime désormais. Différence d'origine, de couleur de peau, de croyance, de sexe, de sexualité, etc. Evidemment si l'on peut "cocher toutes les cases" à la fois, origine étrangère, non chrétienne mais pas juive, femme et homosexuelle, alors on est certain de pouvoir se faire entendre et "respecter". Il ne faut alors **surtout pas essayer de s'intégrer** mais bien au contraire persévérer dans sa singularité. Si en plus l'origine étrangère renvoie à un pays ex colonisé, alors la rente mémorielle vous attribue l'auréole de victime héréditaire devant laquelle la société n'a plus qu'à se taire, sinon à demander pardon. Difficile dans ces conditions de faire des citoyens. Une **cohabitation minimaliste** au sein de laquelle, si on se parle peu, on ne se tue pas. Pas encore. Car la violence est à nouveau sous-jacente. Comme si nous allions de fait vers un nouvel édit de Nantes, cette fois non pour arrêter la guerre civile mais pour s'en prémunir préventivement en reconnaissant aux minorités des places fortes, en tache de léopard, territoriales mais aussi individuelles, selon le statut des personnes, leur religion ou leur origine.

On peut bien sur changer de paradigme et entrer dans l'ère de la cohabitation de communautés sans valeurs communes qui se contentent de partager un territoire. Nous ne serions alors ni dans une histoire commune, ni dans un projet politique commun, ni dans un avenir commun. C'est pourquoi la déconstruction du lien social pourrait alors commencer et elle serait sans fin. Rien dans l'histoire de France ne laisse penser que cela soit possible paisiblement. Mais peut-être s'agit-il justement d'arrêter là l'histoire de la France. De passer à autre chose. Gageons que cela ne se ferait pas sans drames.

Mais en cette fin du XIXe siècle, il n'y avait pas que les enfants à être la cible de la République prudente et déterminée. Les adultes aussi devaient adhérer à l'idéal républicain. Si l'école publique, laïque et obligatoire était l'instrument d'épanouissement des premiers, le **suffrage universel** allait être celui des seconds. Depuis longtemps déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais il y était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Certes un suffrage universel masculin, selon l'esprit du temps. Mais suffrage universel quand même, pour terminer la Révolution après un siècle d'errements. Et suffrage universel pour canaliser le fait démocratique et délégitimer les formes d'action plus directes. Ce qui explique l'effroi que la Commune avait soulevé chez ceux qui combattaient pour la République. **Gambetta** en 1877 allait ainsi déclarer : "*Comment ne voyez-vous pas qu'avec le suffrage universel vous avez un moyen de terminer pacifiquement tous les conflits et que s'il fonctionne dans la plénitude de la souveraineté, il n'y a plus de révolution possible*

parce qu'il n'y a plus de révolution à tenter, plus de coup d'Etat à redouter quand la France a parlé". Pierre Rosanvallon dans le chapitre joliment intitulé "les sous-sols de la République" de son livre "Le moment Guizot" nous dit que le suffrage universel était alors conçu comme l'antidote radical à la lutte des classes. Mais le même Rosanvallon nous montre finalement comment, à partir des années 1890, cela se révélera une illusion : "La démocratie moderne devient le lieu des affrontements de classes, en même temps qu'elle offre une méthode toute nouvelle selon l'expression d'Engels. L'idéal républicain originel ne disparaîtra certes pas complètement mais il ne pourra plus jamais se formuler dans sa naïveté première. Car la République devra vite reconnaître que le suffrage universel ne suffit pas à résoudre la question du mouvement ouvrier". D'ailleurs après l'élimination physique des responsables et des cadres de la gauche socialiste française lors de la répression de la Commune, ce mouvement s'est ensuite lentement reconstitué mais désormais sous la houlette des marxistes. Leur chef sera **Jules Guesde**, exilé en Suisse puis à Londres où il travailla avec Paul Lafarge, gendre et disciple de Karl Marx. Un socialisme nouveau allait désormais remplacer le vieux socialisme proudhonien et blanquiste, et cela en totale rupture avec la tradition française. C'est ce même Jules Guesde qui enfermera le socialisme français dans les ornières idéologiques du marxisme, se coupant des autres forces républicaines alors même que c'était bien la République qui était en jeu en cette fin du XIX siècle. Jules Guesde qui ira jusqu'à refuser de s'associer aux Dreyfusards dont le combat était qualifié de "bourgeois". Et ce sont encore les marxistes français qui réussirent à prendre le dessus au sein du mouvement syndical renaissant doucement de ses cendres après la Commune, refusant toute attitude réformisme pour privilégier l'affrontement idéologique. Cette tendance allait trouver son apogée en 1906 avec l'adoption de la **Charte d'Amiens** qui certes assignait comme objectif au syndicalisme la défense des revendications immédiates et quotidiennes, mais dans le cadre d'une lutte pour une transformation d'ensemble de la société par "l'expropriation capitaliste". Avec cette posture sectaire et exclusive, nous étions bien loin de l'action puissance et inclusive des syndicats britanniques et allemands. Par ailleurs, la Charte d'Amiens préconisait comme moyen d'action la grève générale et considérait que "*le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale*". Bref, derrière les mots de l'indépendance syndicale, une soumission des syndicats au parti communiste. Et **nous en revenons encore à la violence. La légitimité des urnes allait désormais se voir constamment opposer celle des luttes.** Gambetta avait sans doute compris qu'il y avait là une contradiction à surmonter. Ce qui l'amènera à cette phrase étonnante : "*Il faut pour gouverner la France des paroles violentes et des actes modérés*". Nous avons là une clé de lecture de la politique de Mitterrand avec, quand on connaissait le personnage, son ridicule "*il n'est pas socialiste celui qui refuse l'appropriation collective des moyens de production*" qui lui a permis de dominer le PC par la gauche. Et aussi une clé de compréhension de la politique de Hollande avec son tout aussi bouffon "*mon ennemi c'est la finance*" qui aura le même effet de confusion. Ce genre d'ambiguïté tient un temps. Et puis les masques tombent. Le PS avec. Nous en sommes là.

Bibliographie.

Pierre Barral. " Léon Gambetta : Tribun et stratège de la République". Privat.2008.

Friedrich Engels. Pour son introduction de 1895 aux "Luttes de classes en France" de Marx.

François Hartog. "La nation, la religion, l'avenir. Sur les traces d'Ernest Renan". Gallimard. 2017.

Jean Jaurès. François Guizot. Jules Ferry. "Lettres aux instituteurs". Calmann-Lévy. 2007.

Mark Lilia. « La gauche identitaire. L'Amérique en miettes ». Stock. 2017.

Ernest Renan. "La réforme intellectuelle et morale". 1871. Réédité par Calmann-Lévy. 1967.

Ernest Renan. "Qu'est-ce qu'une nation ?" 1882. Réédité par les mille et une nuits. 1997.

Pierre Rosanvallon. "Le moment Guizot" pour le chapitre "Le sous-sol de la République". Gallimard. 1985.

8. Banalité de la violence.

Colonies, conflits sociaux, guerres européennes.

Cette république française, la troisième du nom, celle que nous célébrons à juste titre, celle qui a stabilisé l'explosion des énergies libérées en 1789, celle qui nous a fait durablement baigner dans la tranquillité des sociétés démocratiques, n'en a donc pas pour autant altéré **notre rapport à la violence**. La régularité avec laquelle celle-ci vient conclure sinon remplacer nos débats reste donc un **trait de notre caractère commun**. Dans cette courte période rétrospectivement heureuse que constituent les années de 1875 à 1914, trois exemples parmi tant d'autres viennent nous le rappeler avec une particulière gravité. Trois exemples dont l'héritage mémoriel nous encombre encore aujourd'hui et que nous ne savons toujours pas aborder sereinement.

C'est d'abord l'**expansion coloniale** de la fin du XIXe siècle en Afrique et en Asie qui, comme toute colonisation de terres habitées, repose par nature sur l'exercice de la violence à l'égard des natifs qui ne vous ont rien demandé. Or des anticolonialistes, si nombreux aujourd'hui qu'il n'y a plus de colonies, il n'y en eut guère au moment des conquêtes coloniales. Pendant ce court laps de temps où s'était constitué notre dernier empire colonial, de 1880 à 1914, le peuple français dans sa grande majorité s'était désintéressé de ce qui se passait si loin de la mère patrie. Deux de nos grands historiens contemporains, **Jean Suret-Canal et Henri Brunschvig**, qu'opposaient nombre de convictions, étaient à peu près d'accord sur ce point. L'anticolonialisme à cette époque est à ranger parmi les mythes. L'opinion publique avait très largement accepté l'idée d'une « colonisation nouvelle », pacifique, civile. **Paul Leroy-Beaulieu** avait théorisé celle-ci en publiant dès 1874 son ouvrage *De la colonisation chez les peuples modernes*, véritable fondement idéologique, politique, économique et social de l'œuvre à entreprendre qui s'apparentait à un devoir. Ce livre avait connu un énorme succès et fut réédité plusieurs fois. L'opinion publique était donc très largement convaincue que la « supériorité de la civilisation occidentale » ferait le bonheur des « races inférieures ». Ainsi s'exprimait-on à l'époque en toute bonne foi. L'exemple de **Jaurès** lui-même est révélateur. En 1884 il écrivait : « *Ces peuples sont des enfants... Quand nous prenons possession d'un pays nous devons amener avec nous la gloire de la France... Nous pouvons dire à ces peuples sans les tromper que là où la France est établie on l'aime, que là où elle n'a fait que passer on la regrette, que partout où sa lumière resplendit elle est bienfaisante. Que là où elle ne brille plus elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés* ». Un an plus tard le député de Carmaux votait les crédits pour le Tonkin, conquête qui conduira à la création de l'Indochine française. Ce n'est qu'une décennie plus tard, après avoir voyagé en Algérie, que **Jaurès** allait commencer à tempérer son enthousiasme colonial. Mais c'était pour réclamer alors au Parlement des droits politiques pour les Algériens. Toujours **ce désir d'assimilation** qui nous semble évident puisque non seulement nous sommes les meilleurs, mais parce que nous nous croyons aussi depuis 1789 porteurs de l'universalité. Nos voisins britanniques, qui se pensent aussi les meilleurs, n'ont jamais eu cette outrecuidance. Ce qui les a amenés à beaucoup plus de tolérance que nous à l'égard des peuples colonisés car à aucun moment ils n'envisageaient de faire d'eux des égaux. Mais justement une de nos caractéristiques est de **croire que toujours nous agissons pour le bien, le nôtre bien sûr, mais aussi celui des autres**. Nous avons besoin de nous en convaincre. **Cela nous permet de rêver**. Or, les gens qui chez nous tenaient ce type de discours, qui aujourd'hui

vous vaudrait l'opprobre et des poursuites pénales, n'étaient ni d'odieux barbares ni des imbéciles. C'était souvent l'élite d'un pays développé. Cela devrait nous mettre en garde contre notre propre subjectivité, nos évidences, car nous ne sommes ni meilleurs ni pires qu'eux. Et c'est cela qui rend l'exercice intéressant et nécessaire. Non pas pour ressasser le passé mais pour en tirer des leçons et pour nous éclairer sur nous-mêmes.

Ce qui ne veut pas dire que nous soyons prêts à assumer nos rêves. Ainsi au premier revers de Jules Ferry au Tonkin celui-ci fut-il démis de ses fonctions, sans égards pour sa politique de "civilisation des races inférieures", surtout si celles-ci avaient le mauvais goût de nous résister et pire encore de nous battre. C'est dire qu'on ne croyait pas nous même à notre belle histoire et qu'à la première difficulté on jetait le masque. Ainsi le budget de l'Etat n'a-t-il jamais servi au développement des colonies qui devaient chacune se débrouiller localement. Ainsi également l'épargnant français n'a-t-il jamais investi dans les colonies mais a toujours préféré les "emprunts russes" avec le succès que l'on sait. Ainsi enfin quand, après 1944, il a fallu enfin investir massivement dans les colonies, l'effort est si vite apparu insupportable qu'il a conduit à accélérer les indépendances. "La Corrèze avant le Zambèze !" selon le titre du livre d'un célèbre polémiste de l'époque. Surtout si la logique de l'assimilation amenait à l'Assemblée Nationale un nombre important d'élus d'outre-mer. Alors sans vergogne on tournait la page, on l'arrachait si nécessaire. Adieu le rêve colonial. Bon débarras. Autre forme de violence dont nous payons aujourd'hui les conséquences.

Au demeurant, **derrière les envolées lyriques, ce sont les logiques économiques de l'époque qui s'imposaient, comme elles le font aujourd'hui.** Jean-Louis Vullierme dans "Mémoires de l'Occident" écrit à ce sujet qu'à cette époque : "*La solution libérale au problème de la croissance transitait par ce que nous appelons aujourd'hui la «mondialisation» qui s'effectuait alors par la colonisation militaire. Louis-Napoléon ne jugeait pas que celle-ci pût offrir suffisamment de débouchés à l'industrie pour résorber le sous-emploi. La colonisation était pour lui une violence créant peu de consommateurs solvables nouveaux (les italiques sont de Louis- Napoléon) : « La Nation se trouve composée de producteurs qui ne peuvent pas vendre et de consommateurs qui ne peuvent pas acheter ; et le manque d'équilibre de la situation contraint le gouvernement, ici comme en Angleterre, d'aller chercher jusques en Chine quelques milliers de consommateurs en présence de millions de Français ou d'Anglais [...]. Qu'il nous suffise de dire que la quantité de marchandises qu'un pays exporte est toujours en raison directe du nombre de boulets qu'il peut envoyer à ses ennemis quand son honneur et sa dignité le commandent ».* Ainsi Louis Napoléon croyait qu'il existe des marchés statiques pour des produits statiques. Or une fois les frontières indiennes enfoncées, il ne s'agissait pas de vendre à l'Inde des tissus, mais d'importer d'Inde des tissus et de vendre à l'Inde des équipements. Louis Bonaparte commettait donc la même erreur que Marx qui pronostiquait la baisse tendancielle des taux de profit alors que celle-ci était en réalité corrigée par l'innovation. Ainsi la combinaison des "boulets" et des innovations permit aux empires européens de conserver des marchés extérieurs. L'innovation technologique entraînant la spécialisation internationale, les métropoles se dotèrent du monopole des productions industrielles à forte valeur ajoutée. Elles transfèrent aux colonies les fabrications à main d'œuvre bon marché, quitte à ruiner les anciens producteurs métropolitains de ces produits. Mais les entrepreneurs refusèrent de compenser par des transferts sociaux les anciens producteurs métropolitains. Les gouvernements estimaient que la baisse naturelle du prix des consommations importées était

une mesure suffisante. La recherche de la main d'œuvre la moins chère possible restait la norme. Sauf pendant les crises cycliques, et surtout la Dépression, le marché prospéra de cette manière. Les entrepreneurs opposèrent constamment aux réformateurs le coût fiscal des politiques de relance, et la charge de toute mesure ayant pour effet d'augmenter le prix du travail". Nous y sommes revenus alors qu'il n'y a plus de colonies. C'est donc que le problème n'était pas là où le croit. Et que **ceux qui veulent lire notre présent au prisme obsessionnel du colonialisme se trompent de combat.**

Pour relativiser encore plus tout ceci il faut reconnaître que **la violence n'a pas été réservée aux colonies. Elle avait sa pleine place en France même.** Écrasement militaire du mouvement social en juin 1848. Répression sanglante de la résistance au coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en décembre 1851. Ecrasement féroce de la Commune de Paris en 1871 avec 30 000 morts. A ce sujet, dans son livre "Miroir de l'Occident" **Vullierme** qui nous dit que "*L'expérience traumatique de la Commune de 1870, née de l'anarchie ayant provisoirement suivi la défaite de Sedan, fut réprimée avec autant de violence et par les mêmes méthodes qu'une révolte coloniale*". Engagement systématique de l'Armée contre les grèves ouvrières, comme à Fourmies en 1891 qui fit neuf morts. Ou encore en 1906, après la catastrophe de la mine de Courrières, quand Clémenceau, alors ministre de l'Intérieur, envoya la troupe pour tenter de briser les grèves de mineurs ayant secoué le Nord et le Pas-de-Calais. Et enfin répressions paysannes, comme celle de 1907 quand le 17^e régiment d'infanterie de ligne, après avoir sur ordre de Clémenceau tiré sur les paysans en colère, faisant cinq morts, s'était mutiné, avait emporté ses armes et s'était réfugié parmi la population. On a oublié la violence des rapports sociaux de l'époque.

Sans parler de **la violence des guerres entre Européens** qui dépassent en atrocités tout ce qui a été commis outre-mer. La situation dans les colonies au même moment doit être donc recontextualisé dans la brutalité de ces temps. Non pas pour excuser celle-ci mais pour éviter de s'enfermer dans une impasse. Nombre de choses que nos grands-parents faisaient, nous ne les referions plus, pas plus la colonisation que tant d'autres actions. Est-ce que cela doit nous empêcher d'aller de l'avant, sans rien oublier bien au contraire, mais pour avancer ? Et qui nous garantit que nous ne faisons pas aujourd'hui en toute bonne foi des choses qui dans un siècle apparaîtront invraisemblables à nos petits-enfants. Cessons donc de nous enfermer dans un passé reconstitué à l'aune de nos valeurs car lire le passé avec nos grilles de lecture c'est aller à l'incompréhension. C'est pourtant ce à quoi nous conduisent avec délectation et véhémence les « études postcoloniales » qui dominent hélas dans le monde universitaire.

A ce moment de notre réflexion comment ne pas penser au grand **Braudel** qui dans sa "Grammaire des civilisations" a écrit : "*on a le droit d'affirmer que l'Occident en 1914, autant qu'au bord de la guerre, se trouve au bord du socialisme. Celui-ci est sur le point de se saisir du pouvoir, de fabriquer une Europe aussi moderne, et plus peut être qu'elle ne l'est actuellement. En quelques jours en quelques heures la guerre aura ruiné ces espoirs. C'est une faute immense pour le socialisme européen de cette époque de n'avoir pas su bloquer le conflit.*" Braudel va plus loin et remet en question un de nos tabous en posant la question du "*sens qu'il faut attribuer aux dernières démarches de Jaurès, le jour même où il va être assassiné*". Car on est bien obligé de constater que tous ceux, tous, qui avaient refusé de voir ce qui se préparait depuis des années en Allemagne et que Péguy n'avait cessé de dénoncer, qui avaient voté contre tous les budgets militaires, qui avaient théorisé la lutte des classes au point de leur

avoir fait rater le train de la campagne pour le capitaine Dreyfus parce que celle-ci ne concernerait que la bourgeoisie, tous se sont en un instant ralliés au gouvernement d'Union Nationale pour faire la guerre. Son assassinat aurait-il évité à Jaurès d'être du nombre ? Sa volteface aurait gravement abimé la belle image en forme d'icone que nous chérissons. On ose donc à peine formuler cette hypothèse sacrilège à laquelle Braudel nous invite pourtant délicatement à réfléchir. Un siècle après, sommes-nous surs d'être à l'abri d'une telle catastrophe ? Surement pas.

Bibliographie.

Fernand Braudel. "Grammaire des civilisations". Arthaud. 1987.

Philippe San Marco." Sortir de l'impasse postcoloniale". MPE. 2016.

Jean-Louis Vullierme. "Miroir de l'Occident". L'artilleur. 2014.

9. Changer de méthode.

L'équilibre des pouvoirs. Des processus inclusifs.

Les **épisodes de guerre civile** émaillent tellement notre histoire nationale qu'il est prudent de ne pas exclure leur répétition. Les plus de 12.000 victimes dans la France entière pendant la Terreur de Robespierre sont à comparer avec les milliers de fusillés en Juin 1848, avec les 20.000 ou 30.000 exécutions pendant la seule semaine de répression de la Commune de Paris. Nous atteindrons des chiffres identiques lors de la libération de la France en 1944. Plus près encore de nous, la guerre d'Algérie a vu ressurgir avec un grand naturel, 10 ans à peine après la victoire sur les nazis, des comportements abominables à l'égard de gens dont on prétendait pourtant qu'ils étaient des Français. Plutôt que les guerres mémorielles et les postures a posteriori qui sont de faible intérêt et parfois carrément ridicules, **c'est à chaque fois le recours à la violence, ou seulement la résignation à celle-ci qui doit nous interroger.** Car sans cela, l'histoire prendrait nécessairement un autre chemin. Si la France s'était par exemple interdit de torturer en Algérie, n'y avait même pas songé, d'abord parce que cela nous déshonore et peu importe que l'ennemi y ait recourt, le cours des événements aurait été tout autre. Il aurait fallu alors privilégier les solutions politiques. Le résultat eut sans doute été le même, mais au moins aurions-nous évité cette tâche qui pèse encore lourdement dans notre mémoire sans que nous ne puissions plus rien y faire. Et sans doute aurions-nous pu gérer pacifiquement une transition démocratique vers l'indépendance au lieu de laisser celle-ci se faire arracher par ceux dont justement les méthodes abominables faisaient craindre le pire pour le peuple algérien. De cela aussi on ne se débarrasse pas facilement. Il est donc **urgent, plus que sur le contenu des politiques à mener, que nous nous posions la question de la méthode d'élaboration de celles-ci.** Faute de quoi se répéteront, encore et encore, les périodes d'explosion de violences suivies de périodes d'apathie face à un pouvoir fort rendu inévitable pour sortir du chaos.

Sans sombrer dans un pacifisme bien hasardeux et irresponsable dans un monde dangereux, sans méconnaître les exigences du maintien de l'ordre public qui impose que "force doit rester à la loi", il est évident que **notre capacité à nous parler, à nous écouter, à rechercher un consensus entre nous est assez pauvre.** *"La France, elle n'est pas républicaine, ni bonapartiste, ni royaliste non plus. La France, elle est pognarde"* rapportait Charles Maurras en 1903. Sur ce point au moins, et même si cela gêne, il semble bien avoir raison. Tradition des coups d'Etat militaires, le dernier en date étant celui de 1961, émeutes insurrectionnelles, succession de régimes constitutionnels, habitude autoritaire, déviance plébiscitaire : depuis 1789 nous sommes une singularité parmi les régimes démocratiques. Et cela continue de nos jours. « Macron démission ».

Le système électoral, dont la seule fonction est justement de désigner des dirigeants légitimes pour agir au nom de tous, pousse dans un sens contraire à cet objectif simple. Le mode de scrutin d'élection des députés amplifie tellement le camp arrivé en tête que celui-ci dispose de majorités absolues qui sont très loin de traduire la réalité du corps électoral. La majorité des électeurs ne se sentent donc pas représentés ou en tout cas se considèrent injustement et artificiellement sous représentés. Un vote majoritaire dans ces conditions à l'Assemblée Nationale ne les engage donc pas car ils se sentent dépossédés de manière illégitime. De ce fait ils continueront d'exprimer ailleurs que dans les bureaux de vote leur

hostilité. L'adoption du "mariage pour tous", en fait l'ouverture du mariage aux homosexuels, ce qui n'est pas la même chose, est une caricature de cette situation. Bien sûr que le Président de la République élu l'avait inscrit dans son programme, mais son élection à deux tours ne vaut pas adhésion majoritaire à son programme, programme dans lequel ne se sont reconnus que ses seuls électeurs du premier tour. Et bien sûr qu'une majorité des députés l'a voté mais cette majorité parlementaire est factice, elle est le fruit d'un système électoral fait pour dégager des majorités d'une ampleur artificielle, et pas pour représenter la réalité du corps électoral. Ce sont là des vérités difficile à entendre mais plus encore difficile à surmonter. Surtout si chacun s'arcboute sur ses certitudes et oppose une légitimité à une autre. L'éternelle et vaine distinction entre pays légal et pays réel. Pour le mariage des homosexuels, avec le mode actuel d'élection du président et des députés, seul un référendum sur ce point aurait permis, non seulement de savoir la réelle position des citoyens et pas celle du miroir déformant des modes de scrutin, mais surtout aurait permis que le résultat ne soit plus discuté. Le peuple aurait tranché. Alors que là, **le sentiment demeurera pour de trop nombreux citoyens que le peuple a été dépossédé de ses droits. Quel que soit le sujet c'est cela qui est grave plus que le résultat.** Toute décision prise dans ces conditions est fragile, et entretient la volonté de revanche. Il est donc urgent de reposer la question du mode de scrutin. En sachant que si tous ont leurs avantages et leurs inconvénients, les inconvénients augmentent avec le temps et qu'il est bon de temps à autre qu'une pratique nouvelle puisse venir remplacer une pratique qui a été viciée. Or le mode de scrutin retenu en 1958 pour enrayer les dérives de la IVe république ne correspond plus et depuis longtemps aux besoins du pays. Le besoin d'un mode de scrutin permettant, fut-ce au forceps, de dégager à l'Assemblée des majorités absolues, fussent-elles factices, pouvait se comprendre quand l'exécutif était directement issu de l'Assemblée nationale. Ce n'est plus le cas. Depuis 1965 l'élection du président de la république se fait sans filtre, au suffrage universel direct, ce qui donne à celui-ci une puissante légitimité. D'ailleurs en 1986, quand les élections législatives ont été faites à la proportionnelle intégrale, une majorité absolue s'est quand même dégagée à une voix près, ce qui a conduit cette majorité à plus de cohérence et de solidarité. Enfin serait-il dramatique qu'il n'y ait pas de majorité absolue à l'Assemblée Nationale ? Bien au contraire cela imposerait des alliances, des compromis, toutes choses qui nous éloigneraient de la violence du passage en force, du rouleau compresseur que permet une majorité absolue artificielle. C'est ce qui s'est passé sans drame en 1988.

Nous sommes par ailleurs la seule démocratie dont le Parlement est à ce point réduit, soumis à l'exécutif : les sessions parlementaires ont constitutionnellement une durée extrêmement réduite, de l'ordre de la moitié de l'année civile, la procédure d'élaboration des lois est totalement entre les mains de l'exécutif, même l'ordre du jour est fixé par le seul gouvernement, seuls les amendements acceptés par celui-ci peuvent être débattus, des ordonnances permettent de transférer à l'exécutif l'élaboration des lois et pour finir les lois peuvent être adoptées sans vote. Seul le parlement français parmi toutes les démocraties est dans cet état de sujétion permanente. A se demander comment font les autres qui ont pourtant l'air de fonctionner au moins aussi bien que nous ! Certes l'histoire chaotique de nos institutions explique comment nous en sommes arrivés là. Ou plus exactement comment le Général de Gaulle a tiré les leçons des difficultés de la IVe République. Il ne s'agit pas de l'oublier, ni de revenir en arrière. Il s'agit de tenir compte du présent, et de la nécessité de mieux faire respirer nos diverses institutions, non pas pour coller à des principes abstraits, mais pour garantir justement que le fonctionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs permette

in fine que les décisions prises soient légitimes, comprises et acceptées. Or **Montesquieu se désolait de voir jusqu'où a été poussé en France le déséquilibre des pouvoirs**. C'est donc ailleurs qu'au sein de ceux-ci que les débats vont s'organiser, c'est-à-dire dans la rue ou dans les médias. Dans les deux cas il n'en sortira jamais rien de constructif, certainement pas quelque chose d'apaisé mais plus sûrement un magma hystérisé. Inutile de s'étonner ensuite que tout exécutif, national ou local, élu dans les conditions que nous savons, c'est-à-dire avec beaucoup d'abstentions, se voit, après une courte période de répit, contester sa légitimité même à exercer ses pouvoirs. Il est impossible d'avancer dans ces conditions, sauf par secousses chaotiques. Nous n'en sortons pas. Soit il faut **s'y résigner avec tous les dégâts que cela implique mais qui prennent désormais dans une société ubérisée et dominée par les réseaux sociaux des dimensions impressionnantes, inégalées jusque-là, et que plus personne ne contrôle. L'hypothèse d'une prochaine guerre civile est alors majeure**. Soit, face à cela il faut essayer de poser le bon diagnostic sur la méthode et arriver à le faire partager. C'est moins glorieux, c'est plus lent, mais au moins est-on assuré que chaque pas en avant ne sera pas suivi d'un recul au moins aussi grand voire plus.

Au-delà du mode d'élection des députés et du fonctionnement de l'Assemblée Nationale, mais lié à ces problématiques par le même souci d'inclusion des citoyens, **la question des référendums doit être abordée** dans une perspective identique. Ceux-ci ont historiquement mauvaise réputation en France car sous le Second Empire ils avaient été transformés en outils de plébiscite personnel. C'est pourquoi la tradition républicaine y répugne. Mais leur rareté même en a ensuite détourné l'usage : désormais le risque est grand que les électeurs ne les transforment quel que soit le sujet abordé en censure de celui qui pose la question. Ce risque n'est pas une originalité française puisque c'est ce qui arrivé en Italie lorsque Mateo Renzi a dû démissionner à la suite d'un referendum réformant l'élection des sénateurs. Chez nous le référendum relatif à l'Union Européenne et appelé bien à tort « constitutionnel » a laissé un gout amer puisqu'après avoir été rejeté, le traité de Lisbonne en a repris la plupart des dispositions selon la voie intergouvernementale, avec simple approbation législative. Le fossé avec les citoyens s'en est considérablement accru. C'est dire si l'outil est à manipuler avec précaution, s'il devait l'être. Pourtant la crise de confiance des citoyens à l'égard des institutions atteint un tel niveau et la légitimité des décisions publiques, fut-elles votées par le Parlement par des majorités absolues, est si faible que le référendum risque bien d'être le dernier outil pour arbitrer pacifiquement nos divergences. Dans un pays désormais adepte du slogan « on ne lâche rien », on mesure le handicap. Mais c'est peut-être la dernière étape qui nous reste avant la guerre civile. On a donc le devoir de la rendre possible en essayant de ne pas retomber dans les errances d'autrefois. A cet égard la Suisse nous indique un chemin. Metin Arditi, turc naturalisé suisse, déclare ainsi à propos de son pays d'adoption : « Ce pays n'est pas plus consensuel qu'un autre. Mais il y a, en amont des sujets traités, un accord sur le fait qu'il convient d'en débattre. Il y a consensus sur le processus. Le référendum impose son rythme. Il est lent, forcément. Les discussions seront approfondies, étalées dans le temps. Elles se font, non pas dans une perspective de café du commerce, mais dans un cadre structuré, avec, en dernier lieu, un vote formel. La psychologie du consensus, très subtile, ne consiste pas à mettre tout le monde d'accord, ce serait impossible. Mais elle permet à chacun de se sentir partie prenante. De se convaincre que son point de vue a été pris en compte. Si la décision finale ne va pas dans le sens qu'il souhaitait, il aura eu son mot à dire. Il en sera apaisé. Le propos du consensus n'est donc pas d'éliminer les disparités, il est de les affronter. Sa grande valeur est l'occasion qu'il offre à chacun de participer au débat. De ne pas avoir le

sentiment d'être citoyen de seconde zone, obligé de porter un gilet voyant pour être pris en compte. Le vrai mérite du référendum aura été de favoriser l'union nationale ». Certes en France toute référence à la Suisse est contreproductive tant ce pays est l'inverse de nous en matière de rêves et de rapport la réalité. Mais ses résultats devraient nous imposer un peu de modestie. En tout cas, pour notre pays au bord de la crise de nerf, il est sans doute prudent d'y rechercher une inspiration.

L'évocation rapide de ce qui relève des institutions politiques peut être poursuivie à l'identique dans les domaines professionnels, syndicaux, le monde de l'entreprise et plus largement dans tout ce qui a trait à la gestion locale et à la participation des citoyens. Car **tout ce qui renforce les corps intermédiaires et l'inclusion des citoyens dans l'élaboration des décisions va dans le sens de l'apaisement des débats et dans le respect des décisions prises.** Certes les processus sont plus longs mais ils sont les seuls à pouvoir garantir la force de décisions prises en commun. Faute de cela, comme nous en sommes déjà les témoins, les technologies nouvelles et les réseaux sociaux permettent au contraire de faire exploser les cadres de négociation au profit d'une addition d'individualismes ou pire d'une juxtaposition de minorités érigées en communautés, religieuses, ethniques, sexuelles, etc. La fragmentation est ici sans fin. Or **toute notre histoire nous handicape à cet égard.** C'est en effet de la tradition monarchique héritée de Louis XIV, reprise par les Jacobins, et amplifiée par Napoléon Bonaparte, dont il faut s'écarter. Pour s'imprégner au contraire de Montesquieu, des Girondins, de Benjamin Constant, de Tocqueville, de Proudhon, tous bannis de notre légende nationale parce qu'ils "ne nous font pas rêver".

C'est pourquoi, encore et toujours, la question de **la décentralisation** doit être reposée à l'aune de notre propre bilan et à celui de nos voisins européens. Quels que soient les reproches fait à la décentralisation enfin opérée dans les années '80, ceux-ci appellent des corrections mais certainement pas une recentralisation, bien au contraire. Il reste par exemple anormal que la moindre difficulté dans le secteur public, parapublic mais aussi privé, ne trouve sa solution qu'après un long conflit résolu « à Paris » à coup d'argent public emprunté sur les marchés internationaux et dont le remboursement est laissé à la charge des générations futures. Pourquoi par exemple ne pas réfléchir à l'élection des dirigeants des agences régionales de santé et les laisser assumer seuls leurs responsabilités devant leurs électeurs dans un cadre légal et financier défini globalement par le Parlement en fonctions de critères égalitaires ? Pourquoi ne pas cesser d'élire tous les responsables des collectivités locales le même jour afin de rompre la transformation de la moindre élection locale en déclinaison d'un scrutin national. Ne pas voter le même jour de la même année à Bordeaux, à Paris, à Nantes, etc., ramènerait immédiatement les enjeux locaux sur le devant des priorités proposées aux électeurs au lieu qu'ils soient comme aujourd'hui gommés au profit des affrontements nationaux. C'est ce que font nos voisins Allemands et Italiens. On peut multiplier les exemples de bon sens qui tendent tous à responsabiliser et donc à inclure tous les citoyens au lieu de les infantiliser. Bref s'inspirer de Proudhon pour rompre la tradition centralisatrice qui règne en France depuis Louis XIV et à laquelle la Révolution et Marx ont donné ses lettres de noblesse.

Un autre domaine où il est à la fois urgent et facile de mettre en place des processus inclusifs des citoyens dans l'élaboration des décisions est celui qui concerne **l'urbanisme et la réalisation des grandes infrastructures.** Comment par exemple ne pas considérer, au-delà des

décisions finalement prises, comme un grave échec collectif la manière avec laquelle ont été gérés les dossiers de l'aéroport de Notre Dame des Landes, du barrage de Sirven ou celui des portiques pour le paiement des écotaxes. On pourrait multiplier les exemples. Pourtant à chaque fois la loi impose des enquêtes publiques, des commissaires sont nommés, des consultations sont organisées, chacun peut s'exprimer. Mieux, dans le cas des portiques, c'est à la suite d'un processus de large consultation-concertation, que la décision fut prise à l'unanimité des parlementaires mais aussi de tout le monde associatif représentatif, tous rassemblés dans des "Etats généraux (*encore la mémoire du vocabulaire de la Révolution*) de l'environnement". Tout cela pour reculer le jour du démarrage des chantiers d'installation devant des personnes qui ne se sentent absolument pas engagées par les décisions prises et annoncées à grands coups de trompe. On connaît la suite, piteuse et couteuse dans le cas de ND des Landes et celui des portiques. Avec un mort en plus à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre dans le cas du barrage de Sirven. Difficile de faire plus mal.

En dehors des grandes infrastructures, **on pourrait multiplier dans la gestion urbaine les exemples de ces moments d'inclusion ratée des citoyens dans les processus de décision.** Permis de construire, déclaration d'utilité publique, aménagements de l'espace public, autant d'occasions de se parler, de s'écouter et d'éviter par principe de passer en force. Souvent la loi impose pourtant des commissions d'enquêtes publiques chargées de recueillir l'avis des citoyens et suivies des conclusions du commissaire enquêteur. Mais celles-ci sont considérées comme des obstacles. Tout est donc fait pour les contourner : enquête faite en période de vacances, affichage illisible, accès au "cahier de doléances" qui relève du parcours du combattant, délégitimation du rapport du commissaire enquêteur si celui-ci ne convient pas, et pour s'en prémunir choix de commissaires enquêteurs connus pour leur complaisance à l'égard de l'administration. D'ailleurs c'est le maître d'ouvrage qui légalement paie le commissaire enquêteur. On ne s'étonnera donc pas que les avis défavorables soient rarissimes, moins de 1% du total. Mais c'en est encore trop et, sous prétexte de simplification administrative, le nombre d'enquêtes publiques est passé de 9.098 en 2013 à 5.860 en 2017. Un décret de 2018 va encore aggraver cette évolution en organisant à terme le remplacement des enquêtes publiques par une simple consultation sur Internet. Tout est ainsi fait pour renforcer le citoyen dans sa conviction qu'il s'agit d'une concertation "bidon", que la décision est donc illégitime et ne s'applique pas à lui. **C'est finalement de part et d'autre toujours la violence qui l'emporte.** Doit-on s'en satisfaire ? C'était déjà difficile dans le "monde d'avant", mais dans une société comme la nôtre, qui fonctionne à flux tendus, sans intermédiation, où le temps des investissements est long, cela devient un handicap extrêmement paralysant voire une perte définitive. Car on ne peut jamais revenir sur un recul. Là encore, pour reprendre l'exemple de la guerre d'Algérie, autant imaginer et s'imposer en amont des processus lents et calmes d'élaboration des décisions au terme desquels il est impossible de revenir en arrière. Sauf à admettre que des minorités extrémistes souvent sans rapport avec le sujet imposent leur loi. Mais alors nous parlerions d'autre chose : de la fin de la notion d'intérêt général, de celle de bien commun. Nous parlerions de l'émergence, par lâcheté collective, d'une société réduite à la cohabitation de groupes qui se détestent, qui n'ont rien à se dire, qui restent calmes tant qu'aucune autorité collective ne vient leur rappeler leur appartenance à une nation commune. Une société éclatée dont la grande menace pour les "responsables" est, selon l'expression à la mode, "la convergence des luttes". C'est-à-dire l'agglomération de tous les mécontents de leur sort personnel, sans jamais aucune perspective commune. C'est alors

que, **pour avoir reculé pour éviter la confrontation, nous en reviendrions par ce détour à la guerre civile.** Nous n'avons donc pas vraiment le choix.

De même que notre démocratie a dû se résoudre avec retard et beaucoup d'imperfections à intervenir dans le fonctionnement et **le financement des partis et des campagnes électorales**, il est nécessaire que nous acceptions de faire de même avec **les syndicats** qui sont une autre manière de représenter les citoyens et de donner vie à notre pacte social. Or actuellement leur extrême division, qui va avec leur très faible représentativité, est dangereuse pour tous. Là encore très peu de salariés, environ 5% d'entre eux, sont membres d'un syndicat et très peu attendent un mot d'ordre vécu comme venant d'une source qui ne les représente pas. Et pourtant une vive compétition électorale entre syndicats dans des conditions de grande opacité vient renforcer chez chacun le besoin de faire plus que le voisin, et donc d'en rajouter dans la revendication pour se faire remarquer. Le résultat en est un éparpillement de forces qui ne menacent pas du tout le patronat au profit de dispositifs spontanés qui refusent toute structuration, certes capables de saisir une occasion pour s'imposer mais pour disparaître le lendemain, laissant aux syndicats le soin de gérer des crises à l'origine et à la conclusion desquelles ils ne sont pas. Pas simple pour eux. Il suffit pourtant de regarder ce qui se passe chez nos voisins britanniques, allemands, néerlandais et scandinaves pour voir que nous avons des progrès à faire. Et qu'il ne s'agit pas d'expérimentations théoriques hasardeuses dont nous raffolons mais de réalités concrètes dont il est possible de s'inspirer et dont les résultats sont mesurables. Ah ! Certes ceci est moins glorieux que de sortir, bannières au vent, l'héritage intangible de **la Charte d'Amiens** dont plus personne ne sait de quoi il s'agit, mais dont chacun comprend qu'il va nous renvoyer au confortable affrontement entre communistes et socialistes, entre marxistes et libertaires, etc. qui n'intéresse plus personne.

Toutes choses totalement déconnectées des réalités du capitalisme du XXI^e siècle et qui ne font que faire apparaître encore plus impérieux le besoin d'une analyse renouvelée de celui-ci, d'une nature proche de celle que Marx a apporté au capitalisme naissant du XIX^e siècle. Que celle-ci soit depuis longtemps caduque rend son actualisation d'autant plus urgente, débarrassée de sa fumeuse et inutile prétention à une hégémonie philosophique enfermée dans sa gangue hégélienne originelle et s'auto-proclamant de type scientifique. Et surtout une analyse allégée du bilan catastrophique du communisme réel, non seulement en termes économiques mais aussi et d'abord politiques. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Dans une économie-monde issue d'une nouvelle mondialisation que personne n'a vraiment décidée et qu'aucune instance internationale ne régule plus, un pareil mot d'ordre recontextualisé n'a jamais semblé plus d'actualité. Au lieu de cela, même à la seule échelle de l'Union Européenne les partis d'une même famille politique ne se parlent même pas entre eux. Chacun continue d'élaborer son programme en ignorant ses voisins. Bouleverser la donne, ne reconnaître désormais de structure politique qu'à la dimension européenne, ne devrait pas choquer plus que naguère la création de la « section française de l'internationale ouvrière », feu la Sfi de Léon Blum. Cela seul nous éviterait la schizophrénie, le claquage musculaire mental, auxquels sont contraints les responsables politiques de gauche comme de droite qui pérorent au niveau national et sont contraints de changer de pieds dès lors qu'ils sont au gouvernement. Et alors d'accuser bien à tort de tous les maux « Bruxelles », voire « les Allemands » et leur éternel « diktat ». Le simple dialogue avec les autres formations des mêmes familles politique aurait bien en amont et sans drame fait comprendre les nécessités des compromis qui n'ont rien d'artificiels et ne sont pas imposés par des méchants dont nous

serions les pauvres victimes condamnés à la « résistance » héroïque au travers de bien improbables « plan B », fussent-ils maquillés en plus mesurée « renégociation des traités » sans qu'on sache jamais lesquels ni sur quoi.

Gilles Clavreul en Janvier 2019 tentait de nous donner des pistes : « **Plutôt que de courir derrière des Gilets Jaunes** qui les battent froid, les responsables politiques de droite et de gauche seraient bien mieux inspirés de réfléchir, loin du tumulte, à un **retour aux fondamentaux de la démocratie représentative**. Cela passe par une restructuration profonde des partis politiques. Imparfait et mal-aimés, ils sont pourtant l'un des organes vitaux de la démocratie, au même titre que l'Etat, les collectivités locales, les syndicats et la presse. Professions de foi, organigrammes, recrutement, formation, vie interne, relations aux citoyens, communication : tout est à revoir, tout est à réinventer. Dans l'état particulièrement déliquescence de notre vie politique, la prime est encore à la disruption, au chamboule-tout et aux stratégies personnelles ». La plaisanterie du « grand débat » en est une illustration parfaite. Gilles Clavreul poursuit : « Faisons le pari inverse : que les premiers à reconstruire « en dur » une formation politique digne de ce nom, ceux qui auront la témérité d'écarter les recettes marketing, les recrutements sur internet et qui braveront la dictature des éléments de langage, ceux-là seront peut-être près de trouver la recette d'un succès durable, assis sur la confiance et la fidélité d'une part significative de citoyens. Gageons aussi qu'un retour, certes dans des termes profondément renouvelés, du clivage gauche-droite, qui est la langue même de la démocratie représentative, donnerait des repères à une vie politique qui n'en offre plus guère. »

Bref, pour éviter l'éclatement plus ou moins pacifique il est temps d'aspirer à moins de grandeur mais à plus de patience, plus de résultats concrets. Pourtant plus que jamais rêver est devenu une sommation à l'égard de nos élus. «**Faites-nous rêver !** » A l'inverse, malheur au candidat qui ne fait pas rêver et qui essaie, le malheureux, l'imbécile, de faire des propositions pour régler les problèmes concrets. Il s'agit là d'une variante de l'exigence nouvelle que nos gouvernants soient porteurs d'un "**récit national**", d'être chacun une sorte d'Alain Decaux de la politique. Tout cela montre seulement que nous aimons être au théâtre, et qu'on nous rejoue toujours les mêmes scènes, avec les mots que nous aimons entendre et réentendre, si possible en costume de l'époque, bonnet phrygien sur la tête. S'occuper des problèmes du présent nous apparaît presque vulgaire. C'est là un travers ancien. **Jacques Chastenet** a écrit à cet égard que "*Louis Philippe est tombé sous le mépris populaire en grande partie parce, sous son règne, la France, comme le proclamait Lamartine, "s'ennuyait". En d'autres termes qu'on ne lui offrait pas de batailles pour la distraire*" Et le même **Chastenet** assénait la vraie raison selon lui du soulèvement parisien de la Commune : "*Ce n'est pas parce que l'on vient de supprimer leurs trente sous par jour qu'en février 1871 les gardes nationaux se fédèrent, c'est parce que cette suppression prélude à leur licenciement, c'est-à-dire au retour à l'ingrat labeur et à la monotonie*". Encore aujourd'hui, et paradoxalement plus que jamais, **nous avons besoin d'être exaltés plus que convaincus**. Evidemment lorsque le miracle se produit, il ne peut par définition pas durer longtemps. Et nous voilà à nouveau prêts à détruire ce que nous avons adoré.

Bibliographie.

Algan et Cahuc. "La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit".
Ens éditions. 2007.

Laurent Bouvet. « La nouvelle question laïque ». Flammarion. 2019.

Jacques Donzelot. "Quand la ville se défait". Seuil. 2006.

François Dubet. "Ce qui nous unit. Discriminations, égalité et reconnaissance". Seuil. 2016.

Jérôme Fourquet. « L'archipel français ». Seuil. 2019.

Habib et Raynaud (sous la direction de). "Malaise dans la civilité ?". Perrin. 2012.

Guy Hermet. "L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime". Colin. 2007.

Pierre Lascombes. "Une démocratie corrompible. Arrangements, favoritisme et conflits
d'intérêts." Seuil. 2011.

Fabrizio Maccaglia. "Palerme, illégalismes et gouvernement urbain d'exception". Ens
éditions. 2009.

Marylin Maeso. "Les conspirateurs du silence". Les éditions de l'Observatoire. 2018.

Charles Rojzman. "Vers les guerres civiles. Prévenir la haine". Lemieux éditeur. 2017.

Charles Rojzman. "Violence dans la République. L'urgence d'une réconciliation". La
découverte. 2015.

Philippe San Marco. "L'armée dans les cités ou changer de politique". La Convention
Citoyenne. 2013.

Dominique Schnapper. "La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation".
Gallimard. 1994.

Titre IV.

Mémoires de l'adversité. *(Fragilités et résiliences européennes)*

1. Du bon usage de la guerre civile en France.
2. Allemagne, mère blafarde.
3. Italiani, brava gente ?
4. La guerre civile européenne.
5. A l'est, la guerre sans fin.

Il s'agira ici de rassembler toutes ces mémoires européennes, éparses et meurtries, oubliées bien souvent mais pourtant toujours pesantes. L'exercice n'a pas pour objet de réveiller les vieilles querelles mais au contraire de permettre à chacun d'entre nous, séparément, mais aussi tous ensemble, de mesurer combien chacun de nous a souffert. Qu'il y a en Europe un stock immense de souffrances qui impose le respect, le calme, la compassion. Un stock de souffrances à l'aune duquel chacun ressent charnellement que c'est aussi et peut être surtout cet héritage qui loin de nous opposer nous unit, un héritage qui fonde une identité commune dont nous pouvons faire le ciment d'une vie commune. Comme si la diversité des mémoires était justement un des éléments structurants de l'identité européenne secouée par une nouvelle mondialisation qui en tout état de cause s'impose à elle avec la force d'un gigantesque tsunami.

1. Du bon usage de la guerre civile en France.

Jacques Marseille a ainsi intitulé un de ses livres publié en 2006 et dont le contenu est d'une actualité brûlante. Il y parlait de la guerre civile comme d'une passion nationale. Il y évoquait la renaissance de nos jours d'un « nouveau tiers-état aux frontières élargies », d'une « France du milieu qui a conscience de disparaître en tant que groupe homogène » tandis que « dans ce monde du « je » qu'est devenue la société française, seuls comptent les combats des « minorités » pour faire reconnaître leurs « droits » et des nombreuses tribus pour délimiter leurs territoires ». Il y affirmait pourtant que dans notre histoire « les sorties de guerre civile ont été les moments privilégiés, sinon uniques, des adaptations successives de notre pays aux nécessaires évolutions qui forgent les croissances fortes, les justes répartitions et donc le mieux vivre ensemble ». Car en même temps que le pays s'était régulièrement trouvé aux bords de l'abîme, apparaissaient toujours, enfin sont toujours apparus jusque-là, des personnages qui allaient permettre le sursaut et la reprise, la continuité d'une histoire qui aurait pu s'arrêter là. Ainsi de Jeanne d'Arc à de Gaulle, avec une mention particulière à Henri IV dont le règne aura vu la raison triompher du fanatisme. Pour Jacques Marseille, la « rupture » est donc consubstantielle à l'incapacité des modèles français successifs à se réformer. En ce sens l'utilisation par Emmanuel Macron de l'adjectif « disruptif » pour qualifier sa politique a du sens.

Mais évoquer la rupture ne suffit pas. Sauf à rester à la surface des choses, ou pire à la transformer en un slogan, simple et dès lors vulgaire objet de communication, il y faut aussi de la méditation sur le temps long. En France, ne serait-ce que pour la période contemporaine, l'histoire nous donne suffisamment d'exemples d'ouvrages qui illustrent le préalable de la constitution d'un univers mental qui ouvre une brèche dans la bataille des idées, victoire que porteront ensuite un ou plusieurs individus que les circonstances feront émerger du marécage.

C'est **Jules Michelet** qui publiait ainsi dès janvier 1871 « la France devant l'Europe » dans lequel il tentait de penser le désastre national en cours, avant même son issue. Michelet, pacifiste convaincu qui avait été jusqu'à signer avec Marx et Engels en Aout 1870 une « Adresse au peuple allemand et au peuple français ». Mais Michelet, chantre de l'histoire de France et de la république, se pose alors en accusateur sans concessions des coupables du drame. D'abord bien sûr Napoléon III et sa guerre imbécile en Crimée, son expédition délirante au Mexique, son engagement aveugle en faveur de l'unité italienne contre l'Autriche alors que celle-ci nous protégeait de l'expansionnisme prussien, seule et vraie menace. Enfin Napoléon III responsable de cette déclaration de guerre débile, au mauvais moment et sans allié. Mais coupable ensuite et surtout le militarisme prussien, intrinsèquement porteur de guerre, que Michelet, qui a tant aimé les peuples allemands, est le premier à dénoncer, bien au-delà de l'épisode de 1870. Ce militarisme borné qui allait peu à peu s'emparer du cœur de l'Europe jusqu'à la faire exploser avec deux guerres mondiales et la Shoah. La Shoah, abomination suprême dont seule l'Allemagne s'est rendue coupable dans toute l'histoire de l'humanité. Michelet, qui avait vécu dans son enfance les deux occupations de la France en 1814 et en 1815 et qui assénait donc que celles-ci avaient déjà suffisamment assouvi un désir de vengeance né des guerres napoléoniennes. Qu'il s'agissait donc d'autre chose, sans

fondement légitime et d'intrinsèquement pervers et auquel il fallait s'opposer d'un bloc, sans la moindre fêlure, le moindre doute. Michelet affirmait que « sans la guerre et son aveugle bouillonnement, Bismarck savait qu'il ne pourrait jamais museler l'Allemagne ». Cette Prusse qui, avant de s'en prendre à l'Autriche et à la France, avait déjà englouti sans ménagement les villes libres du Rhin porteuses d'une antique et belle culture. Qui avait annexé brutalement le Hanovre, la Hesse, Nassau, Francfort. Cette Allemagne prussienne dont aucun texte, aucune proclamation, aucun discours, ne sont venus enrichir le panthéon de la civilisation européenne. Un angle mort de la pensée qui conduira jusqu'au nazisme qui n'est donc pas un accident mais un aboutissement.

C'est **Ernest Renan** qui dès 1871 affirme que « dans la lutte qui vient de finir, l'infériorité de la France a été surtout intellectuelle » et pose donc les bases d'une « Réforme intellectuelle et morale de la France », avec d'abord « la liberté de penser qui, alliée à la haute culture, loin d'affaiblir un pays est une condition du grand développement de l'intelligence », ce qui implique la séparation d l'Eglise et de l'Etat car « nous autres, pour avoir la liberté, nous avons été obligés de nous séparer de l'Eglise ». Renan qui dénonçait aussi la Prusse, l'accusait d'avoir annexé l'Allemagne, et affirmait que « lentement, savamment, elle préparait la vengeance d'injures qui pour nous étaient des faits d'un autre âge, avec lequel nous ne nous sentions aucun lien et dont nous ne croyions nullement porter la responsabilité ». Analyse dont on entend un écho de nos jours à-propos cette fois de la colonisation effectuée à la fin du XIXe siècle et qui nourrit aussi contre nous des haines mortelles qu'il faudrait éviter de nier car elles sont porteuses d'une nouvelle guerre civile.

C'est **Marc Bloch**, qui analysait dès 1940 les causes de « l'étrange défaite » et qui affirmait lui aussi que « le triomphe des Allemands fut essentiellement une victoire intellectuelle, et c'est peut-être ce qu'il y a eu en lui de plus grave ». Et de rappeler que « notre machinerie de partis exhalait un parfum moisi de petit café ou d'obscur bureaux d'affaires. Elle n'avait même pas pour elle l'excuse de la puissance puisqu'elle s'est effondrée aux premiers souffles de l'arbitraire. Prisonniers de dogmes qu'ils savaient périmés, de programmes qu'ils avaient renoncé à réaliser, les grands partis unissaient fallacieusement des hommes qui sur les grands problèmes du moment, on le vit après Munich, s'étaient formés les opinions le plus opposées. Ils en séparaient d'autres qui pensaient exactement de même. Ils servaient simplement de tremplin aux habiles qui se chassaient l'un l'autre du pinacle ». Marc Bloch qui appelait de ses vœux la création d'une école nationale d'administration pour affirmer l'intérêt général contre les corporatismes qui et assénait qu'« il y a deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims et ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération », celle du Champ de Mars le 14 Juillet 1790. Et tout ceci ne nous servirait-il pas ?

C'est **Jean Zay**, que devraient lire ceux qui proposent d'annuler notre dette devenue excessive et de ne pas respecter nos engagements européens, qui dénonçait par exemple qu'en 1932 l'Assemblée nationale ait décidé de ne plus rembourser nos dettes à l'égard des Etats Unis, ce qui conduira ce pays à l'isolationnisme et précipitera le drame mondial. Jean Zay qui insistait sur le travers des Français dont « le moins patriote, le plus éloigné des vanités nationales, croit que tous les problèmes internationaux doivent se juger dans le monde par rapport à la France ». Zay, qui insistait lui aussi sur l'urgence de créer une école nationale d'administration.

Il ne s'agit donc pas ici de glorifier une histoire qui est ce qu'elle est mais au contraire de se rappeler les nombreuses fois où le pays a bien failli être englouti, et aussi qu'il ne s'en est jamais sorti ni par miracle ni par accident, mais par une saine remise en cause qu'il semble ne savoir faire que dans l'urgence, quand la crise le lui impose.

Mais quels que soient les chemins qui seront empruntés et les outils qui devront être utilisés pour avancer vers une démocratie apaisée et inclusive, ce serait une lourde erreur que de penser que l'on peut écrire l'histoire de France sur une page blanche, en faisant table rase de son passé. Il y a une identité française qu'il faut connaître, aimer malgré ses ombres et pour ses lumières, et qu'il s'agit de poursuivre et d'adapter aux temps présents. C'est **Auguste Blanqui**, grand chef révolutionnaire qu'il serait peu crédible de classer parmi les réactionnaires, qui écrivait en 1834 : « Il est impossible d'imposer à la France, telle que l'a faite un passé de quatorze siècles, des mœurs, des idées, une croyance complètement étrangère ou opposée à la croyance, aux idées, aux mœurs qui sont le résultat du lent travail d'organisation de ces quatorze siècles. Ce serait dire à la France qu'elle ne serait plus la France, ce serait vouloir changer tout un peuple par une soudaine métamorphose, comme dans les Mille et une Nuits on voit les enchanteurs changer un homme en cheval ou en chien avec une parole magique ». Au bon entendeur de 2019, salut !

Bibliographie.

Marc Bloch. « L'étrange défaite ». Société des Editions Franc-Tireur. 1946.

Louis Madelin. "Deux relèvements français, 1815-1818, 1871-1878". Flammarion. 1951.

Jacques Marseille. « Du bon usage de la guerre civile en France ». Editions Perrin. 2006.

Jules Michelet. « La France devant l'Europe ». Publié à Florence en 1871. Réédité par les éditions Verdier. 2012.

Ernest Renan. « La réforme intellectuelle et morale de la France ». 1871. Réédité par Calmann-Lévy. 1967.

Jean Zay. « Souvenirs et solitude ». Julliard. 1946. Réédité aux Editions Bellin. 2010

2. Allemagne, mère blafarde.

« O Allemagne, mère blafarde !/Comme te voilà souillée/Parmi les peuples./Au milieu de ceux qui sont salis,/On te remarque encore./...Ô Allemagne, mère blafarde /Qu'ont fait de toi tes fils/Pour que tu sois parmi les peuples/Cette dérision ou cette terreur ? ».

Ainsi commence et se termine un poème de Berthold Brecht écrit en 1933, qu'Helma Sanders-Brahms utilisa pour le titre d'un film qu'elle réalisa en 1980 : *Deutschland, bleiche Mutter*. De fait, si les Français sont héritiers d'une histoire chaotique faite d'ombres et de lumières, les Allemands sont eux confrontés à une situation bien pire. « Que tout recommence à fonctionner, rien que fonctionner » semble être, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, leur unique horizon. Ce que le film raconte avec une froideur lucide et sans aucun apitoiement. C'est que si les peuples Allemands sont porteurs d'une vieille et belle civilisation, leur Etat unitaire s'est révélé intrinsèquement une catastrophe, pour eux et pour les autres. Difficile de vivre avec cela. Ce n'est d'ailleurs que récemment, depuis **la chute du mur de Berlin**, qu'ils tâtonnent dans l'élaboration d'un nouveau destin. Autant dire, l'inconnu.

On a vu comment l'unité allemande s'était tardivement réalisée. Par la Prusse, à marche forcée, au son des canons et au mépris de séculaires identités. Une construction verticale et militarisée, ne tenant que sous tension. Ce n'est, bien plus tard, que contrainte et forcée par les forces d'occupations occidentales qu'elle s'est reconstruite à l'ouest sur une base fédérale, élargie à sa partie orientale après une réunification surprise consécutive à l'effondrement non anticipé du bloc communiste. Réunification qui fit renaître tant de peurs, à l'ouest comme à l'est, que l'Allemagne nouvelle dûit accepter de se contenter d'un périmètre le plus petit de toute son histoire, de réduire son armée à des effectifs inférieurs à ce qu'ils étaient dans les deux Allemagnes du temps de leur division, mais aussi de renoncer à sa monnaie en gage d'intégration pacifique et sans retour dans l'Union Européenne. Autant dire que tout cela, si nouveau, est bien fragile. Raison de plus pour ne pas le remettre en cause. Car c'est le résultat final de trois guerres franco-allemandes, dont deux élargies au monde entier. **La chute du mur de Berlin** signait donc la fin des efforts de deux générations d'européens qui n'avaient eu de cesse de bâtir sur les ruines et sans haine les fondements d'une espérance nouvelle. Nous aurions bien tort de ne pas savourer ce succès collectif dont nous sommes à la fois les acteurs et les héritiers. Et dont nous devons assurer la transmission aux générations futures, pour lesquelles tout ceci est tellement une évidence qu'elles pourraient se laisser distraire et ne pas voir les nouvelles menaces.

C'est pourquoi il est lamentable de reprendre à l'égard de l'Allemagne des slogans d'un autre âge. Réunifié, démocratique, débarrassé de sa dimension militariste, ce pays a droit comme les autres, comme nous, à s'aimer un peu et à vouloir préserver une identité qu'on ne saurait réduire aux drames de sa construction unitaire. C'est ce que symbolise la réapparition récente en Allemagne du mot « **Heimat** » qui désigne à la fois la patrie, le pays natal, la province natale, la région d'origine, le lieu de naissance, bref, la petite patrie. Le « bled » diraient avec affection et tendresse nos concitoyens d'origine maghrébine. Cet Heimat qu'a si bien exploré la belle série cinématographique éponyme (*Heimat - Eine deutsche Chronik*). Ce mot disqualifié et imprononçable du fait du nazisme, et auquel, avec son film, Edgar Reitz a rendu sa dignité. Ce mot qui, tel un petit signe de vie venant des profondeurs d'un marécage, est

réapparu très officiellement dans la composition du dernier gouvernement de Mme Merkel dont le ministre de l'Intérieur s'est vu ajouté le titre de « et du Heimat ». En France cela donnerait donc quelque chose comme : « Ministre de l'Intérieur et de la terre natale ». Ou « Ministre de l'Intérieur et des racines ». Ou encore « Ministre de l'Intérieur et de la patrie ». Succès de polémiques garanti. Or ce retour sur soi avec une certaine mélancolie n'a rien de scandaleux. C'est même l'inverse qui est dangereux car, malgré tout le passé qui n'est pas nié, **il faut bien s'aimer un peu pour avancer. Faute de quoi l'on s'expose à des embardées.** Par exemple, la volonté soudaine d'accueillir sans aucune préparation intérieure ni consultation de ses partenaires européens près d'un million de syriens au cours de l'été 2015 n'est-elle pas d'abord l'expression d'une haine de soi s'exprimant par un désir névrotique d'être enfin aimé ? L'image de l'Allemagne devait en être complètement modifiée. Et l'on mesurait là à quel point cela comptait. Les affiches avec écrit en allemand et en arabe « Mère compassion », ou directement en allemand « nous vous aimons », étaient à cet égard une belle récompense. Les Français qui adorent qu'on les aime auraient dû le comprendre au lieu de se figer dans l'effroi, également compréhensible, de ce que l'exemple allemand pourrait signifier dans notre pays déjà incapable d'intégrer des millions d'immigrés, enfants et petits-enfants d'immigrés nés français. Le malentendu entre les deux pays aurait pu alors déboucher sur une crise.



« *Wir schaffen es* » (« On va y arriver ») déclarait Mme Merkel euphorique avant d'être ramenée brutalement sur terre par la sanction électorale de sa politique et de devoir renier cette expression. Sa remplaçante à la tête de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, a d'ailleurs commencé son mandat en déclarant que son but principal était d'« empêcher que ne se répète ce qui s'est passé en 2015 », afin de corriger l'idée d'une « perte de contrôle » de l'Etat . La politique migratoire de la chancelière ayant été accusée par beaucoup d'avoir alors plongé le pays dans « le règne du non-droit ». Ce qui pour un Allemand est la fin de tout, alors que les Français, pourvus que soient proclamés les grands principes, s'accrochent parfaitement du chaos et de la non-application des lois.

L'Allemagne n'en a donc pas fini de tâtonner dans la recherche de ce qu'est désormais sa place dans le concert des nations, et d'abord dans l'Union Européenne. Dans la recherche de son identité enfin débarrassée de ses entraves et ayant remis le passé à sa place. Ce sera sans doute la tâche d'une nouvelle génération. Soyons patients. L'affaire est complexe et mérite respect, attention, amitié et fraternité, mais aussi, disons-le, de lucidité. C'est bien pourquoi il est très dangereux de voir reflourir des slogans antiallemands reprenant la logomachie d'avant-guerre. Le drapeau nazi flottant sur Athènes lors des négociations de la Grèce avec l'Union Européenne. Les caricatures présentant Mme Merkel coiffée du casque à pointe, telle un nouveau Bismarck. JL Mélenchon allant jusqu'à déclarer à propos des dettes de certains Etats européens que « L'Allemagne paiera », selon le slogan des années 1920 et 1930. Tout ceci est à la fois injuste et dangereux. Car, devant l'incertitude de l'environnement européen et mondial, l'auto-réalisation des prophéties les plus débiles pourrait fonctionner. Alors que la compréhension de ce qui travaille en profondeur la société allemande peut aider à accompagner celle-ci, à lui permettre d'être à la fois plus sereinement fidèle à son histoire, à son identité, et plus fermement ancrée dans une construction européenne embrayant sur les nécessités du temps présent.

A cet égard écoutons le professeur **Pierre Béhar** qui, dans son introduction au livre déjà cité de Nicole Parfait « Une certaine idée de l'Allemagne. L'identité allemande et ses penseurs de Luther à Heidegger », écrivait ainsi en 1999, soit après la réunification allemande : « Après l'effondrement du Reich qui, tel le royaume du Christ devait durer mille ans, l'Allemagne de la seconde moitié du XXe siècle, du moins celle de l'ouest, celle du vieil Humanisme, axée autour du Rhin, l'ancienne voie royale des imprimeurs et l'un des plus grands foyers spirituels de l'Occident, a rompu avec la tradition de pensée dont Heidegger, dernier apologiste de cette Allemagne universelle et rédemptrice, formula les ultimes délires au moment où, comme l'avait prévu Heine, la « révolution opérée dans le monde de l'esprit » achevait de s'accomplir dans « le monde des faits », quand le rêve se mue en cauchemar ». Mais, assène Pierre Béhar, « le mythe de « l'année zéro » ne peut se comprendre que par opposition à un passé renié. Refuser d'étudier ce passé serait se condamner à ne pas comprendre pourquoi, on a pu concevoir une « année zéro » pour un peuple à l'existence plus que bimillénaire, à ne pas comprendre contre quelles valeurs et quelles conceptions l'Allemagne s'est refondée. Etudier le passé n'est pas s'y complaire. C'est le comprendre, seul moyen de le conjurer, donc d'éviter de le revivre. » C'est pourquoi Pierre Béhar évoque « **l'alternative essentielle d'une Allemagne entrée depuis la chute du mur de Berlin dans la seconde phase de sa résurrection depuis le second conflit mondial.** Revenue d'un coup au centre du continent européen, elle est à la croisée des chemins, devant, pour achever de reconstituer son identité, **choisir de confirmer son adhésion aux conceptions intellectuelles et aux valeurs spirituelles de l'Occident, ou céder aux sirènes d'une « voie propre » d'un Sonderweg** ». Ce n'est pas une mince affaire car, on l'aura compris, il s'agit pour les Allemands d'une rupture avec les hallucinations nationalistes qui se sont constituées en Allemagne, certains diraient même qui sont constitutives de l'Allemagne. Il s'agit de leur adhésion à la conception de l'universalisme issue des Lumières et de la Révolution française. C'est là un enjeu autrement plus important que le différentiel de croissance ou le respect des équilibres budgétaires.

Or reconnaissons que les débuts sur la scène internationale de cette Allemagne enfin arrivée au terme du processus de construction de son Etat unitaire peuvent inquiéter. A peine réunifiée, elle a, sans consultation de ses partenaires européens auxquels elle devait

justement sa réunification et qui financeront largement celle-ci soit par le biais de généreux programmes européens soit par la hausse des taux d'intérêt qu'elle engendra, décider de **reconnaitre l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie**, ce qui ne pouvait que précipiter l'explosion de la Yougoslavie au prix d'une terrible guerre civile sur fond de conflits ethniques. Or après la première guerre mondiale la Yougoslavie avait justement été créée par les Britanniques et les Français pour contrebalancer l'espace germanique. S'acharner à sa destruction mettait forcément mal à l'aise la France porteuse au contraire d'une amitié avec les Serbes forgée dans les tranchées contre l'ennemi commun. De plus la reconnaissance de nouvelles frontières internationales en fonction des communautés ethniques était un message terrible, nous ramenant pour le coup « aux heures les plus sombres... », celles de la conférence de Munich en 1938. L'Allemagne, en œuvrant ainsi directement à la disparition de l'Etat qui lui avait tellement résisté pendant la seconde guerre mondiale, ne peut donc pas se plaindre d'avoir alors suscité l'inquiétude. La déclaration d'un ministre fédéral en 1991 : « Serbien niederknien lassen » (« mettre la Serbie à genoux ») formulait un but de guerre que l'Allemagne était pourtant seule à porter.

De la même manière **son attitude brutale à l'égard de la Grèce** lors de la crise financière à laquelle celle-ci fut confrontée ne pouvait que susciter des interrogations sur le caractère de cette nouvelle Allemagne. Au-delà de la question financière en soi, dont la solution ne pouvait bien évidemment pas exonérer les Grecs de leur propre responsabilité, en se comportant comme l'a fait l'Allemagne forçait à s'interroger : avait-elle tirée les leçons de son passé ou au contraire allait-elle reprendre ses vieilles habitudes ?

C'est pourquoi la décision unilatérale de Mme Merkel d'**ouvrir les frontières de l'Allemagne sans aucun contrôle l'été 2015** a été à nouveau, et là encore au-delà du sujet lui-même, une source d'inquiétude légitime chez ses partenaires. Surtout quand, rapidement confrontée aux conséquences de cette politique, elle a voulu **en faire partager le fardeau à ses partenaires européens**. Avec **la France de Hollande** tétanisée devant ce partenaire dont la mue ne correspond plus à l'image débonnaire entretenue depuis des années, il ne s'est rien passé, ce qui ne veut pas dire que cela ait été accepté. Avec **les Hongrois** ce fut plus brutal. Orban n'ayant rien voulu entendre des jérémiades culpabilisantes le désignant comme un néofasciste, Mme Merkel changea de discours allant jusqu'à affirmer tranquillement : « Je ne veux pas sortir maintenant les instruments de tortures » ! Même s'agissant de sanctions financières, ce rappel à l'efficacité des tortures allemandes glaçait le sang. C'est pourtant avec **la Grande Bretagne** que les conséquences de cette décision allemande unilatérale et la volonté d'en imposer le partage aux autres Etats européens a été la plus grave. Car c'est alors que la volonté de sortir d'une construction européenne susceptible d'imposer une immigration non contrôlée a pris son envol pour se traduire dans le Brexit.



src="https://scd.france24.com/fr/files_fr/imagecache/hermes_infographie_carrousel_home/article/image/190616-ukip-poster.jpg" alt="Le chef du parti nationaliste Ukip, Nigel Farage, lors de la présentation de l'affiche de campagne pro-Brexit, le 16 juin à Londres." data-bbox="115 80 829 366"/>
Le chef du parti nationaliste Ukip, Nigel Farage, lors de la présentation de l'affiche de campagne pro-Brexit, le 16 juin à Londres. AFP

Enfin lors de **la crise entre l'Ukraine et la Russie**, c'est à nouveau l'Allemagne qui a déployé une politique très active, entraînant ses partenaires européens dans un embargo bien discutable envers la Russie et dans une confrontation insoutenable avec celle-ci. Les images du malheureux François Hollande cherchant à exister à Minsk n'ont pu qu'abîmer la confiance dans le « couple franco-allemand ».

Et comme si tout cela ne suffisait pas, voilà que s'expriment sans retenue la revendication de **partager le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU et l'abandon de Strasbourg comme siège du parlement européen.**

La « question allemande » est donc à nouveau devant nous. L'Allemagne devra nous dire si le transfert de sa capitale, de la débonnaire Bonn sur les rives du Rhin à Berlin capitale de la Prusse, n'a qu'une signification géographique. Pour éviter le retour des erreurs du passé ou d'en commettre d'un genre nouveau, il est donc nécessaire de s'appuyer sur la perspective historique longue, et ne pas s'enfermer dans les postures qui nous arrangent. Et puisque nous sommes désormais des amis et que nous n'envisageons pas notre avenir dans la discorde, nous devons pouvoir parler sereinement.

Bibliographie.

« Une femme à Berlin. Journal d'Avril à Juin 1945 ». Gallimard. 2006.

Lucien Calvié. « La question allemande ». Editions du Cygne. 2016.

Stig Dagerman. « Automne Allemand ». Actes Sud. 1980.

Hans Magnus Enzensberger. « Hammerstein ou l'intransigeance. Une histoire allemande ». Gallimard. 2010.

Christoph Hein. « Paula T. Une femme allemande ». Métailié. 2010.

Franz Jung. « Le chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950). Agone. 1993.

Irmgard Keun. « Après minuit ». Stock. 1939. Réédité par Belfond. 2014.

Ursula Krechel. « Terminus Allemagne ». Carnets Nord. 2014.

Neitzel et Welzer. « Soldats. Combattre, tuer, mourir. Procès-verbaux de récits de soldats allemands ». Gallimard. 2013.

Helma Sanders-Brahms. « Allemagne, mère blafarde ». Editions des Femmes. 1982.

Simone Weil. «Ecrits sur l'Allemagne. 1932.1933 ». Payot et Rivages. 2015.

Welzer, Moller et Tschuggnall. « Grand père n'était pas un nazi ». Gallimard. 2013.

3. Italiani, brava gente ?

Les Italiens sont un autre des peuples européens dont l'histoire contemporaine est encore complexe et ambiguë. Là aussi il faut s'armer de patience et d'empathie afin que la construction européenne soit faite aussi de cette dimension fraternelle de résilience des uns et des autres. L'exercice est paradoxalement beaucoup plus difficile qu'avec l'Allemagne car l'Italie a ce génie d'oublier elle-même et de faire oublier aux autres ses propres turpitudes. D'où l'expression « Italiani, brava gente » qui s'impose bien souvent pour décrire le pays et ses habitants. Or il n'en est rien. Et les traumatismes d'une unité aussi récente que celle de l'Allemagne sont toujours là, mais cachés, niés, ce qui les rend encore plus difficile à soigner.

On a vu comment l'unité italienne s'était réalisée, il y a à peine un siècle. Largement grâce à la diplomatie et aux armées de la France de Napoléon III, en tenant les populations à distance d'un processus élitiste dans lequel le peuple ne fut pas l'acteur principal. Une unité qui, une fois réalisée, s'imposa ensuite très vite par la violence, la répression et l'état de siège contre ce qui fut abusivement qualifié de brigandage et qui n'était que la légitime résistance à un pouvoir sans légitimité populaire. Puis, le premier parmi les démocraties européennes, le pays sombra pour 20 ans dans la dictature fasciste. Il ne s'en sortit comme l'Allemagne en 1945 que grâce et sous le feu des forces alliées. Mais avec une grande différence : **autant l'Allemagne de 1945 ne pût échapper à sa responsabilité, autant l'Italie se reconstruisit alors dans une profonde ambiguïté.** C'est ce que Francesca Melandri dans son beau livre « Tous, sauf moi » fait dire à un ex fasciste : « les nazis ont perdu la guerre. Nous ne sommes pas comme eux ». Il n'est donc pas inutile de rappeler ce qui s'est passé alors pour comprendre les difficultés de l'Italie contemporaine.

Dans son livre « Noi non sappiamo odiare » Amedeo Osti Guerrazzi explique l'effondrement systématique de l'armée italienne au cours de la seconde guerre mondiale par l'analyse suivante : « *Le point de référence central des soldats italiens n'était ni l'Etat, ni la nation, ni l'armée, car le fascisme avait poussé à l'extrême la corruption et le népotisme. Les conséquences étaient prévisibles : quand d'autres pays ont serré les rangs et se sont regroupés autour de leurs institutions, en Italie la structure sociale s'est totalement effondrée dans un climat de sauve-qui-peut extrêmement accablant...Le corps des officiers était considéré comme une clique de lâches et d'incompétents qui devaient leurs postes non pas à leurs états de service, mais uniquement au népotisme* ». Cet éclairage aide à comprendre **la tragédie qui s'est déroulée à partir de la destitution de Mussolini le 24 juillet 1943** par le maréchal Badoglio et par le Grand Conseil Fasciste. Dans un premier temps Badoglio proclama que la guerre continuait, aux côtés des Allemands. Mais après la conquête totale de la Sicile, Eisenhower fit savoir aux autorités italiennes à Lisbonne au milieu d'août 1943 les conditions d'un éventuel armistice : en fait une reddition sans conditions. C'est ainsi que le 3 septembre 1943 un armistice fut signé entre Badoglio et les Alliés à Cassibile en Sicile. Mais les autorités italiennes, paniquées à l'idée de la réaction prévisible de leurs amis Allemands, gardèrent l'accord secret. Pour les contraindre, Eisenhower qui se préparait à faire débarquer des parachutistes au nord de Rome prit le 8 septembre l'initiative de révéler l'accord d'armistice sur les ondes de Radio Alger. A Rome, le roi et Badoglio furent totalement surpris par cette annonce que Badoglio dû confirmer en fin de journée sur la radio italienne. **Dès l'armistice**

annoncé, le roi et le gouvernement s'enfuirent de Rome déclarée "ville ouverte" et que les divisions italiennes ne devaient donc pas défendre contre les Allemands. Les soldats Italiens dispersés en Europe avaient déjà interprété la chute de Mussolini comme la fin de la guerre et leur retour à la maison qu'ils anticipèrent bien souvent sans attendre des ordres qui n'arrivèrent jamais. L'annonce le 13 octobre 1943 de la reprise de la guerre mais cette fois contre l'allié d'hier créa donc un profond désarroi dans toute la population qui était désespérée face à l'irresponsabilité et à la débandade générale des autorités. En Italie même, les 30 divisions italiennes ne reçurent aucun ordre de combat contre les 8 divisions allemandes qui les désarmèrent sans problèmes. Les soldats italiens basés en Italie jetèrent en masse leurs uniformes et leurs armes et rentrèrent chez eux en bénéficiant de l'active complicité de toute la population qui les hébergea et leur donna des habits civils. Mais pour les soldats italiens hors d'Italie ce fut beaucoup plus compliqué, voire impossible car la population environnante les détestait et n'attendaient qu'une occasion pour se venger d'eux. Ces soldats italiens devaient surtout faire face à la haine violente des troupes allemandes qui considéraient ces ex-alliés comme des traîtres donc non couverts par les lois de la guerre et la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre. Tous les Italiens qui résistèrent alors aux Allemands, qui leur proposaient soit de les rejoindre soit d'être désarmés, furent abattus. Ainsi dans les jours qui suivirent le 8 septembre 1943 puis le renversement d'alliance de l'Italie, plus d'un million de soldats italiens furent arrêtés par les Allemands : 769.000 IMI (Internés Militaires Italiens) furent envoyés dans des camps de concentration en Allemagne où 45.600 moururent. Bref, **une catastrophe absolue qui voyait l'Etat italien exploser et l'Italie se transformer en un immense champ de bataille entre Allemands et Alliés**, sans que désormais les Italiens n'interviennent plus autrement que comme victimes des atrocités nazies dans le Nord et le Centre occupés désormais par la Wehrmacht, ou comme acteurs d'une **terrible guerre civile opposant les partisans, parmi lesquels ceux regroupés au sein de la célèbre Brigade Garibaldi, aux fanatiques fascistes restés fidèles à Mussolini et à sa « république de Salo »**. Le qualificatif « républicain » désignait alors, et pour deux ans, les fascistes, ce qui est encore un facteur de confusion.

Le retournement d'alliance permit d'éviter le pire aux prisonniers italiens en Russie. En mars 1944, le parti communiste italien lui-même se rallia au gouvernement monarchique du maréchal fasciste Badoglio. C'est que l'URSS venait de reconnaître le gouvernement du maréchal installé à Salerne et que Togliatti, le dirigeant du PCI surnommé par les siens « *le meilleur* » venait juste de rentrer de la « *patrie du socialisme* » pour appliquer cette nouvelle ligne ordonnée par l'autre maréchal, Staline, soucieux d'affaiblir la pression nazie sur le front de l'Est. Ce « **tournant de Salerne** » rompit l'isolement du "*Comité de Libération Nationale*" et assura au Parti Communiste Italien une légitimité dont il avait bien besoin. Mais ce faisant celle, si contestée et bien faible du « *Royaume du Sud* », se trouva approuvée sans réserve. Badoglio, grand dignitaire fasciste, resta chef d'un gouvernement à participation communiste jusqu'en juin 1944 et ne fut ensuite jamais inquiété. Le 25 avril 1945 le Comité National de Libération en haute Italie ordonna l'insurrection générale et le 28 avril 1945 Mussolini fut fusillé. Partout la « Libération » fut marquée par de nombreux règlements de compte politiques ou privés. Des milliers de fascistes furent exécutés au cours d'une épuration d'autant plus "*sauvage*" que l'épuration légale était faible ou inexistante.

Tout ce chaos pèse encore lourd dans l'histoire italienne, ou plus exactement dans la mémoire individuelle et collective des Italiens d'aujourd'hui. Ainsi sur les monuments aux morts, les

évoqueries ne sont jamais les mêmes. Car il est impossible d'associer dans un même hommage ceux qui sont tombés au cours de combats contre les Alliés à ceux qui sont tombés au cours de combats contre les Allemands, sans parler de ceux qui sont tombés dans des combats entre Italiens et enfin des victimes civiles en très grand nombre. Parfois on mélange tout le monde grâce à une pudique amnésie. Parfois au contraire les plaques commémoratives sont clairement séparées, voire posées dans des endroits différents d'une même place. Les cérémonies de commémoration en sont bien évidemment altérées.

Le 8 septembre 1943 reste donc une date ambigüe de l'histoire d' « un pays qui n'a pas réglé ses comptes avec son propre passé » selon l'expression de l'historien Gianni Oliva. On peut considérer le 8 septembre 1943 comme la fin de l'Italie du "Risorgimento". La monarchie totalement complice de Mussolini et ridicule dans sa fuite improvisée vers les Alliés ne s'en remet pas et fut rejetée par référendum peu après la guerre. Plus grave encore **comment le peuple italien, même s'il n'en parle jamais, ne serait pas dans sa relation à son Etat durablement traumatisé par cette débandade ?** Mais en même temps c'est aussi cette ambigüité, désastreuse pour tous les Italiens et d'abord pour les soldats perdus et abandonnés, qui **a permis à l'Italie de se retrouver officiellement et bien abusivement « cobelligérante » avec les Alliés, ce qui lui évita en 1945 d'être traitée comme elle aurait pu l'être (comme elle aurait dû l'être ?) comme son alliée l'Allemagne nazie, occupée et partagée pendant des décennies entre les vainqueurs.** En tout cas, comme lors de la Première Guerre Mondiale, l'Italie ne finissait pas ce conflit du coté où elle l'avait commencé.

Avec la paix commença dans toute l'Italie le grand recyclage des responsables fascistes dont le point d'orgue fut le décret d'amnistie de 1946 signé par Togliatti, patron du Parti Communiste ("*le meilleur*"), et ministre de la Justice du Démocrate-chrétien De Gasperi, décret qualifié par d'aucuns de "*coup d'éponge sur les crimes fascistes*". L'Italie fut ainsi le premier pays d'Europe occidentale à procéder à une amnistie. Encore un tour de passe-passe sémantique permettant d'échapper à leurs responsabilités, domaine dans lequel excellent les Italiens. Paola Bertilotti dans une étude récente sur les attitudes mémorielles d'Italie qualifie celles-ci d'un mélange "entre silence, clémence et occultation". Dans son livre "*La délation des Juifs. Une mémoire silencieuse dans l'Italie républicaine (1944-1961)*" elle analyse aussi le traitement réservé au souvenir de la délation des juifs qui renseigne sur la façon dont les Italiens ont analysé leurs responsabilités et celles du régime fasciste dans la conduite de la persécution antisémite : "*Dans la mesure où ils étaient engagés dans des négociations de paix difficiles avec les anciens Alliés, les gouvernements italiens de l'immédiat après-guerre avaient tout intérêt à taire les responsabilités italiennes en matière de persécution antisémite : l'Italie entendait au contraire se présenter comme un pays victime du fascisme et du nazisme, entraîné malgré lui dans la guerre et innocent des crimes commis par son ancien allié allemand.*"

C'est cette ambigüité et cette culture de l'amnésie qui explique que, jusqu'à nos jours, il se trouvent toujours des responsables politiques de droite, sans parler bien sûr des néo-fascistes eux-mêmes, pour revenir sur ce passé avec une fausse compassion et un écœurant équilibre entre les uns et les autres, entre les morts des deux camps, tous victimes. Avec bien sûr en arrière-plan, un **bilan revisité de Mussolini**. C'est Berlusconi qui a brisé le premier le mythe unitaire de l'immédiat après-guerre. Jérôme Gautheret, journaliste, correspondant à Rome du Monde, évoque à ce sujet une stratégie de dénonciation de l'hégémonie culturelle de la

gauche qui passe parfois par « **une réhabilitation à bas bruit du fascisme** ». Il explique ainsi que dès 1994 « Silvio Berlusconi était passé maître dans l'art de ces provocations calculées, qui provoquaient la fureur de la gauche et des modérés tout en cimentant idéologiquement son alliance avec les postfascistes d'Alliance nationale (devenus Fratelli d'Italia) et la très conservatrice Ligue du Nord. ». En mars 2019, c'est Antonio Tajani, président du Parlement européen, membre de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, qui s'est encore illustré dans cet exercice en soulignant les aspects positifs du bilan de Mussolini : « *On peut ne pas partager sa méthode. Mais il faut être honnête, Mussolini a fait des routes, des ponts, des bâtiments, des installations sportives, il a réaménagé tant de parties de notre Italie* ». Le même président du Parlement européen avait déjà déclenché la colère de la Croatie et de la Slovénie en proclamant lors d'une commémoration officielle « *vive l'Istrie italienne, vive la Dalmatie italienne* », deux régions de l'ex-Yougoslavie victimes d'une politique d'italianisation forcée sous Mussolini et où des crimes de guerres massifs contre les Slovènes et les Croates ont été commis durant la seconde guerre mondiale, sans que leurs auteurs, clairement identifiés, n'aient ensuite jamais été punis. Et Gautheret de conclure que « ces déclarations de nostalgie sont une provocation régulièrement utilisée par la droite italienne pendant les campagnes électorales... Aujourd'hui que la Ligue du Nord a radicalisé son discours tout en devenant la force dominante de la droite italienne, M. Tajani semble surtout vouloir rappeler de façon subliminale l'existence d'un clivage gauche-droite dans le pays, alors même que gouverne une alliance inédite entre la Ligue (extrême droite) et le Mouvement 5 étoiles (antisystème). A côté de ces considérations, les dommages à la fonction de président du Parlement européen ou à l'image de l'Italie en Europe importent bien peu. ».

On voit combien **nous sommes loin du mythe débonnaire des « Italiani, brava gente » et que macèrent encore et toujours les ferments de violence que l'après-guerre n'a pas éradiqué et qui peuvent donc toujours renaître**. Ce qui explique que le terrorisme ait été si violent dans ce pays, qu'il vienne de l'extrême gauche ou de l'extrême droite en relation opaque avec les services secrets et certaines loges maçonniques déviantes.

L'Italie n'a donc pas soldé ses comptes avec son propre passé. Pourtant au cours des années 40, les situations de la France et de l'Italie étaient bien proches, l'une et l'autre douloureuses et sans gloire. Mais de Gaulle et la poignée de ceux qui le suivirent dans la France Libre, permirent de masquer les errements passés et l'effondrement quasi identique de l'Etat. Et, qu'on en soit fier ou qu'on s'en moque, c'est à la table des vainqueurs que les Français finirent la guerre et s'assurèrent un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Certes, en 20 ans de dictature, Mussolini avait eu le temps de détecter et d'éliminer quiconque serait susceptible de lui tenir tête. On comprend aussi qu'après la guerre les Italiens, qui sortaient de 20 ans de fascisme vaccinés contre les hommes providentiels, aient eu du mal à susciter parmi eux une autorité de cette nature. Pourtant c'est bien la constitution de 1958 qui épargne en partie à la France les affres de l'incapacité institutionnelle systémique et de la "*partitocratie*" que connaissent les Italiens.

Bibliographie.

Adelchi Battista. « L'estate degli inganni ». Guanda. 2013.

Giuseppe Benincasa. "Memorie di Cefalonia. Diario di un sopravvissuto della divisione Acqui". Istituto Poligrafico Europeo. IPE. 2013.

Paola Bertilotti. "La délation des Juifs. Une mémoire silencieuse dans l'Italie républicaine (1944-1961)"

Angelo Del Boca. « Italiani, brava gente ? ». Nerri Pozza Editore. 2005.

Mirco Dondi. "La lunga liberazione : Giustizia e violenza nel dopoguerra italiano". Riumiti. 2004.

Mimmo Franzinelli. "L'amnistia Togliatti. 22 Giugno 1946. Un colpo di spugna sulle crimi fascisti". Mondadori. 2006.

JY Frétiagné. « Giuseppe Mazzini. Père de l'unité italienne ». Fayard. 2006.

Paul Ginsborg. "Histoire de l'Italie, de l'après-guerre à nos jours"

Amedeo Osti Guerrazzi. « Noi non sappiamo odiare. L'esercito italiano tra fascismo e democrazia ». Rome. 2010.

Primo Levi. « Si c'est un homme ». Julliard. 1987

Sergio Luzzatto. "Partigia. Primo Levi, la Résistance et la mémoire". Gallimard. 2016.

Francesca Melandri. "Tous, sauf moi". Gallimard. 2019.

Elena Musiani. "Faire une nation". Gallimard. 2018.

Gianni Oliva. "L'Italia del silenzio. 8 settembre 1943." Le Scie. Montadori. 2013.

Boris Pahor. "Quand Ulysse revient à Trieste". PGDR.

JL Panicacci. « L'occupation italienne en France. Juin 1940-septembre 1943 ». PUR. 2010.

Claudio Pavone. "Une guerre civile". Seuil. 2005.

G. Pécout. « Naissance de l'Italie contemporaine ». Armand Colin. 2004.

Luigi Pirandello. « Des vieux et des jeunes ». Denoël. 1982.

3. Les guerres civiles européennes.

« 1914-1945. La guerre civile européenne » est le titre qu'Enzo Traverso a donné à l'un des nombreux ouvrages de son œuvre consacrée à la mémoire. C'est que, **si nous avons pointé les cas de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, ce sont presque tous les pays de l'Europe qui sont confrontés depuis 1914 à une mémoire faite de souffrances et de drames abominables.** Une mémoire des peuples de l'Union Européenne qu'il faut apaiser, c'est-à-dire connaître et donc entretenir, mais pour s'en libérer et aller de l'avant. L'exercice est difficile pour chacun des peuples concernés.

Dans **le cas de l'Allemagne et de l'Italie** notre attention s'est portée légitimement sur les conditions en 1945 de leur sortie, au milieu des ruines, des dictatures fasciste et nazi. Mais avant cela ces deux pays avaient connu des périodes de guerre civile épouvantables dans les années qui suivirent immédiatement la première guerre mondiale.

L'Italie, qui au début du conflit était l'alliée des empires allemand et austro-hongrois, mais qui s'était déclarée non belligérante et qui avait finalement changé d'alliance, était donc en 1918 officiellement rangée du côté des vainqueurs. Mais ses revendications lors de l'élaboration du Traité de Versailles apparurent démesurées au regard du rôle qu'elle avait joué dans le conflit. Son Premier Ministre, Vittorio Emanuele Orlando, mécontent, avait quitté la Conférence de la Paix, et fut renversé avant même la signature d'un traité jugé insuffisant pour l'Italie. Pourtant Nitti, son successeur, accepta de signer le Traité de Saint-Germain en septembre 1919 qui accordait le Trentin, le Haut-Adige, Trieste et une partie de l'Istrie à l'Italie. Ce qui était beaucoup et faisait de l'Italie la principale bénéficiaire du règlement du conflit. Mais pas la Dalmatie ni le port de Fiume peuplé de 24.000 Italiens et que le poète d'Annunzio allait occuper quelque temps avec une troupe d'exaltés. Et ni Smyrne, sur la coté turque qui avait été promise naguère à l'Italie. Ces revendications démesurées ne pouvaient être que déçues, alimentant le courant fasciste. D'emblée **« Il biennio rosso » en Italie**, ces deux années 1919 et 1920, ne fut rien d'autre qu'un violent épisode de guerre civile, une course de vitesse entre fascistes et antifascistes (socialistes, communistes, démocrates) qui se soldera rapidement par la victoire des premiers et l'écrasement des seconds. C'est alors que la violence devint la norme des rapports politiques, économiques et sociaux, avec assassinats, occupations et spoliations d'usines et de fermes, répression aveugle, etc. Bref une dimension hideuse du pays bien loin du mythe des « braves gens ».

Quant à l'Allemagne, l'histoire a écrasé tout ce qui précède le nazisme, son apogée et sa ruine. Mais c'est avant que tout s'y était joué. Juste à la fin de la première guerre mondiale, quand cette société, essentiellement structurée autour du militarisme prussien, a dû reconnaître sa défaite militaire, la première depuis la création de l'Etat unitaire allemand. C'est alors que fut orchestrée par le Haut Etat Major **la plus grande mystification de l'histoire** dont les conséquences allaient se révéler dramatiques : sans avoir subi de défaite significative qui eut pu convaincre l'opinion allemande que c'en était fini, les responsables savaient que la fin était inéluctable. A l'est l'Armée d'Orient, celle de Franchet d'Espèrey avait percé le front des Balkans et l'Autriche Hongrie allait demander l'armistice. A l'ouest l'arrivée des Américains signifiait qu'une victoire allemande y devenait impossible. C'est alors que **le Haut Etat Major**

força l'empereur Guillaume II , héritier de la grande dynastie des Hohenzollern, à quitter le pays, et donna le pouvoir aux civils, aux élus socialistes et centristes du Reichstag, afin de leur faire porter la responsabilité de la reddition. L'armée allemande rentra au pays en bon ordre, avec le sentiment d'avoir été invaincue, ce qui factuellement n'était pas faux. Les civils allemands eux-mêmes s'y trompèrent puisqu'à l'annonce de l'armistice le 11 novembre 1918 une foule joyeuse envahit les rues des grandes villes pour fêter l'évènement. Ainsi le militarisme allemand, pourtant responsable du désastre, s'inventait une virginité qui lui permit le moment venu de relever la tête. Ainsi s'accréditait le mythe de la trahison des civils et se justifiait le rejet du Traité de Versailles, deux éléments fondamentaux du nazisme à venir. Et dans l'immédiat **une terrible guerre civile allait opposer les Allemands entre eux de 1918 à 1920**, dont l'histoire a retenu l'assassinat de Karl Liebknecht et celui de Rosa Luxembourg.

Ailleurs en Europe la situation n'était guère plus brillante et cela relativise encore plus le coté débilisant et lassant de la politique française et de ses errements. **Le Portugal** dès 1926 s'était installé dans une dictature féroce qui n'a pris fin qu'en 1974. Et encore, certains parmi les plus importants des militaires qui avaient fait le succès de la « révolution des œillets » (on se rappellera entre autres du charismatique capitaine **Otelo de Carvalho**) n'acceptèrent pas que la démocratie qu'ils avaient rétablie permette le succès électoral de forces autres que celles du parti communiste et de ses affidés. A l'époque l'Union soviétique était encore puissante. Alvaro Cunhal, chef du parti communiste portugais était d'ailleurs rentré directement de Moscou quelques jours après la révolution et avait orchestré son entrée dans Lisbonne assis à la tourelle d'un blindé de l'armée. L'alliance des militaires et des communistes était donc une menace réelle qui déboucha d'ailleurs sur une tentative de coup d'Etat. Il fallut tout le génie politique du socialiste Mario Soares, lui aussi rentré d'un long exil en France, et bénéficiant du soutien de tous les Européens, pour que le Portugal se stabilise dans la paix et la démocratie.

En Espagne la guerre civile de 1936 à 1939 fut abominable et son souvenir marque encore ce pays et ce peuple, de « ces » peuples plutôt puisque l'on voit qu'avec le retour à la démocratie les tendances centrifuges y ont repris leur dynamique. Le Pays Basque sort à peine d'une sanglante guerre civile. En Catalogne, alors qu'en 1978 la Constitution espagnole avait recueilli plus de 90 % des suffrages des Catalans, une volonté d'homogénéisation de l'identité catalane a atteint son paroxysme lorsque le parti de la droite bourgeoise nationaliste, Convergence et Union, et celui de la gauche républicaine, décidèrent de concourir ensemble aux élections de 2015. Selon Benoît Pellistrandi, le fait que le clivage national-antinational, ou indépendantiste-anti-indépendantiste, s'impose désormais sur le clivage gauche-droite pointe « *une dérive de la politique dans laquelle n'existent plus qu'amis et ennemis* » et qui aboutit à « *la confrontation des Catalans entre eux* ». Pellistrandi affirme que « *c'est le propre du dérèglement démocratique que d'abandonner la division gauche-droite au profit d'une troisième dimension verticale et totalisante. Comme dans l'Italie des années 1920 et l'Allemagne des années 1930 (...)* On n'en est pas encore là mais pullulent les écrits racistes, foisonnent les thèses suprémacistes qui révèlent le vrai visage du nationalisme identitaire et exclusif ». Ainsi, lors des attentats de Barcelone en août 2017, le gouvernement catalan avait comptabilisé séparément les victimes espagnoles et catalanes, créant ainsi une sorte de division ethnique. L'Espagne pose donc des questions qui débordent la question catalane et touchent à la montée des populismes et nationalismes en Europe. D'ailleurs, au-delà du cas de la Catalogne,

l'Espagne, comme tous les pays européens est entrée dans l'ère de « l'inflation mémorielle ». Dans un article paru dans la revue Histoire@politique de 2016, Anne Dulphy, Victor Pereira et Matthieu Trouvé nous disent ainsi : « Des conflits de mémoire très variés ont mis en lumière de nouveaux clivages et questionnements sur ces « passés qui ne passent pas ». Ces querelles de mémoire, qui dépassent le cadre des débats d'historiens pour gagner la place publique, tendent, elles aussi, sinon à remettre en cause l'édifice identitaire national, du moins à nuancer le caractère consensuel de la transition démocratique et le rôle des élites. On dénonce le « pacte d'oubli » consenti pendant la transition, on exhume les fosses communes des dictatures, on redécouvre ou récupère la « mémoire historique » se référant à un passé traumatique. Ainsi, par exemple, au moment où l'Espagne fête les trente ans de l'accession au trône de Juan Carlos et les vingt ans de la signature de son adhésion à la CEE, une série de questionnements s'engage sur la mémoire historique ou « retrouvée » des dictatures et de la transition». « Dans le paysage victimaire espagnol, en pleine effervescence depuis le début du XXI^e siècle, les victimes de la transition démocratique peinent à faire entendre leur voix » : dans un autre article Sophie Baby se penche sur l'irruption dans le débat public de ces « oubliées », écrasées par le poids du mythe d'une transition sans effusion de sang, et donc sans victimes. L'analyse des dynamiques de ce processus de victimisation montre néanmoins à quel point ces victimes sont incapables de constituer un collectif efficace, écartelées entre plusieurs causes victimaires, celles du terrorisme, du franquisme et du conflit basque. L'histoire en Espagne n'en a donc toujours pas fini de retrouver un équilibre.

En Grèce c'est encore une violente guerre civile qui a succédé à la deuxième guerre mondiale et qui duré jusqu'en 1949, pour rebondir encore avec la dictature des colonels de 1967 à 1974. Anne Couderc dans le même numéro de la revue citée ci-dessus souligne « les débats complexes et actuellement très vifs en Grèce autour de l'identité nationale et des mémoires en conflit. Ils révèlent la difficulté du processus de nationalisation d'une société encore marquée par l'identité de diaspora méditerranéenne et traversée par un état de division, voire de guerre civile, sur l'ensemble du XX^e siècle qui se prolonge fortement dans le contexte de la crise actuelle ». On notera d'ailleurs que la fin de chacune des deux guerres mondiales n'est de nos jours ni fêtée ni commémorée car les guerres civiles qui les ont suivies ne laissent pas de place à la joie commémorative. Ainsi la « **Grande Catastrophe** » de 1923 évoque la fin de la millénaire présence grecque en Asie mineure et l'établissement d'un million et demi de réfugiés arrivés à la suite de la défaite grecque face à la Turquie et de l'échange de populations imposé par le traité de Lausanne. Nikos Kazantzaki raconte ce drame dans son livre « le Christ recrucifié ». Anne Couderc affirme que « **la place de la guerre civile de 1944-1945 à 1949 dans l'histoire grecque est à replacer dans un temps de conflit intérieur beaucoup plus long, commençant en 1916 et ne s'achevant pas avant 1974.** La division profonde du pays et l'irruption de la violence armée dans la vie politique avaient de fait commencé pendant la Première Guerre mondiale, quand la Grèce dut choisir son camp dans le conflit, entre une neutralité favorable à l'Allemagne, prônée par le roi, et une entrée en guerre aux côtés de l'Entente, soutenue et finalement réalisée par le président du Conseil Éleuthère Vénizélos. La « Discorde nationale » (*Ethnikos Dichasmos*) qui éclata alors fut une guerre civile qui ne dit pas son nom. L'affrontement entre les royalistes, structurés dans la première organisation de masse du pays, l'organisation pré-fasciste des Épistrates (*les Mobilisés*), et les libéraux pro-Entente de Vénizélos fut total. L'extrême violence de ce conflit, les tentatives de destruction physique de l'adversaire et l'abolition de la distinction entre civils et militaires traduisirent le

caractère massif de cette discorde et la durable rupture occasionnée dans la société ». L'histoire de la Grèce n'est donc pas stabilisée d'autant qu'elle ne peut se fonder sur l'oubli de l'héritage d'empires, byzantin comme ottoman, où les formes de vie commune et les relations à l'État différaient du modèle occidental. Un monde impérial non national où l'appartenance à la communauté religieuse primait sur toute autre. La société ne s'identifiant que relativement peu à l'État tandis que le cœur de l'identité grecque est la religion chrétienne orthodoxe. Tout ceci aurait dû rafraichir l'enthousiasme de certains esthètes comme Jean Jacques Servan Schreiber ou Valéry Giscard d'Estaing à bruler les étapes de l'adhésion de la Grèce à un ensemble européen avec lequel elle n'avait à l'époque pas de frontières. C'est la même erreur, sur fond de même ignorance et de parfaite condescendance qui favorisera plus tard les vents mauvais critiquant désormais sans vergogne un pays décidément incapable de suivre la même route que celles de pays européens dont l'histoire et l'économie sont radicalement différentes. Brassens nous l'avait pourtant dit : « les bourgeois n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux ». C'eut été faire preuve de sagesse, avant d'en arriver là, de méditer sur le fait que le monde orthodoxe dans son rapport avec l'Etat, à la séparation de l'église et de l'Etat, tant d'autres choses encore, est bien éloigné des pratiques, des conceptions et des imaginaires façonnés par l'espace catholique et protestant. Au contraire on entendra plus tard certains responsables-irresponsables tel Moscovici plaider pour l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne justement car s'agissant d'un pays musulman, cela montrerait que l'UE n'est pas un club chrétien. Sans mesurer que les religions sont avant tout des espaces de civilisation qui modèlent la conscience des individus, croyants ou pas. Quand on voit la Turquie d'Erdogan, on comprend que cette adhésion eût été une grave erreur. Non pas économique, mais politique. La négation à marche forcée de l'identité des uns et des autres, plus exactement avec une préférence pour la négation de la nôtre. Mais ce qui est fait est fait et sa destruction risquerait d'aggraver le mal. C'est le choix fait par Alexis Tsípras lorsqu'il a stoppé la sortie de son pays de la zone euro qui aurait préfiguré un saut dans l'inconnu. Ce choix en forme de volteface fut courageux et respectable. Pas sûr que cela lui garantisse de durer. Mais sa trace dans l'histoire restera de ce fait positive à la différence de celle de David Cameron.

Car avec le Brexit, c'est maintenant **la Grande Bretagne**, que l'on croyait à l'abri des secousses qui ébranlent le continent, qui connaît désormais les inquiétudes devant les remises en cause de son unité que traduisent le désir de l'Ecosse de ne pas être entraînée hors de l'Union Européenne, et celui de **l'Irlande** dont on voit bien que la division artificielle et néocoloniale rend l'accord de sortie de l'Union Européenne bien difficile avec le risque de reprise de la guerre civile.

Bibliographie.

Emilio Gentile. « Soudain, le fascisme. La marche sur Rome, l'autre révolution d'Octobre ». Gallimard. 2015.

Sebastian Haffner. « Allemagne, 1918 : une révolution trahie ». Complexe. 2001.

Sebastian Haffner. « Histoire d'un Allemand. Souvenirs (1914-1933) ». Actes Sud. 2002.

Conrad Heiden. « Histoire du national-socialisme. 1919-1934 ». Stock. 1934.

Nikos Kazantzaki. « Le Christ recrucifié ». 1950. Réédité par Chambourakis. 2017

Emilio Lussu. "La marche sur Rome". Gallimard. 1933.

Matthias Matussek. "Nous, les Allemands". Saint-Simon. 2007.

Bruno Paleni. "Italie 1919-1920. Les deux années rouges ». LBC.

Benoît Pellistrandi. « Le Labyrinthe catalan ». Desclée de Brouwer. 2019.

Enzo Traverso. « 1914-1945. La guerre civile européenne ». Stock. 2007.

4. A l'est, la guerre sans fin.

Dans la mémoire européenne, celle des pays de l'Union Européenne, une dimension spécifique concerne ceux des pays que l'on appelait « de l'est » au temps de l'Union soviétique. Une tendance faite de paresse et de condescendance conduit bien des responsables de l'ouest à les traiter encore en mineurs. On se souviendra à cet égard de la réprimande de Jacques Chirac à l'égard de la Pologne qui, peu après son adhésion à l'Union, se permettait de troubler les anciens équilibres : « quand on entre dans un club, on commence par se taire et à apprendre les codes ». Or ces pays ont eux aussi une longue histoire, encore plus troublée qu'à l'ouest. Un entre-deux-guerres catastrophique, dominé par des fascismes divers en **Pologne, Hongrie, Roumanie et Bulgarie**. Le cas particulier de **la Tchécoslovaquie** abandonnée en 1938 à Munich sur l'autel de la paix à n'importe quel prix, fut-ce celui du déshonneur. Sans oublier les pays baltes, la **Lituanie, la Lettonie et l'Estonie**, dont le calvaire ne cessa pas depuis leur absorption par l'URSS en 1940. Pour tous une seconde guerre mondiale sous le joug des nazis suivie de 45 ans de dictature communiste pour les premiers et 50 pour les seconds, jusqu'à **la chute du mur de Berlin**.

Sans oublier **l'épuration ethnique organisée par les vainqueurs en 1945 qui a vu près de 12 millions d'Allemands chassés de leurs terres ancestrales**. Pour légitimer la mainmise soviétique sur les terres orientales de la Pologne, celle-ci se voyait attribuer en compensation tout ce qui était à l'est des rivières Oder et Neisse, c'est-à-dire les provinces allemandes de Poméranie, de Brandebourg oriental, de Haute et Basse Silésie, la plus grande partie de la Prusse-Orientale (hormis la portion de territoire que l'Urss gardera pour elle, l'ancienne Königsberg appelée aujourd'hui Kaliningrad, enclave russe en Pologne et en Lituanie) et enfin le port de Dantzig, l'actuel Gdansk. Régions occupées quasi exclusivement d'Allemands et cela depuis des siècles. Il en fut de même pour les Allemands des Sudètes, ceux pour lesquels nous avons accepté à Munich le démembrement de la Tchécoslovaquie. Et également pour les Allemands de Hongrie. Sans aucun « droit au retour ». Vous savez, ce droit que d'aucuns réclament pour les Arabes de la Palestine du mandat britannique, partis ou chassés de leurs terres lors de la création de l'Etat d'Israël. S'agissant des Allemands personne n'en parle, et heureusement. « Pourvu que ça dure ».

Dans son livre « L'Europe barbare. 1945-150 » Keith Lowe écrit que « ce type d'actions eut lieu d'un bout à l'autre de l'Europe. Les **Hongrois** furent expulsés de Roumanie, et vice versa. Les Chams **albanais** furent expulsés de Grèce. Les **Roumains** furent expulsés d'Ukraine, les **Italiens** de Yougoslavie, 250.000 **Finlandais** furent forcés de quitter l'ouest de la Carélie quand la région fut cédée à l'Urss. Et la Bulgarie expulsa vers la Turquie des dizaines de milliers de **Turcs et Tsiganes**. »

Sans oublier enfin l'élimination physique des millions de Juifs de cette partie de l'Europe victimes de **la Shoah**, dont le vide se ressent encore de nos jours et pèse sur les consciences. C'est ainsi qu'un contentieux mémoriel vient régulièrement rappeler que les blessures y sont loin d'être cicatrisées. Car là encore, depuis **la chute du mur de Berlin**, l'écriture de l'histoire y est difficile. **Alors que l'Allemagne assume sans barguigner son passé, il semble que ce soit plus difficile en Pologne et en Hongrie**. En 2018 le gouvernement polonais a dû, à la suite de pressions internationales, abandonner l'introduction de peines de prison pour quiconque

accuserait l'Etat ou la nation polonaise concernant les crimes nazis. En février 2019, un colloque international organisé à l'EHESS sur la nouvelle école polonaise d'histoire de la Shoah a déclenché une violente opposition de l'ambassade de Pologne en France. Car le gouvernement polonais mène une « politique historique » qui vise à minorer, voire à nier, la participation des populations polonaises dans la traque et la mise à mort des Juifs de Pologne. Une vision « positiviste » qui retient de la Seconde guerre mondiale une Pologne victime et martyre, et où la Shoah est surtout montrée sous l'angle des Justes Polonais. Une image qui souffre mal du récit des massacres de juifs par leurs concitoyens polonais. Dans les semaines précédant l'ouverture du colloque, de multiples pressions ont été exercées par téléphone et par courrier électronique à l'encontre des organisateurs du colloque ainsi que de la Présidence de l'École des hautes études en sciences sociales. La première journée du colloque a été marquée par des interventions intempestives visant à perturber son déroulement normal. La barrière de l'intolérable a été franchie à cette occasion avec la profération de propos antisémites de la part de gens identifiés par certains comme envoyés par l'ambassade de Pologne.

Également en 2019 une polémique relative à la construction d'un musée en Hongrie a rebondi au point de faire annuler un sommet prévu en février entre les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, République tchèque, Pologne et Slovaquie) et Israël, à Jérusalem. Car certains parmi les meilleurs spécialistes de l'holocauste hongrois, échaudés par la politique mémorielle officielle menée jusqu'ici, craignent une volonté de minimiser la responsabilité du régime hongrois de l'époque, et affirment qu'« *un musée qui ne poserait aucun regard critique sur son action serait donc une institution tout à fait inacceptable : son but serait révisionniste.* »

Il y a donc dans l'est de l'Union Européenne une accumulation de souffrances non résolues, de passé qui ne passe pas, dont nous n'avons souvent pas idée à l'ouest. Or c'est aussi avec ces pays qu'il faut, sans les caricaturer, consolider une Union faite de résilience et de conscience d'un héritage commun. A cet égard la crispation à l'encontre du « groupe de Visegrad » qui réunit certains d'entre eux de manière informelle est un mauvais signal. Qu'il ne faudrait pas instrumentaliser au point d'en faire un clivage entre les « bons » et les « mauvais » européens. A moins que l'on accepte l'idée que ces pays, qui ont adhéré à l'Union Européenne dans l'euphorie qui a suivi l'effondrement du bloc communiste, relèvent d'une autre institution moins contraignante que l'UE. Pourquoi pas. Surtout s'il devait se confirmer que nos valeurs essentielles n'y sont pas partagées, ce que laissent craindre la réaction face à la Shoah mais d'autres encore comme par exemple en matière d'indépendance de la justice. De fait aucun de ces pays ne fait partie de la zone euro, noyau dur de la construction européenne. Un éloignement, ou simplement l'acceptation que ces pays ne fassent pas partie de l'Union Européenne sur une base égalitaire mais d'une sorte de deuxième cercle ne serait pas catastrophique, mais dommage. Et surtout risqué. Car cela renforcerait le poids relatif d'une Allemagne réunifiée. En fait **nous avons tous intérêt à stabiliser l'Europe. C'est la grande vertu qu'offre l'Union Européenne. Au lieu de les montrer du doigt, de se draper dans notre habituelle condescendance outragée, mieux vaudrait comprendre ce que ces pays de l'est nous disent, y compris en matière d'immigration.** Et poser comme préalable que c'est ensemble que nous devons trouver les compromis qui nous permettent d'avancer alors que séparément nous pourrions toujours avoir bonne conscience mais nous reculerons. **La bonne conscience est justement ce qui caractérise l'arrogance et la condescendance des responsables européens.**

Ainsi dans son livre « La France, maillon faible de l'Europe ? », Marek Gladysz fait le lien entre les déclarations de Macron hostiles au gouvernement polonais à ce qu'il nomme une longue tradition d'arrogance française vis à vis de la Pologne : pénibles négociations de l'entrée dans l'UE sous Chirac, critique du nouvel axe Italie-Pologne, lamentable polémique autour du « plombier polonais » et, bien évidemment, répartition des migrants ... Gladysz nous apprend ainsi que la France n'a de cesse de se mettre les Polonais à dos alors même que pour ces derniers la France est pensée comme une nation qui n'a pas de leçons à donner, surtout en matière d'immigration car elle serait sur le chemin de la partition. De son côté Douglas Murray dans son livre « l'étrange suicide de l'Europe » démontre ainsi qu' « en matière migratoire, les responsables européens préfèrent toujours les positions généreuses, compatissantes et ouvertes car elles leur rapportent des bénéfices médiatiques immédiats. Ils savent bien pourtant qu'elles conduisent, partout, à des problèmes nationaux à long terme. Ces problèmes commencent à se voir dangereusement. D'ici la moitié de ce siècle, il est plus que probable que la Chine ressemblera encore à la Chine, l'Inde à l'Inde... Mais, au rythme auquel elle change, l'Europe ne pourra plus ressembler à ce qu'elle était il y a juste quelques décennies. ». Quand on connaît la situation en France, doit-on jeter la pierre à ceux qui n'ont pas envie de se retrouver là où nous en sommes, une société éclatée, sans repères, un archipel de groupes prêts à s'affronter, ne partageant qu'un territoire mais pas les mêmes valeurs ?

Plus globalement Marci Shore, professeure d'histoire à l'université Yale, spécialiste de l'espace post-soviétique européen nous invite à nous rappeler que : « Cette région a légué à l'Occident la philosophie dissidente, incarnée par le Tchèque **Vaclav Havel**. Elle nous a appris qu'en tant qu'êtres humains, nous étions des sujets et non des objets, dont la responsabilité était d'aller chercher la vérité, de vivre la vérité. J'ai vu cette philosophie émerger de nouveau lors de l'Euromaïdan, en Ukraine. On a recommencé à parler de la vérité, de la subjectivité, de la responsabilité individuelle comme d'antidotes à l'autoritarisme. En ces temps de post-vérité *[concept selon lequel les faits objectifs ont moins d'influence sur la formation de l'opinion que l'appel aux émotions et aux croyances personnelles]*, il me paraît particulièrement pertinent de revisiter cette tradition. »

Ces nations de l'est européen portent donc un autre imaginaire que le nôtre, héritage de leur inféodation millénaire à des entités supérieures, l'Allemagne et la Russie pour la Pologne, l'empire austro-hongrois pour la Tchéquie, la Slovaquie et la Slovénie, l'empire ottoman pour la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la moitié de la Hongrie, et enfin l'Urss ou le bloc communiste pour toutes sauf la Grèce. Il est normal qu'elles réagissent différemment de nous qui sommes habitués à un Etat fort, centralisé, très ancien et donneur de leçon à la planète entière. Ecoutons plutôt Pavel Vilikovsky, le grand écrivain slovaque contemporain quand, dans son livre « Un chien sur la route », il évoque l'identité de ces pays : « Nous ne naissons pas avec une nationalité, nous l'acquérons. C'est ce qui nous entoure, de très près, mais de l'extérieur quand même. Qu'est-ce que cela signifie, de l'extérieur ? **Les petites nations sont comme un autobus bondé**, si vous voulez arriver à destination en bon état, vous devez vous adapter aux autres voyageurs. Dans les virages, vous devez vous pencher avec eux, du même côté, vous devez faire attention à ne pas leur marcher sur les pieds, à ne pas donner de coups de coude dans les têtes, à ne pas faire filer les collants avec votre cartable. Au bout d'un moment cette harmonisation se fait automatiquement et devient une habitude. Parfois quand le chauffeur conduit comme s'il transportait du bétail, nous voyons même s'installer une

ambiance collective, un esprit de solidarité. Tous unis dans une même expérience. Mais une fois sur le trottoir, sur la place ou sur le pré, quand vous vous affranchissez de cette intimité imposée, vous respirez en toute liberté, vous vous étirez, vous vous mettez à marcher en étirant les bras. Certains pourraient taxer d'hypocrites votre comportement, mais tant pis ; **ce qui est désagréable c'est quand en vertu des habitudes inconscientes on entreprend de vous remettre de force dans l'autobus dont vous venez de sortir avec soulagement** ». Certes nous sommes là loin bien loin de l'idéologie de Valmy, la réalité du concept nous paraît triviale, mais on ne comprend rien à ces pays de l'est européen à peine sortis du joug communiste si on ignore ce trait fondamental de leur caractère. Or c'est aussi avec eux que l'avenir de la construction européenne se joue. Pour ceux qui n'auraient pas bien compris Pavel Vilikovsky résume sa pensée : « Je n'ai rien contre ceux qui croient au dieu de la nation, mais je préférerais qu'ils prient en silence, et surtout pas en public »...

Bibliographie.

Anne Applebaum. « Rideau de fer. L'Europe de l'est écrasée. 1944-1956 ». Grasset. 2014.

Catalogue de l'explosion « A l'est la guerre sans fin. 1918-1923 » . Musée de l'Armée. 2018.

Marek Gladysz. « La France, maillon faible de l'Europe ? ». L'Artilleur. 2019

Vaclav Havel. « A vrai dire. Livre de l'après-pouvoir ». L'aube. 2007.

Keith Lowe. « L'Europe barbare. 1945-1950 ». Perrin. 2012.

Douglas Murray. « L'étrange suicide de l'Europe. Immigration, identité, islam ». L'Artilleur. 2018.

Timothy Snyder. « Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline ». Gallimard. 2012.

Pavel Vilikovsky. « Un chien sur la route ». Phébus. 2019.

Conclusion.

L'Europe n'est pas une grande France.

La chute du mur de Berlin avait bien sonné le **glas du communisme réel**. C'était le plus spectaculaire. Mais elle allait aussi **ébranler ce qui, à l'ouest de l'Europe, s'était constitué pour lui résister**, une économie sociale de marché ancrée à l'abri des frontières d'une construction européenne originale, ni une fédération, ni même ni confédération.

Le lien entre ces deux phénomènes n'était pas évident et d'ailleurs personne à l'époque ne l'avait perçu. C'est qu'un troisième événement de l'autre côté de la planète était venu s'ajouter à eux au point d'en changer l'équilibre intime. **La Chine** aussi tirait les enseignements de l'effondrement de l'Urss, mais en faisant l'exact contraire de ce qu'avait entrepris Gorbatchev : ne rien toucher à son système politique et tout changer dans son économie. Sa conversion au libre-échange, sa volonté de s'insérer dans l'économie-monde et d'en finir avec ses décennies d'autarcie communiste, allait de fait et sans que personne ne le décide vraiment, déboucher sur **une nouvelle mondialisation**.

De façon visuelle, c'est le système décidé à l'issue de la seconde guerre mondiale qui reprenait alors sa place, après la longue glaciation imposée par la guerre froide. L'ONU reprenait ses droits. Ses satellites aussi, et tout particulièrement l'Organisation Mondiale du Commerce chargée d'encadrer et d'harmoniser de manière multilatérale et consensuelle ce qui allait devenir la règle commune des échanges entre les Etats.

Quelques années d'euphorie suffirent pour comprendre qu'il s'agissait d'une **illusion d'optique**. Le monde restait aussi dangereux qu'avant. Peut-être l'était-il même plus qu'avant du fait de la fin de la domination des deux « super grands » sur leurs alliés respectifs et de leur équilibre entre eux. C'est ce qu'allait symboliser la première guerre contre Irak pour la libération du Koweït, quand Saddam Hussein s'était retrouvé à découvert de la traditionnelle protection que l'Urss apportait à ses affidés. Mais encore à cette occasion, Bush père, promoteur d'un nouvel ordre international apaisé sur les ruines de l'Urss, allait s'en tenir aux résolutions de l'Onu qui se limitaient à la libération du Koweït, refusant comme il aurait pu le faire facilement d'envahir l'Irak et de mettre à bas le régime de Saddam Hussein. Bush fils ignorera l'Onu et ses résolutions ou absences de résolutions. Le nouvel ordre international avait donc vécu. Désormais seule hyperpuissance, les Etats Unis pouvaient faire ce qu'ils voulaient et ils n'allaient pas se gêner.

Mais surtout, **derrière le masque du libéralisme économique**, diverses volontés de puissance allaient vite s'imposer. Celle des Etats-Unis que désormais rien n'entravait, celle de la Russie qui allait saisir toutes les occasions de se venger de sa déchéance, et celle de la Chine devenu l'atelier du monde mais dont l'ouverture au commerce extérieur n'était qu'un moyen au service d'une fin politique. Bref, le discours dominant était bien celui de l'implacable adaptation à l'économie-monde à laquelle chacun devait se plier, c'est-à-dire en clair et pour commencer supprimer tout ce qui pouvait entraver les échanges commerciaux. Mais la réalité était que chacun agissait dans son propre intérêt, dans une grande opacité, et une totale absence de règles communes ce dont témoignaient la marginalisation de l'Onu et justement aussi la mise hors-jeu de l'organisation mondiale du commerce.

Pourquoi pas ? Oui, pourquoi pas, puisqu'ainsi en va l'histoire de l'humanité. Mais alors malheur au benêt qui croit au discours dominant et qui se désarme tandis que les autres se protègent plus que jamais. C'est exactement **le péché d'orgueil qu'ont commis les responsables européens depuis la chute du mur de Berlin**. L'Union Européenne a été ainsi le seul espace qui a procédé à une ouverture de ses marchés d'une telle ampleur. Nulle part ailleurs ne fonctionne une « concurrence libre et non faussée » supposé être la règle commune qui justifie la disparition des protections, douanières, sociales ou environnementales. L'économie chinoise est sous perfusion étatique, la Russie agit dans une opacité totale et les Etats Unis s'arrogent les droits du plus fort, les tribunaux américains allant jusqu'à imposer de colossales amendes pénales à qui sortirait du droit chemin fixé à Washington. Tous les trois étant d'accord sur le refus de toute intervention de l'OMC qui seule aurait eu la légitimité du gendarme au sein du système mondial ressemblant désormais au poulailler abandonné aux renards. Seule l'UE a naïvement continué imperturbablement à croire à la « main invisible du marché » comme régulateur sacré. Elle a exigé de tout lui sacrifier jusque et y compris ce qui était sa caractéristique essentielle, celle qui est au cœur de son modèle social et de son art de vivre, celle d'une économie sociale de marché avec une forte dimension de solidarité territoriale et générationnelle. Evidemment la confrontation des coûts de production qu'autorisait le « marché libre et concurrentiel » entre les salaires européens les plus faibles avec le salaire moyen du Bangladesh allait être fatal à ce qui avait constitué le socle de la social-démocratie. La désindustrialisation de l'Europe a donc été immédiate et massive vers les pays émergents. Cette perte de richesse produite allait s'y traduire mécaniquement non seulement dans les chiffres d'un chômage désormais structurel et massif mais aussi dans des pertes de recettes fiscales et sociales, déstabilisant ainsi l'équilibre financier de notre modèle social. La cécité devant ce qui se passait ne pouvait durer que grâce et à la mesure d'un endettement invraisemblable, qu'aucune génération n'a jamais transmis à ses enfants et petits-enfants, endettement qui venait cacher la réalité et permettre de continuer comme si de rien n'était, sans se remettre en cause.

Le seul contrepoids trouvé par l'UE aura été d'avoir accepté que ces délocalisations se fassent aussi en son sein, et donc **d'avoir organisé une concurrence déloyale au sein même de l'UE**. C'est justement ce qu'allait favoriser son élargissement, donnant à celui-ci une dimension fragile et un sens inquiétant. De ce fait, après avoir mis à mal l'équilibre entre le marché et le bien-être social, cette **adaptation sans mesure allait aussi ébranler la construction européenne elle-même** puisque celle-ci reposait d'abord et avant tout sur une volonté de se protéger à l'intérieur comme à l'extérieur. Une Union qui se transformait en agent de destruction de ce pour quoi elle existait ne pouvait que mener à la rupture avec les citoyens. Nous y sommes.

Il nous faut donc sortir de cette impasse mortifère. Nous en avons bien sur collectivement les moyens. Mais en avons-nous l'envie ? Car il y faut du courage et de la détermination. Alors que le passé nous entrave et que la peur nous conduit plus facilement au sauve-qui-peut individuel. C'est pourquoi, à celles et ceux qui ne se résignent pas, il est important d'avoir des armes, celles des mots et celles de la pensée, qui libèrent de la peur et des préjugés, qui tonifient avec optimisme et rendent l'audace fondée et féconde.

C'est l'ambition de cet essai.